

BURKINA FASO

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

ITIE Burkina Faso

RAPPORT ITIE 2013

Mars 2016



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
Contexte	5
Objectif	5
Nature et périmètre des travaux	5
1. RESUME	7
1.1. Revenus du secteur extractif	7
1.2. Production et exportations du secteur extractif	8
1.3. Périmètre du rapport.....	10
1.4. Exhaustivité et crédibilité des données	10
1.5. Résultats des travaux de conciliation	12
1.6. Recommandations.....	14
2. APPROCHE ET METHODOLOGIE.....	15
2.1 Etude de cadrage	15
2.2 Collecte des données	15
2.3 Compilation des données et analyse des écarts.....	15
2.4 Processus d'assurance et de crédibilité des données ITIE.....	16
2.5 Base et période des déclarations	17
3. CONTEXTE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES.....	18
3.1. Secteur Extractif au Burkina Faso	18
3.2. Cadre réglementaire et contexte du secteur minier	18
3.3. Contribution dans l'économie	30
3.4. Collecte des revenus dans le secteur des industries extractives	31
3.5. Pratiques d'audit et d'assurance	36
4. DETERMINATION DU PERIMETRE ITIE.....	38
4.1. Sélection des flux de paiement.....	38
4.2. Sélection des entreprises extractives	39
4.3. Sélection des entités gouvernementales.....	40
5. RESULTATS DES TRAVAUX DE CONCILIATION	41
5.1. Rapprochement des flux de paiements en numéraire	41
5.2. Rapprochement des remboursements de crédit de TVA	53
5.3. Rapprochement des données sur l'exportation.....	55
6. AUTRES INFORMATIONS.....	56
6.1. Revenus de l'Etat	56
6.2. Paiements sociaux	58
6.3. Déclarations unilatérales	58
6.4. Transferts Infranationaux.....	59
6.5. Accords de Troc	60
6.6. Production minière.....	60

6.7. Exportations.....	62
7 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS	63
7.1 Recommandations 2013.....	63
7.2 Suivi des recommandations de 2012 et des années antérieures	65
ANNEXES	71
Annexe 1 : Effectif par société extractive	71
Annexe 2 : Profil et propriété réelle des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation ..	72
Annexe 3 : Tableau détail des paiements sociaux	74
Annexe 4 : Tableau autres paiements unilatéraux par administration	76
Annexe 5 : Transferts infranationaux.....	80
Annexe 6 : Soumission des formulaires de déclarations des sociétés extractives	90
Annexe 7 : Formulaire de déclaration ITIE Burkina Faso 2013.....	93
Annexe 8 : Description des flux de paiements	104
Annexe 9 : Tableaux de conciliation par entreprise.....	109
Annexe 10 : Situation des titres miniers	138
Annexe 11: Equipe de travail et personnes contactées	167

LISTE DES ABREVIATIONS

BBDA	Bureau Burkinabé du Droit d'Auteur
BMC	Burkina Mining Company
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BUMIGEB	Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina
BUNEE	Bureau National des Évaluations Environnementales
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNLF	Coordination Nationale de Lutte contre la Fraude
CPVI	Contribution pour le Programme de Vérification des Importations
DD	Droits de Douanes
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FRE	Fonds de Réhabilitation de l'Environnement
IBIC	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux
IFAC	International Federation of Accountants
IFU	Identifiant Financier Unique
IRF	Impôt sur les Revenus Fonciers
IRVM	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières
IS	Impôt sur les Sociétés
K FCFA	Millier de FCFA
MME	Ministère des Mines et de l'Energie
PC	Prélèvement Communautaire
PCS	Prélèvement Communautaire de Solidarité
RCP	Rémunération pour Copie Privée
RCP	Rémunération sur les appareils permettant la Copie d'œuvres Protégées
RI	Redevance Informatique
RRO	Rémunération pour la reprographie des œuvres
RS	Redevances Statistiques
RSP	Remises Spéciales
SMB	SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO
SOMITA	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO
SP-ITIE	Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Contexte

L'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une initiative volontaire qui vise à renforcer, dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières et minières, la bonne gouvernance des revenus publics issus de leur extraction.

Le Burkina Faso a adhéré à cette initiative en 2008, et a été déclaré « pays conforme » en février 2013. Ce rapport, qui couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013, constitue le cinquième rapport ITIE du Burkina Faso, depuis son adhésion à l'ITIE et le troisième rapport depuis sa déclaration en tant que pays conforme. La prochaine validation du Burkina Faso est prévue pour octobre 2016. Plus d'informations sur ITIE au Burkina Faso sont disponibles sur le site web <http://www.itie-bf.gov.bf/>.

Objectif

L'ITIE exige la publication de rapports ITIE exhaustifs, incluant la divulgation complète des revenus de l'État issus des industries extractives, ainsi que la divulgation de tous les paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises pétrolières, gazières et minières¹.

L'objectif de ce rapport ITIE est de renforcer la compréhension du niveau des contributions du secteur extractif au développement économique et social du Burkina Faso et d'améliorer la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur.

Nature et périmètre des travaux

Le cabinet Moore Stephens a été mandaté pour être l'Administrateur Indépendant en charge de l'élaboration du Rapport ITIE couvrant l'année 2013 (Rapport ITIE 2013).

Nos travaux d'Administrateur Indépendant ont consisté principalement à collecter, rapprocher et compiler, pour l'année 2013 :

- i. Les paiements déclarés versés à l'État par les entreprises extractives détentrices de titres miniers au Burkina Faso, d'une part ; et
- ii. Les paiements déclarés reçus par l'État de ces entreprises, d'autre part.

La mission de conciliation a été conduite en adhérant aux normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues », ainsi que le Code d'Éthique de l'IFAC. Ce Rapport ITIE est en outre établi selon les préconisations de la Norme ITIE, adoptée en mai 2013 à Sydney et les Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le Conseil National de l'ITIE.

Les procédures convenues n'ont pas pour objet :

- d'effectuer un audit, ni un examen limité des revenus extractifs. L'audit et la certification des données incluses dans le présent rapport n'entrent pas dans les Termes de Référence de notre mission. Toutefois, les informations conciliées portent sur des données auditées et/ou attestées par les parties déclarantes ; et
- de déceler des erreurs, des actes illégaux ou d'autres irrégularités hormis ceux que nous avons pu rencontrer lors de la conduite de nos travaux.

Le présent rapport prend en considération les données chiffrées qui nous sont parvenues jusqu'à la date du 20 janvier 2016 et les données sur les certifications des formulaires de déclaration reçues jusqu'à la date du 16 février 2016.

¹ Exigence 4 de la Norme ITIE

Ce rapport comporte 7 chapitres :

- un résumé de la contribution du secteur et des résultats de conciliation (Chap.1) ;
- l'approche et la méthodologie suivie pour la conduite des travaux (Chap.2) ;
- les données contextuelles sur le secteur minier et sur sa contribution (Chap.3) ;
- le périmètre couvert et les modalités de sa détermination (Chap.4) ;
- les résultats des travaux de conciliation (Chap. 5) ;
- les autres informations divulguées (Chap. 6) ; et
- les enseignements tirés et les recommandations pour le renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE (Chap. 7).

Les données désagrégées par entité et par flux de paiements sont présentées dans les annexes de ce rapport. Les montants sont présentés dans ce rapport en FCFA, sauf indication contraire.

1. RESUME

Ce rapport résume les informations sur la conciliation des revenus fiscaux et non fiscaux provenant des industries extractives au Burkina Faso et constitue une partie intégrante du processus de mise en œuvre de l'ITIE. Dans ce cadre, les entreprises extractives et les administrations publiques ont reporté respectivement, les paiements et les revenus prévus par l'Exigence 4.1 de la Norme ITIE. Les parties déclarantes ont été également sollicitées pour reporter les données sur la production, les exportations et sur les paiements sociaux.

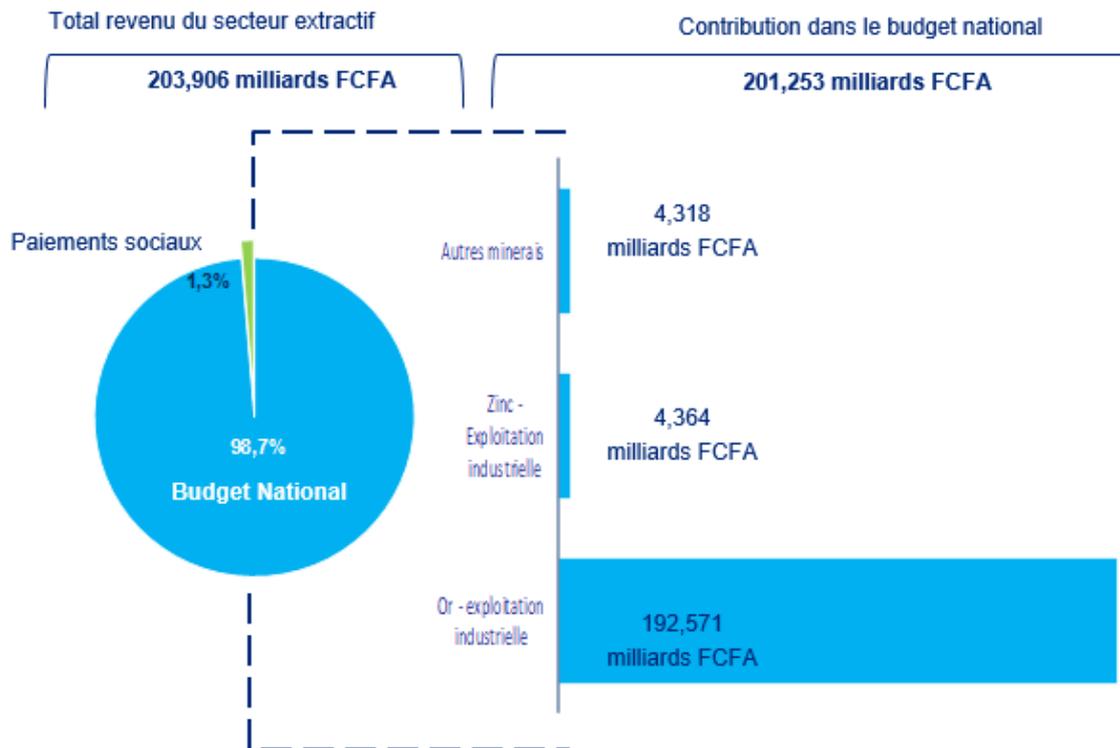
1.1. Revenus du secteur extractif

1.1.1. Revenus générés par le secteur minier

Sur la base des données reportées par l'Etat, après conciliation, les revenus générés par le secteur minier totalisent un montant de 203,906 milliards de FCFA pour l'année 2013. Ce montant inclut les paiements encaissés directement par l'Etat pour un montant de 201,253 milliards de FCFA et les paiements sociaux pour un montant de 2,653 milliards de FCFA.

La part des revenus alloués directement au budget de l'Etat, et qui représente 98,7% du total des revenus du secteur, provient essentiellement de l'exploitation industrielle de l'or (94%) et de l'exploitation du zinc (2%).

Schéma 1 : Affectation des revenus extractifs



Les autres minerais constituent principalement les revenus déclarés par les régies financières pour les sociétés non retenues dans le périmètre de conciliation et qui s'élèvent à 3,929 milliards de FCFA et qui représentent 1,9% des revenus du secteur extractif.

1.1.2. Evolution des revenus

Les revenus du secteur minier encaissés au niveau du budget national ont progressé de 8% passant de 186,845² milliards FCFA en 2012 à 201,253 milliards FCFA en 2013. Cette progression est due essentiellement à l'augmentation des recettes provenant des droits de douane.

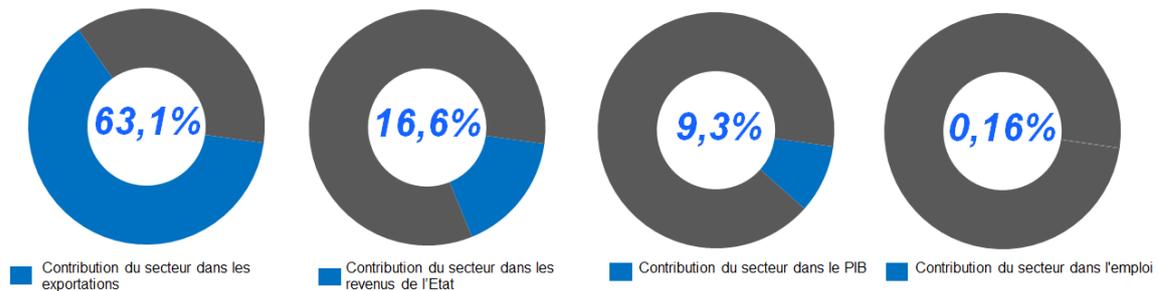
Tableau 1 : Analyse de la variation des revenus du secteur minier pour la période 2012-2013

Paielements (en milliards de FCFA)	2013	2012	Variation (en valeur)	Variation (en %)
Droits de Douane et taxes assimilées	59,420	41,204	18,217	44,21%
Impôt sur les Sociétés (IS)	55,423	55,828	(0,404)	(0,72%)
Redevances proportionnelles (Royalties)	33,153	36,876	(3,723)	(10,10%)
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	16,827	16,449	0,379	2,30%
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	11,751	5,584	6,167	110,42%
Autres paiements	24,678	30,904	(6,225)	(20,14%)
Total	201,253	186,845	14,408	8%

1.1.3. Contribution dans l'économie

Sur les trois dernières années, le secteur minier n'a cessé de consolider sa contribution dans la croissance économique du Burkina Faso. Pour 2013, le secteur a contribué à hauteur de 16,6% dans les revenus de l'Etat et 63,1% dans les exportations du pays. En termes de PIB, la contribution a été à hauteur de 9,3% alors que pour l'emploi la contribution est de 0,16%³.

Schéma 2 : Contribution du secteur extractif dans les revenus de l'Etat, l'exportation, le PIB et l'emploi



1.2. Production et exportations du secteur extractif

Sur la base des données reportées par la DGMG, la production provenant de l'exploitation industrielle et artisanale de l'or a atteint 32,99 tonnes en 2013 contre 30,17⁴ tonnes en 2012 enregistrant ainsi une hausse de 9,4%. Cette variation est principalement expliquée en partie par l'entrée en production de la mine Bissa en 2013.

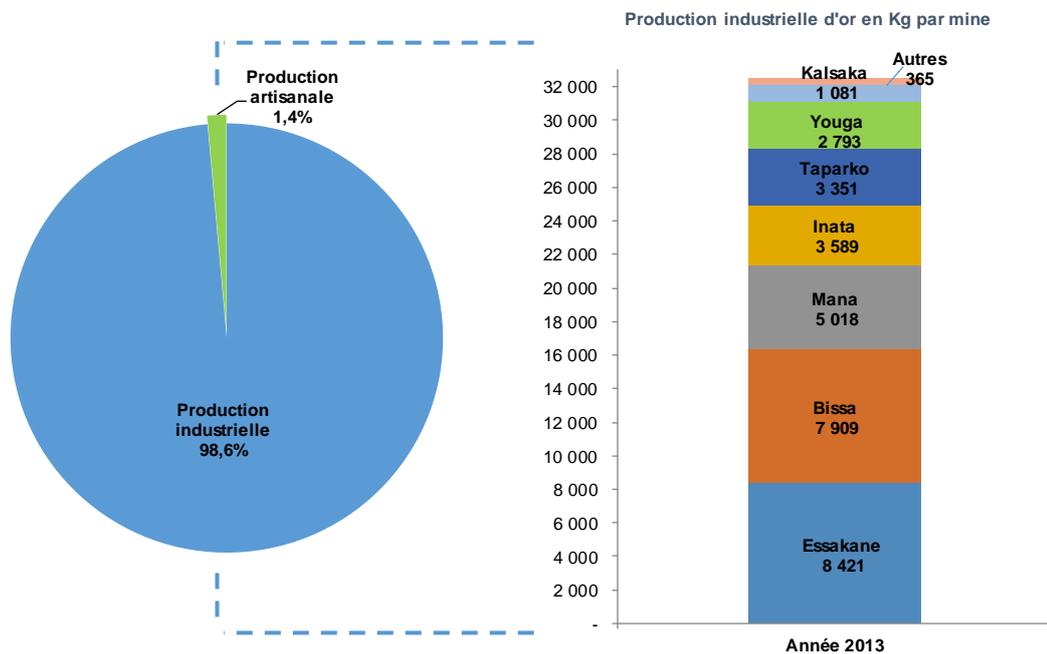
Cette production provient à hauteur de 98,6% de l'exploitation industrielle contre 1,4% pour l'exploitation artisanale. La production par mine industrielle est présentée dans le graphique ci-dessous.

² Recettes totales perçues par l'Etat (Rapport ITIE 2012)

³ Rapport ITIE 2012- Contribution de la mine industrielle en 2012

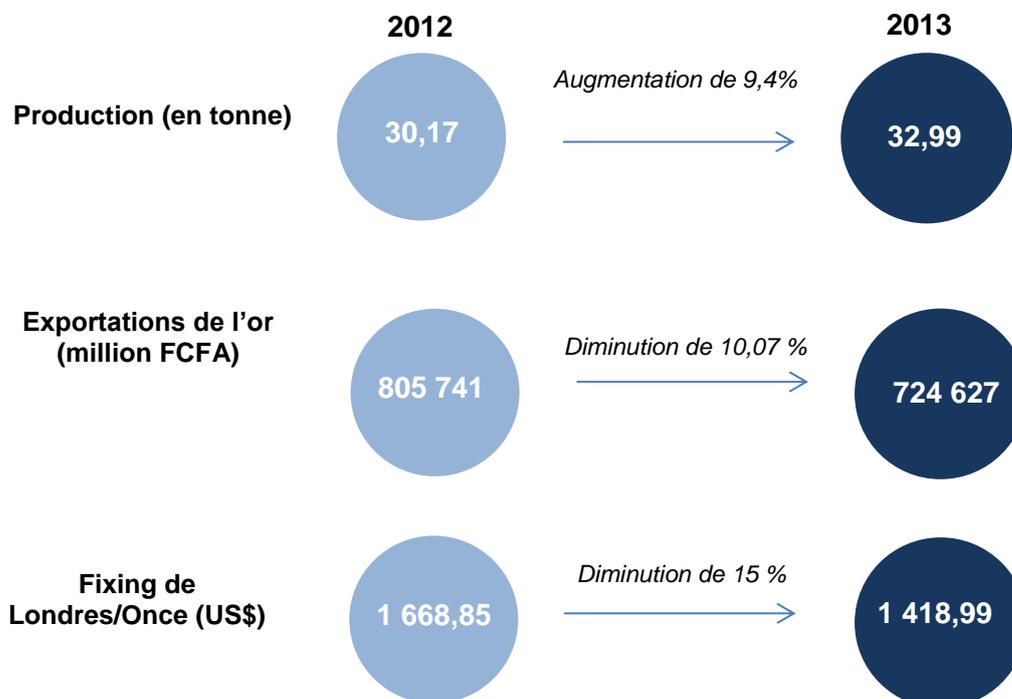
⁴ Rapport ITIE 2012

Schéma 3 : Production d'or par projet



Malgré la hausse de la production de 9%, les exportations d'or ont connu une baisse considérable passant de 805,741⁵ milliards de FCFA en 2012 à 724,627⁶ milliards de FCFA en 2013. Cette variation négative est principalement expliquée par la baisse du cours moyen annuel de l'or de (- 15%) entre 2012 et 2013⁷.

. Schéma 4 : Evolution de la production, des exportations et des prix de l'or pour la période 2012-2013



⁵ Rapport ITIE 2012

⁶ Source : DGD

⁷ <http://www.goldprices.com/historical-gold-prices.htm> (London Gold Bullion Market Historical PM Gold Fix)

Par ailleurs, au cours de l'année 2013, le secteur minier au Burkina a été marqué par l'entrée de la production de la mine de zinc « Perkoa », exploitée par Nantou Mining. La production de Zinc déclarée par la DGMG s'élève à 44 742 tonnes au titre de 2013.

1.3. Périmètre du rapport

Le présent rapport couvre les revenus provenant du secteur minier au Burkina Faso pour l'année 2013.

Pour le besoin de la détermination du périmètre de conciliation, le Comité de Pilotage a retenu, pour le secteur minier :

- les entreprises minières dont le total des paiements à l'Etat est supérieur ou égale à 100 millions de FCFA ;
- les entreprises ayant déjà été retenues dans le périmètre de conciliation dans le Rapport ITIE 2012, même si leurs contribution se trouve au-dessous du seuil ci-dessus mentionné ; et
- les comptoirs ayant exporté un volume supérieur ou égal à 50 kg en 2013.

Ce périmètre a été retenu par le Comité, avec pour objectif de couvrir 99,59% du total des revenus miniers par les travaux de conciliation. Au total, 29 sociétés ont été sollicitées pour soumettre une déclaration dans le cadre du présent rapport.

Les revenus provenant des entités non sélectionnées dans le périmètre ont été donc reportés dans le présent rapport sur la base de la déclaration unilatérale de l'Etat.

Rapport ITIE 2013	Couverture
Année fiscale	2013
Secteur couvert	Minier
Types d'exploitation	Industrielle et artisanale
Nombre d'entreprises déclarantes	29
Nombre d'entités d'Etat déclarantes	6
Nombre de projets en production	9
Taux de couverture de l'exercice de rapprochement ciblé (effectif)	99,59% (98,05%)

1.4. Exhaustivité et crédibilité des données

1.4.1. Exhaustivité des données

(i) Toutes les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation, ont soumis un formulaire de déclaration conformément aux instructions de reporting à l'exception des sociétés listées ci-dessous :

No.	Société
1	Newmont Ventures LTD
2	Pinsapo Gold
3	Métaux SAV'OR
4	SAV'OR

Selon une lettre reçue du Ministère des Mines et de l'Énergie (MME), nous avons été informés que les deux premières sociétés ont arrêté leurs activités au Burkina Faso pour les raisons suivantes :

Société	Commentaire MME	Ref. lettre du MME
Newmont Ventures LTD	Insatisfaite des résultats des recherches additionnelles sur le site de POURA, la société a décidé de céder ses parts à Cluff Africa Associates.	15-328 MME/SG/DGMG
Pinsapo Gold	Activités arrêtées depuis 2011 pour des raisons techniques	15-328 MME/SG/DGMG

Pour les deux autres entités qui correspondent à des comptoirs d'achat d'or, nous comprenons que le Secrétariat Permanent a effectué des relances à plusieurs reprises. A la date de présent rapport, les déclarations des deux entités ne nous ont pas été transmises.

Le montant total des revenus déclarés par les administrations de l'Etat pour ces 4 quatre sociétés est de 0,1 milliard FCFA et représente uniquement 0,05% du total des revenus. Compte tenu de la faible contribution de ces entreprises, l'absence de déclaration ne devrait pas affecter l'exhaustivité des données présentées dans le présent rapport. Le détail de soumission des formulaires de déclaration est présenté dans l'Annexe 6.

(ii) Toutes les régies financières sollicitées dans le cadre de la conciliation 2013 ont soumis des formulaires de déclaration pour chacune des entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation ; ainsi que pour les entreprises non retenues dans le périmètre. Exception est faite, des données sur les versements au FRE qui n'ont pas été confirmés par le Ministère de l'Economie et des Finances.

En conséquence, les paiements reportés par les entreprises extractives, au titre des versements au FRE pour un total de 0,919 milliards FCFA, n'ont pas pu être confirmés et pris en compte dans le calcul des revenus de secteur extractif pour l'année 2013. Ces paiements représentent 0,45% du total des revenus du secteur pour l'année 2013.

Compte tenu de ces éléments, et sous réserve de l'impact des constats ci-dessus mentionnées, nous pouvons raisonnablement conclure que ce rapport couvre de manière satisfaisante, l'ensemble des revenus significatifs provenant du secteur extractif au Burkina Faso pour l'année 2013.

1.4.2. Certification des données

(i) Dans le cadre de la procédure convenue pour assurer la crédibilité des données reportées, les sociétés retenues dans le périmètre ont été sollicitées pour soumettre un formulaire de déclaration signé par un représentant habilité et certifié par un auditeur externe.

Sur les 25 sociétés minières ayant soumis des formulaires de déclaration, six (6) sociétés n'ont pas envoyé des formulaires de déclaration signés par une personne habilitée.

Sur les 25 sociétés minières ayant soumis des formulaires de déclaration, huit (8) sociétés n'ont pas envoyé des formulaires de déclaration certifiés par un auditeur externe. Ces sociétés sont listées comme suit :

N°	Sociétés	Revenus déclarés par l'Etat En milliards de FCFA	Contribution dans les revenus conciliés
1	KALSAKA MINING	7,773	3,94%
2	SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	0,503	0,26%
3	AMPELLA MINING	0,023	0,01%
4	HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	0,232	0,12%
5	JILBEY BURKINA SARL	0,166	0,08%
6	Riverstone Resources INC.	0,226	0,11%
7	Stremco SA	0,080	0,04%
8	Pan African Minerals	0,271	0,14%
Total		9,275	4,70%

Le pourcentage total des sociétés n'ayant pas soumis de formulaires de déclaration certifiés, représente 4,70% de l'ensemble des recettes extractives ayant fait l'objet de conciliation tels que reportées par les régies financières après ajustements. Toutefois, il y a lieu de signaler que les travaux de rapprochement des paiements reportés pour ces sociétés n'ont pas relevé d'écarts significatifs.

(ii) Dans le cadre de la procédure convenue pour assurer la crédibilité des données reportées, les régies financières ont été sollicitées pour faire signer leurs déclarations par une personne habilitée et la faire attester par le Receveur Général.

Toutes les déclarations des régies financières ont été attestées par une personne habilitée et certifiées par le Receveur Général.

En dehors des constats ci-dessus indiqués, nous n'avons pas relevé d'éléments pouvant remettre en cause la fiabilité des revenus du secteur extractif reportés dans le présent rapport.

1.5. Résultats des travaux de conciliation

Le périmètre retenu par le Conseil National a permis de concilier 197,320 milliards de FCFA des revenus du secteur minier soit une couverture effective de 98,05%⁸.

Les résultats des travaux de rapprochement en agrégé et par secteur sont présentés comme suit :

1.5.1. Conciliation des flux de paiements

Les travaux de conciliation ont permis de concilier 98,31% des revenus déclarés par l'Etat sans tenir compte des déclarations unilatérales. L'écart résiduel non concilié s'élève à **(3,3) milliards de FCFA**, soit (1,69)% du total des recettes déclarées par l'Etat après ajustement. Cet écart se trouve au-dessous de la marge d'écart acceptable par le Comité de Pilotage de 2%⁹.

Tableau 2 : Rapprochement des paiements réalisés en numéraire, secteur minier

Paiements agrégés (En milliard FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements de conciliation	Déclaration Ajustée (A)	Ajustements des déclarations unilatérales (B)	Total revenu déclaré (A) + (B)
Alloués au Budget National (a)	306,447	(109,126)	197,320	3,933	201,253
Sociétés minières	184,962	9,023	193,985	0,004	193,989
Gouvernement	306,447	(109,126)	197,320	3,929	201,249
Ecarts	(121,485)	118,149	(3,335)		
Paiements sociaux (b)	-	-	-	2,653	2,653
Sociétés minières	-	-	-	2,653	2,653
Total flux de paiements générés par le secteur minier (a+b)					
Sociétés minières	184,962	9,023	193,985	2,657	196,642
Gouvernement et autres bénéficiaires	306,447	(109,126)	197,320	6,586	203,906
Ecarts en valeur	(121,485)	118,149	(3,335)		
Ecarts en %	(39,64)%	-	(1,69)%		

(A) Déclaration ajustée des travaux de conciliation

(B) Pour la détermination de l'écart final, la colonne « Ajustements des déclarations unilatérales » a été utilisée pour inclure les montants déclarés unilatéralement par les sociétés dans le total des revenus déclarés par le Gouvernement et autres bénéficiaires.

⁸ % calculé compte non tenu des paiements sociaux.

⁹ Voir chapitre 5

1.5.2. Conciliation des remboursements de crédit de TVA

A la fin des travaux de conciliation, la somme des écarts résiduels non réconciliés des remboursements de crédit de TVA s'élève à 0,105 milliards de FCFA.

Tableau 3 : Rapprochement des remboursements de crédit de TVA, secteur minier

Paiements agrégés (En milliards de FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements	Déclaration ajustée
Crédit de TVA remboursé			
Entreprises extractives	(57,625)	-	(57,625)
Gouvernement	(52,068)	(5,453)	(57,521)
Ecarts	(5,557)	-	(0,105)

1.5.3. Conciliation des volumes et des valeurs des exportations

Exportation d'or

Les écarts sur les volumes et la valeur des exportations d'or totalisent respectivement (436) Kg d'or et (18,610) milliards de FCFA et se détaillent comme suit :

Tableau 4 : Rapprochement des exportations d'or en volume et en valeur

Exportation	Déclaration initiale	Ajustements	Déclaration ajustée
Volumes agrégés (en Kg)			
Entreprises extractives	32 091		32 091
Gouvernement (*)	32 527		32 527
Ecarts	(436)		(436)
Valeur agrégée (en milliards de FCFA)			
Entreprises extractives	706,016		706,016
Gouvernement (**)	724,627		724,627
Ecarts	(18,610)		(18,610)

(*) quantités déclarées par la DGMG

(**) valeurs déclarées par la DGD

Exportation de zinc

Les écarts sur les volumes et la valeur des exportations de zinc totalisent respectivement 7 909 tonnes de zinc et (0,028) milliards de FCFA :

Tableau 5 : Rapprochement des exportations de zinc en volume et en valeur

Exportation	Déclaration initiale	Ajustements	Déclaration ajustée
Volumes agrégés (en tonnes)			
Entreprises extractives	52 651		52 651
Gouvernement (*)	44 742		44 742
Ecarts	7 909		7 909
Valeur agrégée (en milliards de FCFA)			
Entreprises extractives	12,506		12,506
Gouvernement (**)	12,534		12,534
Ecarts	(0,028)		(0,028)

(*) quantités déclarées par la DGMG

(**) valeurs déclarées par la DGD

1.6. Recommandations

Sans remettre en cause les informations divulguées dans le présent rapport, nous avons émis des recommandations pour améliorer la mise en œuvre du processus ITIE au Burkina Faso. Les constats relevés sont résumés comme suit :

Constats	Résumé du constat
1. Insuffisances des données communiquées par l'Etat	Sensibiliser les parties prenantes à communiquer les données financières et contextuelles manquantes
2. Problème de fiabilité de la déclaration de la DGI due à des insuffisances générées par le changement de la version du système d'information	Fiabiliser les données sur le nouveau système d'information « SYNTAX 2 » de la DGI
3. Etats financiers audités pour l'année 2013 non communiqués par certaines entreprises	Inciter les entreprises à se conformer aux instructions et procédures convenues par le Comité de Pilotage
4. Procédure inadaptée pour le suivi et l'enregistrement des droits de douane par les entreprises	Inciter les entreprises à revoir la procédure et à disposer du détail des paiements par quittances pour les besoins des déclarations ITIE
5. Attestation et certification des déclarations non effectuées par certaines entreprises	Inciter les entreprises à se conformer aux instructions et procédures convenues par le Comité de Pilotage
6. Ecart sur la valeur des exportations entre la déclaration de la DGD et la déclaration des entreprises	Coordonner entre les parties prenantes au niveau de la DGD et des entreprises afin de définir le mode de calcul et de détermination de la valeur des exportations pour les prochains Rapports ITIE
7. Certaines recommandations des rapports précédents n'ont pas fait l'objet d'un suivi ou d'un début d'implémentation	Mettre en place un tableau de suivi de la mise en place des recommandations et associer les parties prenantes dans la détermination des actions à entreprendre et convenir un calendrier de mise en place

Les constats et les recommandations émises sont détaillés dans le Chapitre 7 du présent rapport.



Tim Woodward
Associé
Moore Stephens LLP

28 mars 2016

150 Aldersgate Street
London EC1A 4AB

2. APPROCHE ET METHODOLOGIE

Le processus de conciliation a été conduit en suivant les étapes suivantes :

- l'étude de cadrage pour la collecte des données contextuelles, la délimitation du périmètre de la conciliation et la mise à jour du formulaire de déclaration ;
- la collecte des données sur les paiements des entreprises extractives et les revenus du gouvernement qui constituent la base des travaux de conciliation ;
- le rapprochement des données reportées par les parties déclarantes en vue d'identifier les écarts éventuels ; et
- la prise de contact avec des parties déclarantes pour investiguer sur les écarts et les ajuster sur la base des confirmations et justifications communiquées.

2.1 Etude de cadrage

L'étude de cadrage a porté sur le secteur minier qui constitue la source de revenus des industries extractives au Burkina Faso et a inclus nos préconisations pour :

- les flux de paiements et autres données à retenir dans le périmètre de conciliation ;
- les entreprises et régies financières qui sont tenues de faire une déclaration ;
- les garanties à apporter par les entités déclarantes pour assurer la crédibilité des données ITIE ; et
- le niveau de désagrégation à appliquer aux données reportées.

Les résultats de l'étude de cadrage, qui ont été soumis et approuvés par le Secrétariat Permanent de l'ITIE, sont présentés dans le Chapitre 4 du présent rapport.

2.2 Collecte des données

La collecte des données a été précédée par un atelier de formation au profit des parties déclarantes portant sur le formulaire de déclaration, présenté en Annexe 7 du présent rapport, et sur les instructions de reporting. Les directives, les règles de reporting et les formulaires approuvés par le Comité de Pilotage ont été communiqués aux parties déclarantes en version électronique.

Les dates du 5 et 22 novembre 2015 ont été retenues par le Comité de Pilotage comme dates limites respectives pour la soumission des déclarations en version électronique et des déclarations certifiées.

Les entités déclarantes ont été également sollicitées pour annexer à leurs déclarations, un détail par quittance et par date de paiement des montants reportés ainsi que leurs états financiers certifiés pour l'année 2013. Le détail de soumission des formulaires de déclaration et des états financiers des entités déclarantes est présenté dans l'Annexe 6.

2.3 Compilation des données et analyse des écarts

Le processus de conciliation a suivi les étapes suivantes :

Rapprochement initial : Les données reportées par les entreprises ont été compilées avec les données de l'Etat pour les besoins de la conciliation. Tous les écarts identifiés ont été listés par nature pour chaque entreprise et chaque entité de l'Etat.

Dans le cas où, le rapprochement des données n'a pas révélé d'écart ou a révélé des écarts à la marge d'erreur mentionnée ci-dessous, les données de l'Etat ont été considérées comme confirmées et aucune analyse supplémentaire n'a été effectuée. Dans le cas contraire, les écarts ont été signifiés aux entreprises et aux entités de l'Etat et ont fait l'objet d'une analyse pour les besoins du rapprochement initial.

Analyse des écarts : Pour les besoins de la conciliation, le Comité de Pilotage a convenu un seuil de matérialité de 500 000 FCFA pour les écarts matériels qui nécessitent des diligences supplémentaires en termes d'analyse et d'ajustement. Dans le cas où, les écarts relevés se trouvent en dessous de ce seuil, nous avons conclu que l'écart était non matériel pour le Rapport ITIE.

Suivi et investigation des écarts : Chaque fois où les écarts relevés se trouvent en dessus de seuil de matérialité, nous avons considéré que l'écart était matériel, et les entités déclarantes ont été sollicitées pour soumettre les justificatifs nécessaires pour confirmer les ajustements des données initiales reportées. Nous avons également organisé des réunions avec certaines parties déclarantes, en vue d'obtenir des compléments d'information et de documents. Dans le cas où, nous n'avons pas été en mesure d'identifier l'origine de l'écart, il est présenté dans le rapport en tant qu'écart résiduel non réconcilié.

Les résultats des travaux de conciliation sont présentés dans le Chapitre 5 du présent rapport.

2.4 Processus d'assurance et de crédibilité des données ITIE

Afin de garantir la fiabilité et l'exhaustivité des données reportées dans le cadre du rapport ITIE 2013, les mesures suivantes ont été convenues avec le Comité de Pilotage :

Pour les entreprises extractives

Les entreprises retenues dans le périmètre de conciliation ont été sollicitées pour soumettre un formulaire de déclaration :

- signé par une personne habilitée à représenter l'entreprise minière ;
- accompagné par un détail par quittance des paiements reportés ;
- accompagné des états financiers certifiés de l'entreprise pour l'année 2013 ; et
- certifié par un auditeur externe qui atteste qu'aucun élément n'a été porté à son attention qui est de nature à remettre en cause la fiabilité des paiements reportés par l'entreprise. L'auditeur peut être le Commissaire aux comptes de l'entreprise ou un auditeur désigné pour l'occasion.

La situation des envois des déclarations certifiées est présentée en Annexe 6.

Concernant les données sur la propriété réelle, les entreprises déclarantes ont été sollicitées pour soumettre une déclaration signée par une personne habilitée à représenter l'entreprise.

Pour les régies financières

Les régies financières sélectionnées dans le périmètre ITIE ont été sollicitées pour soumettre un formulaire de déclaration :

- signé par un officiel habilité de la régie financière déclarante ;
- accompagnées par un détail par quittance des paiements reportés ; et
- certifiées par le Receveur Général qui atteste qu'aucun élément n'a été porté à son attention qui est de nature à remettre en cause la fiabilité des revenus reportés par la régie.

Le Receveur Général a été également sollicité pour soumettre une lettre d'affirmation certifiant la conformité des données produites par les régies financières aux données dans les états soumis à la Recette Générale.

La situation des envois des déclarations certifiées est présentée en Annexe 6.

2.5 Base et période des déclarations

Les paiements et les revenus reportés dans le cadre du rapport ITIE correspondent strictement à des flux de paiements ou des contributions intervenus durant l'année 2013. La période durant laquelle l'impôt ou la taxe est encouru n'a pas été considérée. Seule la date du paiement effectif a été prise en compte dans les déclarations.

Le Comité de Pilotage a défini la période de reporting à l'année civile. Les travaux de conciliation ont été donc effectués sur la base des paiements intervenus entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013.

La devise de reporting est le FCFA. Pour les paiements effectués en devises étrangères, les entités ont été sollicitées de reporter leurs paiements ou revenus dans la devise du paiement. Les paiements effectués en USD ont été convertis au cours de change de la BCEAO pour le jour de l'opération d'encaissement.

3. CONTEXTE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

3.1. Secteur Extractif au Burkina Faso

Les industries extractives couvertes par la présente étude incluent :

- le secteur des mines solides incluant l'activité artisanale ; et
- le secteur de l'exploitation des carrières.

Actuellement, le Burkina Faso ne dispose pas de réserves prouvées de pétrole ou de gaz.

3.2. Cadre réglementaire et contexte du secteur minier

3.2.1. Contexte général du secteur minier

Le secteur minier est, désormais, considéré comme l'un des plus dynamiques de l'Afrique de l'Ouest. En raison de ses performances au cours des dernières années, le Burkina Faso passe d'un pays à vocation agricole à un pays minier disposant de potentialités minières aussi importantes que variées, réparties sur l'ensemble du territoire.

Les principales ressources sont l'or, le zinc, le cuivre, le manganèse, le phosphate et les calcaires. Des indices de diamant, bauxite, nickel et vanadium ont été répertoriés dans des formations géologiques diverses. Cependant, l'or reste le minerai le plus exploité au Burkina Faso.

Le développement du secteur minier a été réalisé grâce à l'intensification des investissements et l'ouverture des mines industrielles accompagnées par une évolution du contexte légal et réglementaire des activités minières.

3.2.2. Contexte politique et stratégique

La stratégie d'ensemble qui guide les activités minières au Burkina Faso trouve sa source dans :

- la Constitution du 2 juin 1991¹⁰ qui dicte la ligne politique générale de la gestion des ressources naturelles dont font partie les ressources minérales. Elle stipule, notamment en son Article 14 que "les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple" ;
- la Déclaration de Politique Minière (DPM) de 1996¹¹ qui consacre l'ouverture du secteur minier au secteur privé qui en devient le moteur ;
- la Politique Sectorielle des Mines adoptée par le Conseil des Ministres du 16 octobre 2013¹² ; et
- la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD)¹³ qui stipule que "la stratégie reposera sur la promotion de pôles de croissance autour des zones minières en : (i) développant les activités connexes à la production minière, (ii) développant la transformation, (iii) réinvestissant les recettes minières dans la diversification de la production et dans le développement des secteurs sociaux au profit du pays et plus spécifiquement, des zones de production".

3.2.3. Contexte institutionnel

De par son positionnement stratégique dans l'économie du Burkina Faso, le secteur des mines et de la géologie implique plusieurs ministères, dont ceux chargés respectivement des mines, des finances et de l'environnement.

¹⁰ <http://www.sggcm.gov.bf/index.php/documents-en-ligne/textes-fondamentaux/la-constitution-du-burkina-faso>

¹¹ <http://www.legiburkina.bf/Les%20politiques%20sectorielles/POLITIQUE%20SECTORIELLE%20DES%20MINES.pdf>

¹² <http://lefaso.net/spip.php?article56328>

¹³ http://www.unpei.org/sites/default/files/e_library_documents/Burkina_Faso_PRSP_2011.pdf

(i) Le Ministère des Mines et de l'Energie (MME)

Le MME est le premier responsable de la tutelle technique du secteur des mines et de la géologie. A travers plusieurs structures administratives et techniques, il régularise, suit et contrôle l'ensemble des activités du secteur. A cet effet, les principales structures opérationnelles dont dispose le Ministère des Mines et de l'Energie, sont :

Structure	Responsabilités
L'Inspection Générale des Services (IGS)	L'IGS est chargée de l'inspection de l'ensemble des services, y compris les services techniques spécifiques tels que la DGMG, la DGC et le BUMIGEB.
La Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)	Chargée de la conception, l'élaboration, la coordination et l'application de la politique du Ministère dans le domaine des mines et de la géologie, la DGMG étudie les dossiers, suit et contrôle la conformité des activités de terrain des entreprises minières, suit la production sur site et de gère le cadastre minier.
La Direction Générale des Carrières (DGC)	La DGC est chargée de promouvoir les activités relatives à la recherche et à l'exploitation des substances de carrières, de proposer des mesures d'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur des carrières, de collecter et traiter les statistiques de carrières, et de suivre les impacts sociaux, environnementaux, économiques et juridiques des projets liés aux substances de carrières.
La Brigade Nationale Anti-Fraude de l'or (BNAF)	La BNAF est chargée de lutter contre la fraude de l'or, particulièrement au niveau des comptoirs et des exploitants artisanaux.
Le Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB)	Le BUMIGEB est chargé d'apporter un appui à la mise en évidence et la valorisation des substances minérales du sol et du sous-sol, de soutenir la promotion et le développement de la petite mine, et d'assurer l'exécution de divers contrôles de sécurité minière et environnementale.

(ii) Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Le MEF intervient dans le secteur des mines et de la géologie à travers ses trois structures que sont la DGI, la DGTCP et la DGD qui collectent les droits, taxes et recettes du secteur minier.

(iii) Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)

L'intervention du MEDD dans le secteur des mines et de la géologie se situe au niveau des questions de l'environnement. Il a la charge de l'analyse et de l'appréciation des études d'impact environnemental et social des entreprises minières, du suivi de la mise en œuvre des mesures prévues dans ces études, de l'inspection et du contrôle des impacts environnementaux des exploitations minières.

3.2.4. Cadre juridique

L'activité minière est régie par la Loi n° 031-2003/AN du 8 mai 2003 portant Code minier au Burkina Faso et les textes suivants notamment :

Décret N°2005-049/PRES/PM/MCE du 03 février 2005 portant adoption de modèles type de convention minière¹⁴

Décret N°2005-047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005¹⁵ portant gestion des autorisations et titres miniers

Décret N° 2010-819 PRES/PM/MEF¹⁶ modifiant le Décret N° 2010-075 PRES/PM/MEF portant fixation des taxes et redevances minières

Loi N°042-2004 AN du 16 novembre 2004¹⁷, portant répression de la fraude en matière de commercialisation de l'or au Burkina Faso

Décret N° 2006-639/PRES/PM/MCE/MFB/MCPEA/SECU du 20 décembre 2006 portant réglementation de la commercialisation de l'or produit artisanalement au Burkina Faso

Arrêté interministériel N°09-001 MCE/MEF/MCPEA portant conditions d'agrément et cahier de charges pour l'achat, la vente et l'exportation de l'or au Burkina Faso

¹⁴ <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/burkina/Burkina-Decret-2005-49-modeles-types-conventions-minieres.pdf>

¹⁵ <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/burkina/Burkina-Decret-2005-47-autorisations-et-titres-miniers.pdf>

¹⁶ <http://faolex.fao.org/docs/pdf/bkf139601.pdf>

¹⁷ <http://www.bumigeb.bf/textes/dl042an.htm>

Un nouveau Code Minier, institué par la Loi n°036-2015/CNT, a été adopté par le Conseil National de la Transition en date du 26 juin 2015. Toutefois, dans le cadre de la présente étude, le Code Minier de 2003 demeure applicable.

Le Code Minier de 2003 classe les substances minérales en mines et carrières :

- sont considérées comme carrières : les matériaux de construction, d'empierrement et de viabilité, d'amendement pour la culture des terres ainsi que les substances servant à l'industrie céramique et autres substances analogues ; à l'exception des phosphates, nitrates, sels alcalins et autres sels associés dans les mêmes gisements et les tourbières. Les carrières sont réputées ne pas être séparées du sol dont elles suivent le régime de propriété ; et
- les substances minérales qui ne sont pas classées comme carrières sont considérées comme mines. Les mines constituent une propriété distincte de la propriété du sol.

Tout en ouvrant le domaine minier à la libre entreprise, le Code Minier conditionne l'obtention préalable d'un titre minier ou d'une autorisation des autorités compétentes avant toute activité minière.

En plus du Code Minier, d'autres textes légaux et réglementaires contiennent des dispositions relatives au secteur. Les principaux sont :

Code des impôts (Loi n° 006-2010/AN portant modification de la Loi n°6-65/AN du 26/05/1965, portant création du Code des Impôts Directs et Indirects et du Monopole des tabacs)

Code des Douanes (Loi n° 03/ 92/ADP Du 3 Décembre 1992 portant révision du Code des Douanes)

Code des investissements (Loi n°62/95/ADP du 14 décembre 1995 portant Code des investissements, telle que modifiée par la Loi n°15-1997 du 17 avril 1997, la Loi des finances pour 2009 et la Loi n°07-2010 du 29 janvier 2010)

Loi n°05/97/ADP portant sur Code de l'Environnement qui a été remplacée par un nouveau code adopté par l'Assemblée Nationale au début du mois d'avril 2013

Décret n°2001-342/PRES/PM/MEE du 7 juillet 2001 portant champ d'application, contenu et procédure de l'étude et de la notice d'impact sur l'environnement (EIE)

Le régime juridique pour le partenariat public privé au Burkina Faso a été défini par la Loi N° 020-2013/AN ainsi que le Décret de Promulgation N°2013- 493 /PRES

Arrêté conjoint n° 2012 - 218 MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations

3.2.5. Régime fiscal applicable aux entreprises minières

Les impôts et taxes payables par les entreprises minières sont définis dans le code des investissements, le code minier, le code général des impôts et des douanes. Le régime fiscal applicable aux entreprises minières suivant les phases d'activité se présente comme suit :

Nature des impôts	Phase de recherche	Phase construction (2 ans)	Phase exploitation
DGI			
Impôt/Bénéfices	Exonération	Exonération	17,5% des bénéfices
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
Taxe Patronale et d'Apprentissage	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
Taxe de Biens de Main Morte	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
Contribution des Patentes	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
IRVM	Exonération	Exonération	6,25% dividendes
IRC	Exonération	Exonération	12,50%
IUTS	Retenue exigée	Retenue exigée	Retenue exigée
TPVI	15%	15%	15%
Prélèvement source	Exo. Non passible BIC	Exo. Non passible de BIC	Passible BIC 2% valeur matériels

Nature des impôts	Phase de recherche	Phase construction (2 ans)	Phase exploitation
Retenue à la source int	5%	5%	5%
Retenue à la source ext	20% mais réduit à 10% pour les entreprises minières	20% mais réduit à 10% pour les entreprises minières	20% mais réduit à 10% pour les entreprises minières
TVA	Exonération	Exonération	18% ventes locales
Droits enregistrement	Exonération	Exonération	Droits fixes pour les actes augmentation capital et autres actes de société
DGTCP (Percepteur spécialisé)			
Droits fixes	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
Taxes superficielles (FCFA/km ²)	5000-15000	7,5 M à 15 M	7,5 M à 15 M
Redevances proportionnelles	Aucune	Aucune	Or : 3 - 5% / Métaux : 3% Diamants : 7% / Uranium : 8%
Pénalités	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
DGD			
Droits de Douanes et taxes assimilées	7,5%	2,5% (*)	7,5%

(*) À l'exception des prélèvements communautaires, d'où un taux effectif de 2,5% ;

3.2.6. Types des titres miniers

Le Code Minier conditionne l'obtention préalable d'un titre minier ou d'une autorisation des autorités compétentes avant toute activité minière. A cet égard, le Titre II du Code distingue les Titres miniers des Autorisations. Les titres miniers comprennent :

Les titres miniers	
Permis de Recherche	La recherche est définie comme étant l'ensemble des travaux exécutés en surface et en profondeur pour découvrir des indices de substances minérales, en établir la continuité et l'importance ainsi que l'étude des conditions d'exploitation et d'utilisation commerciale et industrielle des gîtes découverts afin de conclure à l'existence ou non d'un gisement.
Permis d'Exploitation Industrielle	Le code définit l'exploitation comme étant toute opération qui consiste à mettre en valeur ou à extraire des substances minérales d'un gisement pour en disposer à des fins utilitaires et comprenant, à la fois, les travaux préparatoires, l'exploitation proprement dite, l'installation et l'utilisation de facilités de traitement, d'enrichissement et de transformation de ces substances. Le Code Minier distingue deux niveaux d'exploitation industrielle qui sont : (i) le permis d'exploitation industrielle de grande mine et (ii) le permis d'exploitation industrielle de petite mine.
Permis d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	L'exploitation semi-mécanisée est toute opération qui consiste à extraire et concentrer des substances minérales et à en récupérer les produits marchands pour en disposer en utilisant quelques moyens mécaniques dans la chaîne des opérations. La production annuelle ainsi que le tonnage du produit commercialisable (minerai, concentré ou métal) sont fixés par substance, par arrêté du Ministre chargé des mines. La durée du Permis d'Exploitation Artisanale semi-mécanisée est de 5 ans.
Les Autorisations	
L'autorisation de prospection	Le Code définit la prospection comme étant l'ensemble des investigations limitées à des travaux de surface, en vue de mettre en évidence des indices de substances minérales, soit par des méthodes et procédés simples, soit par des méthodes d'exploration modernes utilisées pour la reconnaissance régionale.
L'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle	L'exploitation artisanale traditionnelle selon le Code signifie toute opération qui consiste à extraire et concentrer des substances minérales et à en récupérer les produits marchands pour en disposer en utilisant des méthodes et procédés traditionnels et manuels. Elle n'utilise pas d'équipements, ni d'énergie mécanique et n'est pas fondée sur la mise en évidence d'un gîte ou d'un gisement.
L'autorisation d'exploitation de carrières	L'Article 55 du Code, distingue deux types d'autorisations qui sont : (i) l'autorisation d'exploitation permanente de substances de carrières valable cinq (5) ans et renouvelable pour des périodes de 3 ans ; (ii) l'autorisation d'exploitation temporaire de substances de carrières, d'une durée ne pouvant excéder un (1) an et non renouvelable.
L'autorisation de recherche de gîte de substances de carrière	Elle confère à son détenteur, les droits et devoirs similaires à ceux relatifs au permis de recherche des substances minières.

La situation des permis miniers et des autorisations pour 2012 et 2013 se présente comme suit :

Type de permis ou autorisation	2012	2013
Permis de recherche	664	697
Permis d'exploitation industrielle	11	13
Permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée	23	26
Autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle	121	161
Autorisation d'exploitation des carrières	52	52

Source : DGMG

3.2.7. Gestion des droits miniers

a) Octroi des titres miniers

Les permis de recherche sont octroyés sur la base du premier venu, premier servi : cela signifie que la première personne ou société faisant la demande pour les droits applicables à une certaine zone susceptible de contenir des ressources minérales aura le droit de priorité de la concession du permis d'exploitation.

Les permis de recherche sont octroyés sur la base d'une demande accompagnée d'un programme de travaux que le requérant se propose d'effectuer pendant la première année de validité du permis, ainsi que le budget correspondant.

Les permis d'exploitation sont octroyés après dépôt d'un dossier comprenant une étude de faisabilité et un plan de développement et d'exploitation du gisement comprenant entre autres, une étude ou une notice d'impact sur l'environnement selon le cas, assortie des résultats de l'enquête publique, d'un plan d'atténuation des impacts négatifs et de renforcement des impacts positifs et d'un plan de suivi environnemental.

En effet, selon la DGMG, nous comprenons que les critères techniques et financiers utilisés pour l'octroi de ces permis sont les suivants :

Critères techniques :

- la pertinence des données géologiques qui ont servi à l'évaluation des réserves ;
- la méthode d'exploitation envisagée ;
- les infrastructures (fosses galeries, digues, les différents dépôts explosifs, carburants, ateliers, magasins...)
- les mesures d'atténuation ou élimination des impacts ;
- le rythme d'exploitation ; et
- la durée de vie.

Critères financiers :

- le coût d'investissement ;
- le coût d'exploitation ;
- la rentabilité du projet ;
- les retombées économiques pour le pays ; et
- la création d'emploi.

Toutefois, en 2012 et suite à la demande formulée par le Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie au Ministre Délégué chargé du Budget, une dérogation à la procédure des marchés publics a été octroyée pour la sélection d'un repreneur. Cette exception a été faite pour l'exécution des travaux de recherche et d'exploitation dans le district aurifère de Poura et d'un opérateur pour la réalisation des projets intégrés de la sphère de Tombao (gisement de manganèse) via une procédure d'appel d'offres. Cette procédure est détaillée dans le rapport ITIE-BF 2012¹⁸.

Les permis de recherche ou d'exploitation sont assortis d'une convention minière que l'Etat procure avec la titularisation du permis. La convention minière s'ajoute aux dispositions du Code Minier. Elle précise les droits et obligations des parties et peut garantir au titulaire, la stabilité des conditions qui lui sont offertes, notamment au titre de la fiscalité et de la réglementation de change.

b) Transaction sur les titres miniers

Conformément à l'Article 36 du Code Minier, les titres miniers sont cessibles et transmissibles dans les conditions prévues par la réglementation minière et l'acquittement de l'impôt sur les plus-values conformément au Code des Impôts. La Loi des Finances pour la gestion 2012 a institué une taxe au taux de 20% due par les personnes physiques ou morales lors de la cession ou à l'occasion de toutes autres transactions à titre onéreux portant sur lesdits titres.

c) Registre des titres miniers

Au Burkina Faso, et selon l'Article 8 du Décret 2005-047 portant gestion des autorisations et titres miniers, des registres pour chacune des catégories des autorisations et titres miniers citées plus haut sont tenues au niveau de la Direction Générale du Cadastre Minier (DGCM). Ces registres indiquent le code affecté, la date de demande, le détenteur, les matières premières produites et la mention attribution ou renouvellement.

Les décisions d'octroi des permis, que ce soit par arrêté du Ministre chargé des Mines ou par décret pris en Conseil des Ministres, sont publiées au journal officiel. L'accessibilité à la situation des droits miniers en cours de validité au grand public reste toutefois limitée, dans la mesure où celle-ci n'est pas disponible en ligne sur le site web du MMCE ou de l'ITIE-BF.

La situation des titres miniers valide telle que communiquée par la DGCM est présentée en Annexe 10 du présent rapport.

3.2.8. Politique en matière de publication de contrats

Le Burkina Faso ne dispose pas d'une politique formalisée pour la divulgation des conventions minières. Le code minier ne comporte pas de restrictions concernant la publication du contenu des conventions.

Conformément au décret 2005-049, tout titulaire d'un titre minier est tenu de négocier avec le Ministère chargé des Mines, la signature d'une convention minière dans les délais maxima prévus par la réglementation. Le décret prévoit trois modèles de convention dont le contenu est public :

- modèle de convention minière type assorti à un permis de recherche¹⁹;
- modèle de convention minière type assorti à un permis d'exploitation industrielle²⁰; et
- modèle de convention minière type assorti à un permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée.

Les conventions minières signées avec les différentes entreprises doivent être conformes à la convention type proposée par le décret susvisé. Le Ministre chargé des mines est autorisé à signer la convention minière, après avis de la Commission nationale des mines et avec l'autorisation du Conseil des ministres.

La convention minière ne peut contrevenir aux dispositions du Code, mais elle précise certains droits et obligations des deux parties. Elle peut accorder la stabilité de certaines conditions, y compris en termes de régimes fiscal, douanier et de change. En matière de publication des

¹⁸ <https://eiti.org/fr/node/5838>

¹⁹ <http://www.droit-afrique.com/images/textes/Burkina/Burkina%20%20Modele%20convention%20mini%C3%A9re%20recherche.pdf>

²⁰ <http://www.droitafrique.com/images/textes/Burkina/Burkina%20%20Modele%20convention%20mini%C3%A9re%20exploitation%20industrielle%85.pdf>

contrats miniers, la convention signée prend la forme d'un décret. Les décrets pris en Conseil des ministres, arrêtés du Ministre chargé des Mines et décisions du Directeur Général des Mines, de la Géologie et des Carrières sont publiés au Journal Officiel du Faso²¹. Dans la pratique, cette disposition n'est cependant pas suivie pour les conventions minières dont le contenu n'est pas publié et n'est pas accessible en ligne pour consultation au grand public.

3.2.9. Potentiel et réserves minières

La richesse minière du pays est essentiellement constituée de réserves d'or réparties sur le territoire comme indiqué dans le graphique ci-dessous²².



Le Burkina Faso dispose également de réserves de manganèse et de zinc. Un gisement important de manganèse se trouve au nord du pays, tandis qu'un autre de moindre importance se situe à l'ouest du territoire. L'exploitation de ce dernier gisement a démarré en 2010, mais elle s'est arrêtée en décembre 2011, en raison de problèmes rencontrés par l'entreprise exploitant le gisement.

En dehors des mines en exploitation ou en construction (voir section 4.2), il existe des minerais dans de nombreux autres sites non encore exploités renfermant du manganèse, du zinc, du cuivre, du calcaire, du phosphate, de la bauxite et autres. Les principaux minerais disponibles sont répertoriés dans le tableau ci-après²³ :

Substances	Ressources (tonnes)	Teneur (gramme/tonne)
Or (métal)	154,2	
Cuivre (minerai)	70 Millions	0,35% à 0,25% Cu
Manganèse (minerai)	19 Millions	45 à 55% Mn
Fer, Titane, Vanadium (minerai)	66 Millions	35% Fe2O3 avec 35000T de V2O5 à 0,7%
Nickel (minerai)	30 Millions	1,2 à 1,5% Nickel et 0,05% Cobalt
Bauxite (minerai)	12,7 Millions	
Calcaire (minerai)	93,1 Millions	45 à 55% CaCO3
Dolomite (minerai)	20,7 Millions	
Phosphate (minerai)	131,2 Millions	20% P2O5

²¹ Article 4 du décret n°2005-047/PRES/PM/MCEdu 03 février 2005

²² Revue annuelle : Chambre des Mines du Burkina 2013

²³ <http://www.cp-investburkina.bf>

Substances	Ressources (tonnes)	Teneur (gramme/tonne)
Antimoine (métal)	700	
Graphite (matériau)	9,000	
Marbre (matériaux)	100,000	

3.2.10. Exploitation artisanale

Le Burkina Faso connaît une expansion de l'exploitation artisanale informelle ou « orpillage ». C'est une activité non planifiée avec des exploitants artisanaux qui passent d'un site à l'autre, sans connaissance préalable de la ressource, et qui utilisent des techniques rudimentaires et des moyens manuels notamment pour l'extraction.

Quoiqu'informel, le secteur de l'orpillage a pris une place importante et il est pratiqué sur presque toute l'étendue du territoire national. Le nombre de personnes directement impliquées est estimé à 1 000 000²⁴. Selon des estimations effectuées par une ONG Berne Déclaration²⁵, le volume importé par la Suisse au titre 2014 et provenant des mines artisanales en Burkina Faso via le Togo a atteint plus de 7 tonnes.

Par ailleurs, et bien que l'activité artisanale soit opérée pour la plupart d'une manière informelle, il existe un cadre réglementaire pour la commercialisation de l'or produit artisanalement et qui est régi par le Décret N° 2006-629/PRES/PM/MCE/MFB/MCPEA/ SECU du 20 décembre 2006. En vertu de ce décret, la commercialisation de l'or artisanal ne peut être exercée que par les comptoirs d'achat et d'exploitation d'or agréés. Aussi, ce même décret réglemente les conditions de commercialisation et les structures de contrôle et de répression, à savoir le BUMIGEB et la BNAF.

Au cours de l'année 2013, seuls trente-sept (37) comptoirs sur soixante-trois (63) agréés pour l'achat, la vente et l'exportation d'or au Burkina Faso se sont présentés au Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB) pour le contrôle de trois cent soixante-neuf (369) lingots d'or d'un poids total de 467,432 kg.²⁶

3.2.11. Exploitation des Carrières

a) Cadre juridique

Le secteur des carrières est régi, principalement, par la Loi n° 031-2003/AN du 8 mai 2003 portant Code Minier au Burkina Faso ainsi que l'Arrêté n° 13/150/MME/SG/DGC portant limitation du nombre d'autorisation d'exploitation de substances de carrière par titulaires.

b) Exploitation des carrières

L'exploitation des substances de carrières contribue également à l'économie nationale même si cette contribution est difficilement quantifiable pour le moment. Les emplois permanents créés par les sociétés d'exploitation industrielle de substances de carrières sont estimés à environ un millier²⁷.

Les recettes des différentes taxes relatives à l'attribution des autorisations d'exploitation de carrières pour l'année 2013, sont de l'ordre de 157 millions de FCFA représentant 0,05% du total des recettes provenant du secteur extractif²⁸.

3.2.12. Participation de l'Etat dans le secteur extractif

Selon l'article 5 du Code Minier, les gîtes naturels de substances minérales contenus dans le sol et le sous-sol du Burkina Faso sont, de plein droit, propriété de l'Etat. L'Etat en assure la mise en valeur en faisant appel notamment à l'initiative privée conformément aux dispositions du code.

²⁴ Ambassade du Burkina Faso à Paris (les enjeux du secteur minier au Burkina Faso, 25 janvier 2014).

²⁵ <https://www.ladb.ch/campagnes-et-actions/un-filon-en-or/>.

²⁶ Situations des Contrôles des Lingots d'or en 2013 (BUMIGEB).

²⁷ PNUD : Etude sur les Impacts Socio-Economiques du Secteur Minier au Burkina Faso, juillet 2013.

²⁸ DGTCP : Etat des paiements des entreprises extractives au profit de la DGTCP en 2013.

L'Article 18 du Code Minier donne à l'Etat le droit de participer dans le capital des entreprises minières, lors de l'octroi de permis d'exploitation industrielle de grande mine, à hauteur de 10% libre de toute charge. Cet article stipule également que cette participation de l'Etat ne saurait connaître de dilution en cas d'augmentation de capital social.

Ces participations donnent droit à l'Etat, à la perception de dividendes dont le montant est fixé en fonction du résultat distribuable de l'entreprise et de la décision de l'assemblée générale.

Cette participation reste toutefois minoritaire (10% uniquement) et n'octroie pas à l'Etat un pouvoir suffisant pour influencer la politique de l'entreprise en matière d'investissement ou de distribution de dividendes.

La situation des participations de l'Etat dans les sociétés minières au 31 décembre 2013, telle que communiquée par la DGTCP, se présente comme suit :

Tableau 6 : Situation des participations de l'Etat au 31 décembre 2013

Entreprises Minières	% de participation en 2013
Burkina Mining Company	10%
IAM Gold Essakane SA	10%
Kalsaka Mining	10%
Semafo Burkina Faso	10%
Bissa Gold	10%
Sociétés des Mines de Belahouro (SMB)	10%
Nantou Mining SA	10%
Sociétés des Mines de Taparko (SOMITA)	10%

Hormis les participations listées ci-dessus, l'Etat ne contrôle pas d'entreprise opérant dans le secteur des industries extractives au sens de l'exigence 3.6 (a).

3.2.13. Propriété Réelle

L'Exigence 3.11 des normes ITIE 2013 stipule qu' « Il est recommandé que les pays mettant en œuvre l'ITIE tiennent un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation. Si ces informations sont déjà publiques (par exemple via les archives des réviseurs d'entreprises ou des bourses), le rapport ITIE devra indiquer la manière d'y accéder.

Lorsque ces registres n'existent pas, ou sont incomplets, il est recommandé que les pays mettant en œuvre l'ITIE demandent aux entreprises participant au processus ITIE de fournir ces informations pour les intégrer dans le rapport ITIE.

Selon la définition de la Norme ITIE, « Un (Les) propriétaire(s) réel(s) d'une entreprise est (sont) la (ou les) personne(s) physique(s) qui, directement ou indirectement, possède(nt) ou exerce(nt) en dernier ressort le droit de propriété ou le contrôle de l'entité juridique » (Disposition 3.11 [d] [i]). Il s'agit donc des personnes qui détiennent ou contrôlent les actions ou les droits de vote dans le cas d'une société limitée par les actions, de la personne au nom de qui les actions d'une société sont détenues par un tiers, ou des personnes qui par d'autres moyens contrôlent la manière dont la société est gérée, indépendamment de tout intérêt qu'elles peuvent avoir dans les actions de la société.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette exigence, le Comité de Pilotage a lancé en juillet 2015 une étude sur la propriété effective des entreprises extractives et des contrats d'extraction. Une note de cadrage a été ensuite élaborée qui a traité principalement des points suivants²⁹ :

- les principales dispositions du traité OHADA ;
- les exigences d'immatriculation auprès des administrations ;
- la loi sur la déclaration des hauts fonctionnaires ;
- une analyse comparée de la définition de la propriété réelle (Norme ITIE, Ordonnancement juridique du Burkina Faso,...) ;
- essai de définition de la propriété réelle ; et
- les informations qu'il conviendrait de divulguer.

Cette note a conclu que le cadre juridique actuel du Burkina Faso ne prévoit ni de définition claire ni de registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs.

Le Comité de Pilotage a donc opté pour la collecte des informations sur la propriété réelle dans le cadre du Rapport ITIE en considérant la définition retenue par la Quatrième Directive sur le blanchiment de capitaux de l'Union Européenne. Ce principe stipule que le « Bénéficiaire effectif » signifie toute personne qui, en dernier lieu, possède ou contrôle le client et/ou la personne physique pour laquelle une transaction est exécutée, ou une activité réalisée. Les bénéficiaires effectifs comprennent au moins : (a) dans le cas de sociétés : (i) la ou les personnes physiques qui, en dernier lieu, possède(nt) ou contrôle(nt) une entité juridique, de par la possession ou le contrôle direct ou indirect d'un pourcentage suffisant d'actions ou de droits de vote dans cette entité juridique, y compris par le biais d'actions au porteur, autre qu'une société cotée sur un marché réglementé qui est soumise à des obligations de publicité conformes à la législation de l'Union Européenne ou à des normes internationales équivalentes. Un pourcentage de 25% des actions plus une est une preuve de propriété ou de contrôle par participation, et il s'applique à tout niveau de participation directe ou indirecte ; (ii) s'il n'est pas certain que les personnes visées au point (i) soient les bénéficiaires effectifs, la ou les personnes physiques qui exercent le contrôle sur la direction de l'entité juridique par d'autres moyens.

Les données sur la propriété réelle reportées par les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation sont présentées en Annexe 2 du présent rapport.

3.2.14. Reformes en cours

Nouveau Code Minier 2015

Le Conseil National de Transition (CNT) a adopté, le 26 juin 2015, un nouveau Code Minier³⁰ qui prend en compte le respect des politiques communautaires en matière minière notamment, l'amélioration du niveau de contribution du secteur minier au développement socio-économique du pays. C'est ainsi que le nouveau Code a institué un prélèvement de 1% du chiffre d'affaires mensuel des sociétés minières, pour le développement local et le transfert de 20% des redevances proportionnelles collectées par l'Etat, au profit du budget des Collectivités Territoriales.

Dans cette même démarche, le nouveau Code a prévu également la création d'un « fonds de développement local », d'un « fonds de réhabilitation de l'environnement », d'un « fonds de réhabilitation, de sécurisation des sites miniers artisanaux et de lutte contre l'usage des produits chimiques prohibés », d'un « fonds destiné au financement de la recherche géologique et minière ainsi que du soutien à la formation sur les sciences de la terre ».

²⁹ SP-ITIE : la propriété effective des entreprises extractives et des contrats d'extraction, rapport final, juillet 2015.

³⁰ <http://www.absmburkina.org/images/data/CODEMINIER2015/Loi%20036%20portant%20code%20minier%202015%20cnt.pdf>

Le nouveau Code prévoit également d'autres innovations se rapportant notamment à :

- la suppression de la convention minière en phase de recherche ;
- l'institution d'une taxe spécifique sur les transactions portant sur les titres miniers ;
- la possibilité de suspendre ou de retirer des titres miniers à la possibilité de suspendre ou de retirer des titres miniers ou autorisations sans mise en demeure lorsque les nécessités de l'ordre public l'exigent ;
- la pénalisation des activités illicites relatives au commerce, au transport, à la détention et au stockage illicite des diamants bruts ; et
- l'interdiction et à la pénalisation de l'usage du mercure, du cyanure et autres produits chimiques dangereux.

Régionalisation de l'ITIE

Un projet d'Arrêté, portant création des comités locaux de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives au Burkina Faso, est en cours d'élaboration sur proposition de Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF. Ce texte a pour objectif de réglementer la régionalisation de l'ITIE, via la création dans les chefs-lieux de département abritant les sites miniers d'exploitation industrielle et semi-mécanisée du Burkina Faso, des Comités Locaux de l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives au Burkina Faso (CL/ITIE-BF)³¹.

Mise en place d'une plateforme multi-acteurs d'information et de communication sur le secteur Minier

Le Comité de Pilotage a lancé un projet de mise en place d'une structure interactive de partage d'informations, de connaissances, de compétences et de bonnes pratiques entre les acteurs intervenant dans le secteur minier. Cette plateforme servira également comme cadre de réflexion, d'action et de réaction face à d'éventuelles crises ou évènements majeurs susceptibles de nuire au secteur minier burkinabé.

3.2.15. Principaux acteurs et projets en cours de réalisation

Les principales entreprises opérant dans le secteur minier burkinabé et qui sont en phase d'exploitation ou en construction sont présentées dans le tableau ci-après. Le tableau récapitule les informations sur les promoteurs, les actes d'octroi, les substances, les réserves, la date de début d'exploitation ainsi que la durée d'exploitation de la mine :

Phase	Nom de la Société	Nom de la Société d'exploitation	Mine/ Substance	Prévision de production	Début officiel de production	Durée de vie initiale ans	Durée de vie additionnelle
En exploitation	IAMGOLD	Iam gold Essakane SA	Essakane (Or)	100 tonnes (or métal)	10/08/2010	12	-
	SEMAFO	SEMAFO Burkina SA	Mana (Or)	35 tonnes (or métal)	30/06/2008	9	8
	Avocet Mining	Société des Mines de Belahouro (SMB SA)	Inata(Or)	22.5 tonnes (or métal)	23/02/2010	10	3
	Nordgold	Société des Mines de Taparko / Bouroum (SOMITA SA)	Taparko (Or)	35 tonnes (or métal)	08/10/2007	8	-
	Endeavaour	Burkina Mining Company (BMC SA)	Youga (Or)	25 tonnes (or métal)	16/05/2008	7	-
	Amara Mining	Kalsaka Mining SA	Kalsaka (Or)	20 tonnes (or métal)	30/10/2008	6	-
En exploitation à partir de 2013	Nordgold	Bissa Gold SA	Bissa (Or)	34.3 tonnes (or métal)	17/01/2013	9	3
	Blackthorn Resources-Glencore	Nantou Mining SA	Perkoa (Zinc, plomb-argent)	6.9 millions de tonnes (concentré)	19/01/2013	12	-

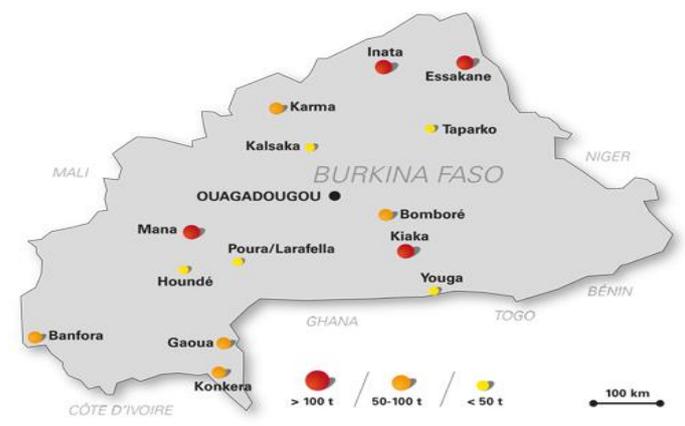
³¹ Secrétariat permanent : Mini comités ITIE, projet d'arrêté.

Phase	Nom de la Société	Nom de la Société d'exploitation	Mine/ Substance	Prévision de production	Début officiel de production	Durée de vie initiale ans	Durée de vie additionnelle
International							
En construction	Pan African Minerals	Pan African Tambao SA	Tambao (manganèse)	107 millions de tonnes (concentré)	-	33	-
	Amara Mining	Seguenega Mining SA	Seguenega (Or)	5,24 tonnes (or métal)	-	21 mois	
	True Gold Mining	Riverstonne Karama SA	Namissiguima (Or)	29 tonnes (or métal)	-	9	
	Gryphon Minerals	Société Minière Gryphon SA	Niaka Nogbele (Or)	19,7 tonnes (or métal)	-	9	
En hase de recherche	Volta Resources	Kiaka Gold	Boulgou et Zoundwéogo (Or)	125 tonnes (or métal)		-	
	Ampella Mining	Ampella Mining	Konkera (Or)	100 tonnes		-	
	Orezone	Orezone	Bomboré (Or)	112,5 tonnes		-	
	Avion Gold		Houndé (Or)	22,8 tonnes		-	

Source : DGMG- Juin 2014

Une description des stades d'avancement et du potentiel de ces projets est disponible sur le site <http://www.burkina-emine.com>.

La répartition géographique des principaux opérateurs sur le territoire est indiquée dans le graphique ci-dessous :



Source : <http://www.chambredesmines.bf>

3.3. Contribution dans l'économie

3.3.1. Contribution dans les revenus de l'Etat

Pour les besoins de l'analyse de la contribution du secteur extractif dans l'économie, nous récapitulons les principales sources de revenus pour l'Etat telles que présentées dans la balance des comptes du Trésor pour la gestion 2013.

Tableau 7 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat, 2012 et 2013

Indicateurs	2012 en millions de FCFA	Contribution en %	2013 en millions de FCFA	Contribution en %
Total recettes (en Millions de FCFA)	1 326 244		1 211 925	
Recettes fiscales	885 386	67%	971 263	80%
Dont Impôt sur revenus et bénéfices	256 046	19%	277 123	29%
Dont impôts et taxes intérieurs	462 890	35%	512 578	53%
Dont autres impôts et taxes	166 450	13%	181 560	19%
Recettes non fiscales	106 776	8%	121 529	10%
Recettes en capital	5 594	-	3 671	-
Recettes exceptionnelles y compris les dons et emprunts	328 488	25%	115 462	10%

Source : DGTCP

La balance générale des comptes du Trésor ne fait pas apparaître une ligne séparée pour les recettes minières. Cela ne permet pas d'apprécier la contribution du secteur à partir de ce document.

Selon les données ITIE, les recettes du secteur minier encaissées directement par l'Etat sont passées de 186 845³² millions de FCFA en 2012 à 201 253³³ millions de FCFA en 2013 ; soit une augmentation de 8% contre une diminution des recettes budgétaires du Burkina Faso de 9%. Cela a permis de consolider le poids du secteur minier dans les revenus de l'Etat avec une contribution qui passe de 14% à 16,6%.

3.3.2. Contribution dans les exportations

Selon l'Annuaire du commerce extérieur 2013 de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, les exportations du secteur extractif ont totalisé une valeur de 733 milliards de FCFA en 2013. La contribution dans les exportations du pays est de l'ordre de 63,05% comme calculé dans le tableau suivant :

Tableau 8 : Calcul de la contribution des exportations du secteur minier dans les exportations de Burkina Faso

Exportations 2013	Valeur en milliards de FCFA	Contribution dans la valeur des exportations en %
Total Exportation pays	1 162,52	
<i>Exportations d'or</i>	732,774	63,03%
<i>Exportations de zinc</i>	0,219	0,02%
Total Exportations du secteur minier	732,993	63,05%

³² Rapport ITIE 2012.

³³ Déclarations ITIE de l'Etat pour l'année 2013

3.3.3. Contribution dans le PIB

Selon les données communiquées par DGEP, le secteur extractif contribue à hauteur de 9,3% dans le PIB national pour 2013 :

Tableau 9 : Calcul de la contribution du secteur extractif dans le PIB

Intitulé	2011 (En millions de FCFA)	2012 (En millions de FCFA)	2013 (En millions de FCFA)
PIB (<i>Nominatif</i>)	5 075 785,0	5 925 183,6	6 365 667,0
Valeur ajoutée du secteur extractif	512 436,0	629 400,6	595 029,6
Part du secteur extractif dans le PIB	10,1%	10,6%	9,3%

Source: MEF/DGEP/DPAM - août 2014.

3.3.4. Contribution dans la création des emplois

Le secteur des mines et de la géologie contribue à la création d'emplois directs et indirects. Ces emplois se répartissent sur :

- les grandes mines industrielles ;
- les exploitations minière à petite échelle ; et
- les exploitations permanentes de carrières.

Selon les chiffres collectés dans le cadre du présent rapport, les mines industrielles ont employé 7 287 personnes en 2013, dont la majorité d'entre-eux sont des nationaux soit 94%.

L'essor du secteur minier constitue une source importante de création d'emplois donc de réduction du chômage. En effet, la mise en exploitation d'une société minière engendre des emplois directs permanents, des emplois directs temporaires et des emplois indirects.

Il faut noter également l'existence d'un nombre important d'emplois directs temporaires et des emplois indirects qui se créent autour des sites miniers dont il est difficile d'avoir des statistiques.

Le détail de l'effectif par société est présenté dans l'annexe 1 du présent rapport.

3.4. Collecte des revenus dans le secteur des industries extractives

3.4.1. Collecte et affectation des revenus budgétaires

L'unicité de caisse, principe budgétaire utilisé au Burkina Faso, veut que les fonds appartenant à tous les organismes publics (démembrements de l'Etat, EPE, collectivités locales, projets) soient déposés au Trésor Public qui assure le rôle de caissier de l'Etat, ou auprès d'organismes désignés par le Ministre chargé des Finances. Ce principe veut que les collectivités décentralisées et les établissements publics de l'Etat ne gèrent pas librement leurs fonds même s'ils disposent d'un comptable public propre.

Tous les fonds publics, y compris les ressources provenant du secteur extractif, sont déposés dans un compte unique du Trésor public ouvert dans les livres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Par conséquent, les revenus provenant du secteur minier perdent leur identité dès qu'ils sont crédités sur le compte unique du Trésor. Leur utilisation ne peut donc être retracée par rapport aux dépenses/investissements publics ou par rapport à des centres de coût ou de projet.

3.4.2. Collecte des revenus provenant du secteur extractif

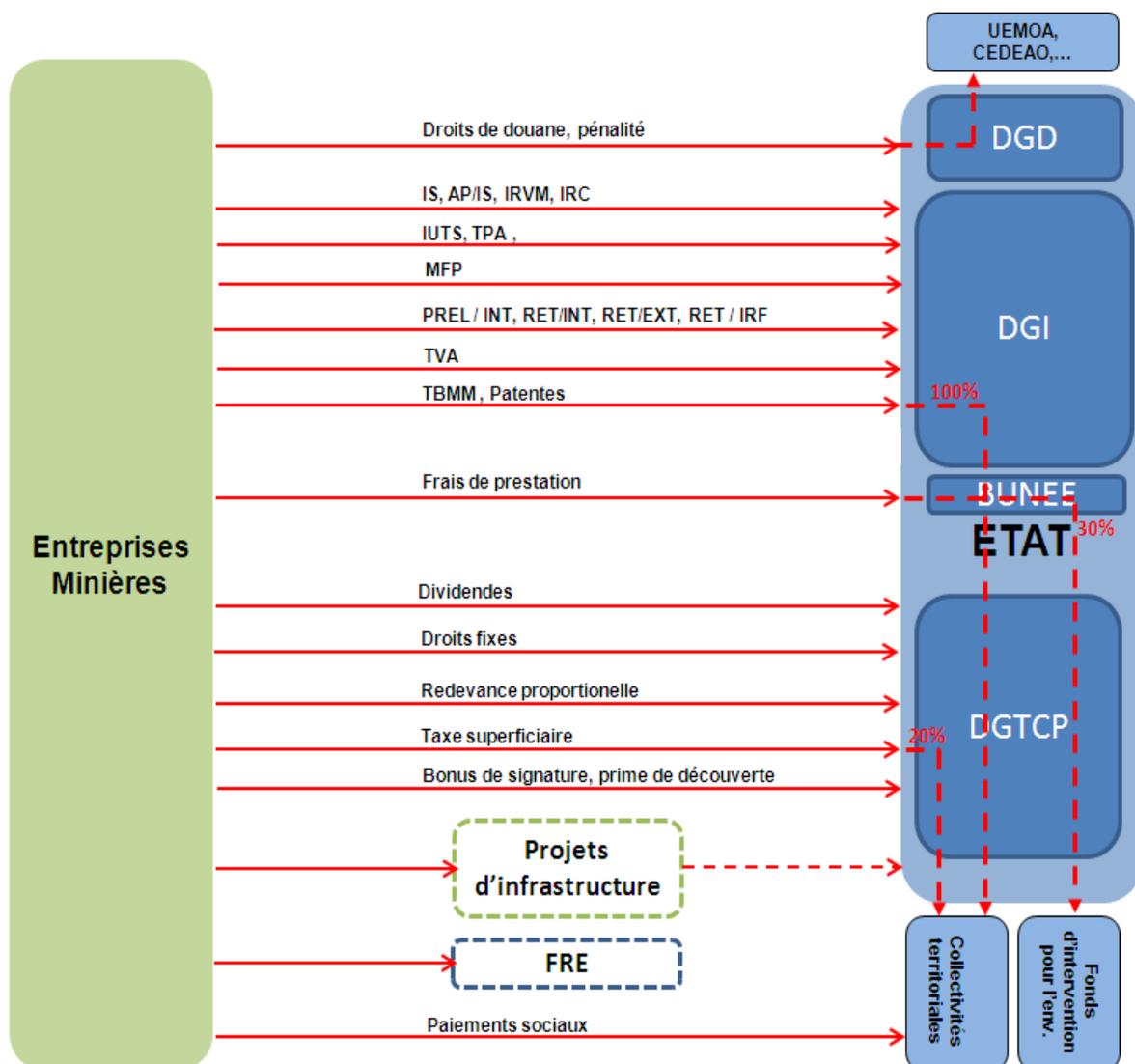
Au même titre que les recettes budgétaires, les recettes provenant du secteur minier sont collectées et affectées en application du principe de l'universalité budgétaire. Celle-ci consiste à fondre dans une même masse, l'ensemble des ressources fiscales et autres produits, et à imputer l'ensemble des charges publiques sur cette masse sans distinction. La centralisation des fonds

publics tire sa source des dispositions de l'article 20 de la loi n°006-2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances, de l'article 157 du régime financier de l'Etat de 1969, reprises par l'article 16 de la directive n°05/97/CM/UEMOA relatives aux lois de finances.

Pour le secteur extractif, les paiements sont effectués en numéraire par les entreprises aux différentes régies financières qui sont principalement la DGTCP pour les paiements spécifiques, la DGI pour les impôts et taxes de droit commun, et la DGD pour les droits de douane. Les autres paiements provenant du secteur minier sont effectués aux collectivités locales, au BUNEE et au FRE.

Ces paiements sont encaissés dans le compte unique du Trésor. Certains revenus sont par la suite affectés à des fonds spéciaux ou au budget des collectivités locales selon des taux fixés par la réglementation en vigueur.

En dehors des paiements en numéraire, l'octroi des permis par l'Etat peut être associé à l'engagement du bénéficiaire de financer des projets d'infrastructures qui bénéficient aux localités où les permis sont situés. Le schéma de circulation des flux de paiements provenant du secteur minier peut être présenté comme suit :



3.4.3. Flux de paiement

(i) Recettes fiscales provenant du secteur extractif

Dans le tableau qui suit, nous présenterons les différents types d'impôts et taxes aussi bien spécifiques que de droit commun auxquelles sont assujetties les sociétés extractives :

Nomenclature des flux	Définition
Flux payés à la DGD	
Droits de Douanes et taxes assimilées	Cette rubrique inclut les Droits de Douanes (DD), les Redevances Statistiques (RS), le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS), le Prélèvement Communautaire (PC), la Taxe de péage, la Redevance Informatique (RI), le Timbre douanier, les Remises Spéciales (RSP), la Rémunération pour Copie Privée (RCP), la Contribution pour le Programme de Vérification des Importations (CPVI), la TVA , TIC , RRO , CPVI. Ces taxes sont déclarées sur une ligne unique.
Pénalités	Les pénalités liées aux infractions au Code de Douane.
Flux payés à la DGI	
Impôt sur les Sociétés	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, selon laquelle, l'impôt sur les sociétés est un impôt annuel qui s'applique à l'ensemble des bénéficiaires et revenus des sociétés et autres personnes morales et des organismes assimilés. Le taux applicable de l'IS est de 27,5% en 2010. Cependant, pour les titulaires ou bénéficiaires d'un permis d'exploitation, en phase d'exploitation, l'impôt sur le BIC ou l'IS applicable est le taux de droit commun réduit de dix points.
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires	L'Article 55 du Code des Impôts définit l'IUTS comme étant un impôt qui s'applique à l'ensemble des traitements publics et privés, indemnités, émoluments et salaires de toute nature perçus au cours de la même année, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'état, les collectivités locales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial ». L'IUTS est calculé à partir d'un barème qui varie de 2% à 30%.
Acomptes Provisionnels sur IS	Aux termes des dispositions de l'Article 56 de la Loi 008-2010/AN du 29/01/2010 portant création d'un impôt sur les sociétés, "l'impôt sur les sociétés (IS) donne lieu, au titre de l'exercice comptable en cours, au versement de trois acomptes provisionnels égaux calculés sur la base de 75% du montant de l'impôt dû au titre du dernier exercice clos, appelé exercice de référence." Les sociétés soumises à l'IS procèdent à la liquidation de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice en tenant compte des acomptes versés pour ledit exercice.
Taxe sur la Valeur Ajoutée	Instituée au Burkina par la Loi de décembre 1992, la TVA est une taxe générale, unique, perçue selon un système de paiements fractionnés sur la valeur ajoutée apportée par chacun des opérateurs qui interviennent dans le circuit de la production et de la distribution. Sont soumises à la TVA, les affaires faites au Burkina Faso par des personnes physiques ou morales qui accomplissent habituellement ou occasionnellement des actes relevant d'une activité autre que salariés. Le taux de la TVA est de 18% et s'applique à la base hors taxe.
Retenue à la source sur les sommes versées par des débiteurs établis au Burkina Faso	Cette retenue à la source régie par la Loi n°027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les sommes versées par des débiteurs établis au Burkina Faso, à des personnes qui y résident, en rémunération des prestations de toute nature fournies ou utilisées sur le territoire national. Le taux de la retenue est fixé à 5% du montant toutes taxes comprises des sommes versées. Toutefois, ce taux est réduit à 1% pour les travaux immobiliers et les travaux publics.
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières	Cet impôt est régi par la Loi n°26-63/AN du 24 juillet 1963 portant codification de l'enregistrement, du timbre et de l'impôt sur les valeurs mobilières et les textes qui l'ont modifiée et notamment la Loi N°005-2010/AN du 29 janvier 2010. Selon la Loi N°005-2010/AN, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est un impôt qui s'applique aux revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés. Son taux est de 12,5% pour les jetons de présence, les dividendes distribués aux actionnaires ou administrateurs par les sociétés. Cependant, selon le l'Article 88 du Code Minier, ce taux est réduit de moitié pour les industries minières soit 6,25%.
Retenue à la source sur les sommes versées à des prestataires non établis au Burkina	Cette retenue à la source régie par la Loi 027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les sommes que les personnes physiques et morales qui ne possèdent pas d'installation professionnelle au Burkina Faso perçoivent en rémunération de prestations de toute nature fournies ou utilisées au Burkina Faso, à l'exception des entreprises françaises qui bénéficient des dispositions de la convention fiscale entre le Burkina et la France.

Nomenclature des flux	Définition
	<p>Le taux de la retenue à la source est fixé à 20% du montant net des sommes versées aux personnes non établies au Burkina Faso, y compris les sommes et frais accessoires exposés par le débiteur au profit du prestataire.</p> <p>Ce taux est réduit de 50% pour les sommes versées par les entreprises minières au titre des prestations relatives exclusivement aux opérations minières réalisées à leur profit.</p>
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	<p>Cet impôt est régi par la Loi n° 06-65/AN du 26 mai 1965 portant création du code des impôts directs et indirects et monopole des tabacs et les textes qui l'ont modifié et notamment la Loi n°006-2010/AN du 29 janvier 2010, selon laquelle les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation et d'autorisation d'exploitation de carrières sont soumis à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et/ou à l'impôt sur les sociétés. Le taux applicable est progressif par tranche de revenu.</p>
Taxe Patronale d'Apprentissage	<p>Aux termes de l'Article 120 du Code des impôts, la TPA est à la charge de toute personne physique ou morale ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitement, indemnité, émoluments et salaires et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La base imposable est constituée par la totalité des rémunérations payées en argent à titre de traitement, indemnité, émoulement, salaire majoré de la valeur des avantages en nature accordés et estimés comme en matière d'IUTS. La TPA est liquidée au taux de 3% de la base imposable.</p>
Retenue sur l'Impôt sur le Revenu Foncier	<p>Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, qui a établi un minimum forfaitaire de perception de l'impôt sur les sociétés au titre d'une année déterminée en fonction du chiffre d'affaires hors taxe de la période écoulée. Il est dû par les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un million de francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice réel normal d'imposition et trois cent mille francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice réel simplifié d'imposition. Le revenu imposable est constitué par l'ensemble des revenus bruts hors TVA sous déduction d'un abattement forfaitaire de 50% pour frais et charges. L'IRF est obtenu en appliquant le barème progressif par tranche : 18% de 0 à 100 000 FCFA et 25% au-dessus de 100 000 FCFA.</p>
Minimum Forfaitaire de Perception	<p>Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, qui a établi un minimum forfaitaire de perception de l'impôt sur les sociétés au titre d'une année déterminée en fonction du chiffre d'affaires hors taxe de la période écoulée. Il est dû par les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un million de francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice réel normal d'imposition et trois cent mille francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice réel simplifié d'imposition.</p>
Prélèvements à la source sur les ventes en régime intérieur	<p>Ce prélèvement régi par la Loi 027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les ventes locales de biens. Le taux du prélèvement est fixé à 2% du montant toutes taxes comprises des sommes versées au titre de la vente.</p>
Impôt sur le Revenu des créances, dépôts et cautionnements (IRC)	<p>Cet impôt s'applique aux intérêts, arrrages et autres produits de créance, de dépôt, de cautionnement, des comptes courants et des obligations.</p>
Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	<p>L'Impôt sur le Revenu Foncier est un impôt institué par la Loi n°54/94 /ADP du 14/12/94 au profit du budget de l'Etat. L'IRF est applicable aux produits de la location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, y compris les revenus accessoires.</p>
Contribution des patentes	<p>Contributions des patentes au profit des collectivités locales d'implémentation des entités</p>
Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	<p>Cette taxe créée par l'Article 17 de la Loi des Finances de 2012 est due par les personnes physiques ou morales lors de la cession ou à l'occasion de toutes autres transactions à titre onéreux portant sur lesdits titres. Elle est à la charge du cédant, nonobstant toute disposition contraire.</p> <p>Le taux de la taxe est fixé à 20%. La perception de la taxe est opérée par le receveur chargé de l'enregistrement et du timbre lors de la présentation de l'acte à la formalité de l'enregistrement.</p>
Remboursements de crédit de TVA	<p>Il s'agit des remboursements de crédit de TVA effectué par le Trésor Public suite à une demande de remboursement déposé par les sociétés minières auprès de la DGI. Ainsi ne sont pris en compte au sein de cette rubrique que les montants effectivement encaissés par les sociétés. Comme il s'agit d'un paiement effectué par l'Etat, il y a lieu de renseigner le montant avec un signe négatif.</p>
Pénalités	<p>Les pénalités liées aux infractions au Code des Impôts.</p>
Flux payés à la DGTCP	

Nomenclature des flux	Définition
Redevances proportionnelles (Royalties)	<p>Cette redevance est régie par les Articles 80 et suivants du Code Minier. L'Article 83 dudit Code stipule que tout titulaire d'un permis d'exploitation ou bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation est soumis au paiement d'une redevance proportionnelle dont le taux, l'assiette et les modalités de règlement sont déterminés par la réglementation minière. La redevance proportionnelle est payable par trimestre et est calculée en pourcentage de la valeur FOB (Free On Board) du produit extrait.</p> <p>Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.</p>
Taxe Superficiaire	<p>Cette taxe est régie par les Articles 80 et suivants du Code Minier. L'Article 82 dudit Code prévoit que tout titulaire d'un titre minier ou bénéficiaire d'une autorisation est soumis au paiement annuel d'une taxe superficielle qui est établie en fonction de la superficie décrite au titre ou à l'autorisation et de la durée de validité du permis ou de l'autorisation.</p> <p>Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.</p>
Dividendes versés à l'Etat	<p>Selon l'Article 18 du Code Minier, « l'octroi du permis d'exploitation de grande mine donne lieu à l'attribution à l'Etat de 10% des parts ou actions d'apport de la société d'exploitation, libres de toutes charges ».</p>
Droit Fixe	<p>Ce droit est régi par les Articles 80 et suivants du Code Minier. Ce droit est perçu lors de l'octroi, le renouvellement et le transfert de titres miniers ou d'autorisations administratives. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.</p>
Pénalités	<p>Les pénalités sont prévues par les Articles 105 et suivants du Code Minier.</p>
Frais de dossier	<p>Il s'agit des frais de dossier payés par les entreprises extractives au titre des opérations sur les titres miniers.</p>
Bonus de signature/Droits de cession	<p>Primes versées à l'Etat à la conclusion d'un accord ou d'un contrat pour l'octroi d'un permis et/ou la reprise des activités minières. Ce type de paiement n'a pas été prévu dans le code minier ni dans la nouvelle loi portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso. Toutefois, nous avons relevé l'existence de ce type de paiement.</p>
Prime de découverte/prime de production	<p>Primes/bonus versés à l'Etat en fonction des quantités de minerais produites ou lors de la découverte des réserves de minerais. Ce type de paiement n'a pas été prévu dans le code minier ni dans la nouvelle loi portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso. Toutefois, nous avons relevé l'existence de ce type de paiement.</p>

(ii) Frais de prestation BUNEE

Ceux sont les frais de traitement des dossiers d'évaluation environnementale stratégique et frais de traitement des dossiers des projets et programmes de développement soumis à étude d'impact environnemental et social, audit environnemental incluant les droits fixes et droits proportionnels. Ces frais ont été fixés par Arrêté conjoint n°2012 - 218 MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations fournies par le Bureau National des Évaluations Environnementales.

(iii) Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement

Conformément à l'Article 78 du Code Minier : Tout titulaire d'un titre minier autre que le permis de recherche ou tout bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation à l'exception de l'autorisation d'exploitation de carrières, est tenu d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ou dans une banque commerciale du Burkina Faso, dans le but de servir à la constitution d'un fonds pour couvrir les coûts de la mise en œuvre du programme de préservation et de réhabilitation de l'environnement.

3.4.4. Transferts des revenus miniers

La réglementation burkinabé prévoit l'affectation de certains revenus provenant du secteur minier au niveau infranationale (régions et communes). D'autres transferts à des structures régionales (UEMOA et CEDEAO) sont également prévus par la réglementation.

Transferts au titre de la Taxe superficielle

Conformément aux dispositions de l'Article 82 du Code minier et aux dispositions de l'Article 15 du Décret N° 2010-075PRES/PMMEF portant fixation des taxes et redevances minières, les collectivités locales bénéficient des revenus du secteur à travers la rétrocession de 20% de la taxe superficielle à leur profit. La rétrocession est effectuée sur une base annuelle par le Trésor Public sur proposition du MME. Le montant rétrocédé est partagé à concurrence de 90% et 10%³⁴, respectivement au profit des communes et des régions.

Transferts au titre des recettes du BUNEE

Conformément à l'Article 11 de l'Arrêté conjoint N° 12-2018MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations fournies par le Bureau National des Évaluations Environnementales, les recettes issues des prestations du Bureau National des Évaluations Environnementales sont perçues par un régisseur de recettes et seront réparties comme suit :

- 70% au profit du budget de l'État ;
- 30% au profit du fonds d'intervention pour l'environnement.

Transferts au titre des recettes Douanières

Les taxes et autres prélèvements perçus par la douane pour le compte d'autres administrations ou organismes se présentent comme suit :

Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) : En Application du Règlement 02/97-CM/UEMOA du 28 novembre 1997 portant adoption du Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA, il a été institué au profit de l'UEMOA, une retenue au taux de 1% de la valeur en Douane des marchandises importées hors UEMOA. Cette taxe, est collectée par les Administrations nationales de recouvrement puis reversée dans un compte bancaire ouvert à la BCEAO au nom de l'UEMOA.

Le Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PCC) a été institué par l'Article 72 du traité révisé de la CEDEAO du 24 juillet 1993. Le taux du PCC est de 0,5% de la valeur en Douane (ou mercuriale) des marchandises importées hors CEDEAO et destinées à la consommation.

3.4.5. Les dépenses sociales

Ainsi dans le cadre de la responsabilité sociale, les entreprises minières peuvent être amenées à participer dans des projets de développement dans les communes abritant les mines. Ces contributions peuvent avoir le caractère obligatoire ou volontaire. Ces contributions peuvent être en numéraire ou en nature sous forme d'infrastructures sanitaires, scolaires, routières, maraîchages et de projets d'appui aux actions agricoles.

3.5. Pratiques d'audit et d'assurance

3.5.1. Entreprises extractives

Selon l'Acte Uniforme du Droit des Sociétés Commerciales, les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée, dépassant l'un des trois seuils suivants : capital social supérieur à 10 millions FCFA, chiffre d'affaires supérieur à 250 millions FCFA ou effectif permanent supérieur à 50 personnes, sont tenues de désigner un Commissaire aux Comptes, inscrit obligatoirement à l'Ordre des Experts comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso, pour l'audit de leurs comptes annuels.

³⁴ Arrêté Interministériel n°2012 170/MEF/MATDS/MMCE portant modalités de répartition des taxes superficielles au profit des collectivités territoriales.

3.5.2. Régies financières

Au terme de la constitution du 2 juin 1991, la Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques au Burkina Faso. L'article 2 de la loi portant création de la Cour des comptes stipule que « la Cour des comptes juge les comptes des comptables publics, sanctionne les fautes de gestion et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ».

Les rapports de la Cour des comptes portant sur l'exécution des lois des finances sont présentés au président de la république et sont disponibles au public sur le site web de la Cour (www.cour-comptes.gov.bf/). *Le dernier rapport publié couvre l'exécution de la loi des finances de l'année 2010.*

Le Receveur Général assure l'exercice de la tutelle hiérarchique et fonctionnelle des régisseurs de recettes et des receveurs des Administrations Financières (Impôts et Douanes) et le Payeur Général celui des Régisseurs d'avances. Le Receveur Général est responsable en sa qualité de comptable principal, du recouvrement des recettes du budget général. Il est responsable des opérations exécutées par les Receveurs, le Payeur et les Régisseurs dans la limite des contrôles qui lui sont prescrits lors de la centralisation de ces opérations.

4. DETERMINATION DU PERIMETRE ITIE

4.1. Sélection des flux de paiement

Pour la détermination des flux de paiement significatifs, la matérialité a été analysée sur la base des catégories de flux suivantes :

a) Paiements spécifiques au secteur extractif

Tous les paiements spécifiques au secteur des industries extractives recensés ont été retenus dans le périmètre de conciliation sans application de seuil de matérialité.

Le recensement a été effectué sur la base de l'analyse de la réglementation régissant le secteur minier et des taxes et impôts payables au Percepteur Spécialisé auprès des Mines (DGTCP).

La liste des flux retenus ainsi que leurs définitions sont présentées en Annexe 8.

b) Impôts et taxes du droit commun

Tous les paiements applicables au secteur des industries extractives recensés ont été retenus dans le périmètre de conciliation sans application d'un seuil de matérialité.

Le recensement des impôts et taxes a été effectué sur la base de l'analyse de la réglementation régissant le secteur minier ainsi que l'examen d'un échantillon de conventions minières.

En dehors des flux de paiements préconisés par la Norme ITIE et du livre source, le Comité de Pilotage a opté d'inclure les retenues à la source, les retenues sur salaire et la TVA dans le périmètre de conciliation.

La liste des flux retenus ainsi que leurs définitions sont présentées en Annexe 8.

c) Autres flux de paiement significatifs

Afin d'éviter des omissions qui pourraient être considérées comme significatives et d'assurer une meilleure couverture de la matérialité, le Comité de Pilotage a retenu le seuil de 50 millions de FCFA à partir duquel les entités déclarantes ont été sollicitées de reporter tout flux de paiement, taxe ou opération financière non prévus dans le formulaire de déclaration. Ils sont reportés sous la rubrique « Autres flux de paiement significatifs » dans le formulaire de déclaration.

d) Dépenses sociales et projets d'infrastructures

Les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation ont été sollicitées pour reporter la nature de la dépense, l'identité du bénéficiaire et le lieu en spécifiant si le paiement était de type volontaire ou obligatoire.

Pour les contributions sous forme de projets, les entreprises ont été sollicitées de reporter la valeur comptable des engagements encourus au titre des dits projets dans leurs comptes au titre de 2013.

e) Transferts infranationaux

La DGTCP a été sollicitée pour reporter les transferts effectués sur les revenus du secteur extractif.

f) Accords de troc

Les entreprises extractives et l'Etat ont été sollicités dans le processus de déclaration ITIE à reporter les informations sur tout accord de troc conclu ou en vigueur durant l'année 2013. Les entités ont été invitées à reporter la nature de la transaction, la valeur totale de l'accord ainsi que la partie encourue durant l'année 2013.

4.2. Sélection des entreprises extractives

Le Comité de Pilotage a décidé de retenir dans le périmètre de conciliation :

- les entreprises minières dont le total des paiements à l'Etat est supérieur ou égale à 100 millions de FCFA ;
- les entreprises ayant déjà été retenues dans le périmètre de conciliation dans le Rapport ITIE 2012 même si leurs contributions se trouvent en dessous du seuil ci-dessus mentionné ; et
- les comptoirs ayant exporté un volume supérieur ou égal à 50 kg en 2013

Ce périmètre a été retenu par le Comité sur la base des données provisoires fournies par les régies financières lors de la phase de cadrage avec pour objectif de couvrir 99,59% du total des revenus miniers par les travaux de conciliation. Au total 29 sociétés ont été sollicitées pour soumettre une déclaration dans le cadre du présent rapport.

Tableau 10 : Liste des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation

Type	Nom de la société	Type	Nom de la société	
En exploitation	1. Semafo Burkina Faso	En recherche	16. Kiaka Gold	
	2. IAM Gold Essakane SA		17. Goldbelt Resources	
	3. Société des Mines de Taparko (SOMITA)		18. Mana Minerals	
	4. Burkina Mining Company (BMC)		19. High River Gold Mines (WA)	
	5. BISSA Gold		20. Roxgold Burkina Faso	
	6. Société des Mines de Belahouro (SMB)		21. Orezone Inc. SARL	
	7. Kalsaka Mining		22. Wura Ressources	
	8. Nantou Mining SA		23. Jilbey Burkina SARL	
	9. Stremco SA		24. Wentworth Gold Sarl	
En construction	10. Riverstone Resources		25. AMPELLA Mining	
	11. Pan African Burkina Ltd (PAB)		26. Essakane Exploration SARL	
	12. Gryphon Minerals Burkina Faso		27. Société ampella Mining Gold	
Comptoir d'achat	13. Métaux SAV'OR		28. Newmont Venture Limited	
	14. SAV'OR		29. GEP Mines	
Activité semi mécanisée	15. Pinsapo Gold SA			

Les revenus provenant des entreprises dont le total paiement au titre de 2013 se trouvant en-dessous du seuil ci-dessus indiqué, ont été pris en compte, à travers la déclaration unilatérale des administrations publiques. Pour les entreprises de carrières, seules les flux de paiements prévus par le Code Minier ont été pris en compte. Ce choix a été fait compte tenu de l'importance des activités commerciales de cette catégorie d'entreprises qui constituent la principale base de taxation de droit commun.

4.3. Sélection des entités gouvernementales

Sur la base du périmètre retenu des sociétés extractives et des flux de paiements pour l'année 2013, six (6) administrations et entités publiques ont été sollicitées pour l'envoi des déclarations :

Tableau 11 : Liste des entités publiques retenues dans le périmètre

N°	Administration publiques
1.	Direction Générale des Impôts (DGI)
2.	Direction Générale des Douanes (DGD)
3.	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)
4.	Bureau National des Évaluations Environnementales (BUNEE)
5.	Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) (*)
6.	Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) (**)

(*) Au titre des versements effectué au FRE.

(**) Au titre des exportations

5. RESULTATS DES TRAVAUX DE CONCILIATION

5.1. Rapprochement des flux de paiements en numéraire

5.1.1. Rapprochement par entreprise

Nous présentons dans les tableaux ci-dessous un sommaire des différences entre les flux de paiement rapportés par les sociétés sélectionnées et les flux de recettes rapportés par les différents organismes et administration de l'Etat.

Ces tableaux incluent les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations des régies financières, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de conciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les rapports de conciliation détaillés pour chaque société extractive sont présentés en Annexe 9.

Les conciliations des flux de paiements se détaillent comme suit :

Tableau 12 : Rapprochement des paiements en numéraire désagrégés par société

Chiffres exprimés en FCFA

Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
IAM GOLD ESSAKANE SA	65 396 038 395	92 688 094 570	(27 292 056 175)	1 637 830 922	(25 461 354 996)	27 099 185 918	67 033 869 317	67 226 739 574	(192 870 257)
SEMAFO BURKINA FASO	34 261 081 258	123 318 301 487	(89 057 220 229)	2 580 360 750	(87 040 318 944)	89 620 679 694	36 841 442 008	36 277 982 543	563 459 465
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	15 208 335 710	16 551 484 784	(1 343 149 074)	4 243 084 663	1 756 682 522	2 486 402 141	19 451 420 373	18 308 167 306	1 143 253 067
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	22 610 206 869	21 130 980 600	1 479 226 269	17 399 777	985 810 228	(968 410 451)	22 627 606 646	22 116 790 828	510 815 818
KALSAKA MINING	5 370 516 363	7 772 651 945	(2 402 135 582)	-	-	-	5 370 516 363	7 772 651 945	(2 402 135 582)
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	16 504 962 069	16 823 792 958	(318 830 889)	-	(547 271 536)	547 271 536	16 504 962 069	16 276 521 422	228 440 647
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	882 578 353	64 184 731	818 393 622	-	439 016 487	(439 016 487)	882 578 353	503 201 218	379 377 135
BISSA GOLD	17 175 480 884	16 685 487 801	489 993 083	115 383 152	31 540 722	83 842 430	17 290 864 036	16 717 028 523	573 835 513
NANTOU MINING SA	3 404 238 066	4 032 712 177	(628 474 111)	339 327 053	328 917 785	10 409 268	3 743 565 119	4 361 629 962	(618 064 843)
OREZONE INC SARL	204 924 278	195 620 242	9 304 036	7 164 969	18 278 514	(11 113 545)	212 089 247	213 898 756	(1 809 509)
AMPELLA MINING	15 779 242	24 271 909	(8 492 667)	4 221 300	(952 624)	5 173 924	20 000 542	23 319 285	(3 318 743)
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	750 478 665	4 509 558 228	(3 759 079 563)	-	23 159 214	(23 159 214)	750 478 665	4 532 717 442	(3 782 238 777)
GOLDBELT RESOURCES	525 119 294	466 600 063	58 519 231	(269 743)	58 249 488	(58 519 231)	524 849 551	524 849 551	-
MANA MINERALS	333 919 846	401 251 100	(67 331 254)	(1 000 000)	969 337	(1 969 337)	332 919 846	402 220 437	(69 300 591)
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	232 095 468	221 833 850	10 261 618	72 121	10 416 239	(10 344 118)	232 167 589	232 250 089	(82 500)
KIAKA GOLD	369 922 845	473 396 138	(103 473 293)	16 687 959	(93 692 684)	110 380 643	386 610 804	379 703 454	6 907 350
GEP MINES	169 193	143 332	25 861	-	25 861	(25 861)	169 193	169 193	-
JILBEY BURKINA SARL	165 037 265	166 271 344	(1 234 079)	5 085 031	-	5 085 031	170 122 296	166 271 344	3 850 952
Riverstone Resources INC.	329 701 035	223 083 895	106 617 140	46 165 968	2 000 000	44 165 968	375 867 003	225 083 895	150 783 108
Newmont Ventures LTD	-	11 244 236	(11 244 236)	-	-	-	-	11 244 236	(11 244 236)
Roxgold Burkina Faso	309 499 552	213 253 223	96 246 329	28 519 166	125 299 894	(96 780 728)	338 018 718	338 553 117	(534 399)
Stremco SA	80 474 890	77 923 296	2 551 594	-	2 051 165	(2 051 165)	80 474 890	79 974 461	500 429
Pinsapo Gold	-	10 862 096	(10 862 096)	-	-	-	-	10 862 096	(10 862 096)
Essakane Exploration SARL	275 382 593	27 350 292	248 032 301	(10 669 814)	-	(10 669 814)	264 712 779	27 350 292	237 362 487
Pan African Minerals	246 646 707	36 025 549	210 621 158	14 884 431	234 870 275	(219 985 844)	261 531 138	270 895 824	(9 364 686)
Métaux SAV'OR (*)	-	15 000	(15 000)	-	-	-	-	15 000	(15 000)
Wentworth Gold SARL (*)	109 837 881	110 824 116	(986 235)	1 066 275	80 000	986 275	110 904 156	110 904 116	40
Wura Ressources (*)	199 497 659	181 527 908	17 969 751	(22 333 749)	60 823	(22 394 572)	177 163 910	181 588 731	(4 424 821)
SAV'OR	-	27 790 000	(27 790 000)	-	-	-	-	27 790 000	(27 790 000)
Total	184 961 924 380	306 446 536 870	(121 484 612 490)	9 022 980 231	(109 126 162 230)	118 149 142 461	193 984 904 611	197 320 374 640	(3 335 470 029)

5.1.2. Rapprochement par nature de flux de paiement

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les montants globaux des divers droits, impôts et taxes rapportés par les organismes gouvernementaux et les sociétés extractives, après avoir tenu compte des ajustements.

Tableau 13 : Rapprochements des paiements en numéraire désagrégés par flux

Chiffres exprimés en FCFA

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
Direction Générale des Douanes (DGD)	51 259 721 091	59 518 938 355	(8 259 217 264)	7 400 802 435	18 783 348	7 382 019 087	58 660 523 526	59 537 721 703	(877 198 177)
Droits de Douane et taxes assimilées	50 256 778 717	59 401 359 642	(9 144 580 925)	8 286 016 471	18 783 348	8 267 233 123	58 542 795 188	59 420 142 990	(877 347 802)
Pénalités (DGD)	1 002 942 374	117 578 713	885 363 661	(885 214 036)	-	(885 214 036)	117 728 338	117 578 713	149 625
Direction Générale des Impôts (DGI)	93 692 305 167	207 134 680 133	(113 442 374 966)	545 106 354	(109 169 456 074)	109 714 562 428	94 237 411 521	97 965 224 059	(3 727 812 538)
Impôt sur les Sociétés (IS)	17 375 420 882	56 383 468 861	(39 008 047 979)	343 748 893	(33 581 249 084)	33 924 997 977	17 719 169 775	22 802 219 777	(5 083 050 002)
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	17 434 766 215	14 188 486 391	3 246 279 824	605 832 517	2 638 802 469	(2 032 969 952)	18 040 598 732	16 827 288 860	1 213 309 872
Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	35 018 881 127	28 345 069 505	6 673 811 622	39 955 648	4 276 131 648	(4 236 176 000)	35 058 836 775	32 621 201 153	2 437 635 622
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	6 702 351 193	8 215 601 617	(1 513 250 424)	1 246 857 271	3 535 439 845	(2 288 582 574)	7 949 208 464	11 751 041 462	(3 801 832 998)
Retenue à la source intérieur (RET / INT)	2 302 472 401	4 665 209 386	(2 362 736 985)	1 130 977 055	(351 252 189)	1 482 229 244	3 433 449 456	4 313 957 197	(880 507 741)
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	2 954 202 690	2 439 864 906	514 337 784	94 439 373	512 853 621	(418 414 248)	3 048 642 063	2 952 718 527	95 923 536
Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	4 228 783 839	688 193 206	3 540 590 633	(683 318 962)	1 983 093 301	(2 666 412 263)	3 545 464 877	2 671 286 507	874 178 370
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	38 851 800	91 619 171 517	(91 580 319 717)	-	(91 558 446 044)	91 558 446 044	38 851 800	60 725 473	(21 873 673)
Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	564 119 364	484 030 498	80 088 866	-	102 914 887	(102 914 887)	564 119 364	586 945 385	(22 826 021)
Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	79 935 231	55 513 970	24 421 261	2 211 566	18 647 862	(16 436 296)	82 146 797	74 161 832	7 984 965
Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	537 892 571	37 455 045	500 437 526	-	537 892 571	(537 892 571)	537 892 571	575 347 616	(37 455 045)
Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	28 761 213	-	28 761 213	(7 175 188)	16 527 000	(23 702 188)	21 586 025	16 527 000	5 059 025
Contribution des patentes	278 527 406	48 000	278 479 406	(1 451 000)	-	(1 451 000)	277 076 406	48 000	277 028 406
Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	1 082 491 800	4 000	1 082 487 800	(967 500 000)	-	(967 500 000)	114 991 800	4 000	114 987 800
Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
Pénalités (DGI)	5 064 847 435	12 563 231	5 052 284 204	(1 259 470 819)	2 699 188 039	(3 958 658 858)	3 805 376 616	2 711 751 270	1 093 625 346
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	38 946 055 116	39 690 308 743	(744 253 627)	1 029 461 803	13 926 132	1 015 535 671	39 975 516 919	39 704 234 875	271 282 044
Redevances proportionnelles (Royalties)	33 417 470 259	33 152 844 935	264 625 324	(10 956 795)	-	(10 956 795)	33 406 513 464	33 152 844 935	253 668 529
Taxe Superficiare	3 021 142 674	3 942 209 486	(921 066 812)	936 147 505	2 969 337	933 178 168	3 957 290 179	3 945 178 823	12 111 356
Dividendes	2 466 592 856	2 466 592 856	-	-	-	-	2 466 592 856	2 466 592 856	-
Droits Fixes	17 620 000	44 000 000	(26 380 000)	17 500 000	(2 000 000)	19 500 000	35 120 000	42 000 000	(6 880 000)
Pénalités (DGTCP)	8 082 248	84 661 466	(76 579 218)	86 771 093	10 956 795	75 814 298	94 853 341	95 618 261	(764 920)
Frais de dossier	13 147 079	-	13 147 079	-	-	-	13 147 079	-	13 147 079
Bonus de signature/Droits de cession	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	(2 000 000)	2 000 000	2 000 000	-
Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	73 506 364	102 609 639	(29 103 275)	47 609 639	10 584 364	37 025 275	121 116 003	113 194 003	7 922 000
Frais de prestation BUNEE	73 506 364	102 609 639	(29 103 275)	47 609 639	10 584 364	37 025 275	121 116 003	113 194 003	7 922 000
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	990 336 642	-	990 336 642	-	-	-	990 336 642	-	990 336 642
Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	990 336 642	-	990 336 642	-	-	-	990 336 642	-	990 336 642
Total des paiements directs conciliés	184 961 924 380	306 446 536 870	(121 484 612 490)	9 022 980 231	(109 126 162 230)	118 149 142 461	193 984 904 611	197 320 374 640	(3 335 470 029)

5.1.3. Ajustements des déclarations

a. Pour les sociétés extractives

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit, la description ainsi que le détail de chaque ajustement se présentent dans les points ci-dessous :

Ajustements sur les déclarations des sociétés	Total FCFA
Taxes payées non reportées (a)	9 530 476 820
Erreur de reporting (montant et détail) (b)	(361 937 611)
Montant doublement déclaré (c)	(140 763 560)
Erreur de classification sur des flux non réconciliables (d)	43 967 500
Taxes payées sous un autre UFI (e)	(39 331 563)
Taxes hors périmètre de conciliation (f)	(4 416 500)
Taxes payées hors période de conciliation (g)	(4 014 855)
Taxes reportées non payées (h)	(1 000 000)
Total	9 022 980 231

(a) Il s'agit des flux de paiement effectués par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par celles-ci dans leurs déclarations. Le détail de ces paiements, initialement déclarés par les régies financières, a fait l'objet d'une communication aux entreprises extractives concernées. Ces ajustements se détaillent comme suit par taxe :

Flux	Montant (en FCFA)
Direction Générale des Douanes (DGD)	8 671 585 337
Droits de Douane et taxes assimilées	8 571 276 126
Pénalités (DGD)	100 309 211
Direction Générale des Impôts (DGI)	765 802 364
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	510 327 904
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	11 067 514
Retenue à la source intérieur (RET / INT)	199 913 308
Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	44 177 138
Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	316 500
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	89 446 980
Taxe Superficiare	7 812 657
Droits Fixes	6 000 000
Pénalités (DGTCP)	75 634 323
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	3 642 139
Frais de prestation BUNEE	3 642 139
Total	9 530 476 820

Les ajustements se détaillent par société comme suit :

Sociétés	Montant (en FCFA)
IAM GOLD ESSAKANE SA	1 734 582 532
SEMAFO BURKINA FASO	2 713 034 115
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	4 518 114 212
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	17 399 777
BISSA GOLD	115 383 152
NANTOU MINING SA	339 327 053
OREZONE INC SARL	7 411 612
AMPELLA MINING	6 000 000
GOLDBELT RESOURCES	1 181 257
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	8 781 596
KIACA GOLD	16 687 959
JILBEY BURKINA SARL	5 085 031
Riverstone Resources INC.	2 198 468
Roxgold Burkina Faso	28 519 166
Pan African Minerals	14 884 431
Wentworth Gold SARL	1 066 275
Wura Ressources	820 184
Total	9 530 476 820

(b) Il s'agit d'écarts entre le total indiqué au niveau de la déclaration et le détail communiqué par la société ou le montant figurant sur la quittance elle-même. Ces ajustements ont été réalisés sur la base de copies des quittances et/ou de confirmations obtenues de la société. Ces ajustements se détaillent par société minière et par taxe comme suit :

Sociétés	Total FCFA
SEMAFO BURKINA FASO	(132 673 365)
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	(231 017 599)
OREZONE INC SARL	(246 643)
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	1 999 996
Total	(361 937 611)

(c) Il s'agit de taxes payées par les sociétés minières mais reportées doublement.

Les ajustements se détaillent par société comme suit :

Sociétés	Total FCFA
IAM GOLD ESSAKANE SA	(96 751 610)
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	(44 011 950)
Total	(140 763 560)

Les ajustements se détaillent par taxe comme suit :

Flux	Total FCFA
Direction Générale des Douanes (DGD)	(54 242 056)
Droits de Douane et taxes assimilées	(54 242 056)
Direction Générale des Impôts (DGI)	(86 521 504)
Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	(86 521 504)
Total	(140 763 560)

(d) Il s'agit des frais de prestations de la BUNEE payés par la société Riverstone Ressources INC qui ont été déclarés au niveau du flux non réconciliable « Transferts au titre des recettes du BUNEE », le montant de ces frais est 43 967 500 FCFA.

(e) Il s'agit des impôts et taxes déclarés par erreur au nom d'une autre société retenue dans le périmètre de conciliation (généralement appartenant au même groupe de sociétés). Ces paiements ont fait l'objet d'ajustements pour éviter leurs doubles prises en compte lors de la détermination des revenus du secteur extractif. Les ajustements ont été réalisés sur la base des quittances communiquées par les entreprises, la confirmation des entreprises concernées ainsi que les administrations concernées. Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière et par régie financière :

Les ajustements se détaillent par société comme suit :

Sociétés	Montant (en FCFA)
Wura Ressources (*)	(19 139 078)
Essakane Exploration SARL	(10 669 814)
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	(7 745 171)
AMPELLA MINING	(1 777 500)
Total	(39 331 563)

Les ajustements se détaillent par taxe comme suit :

Flux	Montant (en FCFA)
Taxe Superficiare	(26 485 177)
Pénalités (DGD)	(10 669 814)
Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	(2 176 572)
Total	(39 331 563)

- (f) Il s'agit des flux de paiement reportés par les sociétés extractives mais qui sont payés en dehors du périmètre de conciliation c'est-à-dire, des flux qui ne concernent pas le processus ITIE. Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière et par taxe :

Chiffres en FCFA

Sociétés	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	Contribution des patentes	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	Total
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	(2 964 300)			(2 964 300)
GOLDBELT RESOURCES		(1 451 000)		(1 451 000)
AMPELLA MINING			(1 200)	(1 200)
Total	(2 964 300)	(1 451 000)	(1 200)	(4 416 500)

- (g) Il s'agit principalement d'un paiement de 2014 s'élevant à 3 875 605 FCFA déclaré par la société WURA Ressources au titre de l'IUTS.

- (h) Ce montant correspond aux droits fixes reportés par la société Mana Minerals et qui ne sont pas réellement payés.

b. Pour les régies financières

Les ajustements opérés sur les déclarations des régies financières se résument comme suit :

Chiffres en FCFA

Ajustements sur les déclarations de l'Etat	Total en FCFA
Erreur de reporting (montant et détail) (a)	(125 094 242 597)
Taxes non reportés par l'Etat (b)	15 985 687 996
Montant doublement déclaré (c)	(15 607 629)
Taxes reportées par l'Etat qui concernent un autre IFU (d)	(2 000 000)
Total	(109 126 162 230)

- (a) Il s'agit des montants reportés par erreur. La cause de l'erreur est principalement expliquée par une extraction erronée du système informatique de la DGI « syntax2 ». Ces ajustements se détaillent, par Administration et par taxe, comme suit :

Flux	Montant FCFA
Sous total Direction Générale des Impôts (DGI)	(125 094 251 648)
Impôt sur les Sociétés (IS)	(33 405 050 069)
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	(91 558 446 044)
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	(148 664 732)
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	17 909 197
Sous total Direction Générale des Douanes (DGD)	9 051
Droits de Douane et taxes assimilées	9 051
Total	(125 094 242 597)

- (b) Il s'agit des flux de paiement effectués par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par les régies financières. Ces ajustements se détaillent, par Administration, comme suit :

Flux	Montant FCFA
Direction Générale des Impôts (DGI)	15 940 403 203
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	10 584 364
Direction Générale des Douanes (DGD)	18 774 297
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	15 926 132
Total	15 985 687 996

- (c) Il s'agit des flux de TVA reportés doublement par la DGI. Le montant de cette erreur est de 15 607 629 FCFA et concerne la société IAM Gold ESSAKANE SA.
- (d) Il s'agit des droits fixes reportés par la DGTCP qui concernent la société Ampella Mining Gold et non la société Ampella Mining. Le montant de cette erreur est de 2 000 000 FCFA.

5.1.4. Ecarts définitifs non réconciliés

Suite aux ajustements opérés, les écarts résiduels non réconciliés sur les flux de paiements, s'élevant à (3 335 470 029) FCFA, se détaillent par société extractive et par taxe dans les tableaux ci-dessous :

a. Ecart définitif par société extractive

Tableau 14 : Ecarts non rapprochés désagrégés par société

Chiffres en FCFA

Société	Ecarts résiduels	Origine des Ecarts résiduels					
		FD non soumis par la Société (1)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive (2)	Taxes non reportées par l'Etat (3)	Pièces justificatives non soumises par la société (4)	Pièces justificatives et explications non soumises par la DGI (5)	Non significatif < 500 000 FCFA
IAM GOLD ESSAKANE SA	(192 870 257)	-	(495 845 665)	302 975 408	-	-	-
SEMAFO BURKINA FASO	563 459 465	-	(2 500 000)	565 613 310	-	-	346 155
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	1 143 253 067	-	-	-	1 143 253 067	-	-
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	510 815 818	-	-	-	2 431 091 818	(1 920 276 000)	-
KALSAKA MINING	(2 402 135 582)	-	(4 106 851 858)	1 704 835 901	-	-	(119 625)
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	228 440 647	-	(693 775 287)	372 387 044	204 125 949	345 120 941	582 000
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	379 377 135	-	-	-	19 702 618	359 655 390	19 127
BISSA GOLD	573 835 513	-	(1 458 000)	317 762 265	327 386 560	(69 855 312)	-
NANTOU MINING SA	(618 064 843)	-	(619 667 633)	-	1 602 790	-	-
OREZONE INC SARL	(1 809 509)	-	(803 950)	-	(1 261 623)	-	256 064
AMPELLA MINING	(3 318 743)	-	(3 314 743)	-	-	-	(4 000)
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	(3 782 238 777)	-	(15 732 712)	533 927 727	-	(4 300 433 792)	-
GOLDBELT RESOURCES	-	-	-	-	-	-	-
MANA MINERALS	(69 300 591)	-	(116 512 185)	-	46 362 594	-	849 000
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	(82 500)	-	-	-	-	-	(82 500)
KIAKA GOLD	6 907 350	-	-	-	-	7 114 901	(207 551)
GEP MINES	-	-	-	-	-	-	-
JILBEY BURKINA SARL	3 850 952	-	(190 057)	1 893 300	6 839 301	(4 691 592)	-
Riverstone Resources INC.	150 783 108	-	-	-	150 940 974	-	(157 866)
Newmont Ventures LTD	(11 244 236)	(11 244 236)	-	-	-	-	-
Roxgold Burkina Faso	(534 399)	-	(2 732 867)	-	2 198 468	-	-
Stremco SA	500 429	-	-	-	-	-	500 429
Pinsapo Gold	(10 862 096)	(10 862 096)	-	-	-	-	-

Société	Ecart résiduel	Origine des Ecart résiduel					
		FD non soumis par la Société (1)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive (2)	Taxes non reportées par l'Etat (3)	Pièces justificatives non soumises par la société (4)	Pièces justificatives et explications non soumises par la DGI (5)	Non significatif < 500 000 FCFA
Essakane Exploration SARL	237 362 487	-	-	234 409 783	2 952 704	-	-
Pan African Minerals	(9 364 686)	-	(9 364 686)	-	-	-	-
Métaux SAV'OR (*)	(15 000)	(15 000)	-	-	-	-	-
Wentworth Gold SARL (*)	40	-	-	-	-	-	40
Wura Ressources (*)	(4 424 821)	-	(21 998 770)	-	17 573 949	-	-
SAV'OR	(27 790 000)	(27 790 000)	-	-	-	-	-
Total	(3 335 470 029)	(49 911 332)	(6 090 748 413)	4 033 804 738	4 352 769 169	(5 583 365 464)	1 981 273

b. Ecart définitif par taxe

Tableau 15 : Ecart non rapprochés désagrégés par flux

Chiffres en FCFA

Flux	Ecart résiduel	Origine des Ecart résiduel					
		FD non soumis par la Société (1)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive (2)	Taxes non reportées par l'Etat (3)	Pièces justificatives non soumises par la société (4)	Pièces justificatives et explications non soumises par la DGI (5)	Non significatif < 500 000 FCFA
Direction Générale des Douanes (DGD)	(877 198 177)	(5 889 024)	(2 034 568 634)	17 400 000	1 146 205 771	-	(346 290)
Droits de Douane et taxes assimilées	(877 347 802)	(5 889 024)	(2 017 299 132)	-	1 146 205 771	-	(365 417)
Pénalités (DGD)	149 625	-	(17 269 502)	17 400 000	-	-	19 127
Direction Générale des Impôts (DGI)	(3 727 812 538)	-	(4 049 929 779)	2 727 993 039	3 175 282 103	(5 583 365 464)	2 207 563
Impôt sur les Sociétés (IS)	(5 083 050 002)	-	(3 753 803 711)	-	-	(1 329 246 291)	-
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	1 213 309 872	-	(39 090 913)	188 158 398	698 728 146	365 514 201	40
Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	2 437 635 622	-	-	581 558 653	1 856 076 969	-	-
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	(3 801 832 998)	-	-	40 312 267	12 863 129	(3 855 008 394)	-
Retenue à la source intérieur (RET / INT)	(880 507 741)	-	(167 838 034)	38 389 964	13 591 325	(765 248 580)	597 584
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	95 923 536	-	-	750 000	95 173 536	-	-
Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	874 178 370	-	-	782 829 860	91 176 146	-	172 364
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	(21 873 673)	-	(21 873 673)	-	-	-	-
Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	(22 826 021)	-	(28 112 653)	-	5 286 632	-	-
Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	7 984 965	-	(1 755 750)	5 136 300	3 218 640	126 600	1 259 175
Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	(37 455 045)	-	(37 455 045)	-	-	-	-
Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	5 059 025	-	-	4 891 625	-	-	167 400
Contribution des patentes	277 028 406	-	-	-	277 028 406	-	-
Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	114 987 800	-	-	-	114 991 800	-	(4 000)
Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
Pénalités (DGI)	1 093 625 346	-	-	1 085 965 972	7 147 374	497 000	15 000
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	271 282 044	(44 022 308)	(6 250 000)	298 075 057	23 359 295	-	120 000
Redevances proportionnelles (Royalties)	253 668 529	(31 259 449)	-	284 927 978	-	-	-
Taxe Superficiare	12 111 356	(2 997 939)	(6 250 000)	-	21 359 295	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Droits Fixes	(6 880 000)	(9 000 000)	-	-	2 000 000	-	120 000
Pénalités (DGTCP)	(764 920)	(764 920)	-	-	-	-	-

Flux	Ecart résiduel	Origine des Ecartés résiduels					
		FD non soumis par la Société (1)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive (2)	Taxes non reportées par l'Etat (3)	Pièces justificatives non soumises par la société (4)	Pièces justificatives et explications non soumises par la DGI (5)	Non significatif < 500 000 FCFA
Frais de dossier	13 147 079	-	-	13 147 079	-	-	-
Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	7 922 000	-	-	-	7 922 000	-	-
Frais de prestation BUNEE	7 922 000	-	-	-	7 922 000	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	990 336 642	-	-	990 336 642	-	-	-
Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	990 336 642	-	-	990 336 642	-	-	-
Total paiements	(3 335 470 029)	(49 911 332)	(6 090 748 413)	4 033 804 738	4 352 769 169	(5 583 365 464)	1 981 273

(1) Déclarations non soumises par la société

Les sociétés Newmont, Pinsapo, Métaux Sav'or et Sav'or n'ont pas soumis leur déclaration. En effet, selon une lettre reçue du Ministère des Mines et de l'Energie (MME), nous avons été informés que les deux premières sociétés ont arrêté leurs activités au Burkina Faso.

Pour les deux autres entités qui correspondent à des comptoirs d'achat d'or, nous comprenons que le Secrétariat Permanent les a contacté, transmis les formulaires de déclaration et relancé à plusieurs reprises, sans suite.

(2) Flux de paiements reportés par l'Etat non confirmés par les sociétés extractives

Il s'agit de droits de douane, de TVA et de taxes superficielles reportés par l'Etat et non reportés par les sociétés extractives. Les demandes de confirmation de ces montants envoyées aux sociétés extractives sont restées sans suite.

(3) Flux de paiements reportés par les sociétés, non confirmés par l'Etat

Il s'agit de taxes reportées par les sociétés minières, qui n'ont pas été confirmées par l'Etat et qui n'ont pas pu être justifiées par des quittances de la part des dites sociétés.

(4) Flux de paiements reportés par la société extractive et non appuyés par des documents justificatifs

Il s'agit des flux reportés par les sociétés et non reportés par l'Etat. A cause de l'absence de quittances justifiant le paiement de ces montants, les régies n'ont pas été en mesure de confirmer le paiement de ces droits.

(5) Pièces justificatives et explications non soumises par la DGI

Il s'agit des flux déclarés par la DGI et non reportés par les sociétés. Les demandes de confirmation de ces montants envoyées à la DGI sont restées sans suite.

5.2. Rapprochement des remboursements de crédit de TVA

La conciliation du remboursement de crédit de TVA se résume comme suit :

Tableau 16 : Rapprochement du remboursement de crédit de TVA

Paiements agrégés (En FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements	Déclaration ajustée
Crédit de TVA remboursé			
Entreprises extractives	(57 625 439 478)	6 000	(57 625 433 478)
Gouvernement	(52 068 053 832)	(5 452 528 076)	(57 520 581 908)
Ecart	(5 557 385 646)		(104 851 570)

(i) Le total des écarts entre les remboursements de crédit de TVA déclarés par les sociétés extractives et la DGI s'élevait au titre de l'exercice 2013, suite au premier rapprochement et avant les travaux de conciliation, à (5 557 385 646) FCFA, se détaillant, par société, comme suit :

Sociétés	Sociétés	Gouvernement	Différence initiale
ESSAKANE	(23 169 110 296)	(17 219 746 326)	(5 949 363 970)
SEMAFO	(8 947 365 288)	(8 947 365 888)	600
SMB	(8 026 742 641)	(8 677 003 033)	650 260 392
SOMITA	(6 129 025 254)	(5 618 715 084)	(510 310 170)
KALSAKA MINING	(2 453 622 217)	(2 859 080 217)	405 458 000
BMC	(6 048 058 054)	(6 048 058 054)	-
Bissa Gold	(2 646 265 207)	(2 646 265 207)	-
Stremco SA	(205 250 521)	(51 820 023)	(153 430 498)
Total	(57 625 439 478)	(52 068 053 832)	(5 557 385 646)

(ii) Les ajustements opérés sur les déclarations de la DGI se résument comme suit ; la description ainsi que le détail de chaque ajustement se présentent dans les points ci-dessous :

Sociétés	Taxes non reportés par l'Etat (a)	Montant doublement déclaré (b)	Taxes perçues hors de la période de conciliation (c)	Total
ESSAKANE	(7 499 159 885)		1 549 801 915	(5 949 357 970)
SMB		650 260 392		650 260 392
Stremco SA	(153 430 498)			(153 430 498)
Total	(7 652 590 383)	650 260 392	1 549 801 915	(5 452 528 076)

- (a) Ce montant correspond à une différence entre le montant reporté par la DGI et le montant du chèque reçu par la société.
- (b) Il s'agit d'un montant doublement déclaré.
- (c) Il s'agit des remboursements de TVA reportés par la DGI et qui sont payés en dehors de la période, soit après le 31 décembre 2013.

(iii) A la fin des travaux de conciliation, la somme des écarts résiduels non réconciliés des remboursements de crédit de TVA s'élève à (104 851 570) FCFA. Ces écarts se détaillent comme suit :

Sociétés	Sociétés	Gouvernement	Différence initiale
ESSAKANE	(23 169 104 296)	(23 169 104 296)	-
SEMAFO	(8 947 365 288)	(8 947 365 888)	600
SMB	(8 026 742 641)	(8 026 742 641)	-
SOMITA	(6 129 025 254)	(5 618 715 084)	(510 310 170)
KALSAKA MINING	(2 453 622 217)	(2 859 080 217)	405 458 000
BMC	(6 048 058 054)	(6 048 058 054)	-
Bissa Gold	(2 646 265 207)	(2 646 265 207)	-
Stremco SA	(205 250 521)	(205 250 521)	-
Total	(57 625 433 478)	(57 520 581 908)	(104 851 570)

5.3. Rapprochement des données sur l'exportation

(i) Exportations d'or

Les écarts sur les volumes des exportations et sur les valeurs totalisent respectivement (420) Kg d'or et (18 610 350 416 FCFA) et se détaillent par société comme suit :

Tableau 17 : Rapprochement des exportations d'or en volume et en valeur

Société	Déclaration de la société		Déclaration de l'Etat		Différence	
	Quantité (Kg)	Montant estimé (FCFA)	Quantité (Kg) ³⁵	Montant (FCFA) ³⁶	Quantité (Kg)	En Valeur (FCFA)
ESSAKANE SA	8 421	189 311 485 959	8 421	184 899 489 866	-	4 411 996 093
SEMAFO	5 018	113 093 594 245	5 018	113 111 594 245	-	(18 000 000)
SMB	3 581	80 864 965 604	3 589	81 987 755 855	(8)	(1 122 790 251)
SOMITA	3 351	66 816 680 511	3 351	78 291 110 042	-	(11 474 429 531)
KALSAKA	1 018	20 528 698 587	1 438	30 874 644 004	(420)	(10 345 945 417)
BMC	2 793	62 608 198 416	2 793	62 608 198 416	-	-
Bissa Gold	7 909	172 792 586 374	7 909	172 738 586 370	-	54 000 004
Pinsapo Gold	NC	NC	8	115 181 314	8	(115 181 314)
Total	32 091	706 016 209 696	32 527	724 626 560 112	(420)	(18 610 350 416)

(ii) Exportations de zinc

Tableau 18 : Rapprochement des exportations de zinc en volume et en valeur

Société	Déclaration de la société		Déclaration de l'Etat		Différence	
	Quantité (Tonnes)	Montant estimé (FCFA)	Quantité (Tonnes) ³⁷	Montant (FCFA) ³⁸	Quantité (Tonnes)	En Valeur (FCFA)
NANTOU MINING	52 651	12 505 720 026	44 742	12 533 588 631	7 909	(27 868 605)
Total	52 651,00	12 505 720 026	44 742	12 533 588 631	7 909	(27 868 605)

³⁵ Chiffres reportés par la DGMG

³⁶ Chiffres reportés par la DGD

³⁷ Chiffres reportés par la DGMG

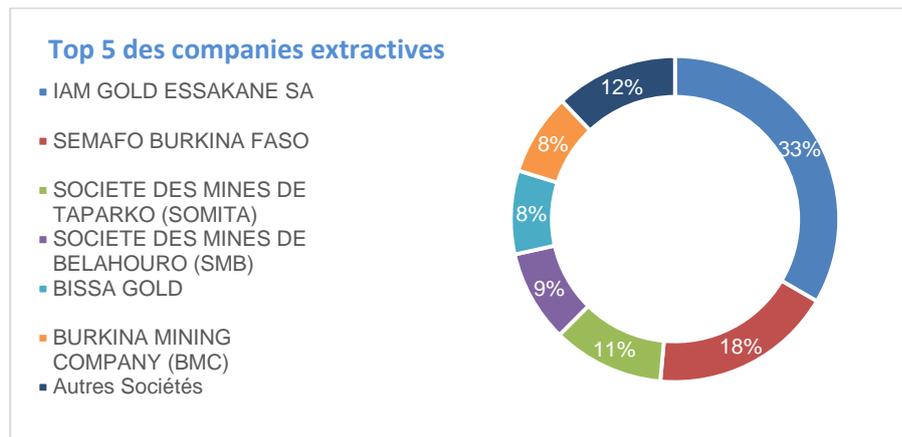
³⁸ Chiffres reportés par la DGD

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. Revenus de l'Etat

6.1.1. Analyse des revenus par société minière

Nous présentons dans le graphique ci-dessous, une synthèse des paiements après ajustements par société minière des flux rapportés par les différentes régies financières. Nous avons adopté les chiffres ajustés à partir des déclarations des régies financières.

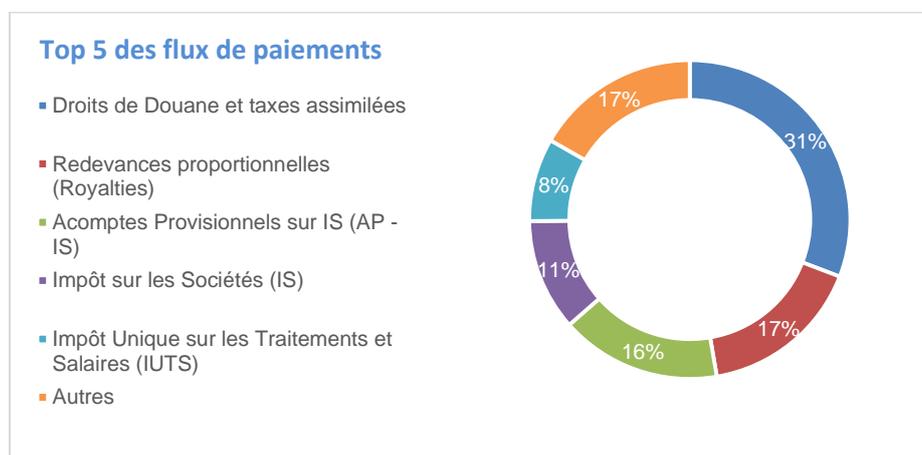


Chiffres en FCFA

Sociétés	Paiements perçus par l'Etat	%
IAM GOLD ESSAKANE SA	67 226 739 574	33%
SEMAFO BURKINA FASO	36 277 982 543	18%
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	22 116 790 828	11%
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	18 308 167 306	9%
BISSA GOLD	16 717 028 523	8%
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	16 276 521 422	8%
Autres Sociétés	24 329 913 342	12%
Total	201 253 143 538	100%

6.1.2. Analyse des revenus par flux de paiement

Les flux de revenus les plus significatifs en termes de recettes perçues par l'Etat sont classés par nature et par ordre d'importance comme suit :

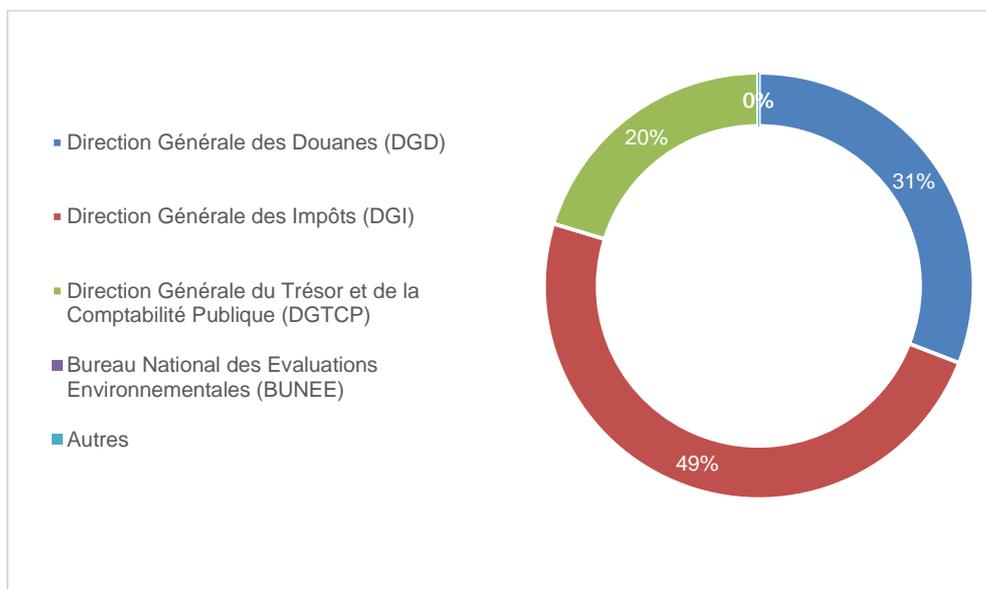


Chiffres en FCFA

Taxes	Paiements perçus par l'Etat ³⁹	%
Droits de Douane et taxes assimilées	62 043 096 034	30,83%
Redevances proportionnelles (Royalties)	33 152 844 935	16,47%
Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	32 621 871 625	16,21%
Impôt sur les Sociétés (IS)	22 804 294 777	11,33%
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	16 986 249 745	8,44%
Autres	33 644 786 422	16,72%
Total	201 253 143 538	100%

6.1.3. Analyse des revenus par régie financière

Les recettes perçues par chaque administration retenue dans le périmètre de conciliation pour l'exercice 2013 se présentent comme suit :



Chiffres en FCFA

Régie	Gouvernement
Direction Générale des Impôts (DGI)	98 281 927 168
Direction Générale des Douanes (DGD)	62 160 674 747
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	40 693 389 260
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	113 194 003
Autres	3 958 360
Total	201 253 143 538

³⁹ Ces paiements incluent les déclarations par flux au titre des sociétés non retenues dans le périmètre

6.2. Paiements sociaux

Nous présentons ci-dessous les paiements sociaux déclarés unilatéralement par les sociétés extractives, après ajustement :

Flux de paiement (en FCFA)	Initial	Ajustement	Final
Paiements sociaux volontaire (i)	1 688 528 714	-	1 688 528 714
Paiements sociaux obligatoires (ii)	1 353 682 223	(389 472 223)	964 210 000
Total	3 042 210 937	(389 472 223)	2 652 738 714

(i) Les paiements sociaux volontaires

Sociétés	Paie sociaux volontaires		
	Initial	Ajust	Final
IAM GOLD ESSAKANE SA	1 085 172 933	-	1 085 172 933
SEMAFO BURKINA FASO	139 456 246	-	139 456 246
KALSAKA MINING	4 470 500	-	4 470 500
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	91 074 720	-	91 074 720
NANTOU MINING SA	196 045 183	-	196 045 183
OREZONE INC SARL	9 051 800	-	9 051 800
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	13 972 850	-	13 972 850
MANA MINERALS	14 640 512	-	14 640 512
KIAKA GOLD	10 636 520	-	10 636 520
Riverstone Resources INC.	10 086 000	-	10 086 000
Stremco SA	215 000	-	215 000
Pan African Minerals	113 706 450	-	113 706 450
Total	1 688 528 714	-	1 688 528 714

(ii) Les paiements sociaux obligatoires

Sociétés	Paie sociaux obligatoire			Commentaire ajustement
	Initial	Ajust	Final	
SEMAFO BURKINA FASO	976 008 129	(11 798 129)	964 210 000	Enregistrement contrats et bail : Hors champs
KALSAKA MINING	305 646 059	(305 646 059)	-	CNSS : Hors champs
MANA MINERALS	585 000	(585 000)	-	Enregistrement bail : Hors champs
Riverstone Resources INC.	71 443 035	(71 443 035)	-	CNSS : Hors champs
Total	1 353 682 223	(389 472 223)	964 210 000	

Le détail des paiements sociaux est présenté dans l'annexe 3 du présent rapport.

6.3. Déclarations unilatérales

6.3.1. Déclaration unilatérale des entreprises

Nous présentons ci-dessous les flux de paiement déclarés unilatéralement par les sociétés extractives, après ajustements :

Flux de paiement (en FCFA)	Initial	Ajustement	Final
Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	3 958 360	-	3 958 360
Autres flux de paiements significatifs (i)	159 826 861	(159 826 861)	-
Total	163 785 221	(159 826 861)	3 958 360

(i) Le total des autres paiements significatifs versés à l'Etat sont détaillés comme suit :

Sociétés	Autres paiements significatifs			Commentaire ajustement
	Initial	Ajust	Final	
IAM GOLD ESSAKANE SA	21 785 938	(21 785 938)	0	Droits d'Enregistrement des baux : Hors champs
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	102 500 353	(102 500 353)	0	Hors champs : principalement CNSS 86 434 905 FCFA
NANTOU MINING SA	1 888 400	(1 888 400)	0	Non significatif
AMPELLA MINING	1 842 000	(1 842 000)	0	Non significatif
Riverstone Resources INC.	24 756 270	(24 756 270)	0	Frais d'enregistrement : Hors champs
Roxgold Burkina Faso	7 053 900	(7 053 900)	0	Non significatif
Total	159 826 861	(159 826 861)	0	

6.3.2. Déclaration Unilatérale de l'Etat

Les revenus non réconciliés déclarés par les régies financières comme reçu des sociétés extractives non retenues au sein du périmètre de conciliation s'élèvent à 3 928 810 538 FCFA et se présentent, par administration, comme suit :

Administrations	Chiffres en FCFA Montants
Direction Générale de la Douane	2 622 953 044
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	989 154 385
Direction Générale des Impôts	316 703 109
Total	3 928 810 538

6.4. Transferts Infranationaux

Les transferts infranationaux tels que issus des déclarations des différentes agences de l'Etat se détaillent comme suit

Description de paiement	Montant du transfert en FCFA
Transferts au titre des recettes Douanières (A)	4 140 605 859
Transferts au titre de la Taxe superficielle (B)	815 885 383
Total	4 956 491 242

(A). Les transferts issus de la déclaration de la DGD s'élèvent à 4 140 605 859 FCFA et sont répartis comme suit :

Description du transfert	Montant du transfert en FCFA	Bénéficiaire	Cadre juridique
Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS)	2 376 492 048	UEMOA	Acte additionnel n°07/99 du 08 décembre 1999
Prélèvement Communautaire (PC)	1 764 113 811	CEDEAO	Protocole A/P1/7/96 du 1er Juillet 1996
Total	4 140 605 859		

(B) Les transferts infranationaux issus de la déclaration de la DGTCP s'élèvent à 835 785 778 FCFA en 2013 et correspondent à 20% des taxes superficielles de 2012, conformément à l'arrêté interministériel n°2012 170/MEF/MATDS/MMCE portant modalités de répartition des taxes superficielles au profit des collectivités territoriales.

Description du transfert	Montant du transfert en FCFA	Bénéficiaire	Répartition en %
Transferts au titre de la Taxe superficielle	752 207 200	Communes	90%
Transferts au titre de la Taxe superficielle	83 578 578	Régions	10%
Total	835 785 778		100%

Le détail des transferts infranationaux effectués par la DGD et la DGTCP est présenté au sein de l'Annexe 5 « Transferts infranationaux effectués par la DGD et la DGTCP ».

6.5. Accords de Troc

Nous comprenons qu'un accord cadre de partenariat public privé a été conclu entre l'Etat et la société PAN AFRICAN BURKINA Limited en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de TAMBAO.

Les termes de l'accord prévoient :

- la réhabilitation du tronçon du chemin de fer d'Ouaga-Kaya et la construction du tronçon de chemin de fer Kaya-Gorom-Gorom-Tambao ;
- le bitumage de la route Dori-Gorom-Gorom-Tambao ; et
- la construction et l'exploitation de la mine de manganèse de Tambao.

Les différents travaux de bitumage de la route ainsi que la réhabilitation du chemin de fer, non encore effectués, ont été évalués par la société à 10 000 000 US\$.

La société n'a rien déclaré au titre de cet accord en 2013.

6.6. Production minière

(i) Production d'or

Malgré le ralentissement de la production de plusieurs mines, l'année 2013 a renoué avec une augmentation de la production d'or qui passe de 30,17 tonnes en 2012 à 32,99 tonnes en 2013 en raison de l'entrée en production de la mine Bissa exploitée par Nord Gold. Le pays maintient toujours sa position de quatrième pays producteur d'or en Afrique⁴⁰.

⁴⁰ Rapport FMI n° 13/228 (juillet 2013)

Le détail de la production d'or, tel que communiqué par la DGMG, se présente comme suit

Tableau 19 : Détail de la production d'or sur la période 2012-2013

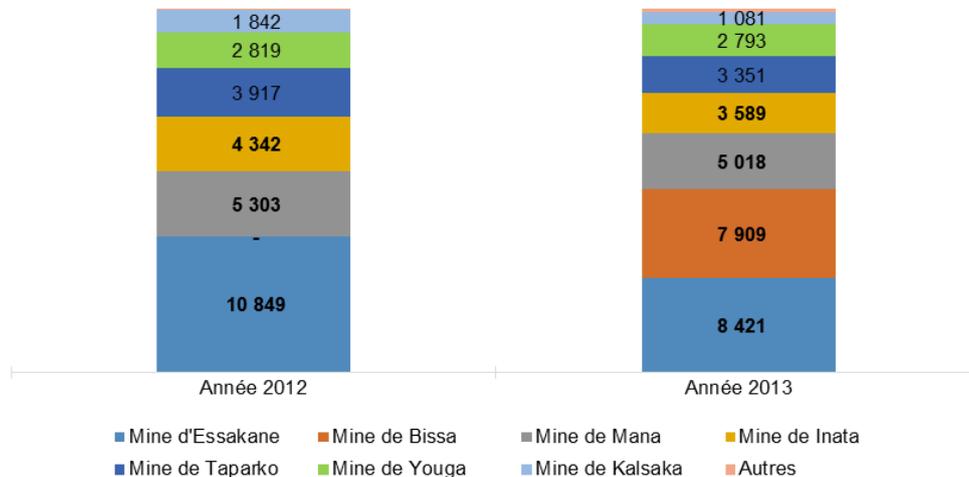
Mines	2011	2012	2013
Essakane (Essakane SA)	11 911,05	10 848,79	8 421,08
Bissa (Bissa Gold SA)	-	-	7 908,94
Mana (SEMAFO-BF)	5 851,48	5 302,72	5 018,06
Inata (SMB-SA)	5050,04	4341,52	3 588,96
Taparko (SOMITA)	4 092,96	3 916,68	3 350,59
Youga (BMC)	2739,56	2818,91	2 793,09
Kalsaka (Kalsaka Mining)	2 447,88	1 841,63	1 081,16
SEGUENEGA MINING SA	-	-	356,90
Pinsapo Gold SA	-	100,06	8,53
Guïro (STREMCO SA)	39	25,44	0,00
Production totale industrielle or (kg)	32 131,97	29 195,73	32 527,31
Production Artisanale or (kg)	468,03	972,9	467,43
Production totale d'or (kg)	32 600,00	30 168,63	32 994,74

Source : DGMG

La production d'or en 2013 est valorisée comme suit :

Désignation	2013
Production d'or en Kg	32 994,74
Prix par Kg (en FCFA) ⁴¹	22 277 694
Production valorisée en FCFA	735 046 728 810

Production d'or en Kg par mine en 2012 et 2013



(i) Production de Zinc

Au cours de l'année 2013, le secteur minier au Burkina a été marqué par l'entrée de la production de la mine de zinc Perkoa exploitée par Nantou Mining avec des prévisions de production de 45 000 tonnes par an. L'entrée en production de cette Mine a permis au pays d'élargir sa production minière. La production de Zinc déclarée par la DGMG s'élève à 44 742 tonnes en 2013 valorisée à 12 533 588 631 FCFA⁴².

⁴¹ Calculé sur la base du prix moyen annuel des exportations d'or telles que communiquées par la DGD.

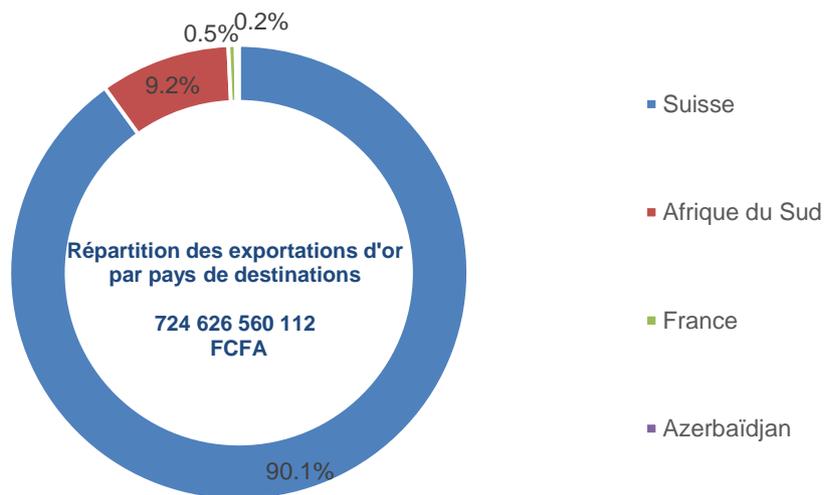
⁴² Calculé sur la base du prix moyen annuel des exportations d'or tel que communiqué par la DGD.

6.7. Exportations

6.7.1 Exportations d'or

Nous présentons dans le graphique ci-dessous la répartition des exportations d'or de 2013 par pays de destination. Nous avons adopté les chiffres ajustés à partir des déclarations de la DGD.

Schéma 5 : Répartition des exportations d'or par pays destinataire



6.7.2 Exportations de zinc

Les exportations de zinc sont réparties entre la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud respectivement à raison de 99,99% et 0,01%.

7 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

7.1 Recommandations 2013

1. Insuffisances dans les données communiquées par l'Etat

Les régies financières sélectionnées dans le périmètre ont été sollicitées, pour reporter certaines données et informations retenues par le Comité, pour être divulguées dans le cadre du présent rapport. Toutefois, les données suivantes n'ont pas été communiquées :

- les versements au Fonds de Réhabilitation pour l'Environnement n'ont pas été communiqués par le MEF ;
- la propriété réelle dans les entreprises minières n'a pas été communiquée par la DGTCP ;
- la contribution du secteur extractif dans l'emploi n'a pas été communiquée par la Direction Générale des Statistiques (DGS) ; et
- les données sur les titres miniers communiquées par la DGMG ne comportent pas les informations sur la date de la demande et les coordonnées géographiques du permis.

Cette situation est de nature à remettre en cause l'exhaustivité des données financières et des informations contextuelles divulguées dans le présent rapport et pourrait constituer un obstacle à la validation par rapport à la Norme ITIE.

Nous recommandons au Comité de Pilotage de sensibiliser les structures concernées sur l'importance de la communication de ces données et de prendre les mesures nécessaires pour la divulgation des informations manquantes avant la prochaine validation.

2. Fiabilité de la déclaration de la DGI

La déclaration de la DGI comprenait plusieurs doublons, des attributions erronées de numéros de quittances ainsi que des paiements se rapportant aux années précédentes.

Nous comprenons que cette situation est due au changement de la version du système d'informations de la DGI de « SYNTAX » vers « SYNTAX 2 ». Ce changement a généré des erreurs, dans la base de données des paiements, qui n'ont pas été résolues à ce jour.

Cette situation a généré des écarts importants lors des travaux de conciliation, dont une partie n'a pu être rapprochée. Cette situation risque de compromettre les données publiées par la DGI concernant les revenus recouvrés et comptabilisés dans les comptes de l'Etat.

Nous recommandons au Comité de Pilotage d'inciter les parties prenantes à la DGI, de fiabiliser les données dans le nouveau système d'information «SYNTAX 2 ». Cela, afin d'éviter la reconduction des erreurs dans le prochain Rapport ITIE et d'assurer la crédibilité des données divulguées par la DGI.

3. Etats financiers certifiés

Selon les instructions de reporting, les entreprises extractives établies au Burkina Faso et opérant sous la forme juridique d'une société ont été sollicitées pour communiquer leurs états financiers audités au titre de 2013.

Toutefois, nous avons constaté que certaines entreprises n'ont pas communiqué leurs états financiers ; ce qui ne nous a pas permis d'apprécier si les états financiers des entités déclarantes ont été audités comme préconisé par l'Exigence 5.3 (e). La situation des envois est présentée en Annexe 6.

Afin d'améliorer la crédibilité des données divulguées dans les rapports ITIE, nous recommandons que des dispositions soient prises afin d'inciter les entreprises déclarantes à communiquer leurs états financiers audités.

4. Conciliation des droits et taxes à la douane et déclaration des sociétés minières

Dans le cadre de nos travaux de conciliation, et plus précisément, de la rubrique « Droits et Taxes à la Douane », nous avons relevé que :

- les paiements à la douane sont effectués par les transitaires pour le compte sociétés ;
- les paiements à la douane sont comptabilisés au niveau de la société sur la base des factures agrégées des transitaires ;
- les sociétés ne disposent pas systématiquement du détail des paiements aux services de la douane ; et
- le rapprochement entre le détail des quittances et les factures agrégées des transitaires n'est pas systématiquement effectué par les entreprises.

Cette situation n'est pas de nature à faciliter les travaux de conciliation des différents paiements des droits et taxes à la douane et a généré des retards dans la reconstitution des paiements et l'analyse des écarts.

Nous recommandons au Comité de Pilotage de sensibiliser les entreprises déclarantes à revoir le processus de suivi des paiements à la douane afin de disposer systématiquement du détail des quittances.

5. Attestation et certification des formulaires de déclaration

Selon les procédures convenues pour assurer la crédibilité des données déclarées, les entités déclarantes ont été sollicitées pour soumettre un formulaire de déclaration signé par une personne habilitée à représenter l'entité pour les entreprises et par un officiel habilité pour les régies financières et faire certifier les déclarations par un auditeur externe.

Lors de nos travaux, nous n'avons pas vérifié si la qualité des signataires des formulaires de déclaration répond aux instructions de reporting. Toutefois, nous avons relevé que certains formulaires soumis n'ont pas été signés et certifiés.

Afin d'améliorer la crédibilité des données divulguées dans les rapports ITIE, nous recommandons que des dispositions soient prises afin d'inciter les entités déclarantes au respect des procédures convenues pour l'attestation et la certification des données.

6. Fiabilité des données à l'exportation

Le rapprochement des données à l'exportation en valeur entre les entreprises a dégagé des écarts significatifs pour certaines sociétés (voir section 5.3). Nous n'avons pas pu obtenir des éclaircissements des parties déclarantes sur l'origine des dits écarts.

Nous recommandons au Comité de prendre les dispositions nécessaires afin que ces écarts soient résolus ou traités dans les prochains Rapports ITIE.

7. Mise en œuvre des recommandations ITIE

Nous avons relevé que certaines recommandations incluses dans les rapports ITIE précédents n'ont pas fait l'objet d'un suivi ou d'un début d'implémentation.

Nous rappelons à cet effet que la Norme ITIE 2013 prévoit que « le Groupe multipartite est tenu d'entreprendre des actions à partir des enseignements tirés et de tenir compte des propositions d'amélioration de l'administrateur indépendant ».

Nous recommandons au Comité de Pilotage :

- *de tenir un tableau de bord incluant la liste des recommandations et des actions entreprises pour leur mise en œuvre ;*
- *de revoir et d'actualiser périodiquement l'état de mise en œuvre des recommandations et de l'annexer au rapport annuel d'activité ; et*
- *de procéder à une évaluation de l'impact des actions entreprises sur le renforcement de la transparence et la bonne gouvernance des revenus du secteur extractif.*

7.2 Suivi des recommandations de 2012 et des années antérieures

	Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
2012	<p>7.2.1 Répartition des taxes superficiaires</p> <p>Conformément aux dispositions de l'Article 82 du Code Minier et aux dispositions de l'Article 15 du Décret N° 2010-075PRES/PMMEF portant fixation des taxes et redevances minières, les collectivités locales bénéficient des revenus du secteur à travers la rétrocession de 20% de la taxe superficiaire à leur profit. Les critères de répartition sont fixés par arrêté conjoint des Ministres chargés des Finances et des Mines.</p> <p>Nous avons relevé dans le cadre de nos travaux de conciliation, l'absence de l'arrêté conjoint fixant les règles de répartition et que la répartition des taxes superficiaires est effectuée à égalité entre les communes sans tenir compte de la superficie couverte par chaque commune.</p> <p><i>Il y a lieu de prévoir les règles de partage des taxes superficiaires conformément aux dispositions du Code Minier</i></p>	En cours	L'arrêté interministériel n°2012 170/MEF/MATDS/MMCE a fixé les modalités de répartition de la rétrocession des 20% des taxes superficiaires entre les régions et les communes respectivement de 10% et 20%. Toutefois, cet arrêté n'a pas prévu les critères de répartition desdites taxes pour chaque région et pour chaque commune.
	<p>7.2.2 Flux de paiements non prévus par la loi</p> <p>Dans le cadre des travaux de conciliation, nous avons relevé l'existence de types de paiements non prévus dans la réglementation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonus de signature : un bonus de signature de 10 millions de dollars a été payé dans le cadre d'un accord de partenariat public privé avec Pan African limited (PAB), en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao. - Prime de découverte/prime de production : une prime de découverte de 1 US\$ par once d'or exploitable en cas d'annonce de découverte d'un gisement a été prévu au sein de l'accord de reprise des activités de recherche et d'exploitation dans le district aurifère de Poura. <p><i>Nous recommandons de prévoir des textes de loi qui régissent ces types de paiements ainsi que les modalités et les règles de leur détermination</i></p>	non	
	<p>7.2.3 Non-respect des principes d'unité et annualité budgétaire</p> <p>Le principe de l'unité est un principe fondamental des Finances Publiques qui impose l'obligation de n'établir qu'un seul budget, c'est-à-dire de regrouper dans un même document, l'ensemble des dépenses et des recettes quelle que soit la nature pour l'année entière. Toutefois, nous avons relevé qu'un paiement de bonus de signature de 10 millions de dollars dans le cadre d'un accord de partenariat public privé avec Pan African limited (PAB) en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao n'a pas été constaté parmi les recettes de l'Etat au cours de 2012 et a fait l'objet d'encaissement dans un compte spécial d'investissement. Ce n'est qu'en 2013 que le montant a été comptabilisé parmi les recettes de l'état comme recettes exceptionnelles.</p>	oui	En 2013, le montant de l'encaissement a été comptabilisé dans les recettes de l'Etat.

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p><i>Nous recommandons d'appliquer les principes budgétaires à toutes les recettes de l'Etat, notamment l'annualité et l'unité. Ainsi les comptes de l'état pour une année déterminée doivent renseigner sur l'ensemble des recettes encaissées par les différentes régies financière</i></p>		
<p>7.2.4 Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement</p> <p>Conformément à l'Article 78 du Code Minier, les sociétés minières ont l'obligation d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ou dans une banque commerciale du Burkina Faso. Les cotisations sont versées selon le plan de fermeture qui est une composante de l'Etude d'impact environnemental.</p> <p>Dans le cadre de nos travaux de conciliation des recettes et des paiements issus du secteur extractif, nous avons relevé que ces cotisations ne font pas l'objet d'un suivi. L'absence d'un suivi rigoureux ne permet pas de s'assurer que les versements dus ont été effectués et d'assurer l'efficience des activités de réhabilitation des mines.</p> <p><i>Nous recommandons de mettre en place les textes juridiques nécessaires permettant l'utilisation de ces fonds par les entreprises, pour la réhabilitation des mines ainsi que le suivi rigoureux desdits versements</i></p>	En cours	Les projets de décrets dont celui-ci, du code minier du 16 juin 2015 sont en élaboration
<p>7.2.5 Absence de statistiques sur le secteur des carrières</p> <p>Dans le cadre de nos travaux de conciliation, nous avons relevé que la Direction Générale des Carrières ne dispose pas de statistiques sur la production du secteur, ce qui ne permet pas le suivi et la collecte des redevances proportionnelles</p> <p><i>Nous recommandons de mettre en place les mécanismes de suivi nécessaires afin de permettre d'assurer le suivi de la production des produits de carrières ainsi que la collecte des redevances minières</i></p>	En cours	Le Ministère chargé des mines, s'est réorganisé et à l'instar des autres ministères, a créé une Direction Générale des Etudes et des statistiques Sectorielles qui prend en charge ces questions
<p>7.2.6 Traitement des exonérations en Douane</p> <p>Dans le cadre de nos travaux de conciliation nous avons relevé que plusieurs fournisseurs des entreprises minières bénéficient du même régime douanier que celui desdites entreprises. En effet, le système « Sydonia » utilisé par la douane, permet d'effectuer les opérations de dédouanement au nom des fournisseurs et en leur accordant le régime des entreprises minières. Cette pratique permet d'accorder des avantages indus aux fournisseurs qui peuvent profiter des même avantages au titre d'importations partiellement destinées aux entreprises minières.</p>	oui	Chaque importateur étant responsable des opérations effectuées par ses soins, le numéro de l'Identifiant Financier Unique permet de le suivre en tant que contribuable et en temps réel ; aussi bien dans ses relations financières avec l'Etat que dans ses importations. Le numéro IFU d'un titulaire de titre minier ne peut

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p><i>Les avantages douaniers accordés aux sociétés minières doivent être liés aux IFU des sociétés minières et non à la destination des produits importés. Ainsi, nous recommandons que l'avantage ne soit accordé qu'aux seules opérations de dédouanement effectuées au nom des sociétés minières ou en leur destination</i></p>		<p>être utilisé que par le titulaire lui-même, les sous-traitants étant immatriculés chacun sous un numéro IFU qui lui est propre.</p> <p>Par ailleurs, les décisions d'exonérations accordées à une société minière et à ses sous-traitants font toujours référence au même titre minier (permis -de recherche, arrêté conjoint portant fixation de la durée de la phase des travaux préparatoires et permis d'exploitation). Le titre minier est donc le lien qui permet de retracer toutes les décisions d'exonérations douanières accordées dans le cadre des activités d'une société minière.</p> <p>En somme, la Direction Générale des Douanes estime que les avantages douaniers sont accordés aux sociétés minières ainsi qu'à leurs sous-traitants conformément aux dispositions du code minier du Burkina Faso.</p>
<p>7.2.7 Absence d'un système de gestion et suivi des recettes au sein de la DGTCP (percepteur spécialisé)</p> <p>Dans le cadre des travaux de conciliation, nous avons relevé l'existence de plusieurs erreurs d'imputation faites par le Receveur Spécialisé auprès des mines. Ces erreurs proviennent essentiellement de l'intervention manuelle due à l'absence d'une application informatique permettant la gestion et le suivi des recettes en utilisant l'IFU des entreprises</p> <p><i>Nous recommandons de doter la perception spécialisée auprès des Mines, d'un système de gestion et de suivi des recettes minières permettant la gestion informatisée des recettes et permettant d'éviter les erreurs dues à l'intervention humaine</i></p>	non	
<p>7.2.8 Situation du cadastre minier au Burkina</p> <p>L'examen de la situation du Cadastre minier au Burkina Faso fait apparaître les insuffisances suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de gestion du cadastre par IFU : nous avons relevé l'existence de plusieurs entreprises non immatriculées à la DGI et qui disposent de titres miniers ; - cumul des tâches incompatibles : la Direction du Cadastre Minier octroie les titres, détient la liste des titres miniers valides et prépare les bulletins de liquidation des redevances superficielles qui sont 	En cours	<p>Le cadastre minier du Burkina Faso est en modernisation pour prendre en compte ce type de recommandations.</p> <p>Le cadastre a bénéficié du soutien de la Banque Mondiale pour se moderniser et répondre au mieux à toute demande</p>

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p>transmises au Percepteur Spécialisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence d'une procédure d'inventaire du cadastre : il est recommandé de prévoir un inventaire périodique du cadastre minier afin d'assurer un suivi rigoureux de l'exactitude du cadastre ; - absence des autorisations artisanales et semi mécanisées sur le cadastre tenu par la Direction du Cadastre Minier qui se limite aux permis de recherche. Cette situation peut être à l'origine de superposition des permis de recherche et des autorisations artisanale ; et - absence de numérotation sur les pages du registre des demandes, de contrôle de fermeture du registre des demandes en fin de journée et de séquence numérique pour les demandes. Cette situation ne permet pas de garantir la règle du « Premier venu, premier servi » prévu par la réglementation en vigueur. <p><i>Nous recommandons l'organisation du Cadastre Minier de mettre en place un système capable d'intégrer toutes les données garantissant une gestion transparente et efficiente. Le système informatique du Cadastre Minier devra être conçu comme un système autonome et indépendant des autres systèmes informatiques du MME. Cependant, il faudra qu'il soit compatible pour permettre à l'avenir d'être interconnecté par un réseau « intranet » et favoriser l'exploitation intégrée des données cadastrales, géologiques, minières, y compris l'information sur la gestion environnementale du secteur</i></p>		<p>d'informations. Le système d'archivage en cours est conçu pour répondre à ce type de demande d'information et il a été demandé au bureau GAF-AG de prévoir un volet ITIE pour la mise en place de ce nouveau système qui ne sera pas disponible avant septembre 2016 (logiciel de gestion de cadastre minier).</p>
<p>7.2.9 Absence de registre de la propriété réelle</p> <p>Conformément à la l'Exigence "3.11 Propriété réelle" de la Norme ITIE, il est recommandé que les pays mettant en œuvre l'ITIE tiennent un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation. Si ces informations sont déjà publiques (par exemple via les archives des réviseurs d'entreprises ou des bourses), le rapport ITIE devra indiquer la manière d'y accéder. Toutefois, dans le cadre de notre mission, nous avons relevé l'absence d'un tel registre</p> <p><i>Nous recommandons de mettre en place les dispositions nécessaires pour la tenue et la publication d'un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation</i></p>	En cours	Le résultat de l'étude sur la propriété réelle servira de base à la prise de dispositions réglementaires dans ce sens
7.2.10 Registre des licences	En cours	Le cadastre minier du Burkina Faso est en

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p>Conformément à la l'Exigence 3.9 « Registre des licences » version juin 2013, le registre des licences ou le cadastre devra être rendu public. Toutefois, lors de notre intervention, nous avons relevé que les décisions d'octroi des permis, que ce soit par arrêté du Ministre chargé des mines ou par décret pris en Conseil des Ministres, sont publiées au journal officiel. L'accessibilité à la situation des droits miniers en cours de validité au grand public, reste toutefois limitée dans la mesure où, celle-ci n'est pas disponible en ligne sur le site web du MME ou de l'ITIE-BF</p> <p><i>Nous recommandons de publier le registre des licences et/ou le cadastre minier sur le site internet du MME ou de l'ITIE Burkina Faso. Ce registre public ou de cadastre doit contenir toutes les informations suivantes, actualisées et complètes, concernant chaque licence octroyée aux entreprises:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>i. le ou les détenteur(s) de licences;</i> <i>ii. les coordonnées de la zone concernée;</i> <i>iii. la date de la demande et de l'octroi de la licence ainsi que sa durée; et</i> <i>iv. dans le cas de licences d'exploitation, les matières premières produites</i> 		<p>modernisation pour prendre en compte ce type de recommandations.</p> <p>Le cadastre a bénéficié du soutien de la Banque Mondiale pour se moderniser et répondre au mieux à toute demande d'informations. Le système d'archivage en cours est conçu pour répondre à ce type de demande d'information et il a été demandé au bureau GAF-AG de prévoir un volet ITIE pour la mise en place de ce nouveau système qui ne sera pas disponible avant septembre 2016 (logiciel de gestion de cadastre minier).</p>
<p>7.2.11 Publication des contrats</p> <p>Conformément à la l'Exigence 3.12 « Contrats » version juin 2013, les pays mettant en œuvre l'ITIE sont encouragés à divulguer publiquement tous les contrats et licences qui fixent les conditions d'exploitation de pétrole, de gaz et de minéraux. Toutefois, dans le cadre de notre mission nous avons relevé que les contrats signés entre le Gouvernement et les entreprises minières ne sont pas publiés</p> <p><i>Nous recommandons de publier tous les contrats miniers sur le site internet du MME ou de l'ITIE Burkina Faso. Par « contrat », il faut entendre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>i. le texte intégral de tout contrat, licence, concession, accord de partage de production ou autre accord conclu par ou avec le gouvernement et fixant les conditions d'exploitation de ressources pétrolières, gazières et minières ;</i> <i>ii. le texte intégral de tout addenda, annexe ou avenant fixant les détails relatifs aux droits d'exploitation ou à leur exécution ;</i> <i>iii. le texte intégral de toute modification ou de tout amendement des documents décrits aux points ci-dessus</i> 	En cours	Le comité de pilotage consulté par l'ITIE International a donné un avis favorable sur cette question
<p>7.2.12 Retenues IRF non exhaustivement déclarées par la Direction Générale des Impôts</p>	non	

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
<p>Nous avons constaté lors de nos travaux de conciliation, des flux de paiements perçus par la Direction Générale des Impôts, plusieurs quittances de retenues IRF déclarées par les sociétés extractives et non reportées par la DGI</p> <p>L'investigation de l'origine de ces écarts nous a permis de conclure que les retenues IRF payées au niveau des communes et localités ne sont pas centralisées au niveau central conduisant à des omissions de la part de la DGI lors de la préparation des déclarations.</p> <p>La communication avec les bureaux régionaux pour la confirmation des montants perçus par ces derniers n'a été effectuée que durant les travaux de conciliation et après la réception des formulaires de déclaration initiaux.</p> <p><i>Nous recommandons que la DGI procède systématiquement à la collecte et la centralisation de tous les impôts et taxes perçus (au niveau de la direction générale et des bureaux régionaux) avant le lancement de la conciliation ITIE.</i></p>		
<p>7.2.13 Emission des chèques roses (avis de crédit)</p> <p>Nous avons constaté lors de nos travaux de conciliation des flux de paiements perçus par la Direction Générale des Impôts, l'existence de TVA déclarée par la DGI mais non reportée par les entreprises extractives.</p> <p>L'investigation de l'origine de ces écarts nous a permis de conclure que la DGI les a inclus au niveau de la déclaration initiale des quittances relatives aux chèques roses (avis de crédit) indiquant le montant de l'exonération de TVA. Ces avis de crédit n'ont pas fait l'objet de paiement effectif et sont émis à titre indicatif.</p> <p><i>Nous recommandons que la DGI veille à inclure uniquement les montants effectivement encaissés lors de la préparation des formulaires de déclaration.</i></p>	non	

ANNEXES

Annexe 1 : Effectif par société extractive

Nom de la société	UFI	Effectif 2013		
		Effectif des Nationaux Locaux	Effectif des Non Nationaux	Total Effectif
IAM GOLD ESSAKANE SA	00016079H	2 262	117	2 379
SEMAFO BURKINA FASO	00009763 S	776	72	848
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	00011610 K	724	54	778
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	00007047 V	772	43	815
KALSAKA MINING	000003453 T	361	37	398
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	00006204 X	342	24	366
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	00017763 Y	40	5	45
BISSA GOLD	00030276 N	845	58	903
NANTOU MINING SA	00010790 T	N/C	N/C	N/C
OREZONE INC SARL	00007345 N	63	5	68
AMPELLA MINING	00009384 A	1	-	1
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	00014729 V	NC	NC	NC
GOLDBELT RESOURCES	00000261 N	88	12	100
MANA MINERALS	00007572 J	60	7	67
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	00002927 P	76	9	85
KIAKA GOLD	00023755 F	NC	NC	NC
GEP MINES	00010855 Z	4	-	4
JILBEY BURKINA SARL	00002929 N	66	2	68
Riverstone Resources INC.	00002772 D	96	3	99
Newmont Ventures LTD	NC	NC	NC	NC
Roxgold Burkina Faso	00034469 W	55	2	57
Stremco SA	00015483 U	NC	NC	NC
Pinsapo Gold	NC	NC	NC	NC
Essakane Exploration SARL	00006970 E	27	6	33
Pan African Minerals	00027414 C	NC	NC	NC
Métaux SAV'OR	N/C	NC	NC	NC
Wentworth Gold SARL	00011684 A	106	-	106
Wura Ressources	00008488 E	65	2	67
SAV'OR	NC	NC	NC	-
Total		6829	458	7287

Annexe 2 : Profil et propriété réelle des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation

Nom de la société	UFI	Date de création	Produit	Actionnaires						
				Montant	Nom	Pourcentage	Nationalité de l'Entité	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	Propriétaires et % de détention
IAM GOLD ESSAKANE SA	00016079H	29/04/2008	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/A
					IAM GOLD Corporation	90,00%	Canadienne	oui	Toronto Stock Exchange New York STOCK Exchange	N/A
SEMAFO BURKINA FASO	00009763 S	01/01/2007	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/C
					SEMAFO (BARBADOS) Limited	86,00%	Barbades	Non	N/A	N/C
					AUTRES	4,00%	Canada	Non	N/A	N/C
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	00011610 K	01/04/2007	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/A
					RESOLUT LTD	89,99%	Anglaise	oui	Londres	N/A
					Jim Wynn	0,01%	Anglaise	N/A	N/A	N/A
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	00007047 V	2004	Or et Argent	10 000 000	Entités publiques	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/A
					High River Gold	90,00%	Canada	oui	Londres	N/A
KALSAKA MINING	000003453T	18/11/2004	Or	10 000 000	AMARA MINING PLC	77,9%	BRITANNIQUE	Oui	Londres	NA
					IMAR-B	12%	BURKINABE	N/A		
					CLUFF MINING BURKINA	0,1%	BURKINABE	N/A		
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	00006204 X	23/10/2002	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/A
					ENDEAVOUR MINING CORPORATION	90,00%	Canada	OUI	TORONTO	N/A
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	00017763 Y	01/10/2010	Or	1 000 000	AMPELLA MINING LIMITED	100,00%	AUSTRALIENNE	OUI	SSX AUSTRALIE	N/A
BISSA GOLD	00030276 N	17/12/2010	Or et Argent	10 000 000	Entités publiques	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/A
					JILBEY	90,00%	Canada	OUI	LONDRES	N/A
NANTOU MINING SA	00010790 T	20/03/2007	Zinc	10 000 000	Etat Burkinabé	10,00%	N/A	N/A	N/A	N/A
					BOUNDARY VENTURE LIMITED	90,00%	SUISSE	Non	NA	60.1% Glencore 39.9% Blackthorn Ressources
OREZONE INC SARL	00007345 N	24/09/2003	Or	1 000 000	OREZONE GOLD CORPORATION	100%	Canada	oui	Ottawa	N/A
AMPELLA MINING	00009384 A	06/12/2006	Or	1 000 000	AMPELLA MINING LIMITED	100%	AUSTRALIENNE	OUI	SSX AUSTRALIE	100%
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	00014729 V	2008	Or	2 000 000	Gryphon Minerals West Africa PTY Ltd	100%	Australienne	nc	nc	nc
GOLDBELT RESOURCES	00000261 N	22/11/2005	Or	1 000 000	AVOCET	100%	ANGLAISE	OUI	LONDRES	N/A
MANA MINERALS	00007572 J	01/11/1996	Or	10 000	SEMAFO BARBADOS	100%	Barbades	Non	N/A	nc

Nom de la société	UFI	Date de création	Produit	Actionnaires								
				Montant	Nom	Pourcentage	Nationalité de l'Entité	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	Propriétaires et % de détention		
				000	LTD							
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	00002927 P	23/04/1996	Or	5 000 000	High River Gold	100%	CANADIENNE	NC	NC	NC		
KIAKA GOLD	00023755 F	29/11/2009	Or	5 000 000	VOLTA RESOURCES CAYMAN INC	100%	ILE CAYMAN	non	Volta ressources est détenue exclusivement par B2 GOLD coté à Toronto	N/A		
GEP MINES	00010855 Z	28/06/1999	Or	1 000 000	GAMSONRE Josette	81%	N/C	N/C	N/C	N/C		
					GAMSONRE Christel	6%	N/C	N/C	N/C	N/C		
					GAMSONRE Thouvenot Séverine	6%	N/C	N/C	N/C	N/C		
					GAMSONRE Christophe	6%	N/C	N/C	N/C	N/C		
JILBEY BURKINA SARL	00002929 N	15/03/2005	Or	2 000 000	High River Gold	100%	CANADIENNE	oui	NC	NC		
Riverstone Resources INC.	00002772 D	17/09/2004	Or	2 000 000	Riverstone Resources Burkina Sarl	100%	Canadienne	NC	NC	NC		
Newmont Ventures LTD	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
Roxgold Burkina Faso	00034469 W	22/07/2011	Or	1 000 000	Roxgold INC	100%	Canadienne	Oui	Toronto	N/A		
Stremco SA	00015483 U	2008	Or	245 000 000	Nicolas de LESGUERN	51%	Française	non	N/A	N/A		
					Jean Claude BOUERI	42%	Libanaise	non	N/A	N/A		
					Abel BERE	7%	Burkinabè	non	N/A	N/A		
Pinsapo Gold	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
Essakane Exploration SARL	00006970 E	08/08/2006	Or	2 000 000	IAMGOLD	100%	canadienne	oui	NC	N/A		
Pan African Minerals	00027414 C	01/06/2010	Or	50 000 000	Pan African Minerals Ltd	100%	Iles Caiman	Non	N/A	NC		
Métaux SAV'OR (*)	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C	N/C		
Wentworth Gold SARL (*)	00011684 A	01/06/2007	Or	5 000 000	Wentworth RESOURCES (pty) LTD	100%	NC	Non	N/A	Wentworth RESOURCES (pty) LTD est la filiale à 100% de la société B2 Gold Corp qui est cotée à la bourse de Totonto.		
Wura Ressources (*)	00008488 E	13/08/2007	Or	2 000 000	WAR	100%	NC	oui	ASX	N/A		
SAV'OR	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		

NC : non communiqué

NA : Non applicable

Annexe 3 : Tableau détail des paiements sociaux

Nom de la société	Paiements sociaux volontaires				Paiements sociaux obligatoires	
	Contributions en numéraire	Bénéficiaire	Contributions en nature	Bénéficiaire	Contributions	Bénéficiaire
IAM GOLD ESSAKANE SA	1 085 172 933					
SEMAFO BURKINA FASO	30 445 513	Dons à la Fondation SEMAFO			968 693 000	INDEMINASATION POPULATION
	103 874 750	Dons à la Fondation SEMAFO			(4 483 000)	INDEMINASATION POPULATION
	5 135 983	Dons à la Fondation SEMAFO				
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	5 000 000	CONSTRUCTION CANTINE				
	5 473 425	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE POMPE SOLAIRE				
	4 357 395	IMMERGEE GRUNGFOS 11 SQF - 2				
	44 766 000	Electrification CEG				
	31 477 900	entretien route				
NANTOU MINING SA	13190908	Eclairage public du village de YOUNGA				
	57361275	APPUI AUX ENFANTS ORPHELINS ET HANDICAPES		SANGUIE		
	125493000	CEFORME				
OREZONE INC SARL		NANTOU FONDATION				
			3 799 300	HABITANT ZONE BOMBORE		
			130 000	ECOLE MOGTEDO		
			1 938 000	COMMUNAUTES ZONE PROJETS		
			40 000	JEUNES MOGTEDO		
			935 000	DELEGUES DE VILLAGES		
			500 000	Gouverneur de la région du plateau centrale		
			100 000	Coordonnatrice Communale des femmes de Bondigui		
		1 609 500	Nobsin, Mogtédó V1, V2 et V3, BomboréV2, Bomboré V3, Mogtédó V4 et Bomboré V1			
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	13 972 850					
MANA MINERALS	14 640 512	Don FODATION SEMAFO				

Nom de la société	Paiements sociaux volontaires				Paiements sociaux obligatoires	
	Contributions en numéraire	Bénéficiaire	Contributions en nature	Bénéficiaire	Contributions	Bénéficiaire
KIAKA GOLD	10 636 520	CGS Médical				
Riverstone Resources INC.	500 000	Ambassade du Canada				
	6 150 000	Autorités Coutumières				
	450 000	Autorités Religieuses				
	1 386 000	Ecole primaire de Boulounga				
	1 600 000	Gouvernorat du Yatenga				
Stremco SA	50 000	GENDARMERIE TAPARKO/YALGO				
	100 000	MAIRIE YALGO				
	50 000	MALORI - CONTRIBUTION RADIER				
	15 000	LYGEE YALGO - ACTIVITES				
Kalsaka	2 113 000	Soutien au CCC 2013				
	500 000	Soutien au COMMISSAIRE DE KALSAKA				
	800 000	Soutien au PREFET DE KALSAKA				
	30 000	Remb.frais/Subvent° mairie 2013				
	107 500	Dédommagement propriétaire d'âne				
	720 000	Frais/Cérémonie d'investiture mairie Kalsaka				
	100 000	Mairie/Organisation visite MINISTRE DES DROITS HUMAINS à KAL				
	100 000	Soutien Famille Royale KALSAKA/Décès Chef du Village				
	Pan African Minerals			113 706 450	Commune rurale de Markoye	
Total	1 565 770 464		122 758 250		964 210 000	

Annexe 4 : Tableau autres paiements unilatéraux par administration

Annexe 4.1 déclaration unilatérale de la DGD

IFU	Société	Déclaration DGD Unilatérale	IFU	Société	Déclaration DGD Unilatérale
00005326M	KANIS INTERNATIONAL	2 219 376 801	00033767T	TRAORE IBRAHIMA (AGENCE DE PROMOTIO	436 795
00016581C	OUEDRAOGO SOULEYMANE (OUED. SOUL)	154 042 321	00003297N	ETRUSCAN RESOURCES BURKINA FASO (E	400 602
00000259P	OUEDRAOGO HAMIDOU (ETABLISSEMENT OU	61 118 264	00000192N	SAWADOGO AMADE (ETS SAWADOGO HAMADE	350 896
00029144T	PAFADNAM SAIDOU (CIEL-AFRIC)	49 153 756	00022991L	BOSS GOLD SARL (BOSS GOLD SARL)	283 813
00014729V	GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	19 627 514	00023967E	PREDICTIVE DISCOVERY (PREDICTIVE D	247 817
00004268M	EPSILON GOLD MINES SARL (EGM)	17 050 540	00034919J	APERIO RESOURCES (APERIO RESOURCES	113 254
00037984S	CLUFF GOLD SEGA (CLUFF GOLD SEGA)	14 330 488	00003167R	HIGH RIVER GOLD EXPLORATION	111 772
00033666X	SALMA INTERNATIONAL (SALMA INTERNA	11 059 982	00012826W	ACC BURKINA FASO	79 452
00033666X	SALMA INTERNATIONAL (SALMA INTERNA	11 059 982	00029194Y	DARITOS OR SARL (DARITOS OR SARL)	60 000
00046017X	TOJIZARRIN (TOJIZARRIN SARL)	7 200 425	00029194Y	DARITOS OR SARL (DARITOS OR SARL)	60 000
00029551F	BIRIMIAN RESOURCES (BIRIMIAN RESOUR	6 172 701	00026254S	AVION GOLD BURKINA FASO (A G B SA	47 992
00004565S	SAWADOGO ADAMA (BURKINA MATERIELS E	6 069 344	00036857S	STE SAMI MOHAMMED ABID AL MUWALLAB	45 000
00038918H	SKIPPER BURKINA (SKIPPER BURKINA	5 746 057	00001199T	BURKINA OR METAL (BURKINA OR METAL	40 000
00000777K	FORAGES BURKINABE	4 915 015	00001199T	BURKINA OR METAL (BURKINA OR METAL	40 000
00011928L	OUEDRAOGO DAOUA (ECOBAG/OD)	4 631 299	00034201A	FINANCIAL GOLD SERVICES - BF (F G	35 000
00002927P	HIGH RIVER GOLD MINES WA LTD (HRGM	4 269 526	00014974E	OUEDRAOGO IDRISSE (COBY FREE SHOP)	34 898
00000401G	SAWADOGO OUSMANE (ETS SAWADOGO OUSM	4 029 147	00024130T	AU-TRADER BURKINA (AU-TRADER BURKI	25 000
00036667J	SAWADOGO IDRISSE (ESAWIF)	3 956 488	00029405S	CRONCORP (CRONCORP SARL)	20 000
00003744K	RANDGOLD RESSOURCES BURKINA FASO (3 174 678	00010914D	ARPARI COMPTOIR D'ACHAT ET VENTE D'	15 000
00027535U	GOLDEN RIM RESSOURCES BURKINA (GOL	2 673 169	00038547Z	BEZIR METAL (BEZIR METAL SARL)	15 000
00040406K	SAWADOGO YEMBILA (YEMBILA RESSOURCE	1 834 403	00027503K	SARAMA MINING BURKINA (SARAMA MINI	15 000
00020383J	SAVADOGO BOUKAR? (SEMENCE MODERNE)	1 561 704	00030771B	SACVE OR (SACVE OR SARL)	10 000
00043477Y	TEXICA AFRICA (TEXICA AFRICA SARL	1 402 889	00032298P	OSLO PLATFORM BURKINA (O P B SARL	5 005
00043477Y	TEXICA AFRICA (TEXICA AFRICA SARL	1 402 889	00023592X	STE AFRICAINE DE VENTE ET D'ACHAT D	5 000
00003452H	CLUFF MINING BURKINA (CMB)	1 157 437	00026946M	STE PATENE - SANNUM (S P S SARL)	5 000
00000775R	NANTOU MINING LIMITED BV	929 791	00036204H	STE DE RECHERCHE D'ACHAT ET VENTE D	5 000
00029809E	HAREWOOD BURKINA (HAREWOOD BURKINA	899 912	00040193D	STE GENRALE DE REPRESENTATION ET DE	5 000
00016361N	SAWADOGO HAMIDOU (EXIFA - BURKINA)	817 052	00040482H	CORAV INTERNATIONAL (CORAV INTERNA	5 000
00029263Y	MIDDLE ISLAND RESSOURCES-BURKINA FA	767 174	00042944T	NONGTABA (NONGTABA SARL)	5 000

Annexe 4.2 Déclaration unilatérale de la DGI

IFU	Étiquettes de lignes	Déclaration DGI Uni	IFU	Étiquettes de lignes	Déclaration DGI Uni
00003452H	CLUFF MINING BURKINA	62 057 777	00038046U	AFRICAN LOGISTICS AND TRADING LIMITED	106 148
00022991L	BOSS GOLD SARL	52 649 630	00048556T	PARTENARIAT NATIONAL DE L'EAU DU BF	96 322
00029551F	BIRIMIAN RESOURCES	35 837 977	00041078A	RUMBLE DEROSA	67 500
00000775R	NANTOU MINING LIMITED BV	32 757 019	00048472S	ZORMETAL	49 400
00027503K	SARAMA MINING BURKINA	18 191 778	00045669L	SALANSAAGA	50 123
00004268M	EPSILON GOLD MINES SARL	16 838 274	00049556L	PLANETTE GOLD SARL	36 500
00003343N	GOLDRUSH BURKINA	12 632 580	00035115X	SARAMA FASO	37 620
00023967E	PREDICTIVE DISCOVERY	12 572 960	00036398D	SOCIETE FASO GOLD	36 594
00028333B	LMZ GOLD BURKINA	9 474 791	00030007W	VOLTA PROPERTIES	29 500
00008443H	SANU RESOURCES BURKINA	9 061 548	00033652T	EXTRACOR CANADA MINING LTD	25 000
00032898N	SOUTH SHORE GROUP BURKINA FASO SARL	8 784 487	00034918U	NEMARO GOLD	23 600
00011789M	GAOUA MINERALS	8 006 131	00013401W	GENERALE DE MINES ET CARRIERES	1 012 540
00015764V	TAURUS GOLD BURKINA FASO	7 404 858	00000163H	GOLD FIELDS BURKINA FASO SARL	1 000 000
00022992W	SOCIETE ASKIA MINERALS	5 703 466	00035688W	FILIGREE	916 899
00034932K	TANLOUKA	5 338 189	00035338G	TALPHA BURKINA	684 991
00034919J	APERIO RESOURCES	3 705 431	00034537L	CALABASH	624 965
00003744K	RANDGOLD RESSOURCES BURKINA FASO	3 554 553	00037265J	KAYA EXPLORATION SARL	315 335
00004805C	PETITES OPERATIONS MINIERES	2 905 944	00042613X	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES MINES D'OR	309 142
00033818N	NEWGENCO EXPLORATION (WEST AFRICA) - BURKINA	1 832 768	00045760M	BEYAM KIEDA	170 833
00035254K	WEST AFRICA GOLD COMPANY	298 980	00028348D	COMPAGNIE D'EXPLOITATION MINIÈRE À GRANDE ECHELLE	141 336
00040193D	SOCIETE GENRALE DE REPRESENTATION ET DE VENTE DE METAUX PRECIEUX	265 365	00040644T	COMPTOIR BURKINABE DE METAUX PRECIEUX	162 264
00037321W	COMPTOIR OR DAKISWENDE	180 174	00038535G	SOM - SOORE	98 247
00022865T	TRADECOM INDUSTRIES	152 126	00031261U	SOCIETE INTERNATIONALE D'EXPLOTRATION ET DE PRESTATION DANS LE DOMAINE MINIER	25 000
00041973C	ORAFRIC	159 228	00034653W	BURKINA FASO GOLD	17 500
00034161P	C. S. O	150 000	00034742D	BURKINA FASO GOLD EXPLORATION	17 500
00011425X	BIRIM GOLDFIELD LTD BURKINA	132 216			

Annexe 4.3 déclaration unilatérale de la DGTCP

Société	Déclaration DGTCP Uni	Société	Déclaration DGTCP Uni	Société	Déclaration DGTCP Uni
BURKINA OR METAL SARL	51 825 338	CRONCORP (MINING) SARL	3 864 870	SAVADOGO SAYDOU	1 762 718
GRYPHON MENERAL BURKINA FASO SARL	26 910 734	OUEDRAOGO BASSIROU	3 862 746	GROUPE CEMGE SARL	1 646 152
RANDGOLD RESSOURCES LTD	25 573 286	PAPE KARIM	3 815 138	CAPFORE	1 632 902
GLOBEX CONSTRUCTION	22 546 597	APERIO RESSOURCES SARL	3 689 475	OUEDRAOGO DAOUDA	1 537 282
PAFADNAM SAIDOU	22 404 401	GOLDEN RIM RESSOURCES SARL	3 625 688	NOURIA HOLDING INTERNATIONAL	1 500 000
COVEMI	20 730 956	CASSEZ	3 607 224	SANKARA HAMIDOU	1 462 500
ACC BURKINA FASO	18 055 254	ER BURKINA EXPLORATION SARL	3 587 008	NEBIE ALAIN GEORGES	1 432 500
AVION GOLD BF SARL	17 211 163	COMPAGNIE DE RECHERCHE MINIERE (COREMI)	3 544 152	RABO MAHAMOUDOU	1 419 223
BTM	16 960 000	SARAMA MINING SUARL	3 497 424	ASKIA MINERALS SARL	1 417 500
DARITOS OR SARL	15 285 471	PAFADNAM Sayouba	3 454 962	NYEME GOLD SARL	1 380 000
DARITOS SARL	15 285 471	PS IMPORT EXPORT SARL	3 269 800	ESD	1 364 077
CARACAL GOLD BURKINA	12 996 719	CORAV INTERNATIONAL SARL	3 197 426	NEMARO GOLD BURKINA SARL	1 082 638
DIAMOND CEMENT SA	12 391 461	BATIMAX SARL	3 010 000	GEDES	1 037 842
GOLDBELT RESSOURCES (west Africa)	12 259 125	GLOBAL MINING and TRADING	3 010 000	COLAS AFRIQUE	1 000 000
NANTOU MINING limited B. V	12 161 643	KHEPER SARL	3 010 000	EBATP GECAUMINE	1 000 000
HIGH RIVER GOLD MINE (West Africa) Ltd	11 657 883	OKAZ GOLD SARL	3 010 000	INGENIOUS RESSOURCES SARL	1 000 000
COGEB INTERNATIONAL	11 656 273	ORCOSARA	3 010 000	LA MINIERE DU FASO(LMF)	1 000 000
GETRASEMI	11 638 731	ROYAL OR SARL	3 010 000	MANAGEM SA	1 000 000
BOSS GOLD SARL	11 439 029	SANCO SARL	3 010 000	MINOUGOU MAHAMADOU	1 000 000
BCS	11 231 343	AFRICA EURO GOLD SARL	3 000 000	RESSOURCES TANGAYEN	1 000 000
FINANCIAL GOLD SERVICE BURKINA FASO	10 680 145	BINGBA SARL	3 000 000	GOLDEN STONE	994 400
AR.PA.RI CAVO sarl	10 393 143	EXXOR-FASO SARL	3 000 000	BOLOGO BEBYEGDA	977 055
CMP Sarl	9 810 000	FISA	3 000 000	KANIS	832 500
OREX RESSOURCES	8 635 687	MEGA GOLD SARL	3 000 000	OUEDRAOGO SOULEYMANE	825 000
CLUFF MINING BURKINA SARL	8 370 777	NOUFAN GOLD SARL	3 000 000	SANOU BOUBACAR	819 472
Africaine des Travaux Publics	7 400 000	SAVADOGO BOUKARY	3 000 000	EBURNEAN RESSOURCES LIMITED	817 900
BIRIMIAN BVI LTD	7 146 952	BUSINESS FOCUS WORLDWIDE sdn bhd	2 980 973	BOUDO ARISTIDE JEAN CLEMENT	812 500
ASI-BF	6 750 000	OMEGA INTERNATIONAL	2 835 246	GIENSCO EXPLOT SARL	757 284
GOLDRUSH BURKINA SARL	6 587 238	KINDO HAROUNA	2 785 199	MIDDLE ISLAND RESSOURCES SARL	750 000
Hage Industries SA	6 375 000	ETRUSCAN RESSOURCES BURKINA FASO	2 730 197	ARGENTO EXPLORATION BURKINA FASSO SARL	748 751
AFC CONSTELOR PANAFRICAN	6 345 757	BARRY MADANI HAMADOUN	2 646 750	REMI HAROUNA TOGUYENI	625 719
SABIMA	6 212 127	POINT GREY HOLDINGS LTD	2 614 290	KONATE MAMADOU	610 500
ECHA	6 020 100	SAWADOGO HAMIDOU	2 611 386	DIALLO/TIETIEMBOU SAKINATOU	609 007
3tr Ressources	5 881 150	PYRAMIDE-M	2 588 853	KINDA JEAN PASCAL	586 364
SANU RESSOURCES BURKINA SARL	5 860 388	AU- TRADER BURKINA SARL	2 482 148	MIMAN SEIDOU MOUSTAPHA	531 254

Société	Déclaration DGTCP Uni	Société	Déclaration DGTCP Uni	Société	Déclaration DGTCP Uni
GAOUA MINERALS SARL	5 632 286	BOUROUGOU SEBI	2 456 325	CULLINAN SA	530 803
HIGH RIVER GOLD EXPLORATION BURKINA SARL	5 568 599	PRECISION RESOURCES SARL	2 234 870	BURKINA MAIN D'OR SARL	510 147
CAMEC BURKINA SARL	5 334 952	EPSILON GOLD MINES LTD	2 222 962	RANDGOLD RESSOURCES BURKINA FASO	508 448
GOLDEN STAR EXPLORATION BURKINA FASO	5 308 810	Mme DIALLO/Tiétiembou Sakinatou	2 109 007	BIRIM GOLDFIELDS BURKINA LTD	501 702
MIDDLE ISLAND RESSOURCES LTD	5 213 455	BIRIMIAN RESOURCES SARL	2 037 900	BEZIR METAL SARL	465 785
COMOE EXPLORATION SARL	5 164 310	AFRIC CARRIERE	2 000 000	NABALOUM PATRICE	463 356
PPM BURKINA SARL	5 152 226	BT-MINES SARL	2 000 000	BASSOLE BOUBACAR	452 478
SATCOM	5 044 837	CLUFF GOLD SEGA SARL	2 000 000	DIALLO AMADOU	418 619
BONODON SARL	4 960 646	DTP/TERRASSEMENT	2 000 000	SORO TASSERE	411 290
OUEDRAOGO ISSA PARATE	4 955 250	GOLD MINING RESSOURCES	2 000 000	COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX SARL	400 000
OUATTARA DAOUA	4 870 007	HIGH RIVER GOLD MINES	2 000 000	SAVADOGO MAMOUDOU	400 000
FADOUL Technisons	4 817 200	METALOR SA avec CA	2 000 000	Salma International	338 082
S 2 E	4 789 806	NEWA BURKINA SARL	2 000 000	SALMA INTERNATIONAL	338 082
NONGTABA SARL	4 639 756	OUATTARA Jean Pierre Nabéni	2 000 000	OSLO PLATFORM BURKINA	271 537
PREDICTIVE DISCOVERY SARL	4 586 018	RANGOLD RESOURCES BURKINA FASO	2 000 000	BAGUERA SARL	233 893
AFRICAN RESOURCES MINING	4 529 489	SACBA-TP	2 000 000	SANA ADAMA	200 000
OUEDRAOGO ELIE JUSTIN	4 514 248	GOLDEN RIM RESSOURCES BURKINA SARL	1 867 500	OUEDRAOGO IDRISSE	192 225
KINDO ADAMA	4 208 854	BARSKY	1 846 410	MIDDLE ISLAND RESOURCES	151 521
JILBEY BURKINA SARL	4 187 233	OUEDRAOGO MAHAMADOU	1 809 308	NAPON SALIF	29 759
SAWADOGO AMADE	4 130 860	DIALLO MALICK	1 774 233	KANAZOE DJIBRIL	13 127
ACC RESSOURCES LTD	4 005 000	LMZ GOLD BURKINA SARL	1 772 055	BEGE	10 000

Annexe 5 : Transferts infranationaux

Annexe 5.1 Transferts infranationaux effectués par la DGD (en FCFA)

Société	PC	PCS	Total
A C MINING EXECUTORS (A C MINI	406 542	813 082	1 219 624
AFRICAN MINING SERVICES BURKINA FAS	2 812 928	5 625 812	8 438 740
AFRICAN UNDERGROUND MINING SERVICES	26 296 513	52 592 460	78 888 973
ATLAS COPCO BURKINA FASO (ATLAS CO	352	703	1 055
AVION GOLD BURKINA FASO (A G B SA	6 478	12 955	19 433
BANLAW AFRIQUE BURKINA FASO SARL (298 361	596 707	895 068
BCM BURKINA	10 200 460	20 400 499	30 600 959
BIGS GLOBAL BURKINA (BIGS GLOBAL B	1 029 221	2 058 434	3 087 655
BIRIMIAN RESOURCES (BIRIMIAN RESOUR	211 930	423 854	635 784
BISSA GOLD (BISSA GOLD SA)	129 202 477	258 404 004	387 606 481
BOART LONGYEAR BURKINA FASO SARL	1 028 827	2 057 635	3 086 462
BOART LONGYEAR INC(SUCC-BF)	45 642 633	91 284 967	136 927 600
BRASSERIES DU BURKINA FASO (BRAKIN	26 083	52 166	78 249
BULK MINING EXPLOSIVES (BME-BURKIN	1 141 398	2 282 793	3 424 191
BUREAU DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	514 843	1 029 684	1 544 527
BURKINA EQUIPEMENTS	44 593	89 185	133 778
BURKINA MINING COMPANY SA (BURKINA	57 075 353	114 150 010	171 225 363
BURKINA MINING SPARES (BURKINA MIN	20 761	41 521	62 282
CLUFF GOLD SEGA (CLUFF GOLD SEGA)	134 565	269 128	403 693
CLUFF MINING BURKINA (CMB)	21 217	42 434	63 651
COLAS AFRIQUE SUCCURSALE DU BURKINA	20 516	41 030	61 546
COMOE EXPLORATION (COMOE EXPLORATI	32 560	65 119	97 679
DE SIMONE BURKINA FASO	10 119 404	20 238 578	30 357 982
DIACFA HIGH TECHNOLOGIES SA (DIACF	96 594	193 187	289 781
DRILLCORP BURKINA FASO (DRILLCORP	1 373 455	2 746 883	4 120 338
ECO OIL BURKINA (ECO OIL BURKINA)	760 414		760 414
ENERMIN INTERNATIONAL (ENERMIN INT	128 591	257 182	385 773
ENIKON BURKINA FASO (ENIKON BURKIN	26 923	53 846	80 769
EPSILON GOLD MINES SARL (EGM)	333 372	666 737	1 000 109
ETRUSCAN RESOURCES BURKINA FASO (E	21 754	43 507	65 261
FALCON DRILLING BURKINA FASO (FALC	7 584 129	15 168 088	22 752 217
FASO CONTRACTOR (FASO CONTRACTOR S	109 408	218 815	328 223
FORACO BURKINA FASO (FORACO BURKIN	154 364	308 722	463 086

Société	PC	PCS	Total
FREEZER (FREEZER SARL)	4 352	8 704	13 056
GEO-FORAGE BF (GEO-FORAGE BF SARL)	536 718	1 073 407	1 610 125
GEOTECHRESERVES BURKINA (GEOTECHRE	3 976 686	7 953 332	11 930 018
GLOBEX CONSTRUCTION	124 729	249 457	374 186
GOLDBELT RESOURCES (GOLDBELT RESOU	55 697	111 389	167 086
GOLDEN RIM RESSOURCES BURKINA (GOL	39 958	79 909	119 867
GROUP FIVE BURKINA FASO SARL	2 922 758	5 845 493	8 768 251
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	862 088	1 724 161	2 586 249
GUIRA OUMAROU (AS ENTREPRISE)	357 960	709 044	1 067 004
HALL CORE DRILLING (PTY) LTD (HA	225 118	450 213	675 331
HAREWOOD BURKINA (HAREWOOD BURKINA	10 088	20 171	30 259
HIGH RIVER GOLD MINES WA LTD (HRGM	250 180	500 357	750 537
HYSPEC AFRICA (HYSPEC AFRICA SAR	351 798	703 594	1 055 392
IAMGOLD ESSAKANE-SA	321 641 891	643 272 111	964 914 002
INTERNATIONAL DE TRANSACTIONS ET DI	2 061	4 122	6 183
INTERTEK BURKINA FASO LTD (INTERTE	108 259	216 514	324 773
J. M. S. DRILLING INC (J. M. S. DR	2 664 586	5 329 122	7 993 708
KALSAKA MINING (KM)	15 020 550	30 040 948	45 061 498
KANAZOE FRERES	399 266	798 531	1 197 797
LIBYA OIL BURKINA (OILIBYA)	24 291		24 291
MANA MINERAL SA	2 491 686	4 983 347	7 475 033
MEGA ENERGIE	978 325		978 325
MIDDLE ISLAND RESSOURCES-BURKINA FA	35 611	71 215	106 826
MILLOGO NICOLAS (KAMA)	10 410	20 820	31 230
NANTOU MINING BURKINA FASO	55 420 942	110 841 323	166 262 265
NANTOU MINING LIMITED BV	43 850	87 697	131 547
NEWGENCO EXPLORATION (WEST AFRICA)	369 642	739 283	1 108 925
NEWMONT VENTURES LIMITED	84 275	168 549	252 824
OREZONE.INC SARL	524 502	1 048 981	1 573 483
ORYX BURKINA FASO SA (ORYX BURKINA	84 827 738		84 827 738
OTAM BURKINA (OTAM)	980 504		980 504
PAN AFRICAN MINERALS BURKINA (PAN	1 176 562	2 353 104	3 529 666
PETRODIS BURKINA (PETRODIS BURKINA	2 384 270		2 384 270
PINSAPO GOLD (PINSAPO GOLD SA)	67 752	135 503	203 255
PREDICTIVE DISCOVERY (PREDICTIVE D	13 201	26 402	39 603
PROJET PRODUCTION INTERNATIONAL BF	2 652 174	5 304 332	7 956 506
PW MINING INTERNATIONAL LIMITED	26 266 277	52 532 131	78 798 408

Société	PC	PCS	Total
RIVERSTONE RESOURCES INC	506 356	1 012 703	1 519 059
ROXGOLD BURKINA FASO (ROXGOLD BURK	709 849	1 419 675	2 129 524
S M GLOBAL (S M GLOBAL SARL)	165 261	330 520	495 781
SAHARA GEOSERVICES (SAHARA GEOSERV	713 337	1 426 663	2 140 000
SALMA INTERNATIONAL (SALMA INTERNA	399 478	798 951	1 198 429
SAPHYTO (SAPHYTO)	243 532	487 064	730 596
SAWADOGO YEMBILA (YEMBILA RESSOURCE	40 293	80 585	120 878
SEGUENEGA MINING (SEGUENEGA MINING	3 799 105	7 598 184	11 397 289
SEMAFO BURKINA FASO	185 522 818	371 044 580	556 567 398
SOMITA SA	3 632 184	7 264 334	10 896 518
STE D'ACHAT D'OR ET DE VENTE D'Or	49 281	98 562	147 843
STE AMPELLA MINING GOLD SARL	649 648	1 299 289	1 948 937
STE DE COMMERCIALISATION DE DISTRIB	636 811		636 811
STE DE TRAVAUX DE RECHERCHE ET D'EX	469 922	939 831	1 409 753
STE DES MINES DE BELAHOURO (SMB SA	123 721 117	247 441 118	371 162 235
STE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA-S	121 761 197	243 521 408	365 282 605
STE MINIERE DE KERBOULE (SMK)	80 696	161 389	242 085
STE MINIERE KINDO ADAMA (SOMIKA)	10 259	20 517	30 776
STE NATIONALE BURKINABE D'HYDROCARB	6 554 604		6 554 604
STE NATIONALE D'ELECTRICITE DU BURK	2 088 923	4 177 844	6 266 767
TOTAL BURKINA SA (TTB)	338 438 686	16 075 108	354 513 794
TRAORE HAMIDOU (FASO BEST)	15 000	30 000	45 000
VIVO ENERGY BURKINA	148 306 302		148 306 302
WENTWORTH GOLD	14 641	29 281	43 922
WURA RESSOURCES PTY LTD (WURA RESS	800 737	1 601 449	2 402 186
Total	1 764 113 811	2 376 492 048	4 140 605 859

Annexe 5.2 Transferts infranationaux effectués par la DGTCP (en FCFA)

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire		Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Plateau Central	781 478
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Centre	393 135
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région des Cascades	343 438
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Sud Ouest	958 723
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Centre Est	6 554 996
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région de l'Est	1 489 966
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région de la Boucle du Mouhoun	18 004 776
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région des Hauts Bassins	1 029 481
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Centre Nord	34 122 190
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Sahel	16 858 750
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Nord	989 823
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du Centre Ouest	1 797 205
Taxe superficière	05/07/2013	Région	Région du centre Sud	254 617
Total Régions				83 578 578
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ziniaré	306 000
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zorgho	340 200
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Absouya	457 334
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boudry	678 503
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dapelogo	32 127
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kogo	420 115
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Méguet	987 909
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Mogtédou	768 861
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Niou	453 094
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ourgou-Manéga	508 242
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Salogo	1 180 854
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Toéghin	32 127
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zam	860 762
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zitenga	214 952
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ouagadougou	1 648 217
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koubri	1 890 000
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bobo-Dioulasso	1 969 963
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Houndé	1 741 858
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Béréba	3 935
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boni	346 146
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Founzan	518 550

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire		Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Karangasso-Sambla	500 468
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Karangasso-Vigué	1 067 318
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koti	526 270
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koumbia	1 554 116
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Léna	38 765
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Péni	643 849
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Banfora	161 856
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Niangoloko	502 997
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bérégadougou	61 274
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Mangodara	125 001
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ouo	1 419 478
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Sidéradougou	276 358
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tiéfora	569 284
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Batié	743 505
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dano	1 540 552
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Diébougou	67 685
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gaoua	206 425
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bondigui	845 053
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bouroum-Bouroum	28 939
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bousséra	546 920
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boussoukoula	318 155
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dissin	202 461
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Djigouè	21 159
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dolo	91 685
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gbombora	848 733
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Guéguéré	1 108 985
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Nioronioro	435 338
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kampti	99 991
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koper	321 071
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kpuèrè	55 205
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Legmoin	120 266
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Loropéni	701 519
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Malba	35 538
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Midebdo	621 192
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Nako	102 015
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Niégo	28 244
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Oronkua	1 114 809

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire		Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ouéssa	28 244
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Périgban	37 024
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tiankoura	28 939
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zambo	160 858
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bittou	131 235
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Garango	100 593
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ouargaye	83 218
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pouytenga	53 923
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tenkodogo	257 415
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Andemtenga	545 078
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bagré	247 049
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Béguédo	136 701
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boussouma	293 523
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Comin-Yanga	416 036
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dourtenga	83 218
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kando	885 819
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Komtoèga	136 701
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Lalgaye	83 218
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Niaogho	136 701
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Sanga	72 339
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Soudougui	2 604 814
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yargatenga	36 721
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yondé	487 812
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zabré	52 345 053
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zoaga	234 050
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zonsé	43 035
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bogandé	659 389
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Diapaga	13 878
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Fada N'gourma	1 075 622
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gayéri	619 464
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pama	243 093
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bartiébougou	246 579
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bilanga	170 758
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Coalla	3 197 733
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Foutouri	775 076
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kantchari	23 132
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kompienga	265 404

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire		Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Liptougou	111 102
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Manni	3 090 092
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Matiacoali	1 822 718
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Partiaga	383 841
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Piéla	247 582
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tambaga	36 000
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Thion	40 042
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yamba	88 465
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dédougou	72 001
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Toma	51 732
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tougan	31 232
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bagassi	39 922 826
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bana	39 971 367
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bondokuy	107 446
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Douroula	45 854
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Fara	95 175
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gossina	276 584
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kiembara	31 232
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kona	39 920 328
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kougny	51 732
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Lankoué	106 232
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Oury	143 007
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pa	148 530
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pompoi	153 306
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Safané	625 615
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tchériba	275 005
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yaba	16 977
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yaho	39 958 996
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yé	94 816
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boulsa	1 738 466
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kaya	645 968
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kongoussi	479 749
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Barsalogo	1 288 486
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boala	582 923
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bouroum	21 247 307
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bourzanga	963 776
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boussouma	751 205

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire		Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dablo	274 143
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dargo	78 723
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Guibaré	33 633
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Korsimoro	2 569 850
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Mané	134 074 090
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Nagbingou	3 067 663
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Namissiguima	672 033
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Nasséré	324 421
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pensa	54 914
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pibaoré	229 858
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pissila	118 682
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Rollo	209 172
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Sabcé	133 127 092
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tikaré	189 913
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tougouri	3 249 759
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yalgo	3 033 457
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zéguédéghin	76 196
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ziga	120 923
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Zimtanga	714 780
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Djibo	433 572
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Dori	447 240
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gorom-Gorom	45 620 500
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Sebba	397 745
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Arbinda	500 687
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bani	3 041 502
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Baraboulé	258 459
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boundoré	187 621
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Déou	613 213
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Diguel	138 197
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Falangountou	45 090 000
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gorgadji	100 957
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kelbo	274 143
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koutougou	685 072
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Mansila	739 755
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Markoye	45 493 363
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Nassoumbou	525 657
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Oursi	88 454

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire		Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pobé-Mengao	116 579
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Sampelga	38 210
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Solhan	589 221
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tankougounadié	399 057
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tinakoff	110 906
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Titabé	213 087
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tongomayel	1 199 190
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gourcy	75 000
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ouahigouya	167 709
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Titao	491 571
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Yako	333 055
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Arbollé	681 738
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bagaré	22 831
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Banh	627 146
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Barga	131 709
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bassi	105 370
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Bokin	79 243
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Boussou	97 831
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Gompomsom	198 719
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kaïn	152 300
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kalsaka	2 456 939
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kirsi	79 243
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Kossouka	167 400
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koumbri	229 808
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Lâ-Todin	28 912
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Namissiguima	262 639
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Ouindigui	122 624
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Oula	87 818
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Pilimpikou	502 147
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Rambo	207 317
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Samba	208 252
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Seguenega	321 448
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Sollé	75 579
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tangaye	412 786
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Thiou	520 786
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Tougo	105 370
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de	Koudougou	83 959

Taxe transférée	Date du transfert	Bénéficiaire	Montant
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Léo	190 536
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Réo	5 898 379
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Sapouy	193 142
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Biéha	333 904
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Boura	123 419
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Cassou	86 384
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Dassa	363 081
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Didyr	1 362 420
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Godyr	505 711
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Imasgo	83 959
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Kordié	273 062
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Kyon	5 470 128
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Nanoro	639 736
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Niambouri	95 175
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Pella	81 180
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Pouni	30 531
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Ténado	23 625
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Tô	63 484
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Zamo	30 531
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Zawara	30 531
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Kombissiri	432 000
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Manga	162 287
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Pô	134 542
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Gaongo	102 706
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Gogo	230 011
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Gomboussougou	380 761
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Guiaro	43 107
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Guiba	185 808
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Nobéré	185 808
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Tiébélé	134 579
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Zecco	138 504
Taxe superficière	05/07/2013	Commune de Ziou	49 843
Total communes			752 207 200
Total transferts			835 785 778

Annexe 6 : Soumission des formulaires de déclarations des sociétés extractives

Annexe 6.1 Des sociétés extractives

Société	Formulaire de déclaration attesté par une personne habilitée	Formulaire de déclaration certifié par un auditeur	Audités selon les Normes Internationales	Opinion	Nom de l'auditeur	Nom du Signataire	Qualité du Signataire	EF 2013 certifiés (oui/non)	EF certifiés envoyés (oui/non)	Nom du CAC
IAM GOLD ESSAKANE SA	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	ACECA INTERNATIONAL SARL	Jean-Batiste SO	Associé Gérant	Oui	Non	ACECA INTERNATIONAL
SEMAFO BURKINA FASO	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	JEAN BAPTISTE SO	Sylvain Roy	Surintendant Finances	Oui	Non	Jean-Baptiste SO
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	FIDEXCO	Ouedraogo Joseph	Expert comptable	Oui	Non	FIDEXCO SA
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	ACECA INTERNATIONAL SARL	Jean Baptiste SO	Associé Gérant	Oui	non	ACECA
KALSAKA MINING BURKINA MINING COMPANY (BMC)	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	Oui	Non	CAFEC-KA
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	SECCAPI	Françoise TOE	NC	Oui	Non	SECCAPI TDT et associés
BISSA GOLD	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	Oui	Non	ACECA INTERNATIONAL
NANTOU MINING SA	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	ACECA INTERNATIONAL SARL	Jean Baptiste SO	Associé Gérant	Oui	Non	ACECA
OREZONE INC SARL	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	FIDAF	Traore SIAKA	Commissaire aux comptes	Oui	Non	FIDAF/DELOITTE
AMPELLA MINING GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	PGA	Koniba Soma	Associé Gérant	Oui	Oui	PGA
GOLDBELT RESOURCES	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	N/A	N/A	N/A
MANA MINERALS	oui	oui	oui	Sans réserve	CICE	ALASSANE OUEDRAOGO	Expert comptable	Oui	Oui	Société CICE
HIGH RIVER GOLD	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	FIDEXCO	Ouedraogo Joseph	Expert comptable	Non	N/A	N/A
	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	JEAN BAPTISTE SO	Sylvain Roy	Surintendant Finances	Oui	Non	JEAN BAPTISTE SO
	Oui	non	non	non	non	non	non	Oui	Non	ACECA

Société	Formulaire de déclaration attesté par une personne habilitée	Formulaire de déclaration certifié par un auditeur	Audités selon les Normes Internationales	Opinion	Nom de l'auditeur	Nom du Signataire	Qualité du Signataire	EF 2013 certifiés (oui/non)	EF certifiés envoyés (oui/non)	Nom du CAC
MINES (WA)										INTERNATIONAL
KIAKA GOLD	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	Cabinet ETY	Raphael Zoungrana	Associé Gérant	N/A	N/A	N/A
GEP MINES	oui	oui	oui	Sans réserve	AJFC	Marc Sidoine GOUEM	Associé Gérant	N/A	N/A	N/A
JILBEY BURKINA SARL	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	Oui	Non	CECA
Riverstone Resources INC.	Oui	non	non	non	non	non	non	N/A	N/A	N/A
Newmont Ventures LTD	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Roxgold Burkina Faso	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	ETY	Yacouba traore	Associé Gérant	Oui	Oui	NC
Stremco SA	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	Oui	Non	SECCAPI SARL
Pinsapo Gold	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Essakane Exploration SARL	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	FIDEREC	Salem SAWADOGO	Associé Gérant	Oui	Oui	FIDEREC
Pan African Minerals	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	N/A	N/A	N/A
Métaux SAV'OR	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Wentworth Gold SARL	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	ETY	Yacouba traore	Associé Gérant	Oui	Oui	Cabinet ETY
Wura Ressources	Oui	Oui	Oui	Sans réserve	Société CICE	ALASSANE OUEDRAOGO	Expert comptable	N/A	N/A	N/A
SAV'OR	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC

NC : non communiqué - **NA** : non applicable

Annexe 6.2 Des entités publiques

Entité publique	Soumission du formulaire de déclaration	Formulaire de déclaration Signé par un haut responsable	Formulaire de déclaration certifié par le Receveur Général
Direction Générale des Impôts (DGI)	Oui	Oui	Oui
Direction Générale des Douanes (DGD)	Oui	Oui	Oui
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	Oui	Oui	Oui
Bureau National des Évaluations Environnementales (BUNEE)	Oui	Oui	Oui
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	NC	NC	NC

NC : non communiqué - **NA** : non applicable

Annexe 7 : Formulaire de déclaration ITIE Burkina Faso 2013

Ce formulaire est destiné uniquement aux sociétés minières

Nom de la société

Forme Juridique

Date de création

Montant du Capital Social (en FCFA)

Numéro d'Identifiant Financier Unique (IFU)

Effectif 2012	Effectif des Nationaux Locaux	<input type="text"/>	(Nationaux originaires de la région d'exploitation)
	Effectif des Nationaux non Locaux	<input type="text"/>	(Nationaux autres que ceux de la région d'exploitation)
	Effectif des Non Nationaux	<input type="text"/>	
	Total Effectif	<input type="text" value="0"/>	

Permis d'exploitation/Recherche	N° Permis	N° Arrêté/ Decret	Nature de Permis	Minerais	Statut	Région/ Commune

Nom du commissaires aux comptes / auditeur	<input type="text"/>	
Les états financiers de 2013 ont-ils fait l'objet d'un audit? (oui/non)	<input type="text"/>	<i>joindre les Etats financiers certifiés de 2013</i>

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes.

Nom _____

Position _____

FORMULAIRE DE DECLARATION (Paiements/Recettes/Transferts)
Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique)					
Numéro d'Identifiant Financier Unique (IFU)					
Formulaire préparé par		Fonction			
Adresse email		Tél.			
Production	Type de minerais	Qté en Once	Valeur de la production (en FCFA)		
Exportation	Type de minerais	Qté en Once	Valeur des exportations (en FCFA)		
Réf	Nomenclature des flux	Payé à/ reçu par	Montant FCFA	Montant (en devise)	Commentaires
Paiements en numéraire					
Direction Générale des Douanes (DGD)					
1	Droits de Douane et taxes assimilées	DGD	-	-	
2	Pénalités	DGD			
Direction Générale des Impôts (DGI)					
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	DGI			
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	DGI			
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	DGI			
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	DGI			
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	DGI			
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	DGI			
9	Retenue à la source extérieur (RE/EXT)	DGI			
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	DGI			
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	DGI			
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	DGI			
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	DGI			
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	DGI			
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	DGI			
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	DGI			
17	Contribution des patentes	DGI			
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	DGI			
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	DGI			
20	Pénalités	DGI			
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)					
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	DGTCP			
22	Taxe Superficiaire	DGTCP			
23	Dividendes	DGTCP			
24	Droits Fixes	DGTCP			
25	Pénalités	DGTCP			
26	Frais de dossier	DGTCP			
27	Bonus de signature/Droits de cession	DGTCP			
28	Prime de découverte/prime de production	DGTCP			
Bureau National des Évaluations Environnementales (BUNEE)					
29	Frais de prestation BUNEE	BUNEE (Minis. de l'Env.)			
Autres flux de paiements significatifs					
30	Autres flux de paiements significatifs	Tous			
Fonds de réhabilitation pour l'environnement (FRE)					
31	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	Ministère des Finances			
32	Cumul des versements effectués au FRE	Ministère des Finances			
Communes et préfectures des localités minières					
33	Taxes payés directement aux collectivités	Communes / Préfectures			
Total Paiements en numéraire					
Paiements Sociaux (rubrique réservée uniquement aux Sociétés Minières)					
34	Paiements sociaux obligatoires	Tous			
35	Paiements sociaux volontaires	Tous			
Total Paiements Sociaux					
Transferts (rubrique réservée uniquement aux Régies Financières)					
36	Transferts au titre de la Taxe superficiaire	Régions			
37	Transferts au titre de la Taxe superficiaire	Communes			
38	Transferts au titre des recettes du BUNEE	Fond d'intervention pour l'Env.			
39	Transferts au titre des recettes Douanières	Tous (sauf DGTCP)			
40	Autres recettes transférées	Tous			
Transactions de Troc/Projets intégrés					
41	Total budget de l'engagement/travaux	Etat			
42	Valeur des engagements/travaux encourus du 1/1/2013 au 31/12/2013	Etat			
43	Valeur cumulée des engagements/travaux encourus au 31/12/2013	Etat			

(*) Les montants des paiements/recettes doivent être conformes aux totaux par taxe dans le tableau du détail des paiements.

(**) Le montant des crédits de TVA doivent être renseignés en signe négatif (-)

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

Je confirme particulièrement que:

1. Les informations relatives aux montants payés/perçus sont complètes et ont été fidèlement extraites des données comptables de l'entité;
2. Tous les montants payés/perçus sont appuyés par des quittances authentiques et sont appuyés par des pièces justificatives probantes;
3. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues avant le 1 janvier ou après le 31 décembre de l'exercice
4. La classification des montants payés/perçus est correcte au niveau des différentes taxes;
5. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues pour le compte d'autres entités;
6. Les montants déclarés sont exclusivement liés à des sommes payées/perçues par l'entité;
7. Les comptes de l'entité ont été audités selon les normes internationales et aucune réserve à caractère fiscal et social n'a été émise.

Nom _____

Position _____

Nous attachons à cette déclaration le détail des taxes payées/perçues (voir détail des taxes joint)

Certification d'audit

Je soussigné, auditeur externe, certifie avoir examiné la présente déclaration de l'entité déclarante et je confirme que j'ai vérifié la fiabilité et l'exactitude des données de paiements/recettes incluses dans la présente déclaration et atteste qu'elles sont conformes aux données comptables audités de l'entité.

Sur la base de cet examen nous certifions que nous n'avons pas relevé d'anomalies pouvant remettre en cause la fiabilité et l'exactitude des informations divulguées dans la présente déclaration.

Nom _____

Position _____

Nom du cabinet / structure d'audit _____

Affiliation du Cabinet (Ordre Professionnel) _____

Cachet et signature _____

DETAIL DU STRUCTURE DE CAPITAL DES SOCIETES MINIE

Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Ce formulaire est destiné uniquement aux sociétés minières

PARTICIPATIONS AU 31/12/2013		Nom/Entité	% Participation	Nationalité de l'Entité	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	Propriétaires et % de détention (A remplir uniquement si)
Participation publique (Etat burkinabé)	1	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A
Participation publique (Entités publiques)	2			N/A	N/A	N/A	N/A
% participation des Actionnaires privés	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
			0%	<i>Le total doit être de 100%</i>			

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fi

Nom _____

Position _____

DETAIL DES PAIEMENTS SOCIAUX

Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Ce formulaire est destiné uniquement aux sociétés minières

A. PAIEMENTS SOCIAUX OBLIGATOIRES

Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région /Commune du bénéficiaire	Paiements en numéraires		Paiements en nature (sous forme de projet)		Base juridique du paiement (Réf de la convention, Arrêté, décret, etc..)
		Montant	Date	Description	Coût du Projet encouru durant 2013	
Total		0			0	

(Annexer les convention si applicable)

B. PAIEMENTS SOCIAUX VOLONTAIRES

Bénéficiaire	Région du bénéficiaire	Paiements en numéraires		Paiements en nature (sous forme de projet)	
		Montant	Date	Description	Coût du Projet encouru durant 2013
Total		0			0

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

Nom _____

Position _____

DETAIL DES TRANSACTIONS DE TROC/PROJETS INTEGRES					
Période couverte : 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013					
Description du projet/travaux	Lieu du projet/Travaux	Engagements			Cadre juridique de la transaction (Réf de la convention, Arrêté, décret, etc..)
		Total budget de l'engagement/travaux	Valeur des engagements/travaux encourus du 1/1/2013 au 31/12/2013	Valeur cumulée des engagements/travaux encourus au 31/12/2013	
Total		0	0	0	
Attestation de la Direction de l'entité déclarante					
Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.					
Nom					
Position					

Annexe 8 : Description des flux de paiements

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
Flux payés à la DGD			
1	Droits de Douanes et taxes assimilées	DD	Cette rubrique inclut les Droits de Douanes (DD), les Redevances Statistiques (RS), le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS), le Prélèvement Communautaire (PC), la Taxe de péage, la Redevance Informatique (RI), le Timbre douanier, les Remises Spéciales (RSP), la Rémunération pour Copie Privée (RCP), la Contribution pour le Programme de Vérification des Importations (CPVI), la TVA , TIC , RRO , CPVI. Ces taxes sont déclarées sur une ligne unique.
2	Pénalités	Pénalités	Les pénalités liées aux infractions au Code de Douane.
Flux payés à la DGI			
3	Impôt sur les Sociétés	IS	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, selon laquelle, l'impôt sur les sociétés est un impôt annuel qui s'applique à l'ensemble des bénéficiaires et revenus des sociétés et autres personnes morales et des organismes assimilés. Le taux applicable de l'IS est de 27,5% en 2010. Cependant, pour les titulaires ou bénéficiaires d'un permis d'exploitation, en phase d'exploitation, l'impôt sur le BIC ou l'IS applicable est le taux de droit commun réduit de dix points.
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires	IUTS	L'Article 55 du Code des Impôts définit l'IUTS comme étant un impôt qui s'applique à l'ensemble des traitements publics et privés, indemnités, émoluments et salaires de toute nature perçus au cours de la même année, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'état et les collectivités locales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial ». L'IUTS est calculé à partir d'un barème qui varie de 2% à 30%.
5	Acomptes Provisionnels sur IS	AP – IS	Aux termes des dispositions de l'Article 56 de la Loi 008-2010/AN de la 29/01/2010 portant création d'un impôt sur les sociétés, "l'impôt sur les sociétés (IS) donne lieu, au titre de l'exercice comptable en cours, au versement de trois acomptes provisionnels égaux calculés sur la base de 75% du montant de l'impôt dû au titre du dernier exercice clos, appelé exercice de référence." Les sociétés soumises à l'IS procèdent à la liquidation de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice en tenant compte des acomptes versés pour ledit exercice.
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée	TVA	Instituée au Burkina par la Loi de décembre 1992, la TVA est une taxe générale, unique, perçue selon un système de paiements fractionnés sur la valeur ajoutée apportée par chacun des opérateurs qui interviennent dans le circuit de la production et de la distribution. Sont soumises à la TVA, les affaires faites au Burkina Faso par des personnes physiques ou morales qui accomplissent habituellement ou occasionnellement des actes relevant d'une activité autre que salariés. Le taux de la TVA est de 18% et s'applique à la base hors taxe.
7	Retenue à la source sur les sommes versées par des débiteurs établis au Burkina Faso	RET / INT	Cette retenue à la source régie par la Loi n°027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les sommes versées par des débiteurs établis au Burkina Faso, à des personnes qui y résident, en rémunération des prestations de toute nature fournies ou utilisées sur le territoire national. Le taux de la retenue est fixé à 5% du montant toutes taxes comprises des sommes versées. Toutefois, ce taux est réduit à 1% pour les travaux immobiliers et les travaux publics.
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières	IRVM	Cet impôt est régi par la Loi n°26-63/AN du 24 juillet 1963 portant codification de l'enregistrement, du timbre et de l'impôt sur les valeurs mobilières et les textes qui l'ont modifiée et notamment la Loi N°005-2010/AN du 29 janvier 2010. Selon la Loi N°005-2010/AN, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est un impôt qui s'applique aux revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés. Son taux est de 12,5% pour les jetons de présence, les dividendes distribués aux actionnaires ou administrateurs par les sociétés. Cependant, selon l'Article 88 du Code Minier, ce taux est réduit de moitié pour les industries minières soit 6,25%
9	Retenue à la source sur	RET/E	Cette retenue à la source régie par la Loi 027/99AN du 25/11/ 1999 s'applique sur les sommes que les personnes physiques et morales qui ne possèdent

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
	les sommes versées à des prestataires non établis au Burkina	XT	pas d'installation professionnelle au Burkina Faso perçoivent en rémunération de prestations de toute nature fournies ou utilisées au Burkina Faso, à l'exception des entreprises française qui bénéficient des dispositions de la convention fiscale entre le Burkina et la France. Le taux de la retenue à la source est fixé à 20% du montant net des sommes versées aux personnes non établies au Burkina Faso, y compris les sommes et frais accessoires exposés par le débiteur au profit du prestataire. Ce taux est réduit de 50% pour les sommes versées par les entreprises minières au titre des prestations relatives exclusivement aux opérations minières réalisées à leur profit.
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	IBIC	Cet impôt est régi par la Loi n° 06-65/AN du 26 mai 1965 portant création du code des impôts directs et indirects et monopole des tabacs et les textes qui l'ont modifié et notamment la Loi n°006-2010/AN du 29 janvier 2010, selon laquelle les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation et d'autorisation d'exploitation de carrières sont soumis à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et/ou à l'impôt sur les sociétés. Le taux applicable est progressif par tranche de revenu.
11	Taxe Patronale d'Apprentissage	TPA	Aux termes de l'Article 120 du Code des impôts, la TPA est à la charge de toute personne physique ou morale ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitement, indemnité, émoluments et salaires et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La base imposable est constituée par la totalité des rémunérations payées en argent à titre de traitement, indemnité, émolument, salaire majoré de la valeur des avantages en nature accordés et estimés comme en matière d'IUTS. La TPA est liquidée au taux de 3% de la base imposable.
12	Retenue sur l'Impôt sur le Revenu Foncier	RET/RF	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, qui a établi un minimum forfaitaire de perception de l'impôt sur les sociétés au titre d'une année déterminée en fonction du chiffre d'affaires hors taxe de la période écoulée. Il est dû par les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un million de francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel normal d'imposition et trois cent mille francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel simplifié d'imposition. Le revenu imposable est constitué par l'ensemble des revenus bruts hors TVA sous déduction d'un abattement forfaitaire de 50% pour frais et charges. L'IRF est obtenu en appliquant le barème progressif par tranche : 18% de 0 à 100 000 FCFA et 25% au-dessus de 100 000 FCFA.
13	Minimum Forfaitaire de Perception	MFP	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, qui a établi un minimum forfaitaire de perception de l'impôt sur les sociétés au titre d'une année déterminée en fonction du chiffre d'affaires hors taxe de la période écoulée. Il est dû par les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un million de francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel normal d'imposition et trois cent mille francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel simplifié d'imposition
14	Prélèvements à la source sur les ventes en régime intérieur	PREL / INT	Ce prélèvement régi par la Loi 027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les ventes locales de biens. Le taux du prélèvement est fixé à 2% du montant toutes taxes comprises des sommes versées au titre de la vente.
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	IRC	Cet impôt s'applique aux intérêts, arrrages et autres produits de créance, de dépôt, de cautionnement, des comptes courants et des obligations.
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	IRF	Impôt sur le Revenu Foncier est un impôt institué par la loi n°54/94 /ADP du 14/12/94 au profit du budget de l'état. L'IRF est applicable aux produits de la location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, y compris les revenus accessoires.
17	Contribution des patentes	Patentes	Contributions des patentes au profit des collectivités locales d'implémentation des entités
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	N/A	Cette taxe créée par l'article 17 de la loi des finances de 2012 est due par les personnes physiques ou morales lors de la cession ou à l'occasion de toutes autres transactions à titre onéreux portant sur lesdits titres. Elle est à la charge du cédant, nonobstant toute disposition contraire. Le taux de la taxe est fixé à 20%. La perception de la taxe est opérée par le receveur chargé de l'enregistrement et du timbre lors de la présentation de l'acte à la formalité de l'enregistrement.
19	Remboursements de	N/A	Il s'agit des remboursements de crédit de TVA effectué par le Trésor Public suite à une demande de remboursement déposé par les sociétés minières auprès de la DGI. Ainsi ne sont pris en compte au sein de cette rubrique que les montants effectivement encaissés par les sociétés. Comme il s'agit d'un

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
	crédit de TVA		paiement effectué par l'Etat, il y a lieu de renseigner le montant avec un signe négatif.
20	Pénalités	Pénalités	Les pénalités liées aux infractions au Code des Impôts.
Flux payés à la DGTCP			
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	Royalties	Cette redevance est régie par les Articles 80 et suivants du Code Minier. L'Article 83 dudit Code stipule que tout titulaire d'un permis d'exploitation ou bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation est soumis au paiement d'une redevance proportionnelle dont le taux, l'assiette et les modalités de règlement sont déterminés par la réglementation minière. La redevance proportionnelle est payable par trimestre et est calculée en pourcentage de la valeur FOB (Free On Board) du produit extrait. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.
22	Taxes Superficiaires	TS	Cette taxe est régie par les Articles 80 et suivants du Code Minier. L'Article 82 dudit Code prévoit que tout titulaire d'un titre minier ou bénéficiaire d'une autorisation est soumis au paiement annuel d'une taxe superficielle qui est établie en fonction de la superficie décrite au titre ou à l'autorisation et de la durée de validité du permis ou de l'autorisation. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.
23	Dividendes versés à l'Etat	Dividendes	Selon l'Article 18 du Code Minier, « l'octroi du permis d'exploitation de grande mine donne lieu à l'attribution à l'Etat de 10% des parts ou actions d'apport de la société d'exploitation, libres de toutes charges »
24	Droits Fixes	Droits Fixes	Ce droit est régi par les Articles 80 et suivants du Code Minier. Ce droit est perçu lors de l'octroi, le renouvellement et le transfert de titres minières ou d'autorisations administratives. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.
25	Pénalités	Pénalités	Les pénalités sont prévues par les Articles 105 et suivants du Code Minier.
26	Frais de dossier	Frais de dossier	Il s'agit des frais de dossier liquidés par les entreprises extractives au titre des opérations sur les titres minières.
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	Prime versée à l'Etat à la conclusion d'un accord ou d'un contrat pour l'octroi d'un permis et/ou la reprise des activités minières. Ce type de paiement n'a pas été prévu dans le code minier ni dans la nouvelle loi portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso. Toutefois, nous avons relevé l'existence de ce type de paiement.
28	Prime de découverte/prime de production	-	Prime/bonus versée à l'Etat en fonction des quantités de minerais produites ou lors de la découverte des réserves de minerais. Ce type de paiement n'a pas été prévu dans le code minier ni dans la nouvelle loi portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso. Toutefois, nous avons relevé l'existence de ce type de paiement.
Flux payés au BUNEE			
29	Frais de prestation BUNEE	-	Frais de traitement des dossiers d'évaluation environnementale stratégique et frais de traitement des dossiers des projets et programmes de développement soumis à Etude d'impact Environnemental et social, audit environnemental incluant les droits fixes et droits proportionnels. Ces frais ont fait l'objet de fixation par Arrêté conjoint n°02012 - 218 MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations fournies par le Bureau National des Évaluations Environnementales.
Flux payés à toutes les entités publiques			
30	Autres flux de paiements significatifs	-	Tout paiement significatif non listé dans le formulaire de déclaration

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
Flux payés aux collectivités			
31	Taxes payées directement aux collectivités (Taxes Communales)	Taxes communales	Toutes taxes payées directement aux régions ou collectivités autre que celles payés aux receveurs du trésor.
Fonds de Réhabilitation de l'Environnement (FRE)			
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	Conformément à l'article 78 du Code Minier : Tout titulaire d'un titre minier autre que le permis de recherche ou tout bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation à l'exception de l'autorisation d'exploitation de carrières est tenu d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ou dans une banque commerciale du Burkina Faso, dans le but de servir à la constitution d'un fonds pour couvrir les coûts de la mise en œuvre du programme de préservation et de réhabilitation de l'environnement.
Paiements sociaux			
33	Paiements obligatoires	socials	- Ces flux concernent les contributions contractuelles faites par les sociétés extractives dans le cadre de la responsabilité sociale. Sont notamment concernées par cette rubrique : les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraîchages et celles d'appui aux actions des communautés locales. Les paiements effectués pour les besoins de l'exploitation de la société ou en dédommagement des riverains ne doivent pas être reportés.
34	Paiements volontaires	socials	- Ces flux concernent l'ensemble des contributions volontaires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local. Sont notamment concernées par cette rubrique : les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraîchages et celles d'appui aux actions des communautés locales. Les paiements effectués pour les besoins de l'exploitation de la société ou en dédommagement des riverains ne doivent pas être reportés.
Transferts infranationaux			
35	Transferts au titre de la Taxe superficielle (régions)	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre de la taxe superficielle aux régions à hauteur 10% des 20% de la taxe superficielles
36	Transferts au titre de la Taxe superficielle (communes)	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre de la taxe superficielle aux communes à hauteur 90% des 20% de la taxe superficielle
37	Transferts au titre des recettes du BUNEE	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre des recettes du BUNEE au profit de fonds d'intervention pour l'environnement
38	Transferts au titre des recettes Douanières	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre de certaines taxes douanières au profit des fonds UEMOA et CEDEAO et des services de la douane
39	Autres recettes transférées	-	Toute autre rétrocession effectuée sur les recettes perçues du secteur minier au profit d'entités ou fonds en dehors du budget de l'Etat
Transactions de Troc/Projets intégrés			
40	Total budget de l'engagement/travaux	-	Il s'agit de budget des engagements/travaux convenu dans les accords/conventions minières pour l'octroi ou l'exploitation de permis et/ou la reprise des activités minières

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
41	Valeur des engagements/travaux encourus du 1/1/2013 au 31/12/2013	-	Il s'agit du coût des engagements/travaux encourus durant la période de reporting en accord avec accords/conventions minières pour l'octroi ou l'exploitation de permis et/ou la reprise des activités minières
42	Valeur cumulée des engagements/travaux encourus au 31/12/2013	-	Il s'agit du coût cumulé des engagements/travaux encourus au 31/12/2012 en accord avec accords/conventions minières pour l'octroi ou l'exploitation de permis et/ou la reprise des activités minières

Annexe 9 : Tableaux de conciliation par entreprise

Nom de la société		IAM GOLD ESSAKANE SA			IFU			00016079 H			Année		2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Initial		Ajust		Final		Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final				
Direction Générale des Douanes (DGD)		18 066 523 693	1 372 725 193	19 439 248 886	19 935 094 551	-	19 935 094 551					(495 845 665)		
1	Droits de Douane et taxes assimilées	18 066 523 693	1 290 916 759	19 357 440 452	19 838 916 615	-	19 838 916 615					(481 476 163)		
2	Pénalités (DGD)	-	81 808 434	81 808 434	96 177 936	-	96 177 936					(14 369 502)		
Direction Générale des Impôts (DGI)		35 843 700 054	265 105 729	36 108 805 783	61 570 160 779	(25 461 354 996)	36 108 805 783							
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	7 598 027 500	343 748 893	7 941 776 393	40 117 445 650	(32 175 669 257)	7 941 776 393							
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	4 939 178 049	495 160 516	5 434 338 565	3 969 380 541	1 464 958 024	5 434 338 565							
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	16 685 261 063	-	16 685 261 063	13 685 261 063	3 000 000 000	16 685 261 063							
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	2 075 714 072	1 235 668 037	3 311 382 109	1 738 100 815	1 573 281 294	3 311 382 109							
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	403 418 406	-	403 418 406	1 117 488 281	(714 069 875)	403 418 406							
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	709 615 297	94 439 373	804 054 670	647 119 084	156 935 586	804 054 670							
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	1 165 995 492	330 291 442	1 496 286 934	270 879 218	1 225 407 716	1 496 286 934							
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-							
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-							
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	27 810 143	-	27 810 143	20 008 627	7 801 516	27 810 143							
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-							
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-							
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-							
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-							
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-							
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-							
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-							
20	Pénalités (DGI)	2 238 680 032	(2 234 202 532)	4 477 500	4 477 500	-	4 477 500							
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT)		11 182 839 240	-	11 182 839 240	11 182 839 240	-	11 182 839 240							
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	9 761 822 739	-	9 761 822 739	9 761 822 739	-	9 761 822 739							
22	Taxe Superficiare	921 016 438	-	921 016 438	921 016 438	-	921 016 438							
23	Dividendes	500 000 063	-	500 000 063	500 000 063	-	500 000 063							
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-							
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-							
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-							
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-							
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-							
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-							
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-							
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		302 975 408	-	302 975 408	-	-	-					302 975 408		
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	302 975 408	-	302 975 408	-	-	-					302 975 408		
Total paiements		65 396 038 395	1 637 830 922	67 033 869 317	92 688 094 570	(25 461 354 996)	67 226 739 574					(192 870 257)		

Nom de la société		SEMAFO BURKINA	IFU	00009763 S	Année		2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		8 263 173 137	2 580 854 835	10 844 027 972	10 846 527 972	-	10 846 527 972	(2 500 000)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	8 263 173 137	2 580 854 835	10 844 027 972	10 844 027 972	-	10 844 027 972	-
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	2 500 000	-	2 500 000	(2 500 000)
Direction Générale des Impôts (DGI)		18 037 324 822	(494 085)	18 036 830 737	105 087 387 890	(87 050 903 308)	18 036 484 582	346 155
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	2 165 661 958	-	2 165 661 958	788 310 545	1 377 351 413	2 165 661 958	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	2 555 251 587	(494 085)	2 554 757 502	2 358 005 036	196 752 466	2 554 757 502	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	8 164 696 818	-	8 164 696 818	8 164 696 818	-	8 164 696 818	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	3 351 102 618	-	3 351 102 618	1 504 616 558	1 846 486 060	3 351 102 618	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	131 818 360	-	131 818 360	403 329 732	(271 691 027)	131 638 705	179 655
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	572 787 182	-	572 787 182	248 946 204	323 840 978	572 787 182	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	518 595 928	-	518 595 928	21 685 653	496 910 275	518 595 928	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	38 851 800	-	38 851 800	91 597 297 844	(91 558 446 044)	38 851 800	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	666 000	-	666 000	499 500	-	499 500	166 500
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements	537 892 571	-	537 892 571	-	537 892 571	537 892 571	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		7 369 385 625	-	7 369 385 625	7 369 385 625	-	7 369 385 625	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	5 991 814 597	-	5 991 814 597	5 991 814 597	-	5 991 814 597	-
22	Taxe Superficiaire	935 000 000	-	935 000 000	935 000 000	-	935 000 000	-
23	Dividendes	442 571 028	-	442 571 028	442 571 028	-	442 571 028	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		25 584 364	-	25 584 364	-	25 584 364	25 584 364	-
29	Frais de prestation BUNEE	25 584 364	-	25 584 364	-	25 584 364	25 584 364	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		565 613 310	-	565 613 310	-	-	-	565 613 310
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	565 613 310	-	565 613 310	-	-	-	565 613 310
Total paiements		34 261 081 258	2 580 360 750	36 841 442 008	123 303 301 487	(87 025 318 944)	36 277 982 543	563 459 465

Nom de la société		SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)			IFU	00011610 K	Année 2013		
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale	
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		4 955 307 742	1 098 483 844	6 053 791 586	8 025 301 481	-	8 025 301 481	(1 971 509 895)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	4 955 307 742	1 098 483 844	6 053 791 586	8 025 301 481	-	8 025 301 481	(1 971 509 895)	
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		5 795 201 048	(49 438 605)	5 745 762 443	3 989 079 921	1 756 682 522	5 745 762 443	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	1 019 497 332	(1 019 497 332)	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	2 377 810 548	-	2 377 810 548	1 825 487 993	552 322 555	2 377 810 548	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	264 815 000	-	264 815 000	132 407 500	132 407 500	264 815 000	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	388 188 066	121 720	388 309 786	284 309 125	104 000 661	388 309 786	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	146 653 192	273 882 919	420 536 111	258 344 910	162 191 201	420 536 111	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	135 039 721	-	135 039 721	132 251 004	2 788 717	135 039 721	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	391 182 038	(323 321 524)	67 860 514	67 860 514	-	67 860 514	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	357 655 690	-	357 655 690	260 292 678	97 363 012	357 655 690	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	9 400 467	-	9 400 467	8 628 865	771 602	9 400 467	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	1 724 456 326	(121 720)	1 724 334 606	-	1 724 334 606	1 724 334 606	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTC)		4 457 826 920	75 634 323	4 533 461 243	4 533 461 243	-	4 533 461 243	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	4 197 576 920	-	4 197 576 920	4 197 576 920	-	4 197 576 920	-	
22	Taxe Superficiaire	260 250 000	-	260 250 000	260 250 000	-	260 250 000	-	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTC)	-	75 634 323	75 634 323	75 634 323	-	75 634 323	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	3 642 139	3 642 139	3 642 139	-	3 642 139	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	3 642 139	3 642 139	3 642 139	-	3 642 139	-	
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-	
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	
Total paiements		15 208 335 710	1 128 321 701	16 336 657 411	16 551 484 784	1 756 682 522	18 308 167 306	(1 971 509 895)	

	Nom de la société	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	IFU	00007047 V		Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	8 089 053 315	(957 453 656)	7 131 599 659	7 131 599 659	-	7 131 599 659	-
1	Droits de Douane et taxes assimilées	7 114 199 882	-	7 114 199 882	7 114 199 882	-	7 114 199 882	-
2	Pénalités (DGD)	974 853 433	(957 453 656)	17 399 777	17 399 777	-	17 399 777	-
	Direction Générale des Impôts (DGI)	10 768 392 061	974 853 433	11 743 245 494	10 257 576 243	974 853 433	11 232 429 676	510 815 818
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	2 174 030 916	-	2 174 030 916	4 080 053 060	-	4 080 053 060	(1 906 022 144)
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	1 771 368 556	-	1 771 368 556	1 440 086 348	-	1 440 086 348	331 282 208
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	5 722 876 555	-	5 722 876 555	3 788 610 497	-	3 788 610 497	1 934 266 058
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	86 493 526	-	86 493 526	81 529 194	-	81 529 194	4 964 332
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	136 461 744	42 997 483	179 459 227	193 713 083	-	193 713 083	(14 253 856)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	746 413 053	-	746 413 053	665 408 064	-	665 408 064	81 004 989
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	130 747 711	(42 997 483)	87 750 228	8 175 997	-	8 175 997	79 574 231
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	-	-	-	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	974 853 433	974 853 433	0	974 853 433	974 853 433	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	3 752 761 493	-	3 752 761 493	3 741 804 698	10 956 795	3 752 761 493	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	2 593 576 173	(10 956 795)	2 582 619 378	2 582 619 378	-	2 582 619 378	-
22	Taxe Superficiaire	216 975 000	-	216 975 000	216 975 000	-	216 975 000	-
23	Dividendes	942 210 320	-	942 210 320	942 210 320	-	942 210 320	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	10 956 795	10 956 795	-	10 956 795	10 956 795	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
	Total paiements	22 610 206 869	17 399 777	22 627 606 646	21 130 980 600	985 810 228	22 116 790 828	510 815 818

Nom de la société		KALSAKA MINING	IFU	00003453 T	Année		2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		960 603 390	-	960 603 390	1 013 031 219	-	1 013 031 219	(52 427 829)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	960 603 390	-	960 603 390	1 013 031 219	-	1 013 031 219	(52 427 829)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		3 517 957 291	-	3 517 957 291	6 231 238 025	-	6 231 238 025	(2 713 280 734)
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	3 753 803 711	-	3 753 803 711	(3 753 803 711)
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	446 420 565	-	446 420 565	485 511 478	-	485 511 478	(39 090 913)
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	1 973 694 691	-	1 973 694 691	1 392 136 038	-	1 392 136 038	581 558 653
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	167 762 522	-	167 762 522	132 068 676	-	132 068 676	35 693 846
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	90 275 264	-	90 275 264	258 113 298	-	258 113 298	(167 838 034)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	43 320 666	-	43 320 666	42 570 666	-	42 570 666	750 000
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	147 279 884	-	147 279 884	-	-	-	147 279 884
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	21 873 673	-	21 873 673	(21 873 673)
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	79 473 162	-	79 473 162	107 585 815	-	107 585 815	(28 112 653)
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	119 625	-	119 625	(119 625)
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	37 455 045	-	37 455 045	(37 455 045)
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	616 875	-	616 875	-	-	-	616 875
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	569 113 662	-	569 113 662	-	-	-	569 113 662
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT)		820 207 758	-	820 207 758	528 382 701	-	528 382 701	291 825 057
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	800 810 679	-	800 810 679	515 882 701	-	515 882 701	284 927 978
22	Taxe Superficiaire	6 250 000	-	6 250 000	12 500 000	-	12 500 000	(6 250 000)
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	13 147 079	-	13 147 079	-	-	-	13 147 079
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		71 747 924	-	71 747 924	-	-	-	71 747 924
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	71 747 924	-	71 747 924	-	-	-	71 747 924
Total paiements		5 370 516 363	-	5 370 516 363	7 772 651 945	-	7 772 651 945	(2 402 135 582)

Nom de la société		BURKINA MINING COMPANY (BMC)			IFU	00006204 X			Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale			
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final				
Direction Générale des Douanes (DGD)		2 342 387 988	-	2 342 387 988	3 018 763 275	-	3 018 763 275	(676 375 287)			
1	Droits de Douane et taxes assimilées	2 324 987 988	-	2 324 987 988	3 018 763 275	-	3 018 763 275	(693 775 287)			
2	Pénalités (DGD)	17 400 000	-	17 400 000	-	-	-	17 400 000			
Direction Générale des Impôts (DGI)		9 868 856 999	-	9 868 856 999	9 561 432 601	(547 271 536)	9 014 161 065	854 695 934			
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	5 437 700 508	-	5 437 700 508	6 624 358 563	(1 763 433 908)	4 860 924 655	576 775 853			
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	845 662 383	-	845 662 383	778 532 490	67 129 893	845 662 383	-			
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	2 207 537 000	-	2 207 537 000	1 181 957 589	1 103 768 500	2 285 726 089	(78 189 089)			
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	231 800 757	-	231 800 757	186 536 778	45 263 979	231 800 757	-			
7	Retenue à la source intérieure (RET / INT)	53 816 467	-	53 816 467	285 471 379	-	285 471 379	(231 654 912)			
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	388 021 797	-	388 021 797	388 021 797	-	388 021 797	-			
9	Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	304 987 044	-	304 987 044	-	-	-	304 987 044			
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-			
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	121 438 637	-	121 438 637	116 152 005	-	116 152 005	5 286 632			
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	801 000	-	801 000	354 000	-	354 000	447 000			
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-			
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-			
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-			
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-			
17	Contribution des patentes	277 076 406	-	277 076 406	48 000	-	48 000	277 028 406			
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-			
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-			
20	Pénalités (DGI)	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000			
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		4 243 717 082	-	4 243 717 082	4 243 597 082	-	4 243 597 082	120 000			
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	3 219 709 753	-	3 219 709 753	3 219 709 753	-	3 219 709 753	-			
22	Taxe Superficiaire	435 000 000	-	435 000 000	435 000 000	-	435 000 000	-			
23	Dividendes	581 811 445	-	581 811 445	581 811 445	-	581 811 445	-			
24	Droits Fixes	120 000	-	120 000	-	-	-	120 000			
25	Pénalités (DGTCP)	7 075 884	-	7 075 884	7 075 884	-	7 075 884	-			
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-			
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-			
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-			
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-			
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-			
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	50 000 000			
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	50 000 000	-	50 000 000	-	-	-	50 000 000			
Total paiements		16 504 962 069	-	16 504 962 069	16 823 792 958	(547 271 536)	16 276 521 422	228 440 647			

Nom de la société		SOCIETE AMPELLA MINING GOLD		IFU	00017763 Y		Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale	
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		32 126 166	-	32 126 166	13 412 742	18 694 297	32 107 039	19 127	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	32 107 039	-	32 107 039	13 412 742	18 694 297	32 107 039	-	
2	Pénalités (DGD)	19 127	-	19 127	-	-	-	19 127	
Direction Générale des Impôts (DGI)		777 977 580	-	777 977 580	-	418 322 190	418 322 190	359 655 390	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	358 128 989	-	358 128 989	-	-	-	358 128 989	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	39 955 648	39 955 648	-	39 955 648	39 955 648	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	10 817 547	-	10 817 547	-	10 817 547	10 817 547	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	6 138 172	361 291 624	367 429 796	-	366 526 995	366 526 995	902 801	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	401 247 272	(401 247 272)	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 148 600	-	1 148 600	-	1 022 000	1 022 000	126 600	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	497 000	-	497 000	-	-	-	497 000	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		24 552 607	-	24 552 607	10 771 989	2 000 000	12 771 989	11 780 618	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	24 552 607	-	24 552 607	10 771 989	2 000 000	12 771 989	11 780 618	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		47 922 000	-	47 922 000	40 000 000	-	40 000 000	7 922 000	
29	Frais de prestation BUNEE	47 922 000	-	47 922 000	40 000 000	-	40 000 000	7 922 000	
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-	
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	
Total paiements		882 578 353	-	882 578 353	64 184 731	439 016 487	503 201 218	379 377 135	

	Nom de la société	BISSA GOLD	IFU	00030276 N		Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		6 969 279 426	-	6 969 279 426	6 969 279 426	-	6 969 279 426	-
1	Droits de Douane et taxes assimilées	6 969 279 426	-	6 969 279 426	6 969 279 426	-	6 969 279 426	-
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		3 367 059 613	(852 116 848)	2 514 942 765	1 909 566 530	31 540 722	1 941 107 252	573 835 513
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	1 314 685 603	-	1 314 685 603	1 009 366 387	-	1 009 366 387	305 319 216
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	75 381 303	-	75 381 303	65 230 124	2 252 382	67 482 506	7 898 797
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	332 825 468	115 383 152	448 208 620	518 063 932	-	518 063 932	(69 855 312)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	358 904 974	-	358 904 974	315 448 087	29 288 340	344 736 427	14 168 547
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	313 785 265	-	313 785 265	-	-	-	313 785 265
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	1 458 000	-	1 458 000	(1 458 000)
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	3 977 000	-	3 977 000	-	-	-	3 977 000
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres mini	967 500 000	(967 500 000)	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		6 839 141 845	967 500 000	7 806 641 845	7 806 641 845	-	7 806 641 845	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	6 839 141 845	-	6 839 141 845	6 839 141 845	-	6 839 141 845	-
22	Taxe Superficiaire	-	967 500 000	967 500 000	967 500 000	-	967 500 000	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		17 175 480 884	115 383 152	17 290 864 036	16 685 487 801	31 540 722	16 717 028 523	573 835 513

	Nom de la société	NANTOU MINING SA	IFU	00010790 T		Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			État			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	1 425 937 470	168 639 575	1 594 577 045	2 214 244 678	-	2 214 244 678	(619 667 633)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 425 937 470	167 538 575	1 593 476 045	2 212 743 678	-	2 212 743 678	(619 267 633)
2	Pénalités (DGD)		1 101 000	1 101 000	1 501 000	-	1 501 000	(400 000)
	Direction Générale des Impôts (DGI)	1 915 900 596	170 687 478	2 086 588 074	1 756 067 499	328 917 785	2 084 985 284	1 602 790
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	992 352 012	111 685 594	1 104 037 606	916 542 620	187 494 986	1 104 037 606	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-		-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	306 906 273	-	306 906 273	209 690 669	97 215 604	306 906 273	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	168 147 897	157 750 616	325 898 513	306 190 744	19 707 769	325 898 513	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	100 000	-	100 000	100 000	-	100 000	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	441 152 874	(98 748 732)	342 404 142	317 904 716	24 499 426	342 404 142	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	7 241 540	-	7 241 540	5 638 750	-	5 638 750	1 602 790
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	62 400 000	-	62 400 000	62 400 000	-	62 400 000	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-		-	-	-
22	Taxe Superficiare	62 400 000	-	62 400 000	62 400 000	-	62 400 000	-
23	Dividendes		-	-		-	-	-
24	Droits Fixes		-	-		-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-		-	-	-
	Total paiements	3 404 238 066	339 327 053	3 743 565 119	4 032 712 177	328 917 785	4 361 629 962	(618 064 843)

Nom de la société		OREZONE INC SARL	IFU	00007345 N	Année			2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale	
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		10 130 915	-	10 130 915	18 346 477	-	18 346 477	(8 215 562)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	10 130 915	-	10 130 915	18 346 477	-	18 346 477	(8 215 562)	
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		192 042 631	-	192 042 631	173 261 410	17 909 197	191 170 607	872 024	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	119 901 866	-	119 901 866	101 992 669	17 909 197	119 901 866	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	52 382 805	-	52 382 805	70 652 101	(18 269 296)	52 382 805	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	19 590 560	-	19 590 560	532 940	18 269 296	18 802 236	788 324	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	83 700	-	83 700	(83 700)	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	167 400	-	167 400	-	-	-	167 400	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres mini	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		2 750 732	-	2 750 732	4 012 355	-	4 012 355	(1 261 623)	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiare	2 750 732	-	2 750 732	4 012 355	-	4 012 355	(1 261 623)	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-	
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	
Total paiements		204 924 278	-	204 924 278	195 620 242	17 909 197	213 529 439	(8 605 161)	

	Nom de la société	AMPELLA MINING	IFU		Année	2013		
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	-	-	-	3 314 743	-	3 314 743	(3 314 743)
1	Droits de Douane et taxes assimilées				3 314 743		3 314 743	(3 314 743)
2	Pénalités (DGD)							-
	Direction Générale des Impôts (DGI)	5 081 907	(1 200)	5 080 707	4 037 331	1 047 376	5 084 707	(4 000)
3	Impôt sur les Sociétés (IS)							-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	2 204 243	(1 200)	2 203 043	1 191 067	1 011 976	2 203 043	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)							-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)							-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	245 200	-	245 200	209 800	35 400	245 200	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)							-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)							-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)							-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)							-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	2 632 464	-	2 632 464	2 632 464	-	2 632 464	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)							-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)							-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)							-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)							-
17	Contribution des patentes							-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers				4 000		4 000	(4 000)
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **							-
20	Pénalités (DGI)							-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	10 697 335	4 222 500	14 919 835	16 919 835	(2 000 000)	14 919 835	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)							-
22	Taxe Superficiaire	10 697 335	(3 445 323)	7 252 012	7 252 012		7 252 012	-
23	Dividendes							-
24	Droits Fixes		7 500 000	7 500 000	9 500 000	(2 000 000)	7 500 000	-
25	Pénalités (DGTCP)		167 823	167 823	167 823		167 823	-
26	Frais de dossier							-
27	Bonus de signature/Droits de cession							-
28	Prime de découverte/prime de production							-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE							-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement							-
	Total paiements	15 779 242	4 221 300	20 000 542	24 271 909	(952 624)	23 319 285	(3 318 743)

Nom de la société		GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	IFU	00014729 V	Année		2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		4 192 552	-	4 192 552	19 627 514	-	19 627 514	(15 434 962)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	4 192 552	-	4 192 552	19 627 514	-	19 627 514	(15 434 962)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		719 375 379	-	719 375 379	4 463 019 980	23 159 214	4 486 179 194	(3 766 803 815)
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	151 526 412	-	151 526 412	120 981 986	23 159 214	144 141 200	7 385 212
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1 744 437	-	1 744 437	3 856 752 831	-	3 856 752 831	(3 855 008 394)
7	Retenue à la source intérieure (RET / INT)	32 176 803	-	32 176 803	484 987 413	-	484 987 413	(452 810 610)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	16 777 667	-	16 777 667	-	-	-	16 777 667
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	297 750	-	297 750	(297 750)
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	297 750	-	297 750	-	-	-	297 750
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	516 852 310	-	516 852 310	-	-	-	516 852 310
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT)		26 910 734	-	26 910 734	26 910 734	-	26 910 734	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire	26 910 734	(4 000 000)	22 910 734	22 910 734	-	22 910 734	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	4 000 000	4 000 000	4 000 000	-	4 000 000	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		750 478 665	-	750 478 665	4 509 558 228	23 159 214	4 532 717 442	(3 782 238 777)

Nom de la société		GOLDBELT RES	IFU	00000261 N	Année		2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		315 846	864 757	1 180 603	1 171 552	9 051	1 180 603	-
1	Droits de Douane et taxes assimilées	315 846	864 757	1 180 603	1 171 552	9 051	1 180 603	-
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		512 544 323	(1 134 500)	511 409 823	453 169 386	58 240 437	511 409 823	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	443 057 475	-	443 057 475	386 822 507	56 234 968	443 057 475	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	8 963 540	55 281 808	64 245 348	62 239 879	2 005 469	64 245 348	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	55 281 808	(55 281 808)	-	-	-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	3 790 500	316 500	4 107 000	4 107 000	-	4 107 000	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	1 451 000	(1 451 000)	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		12 259 125	-	12 259 125	12 259 125	-	12 259 125	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire	12 259 125	-	12 259 125	12 259 125	-	12 259 125	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		525 119 294	(269 743)	524 849 551	466 600 063	58 249 488	524 849 551	-

Nom de la société		MANA MINERALS	IFU	00007572 J	Année			2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale	
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		23 741 431	-	23 741 431	140 253 616	-	140 253 616	(116 512 185)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	23 741 431	-	23 741 431	140 253 616	-	140 253 616	(116 512 185)	
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		288 774 684	-	288 774 684	241 563 090	-	241 563 090	47 211 594	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	239 299 836	-	239 299 836	201 351 025	-	201 351 025	37 948 811	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	39 991 905	-	39 991 905	38 897 989	-	38 897 989	1 093 916	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	8 188 443	-	8 188 443	868 576	-	868 576	7 319 867	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 294 500	-	1 294 500	445 500	-	445 500	849 000	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		21 403 731	(1 000 000)	20 403 731	19 434 394	969 337	20 403 731	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	14 903 731	-	14 903 731	13 934 394	969 337	14 903 731	-	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	6 500 000	(1 000 000)	5 500 000	5 500 000	-	5 500 000	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-	
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	
Total paiements		333 919 846	(1 000 000)	332 919 846	401 251 100	969 337	402 220 437	(69 300 591)	

N°	Nomenclature des flux	HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	IFU	Année 2013			Différence Finale	
				Initial	Ajust	Final		
	Direction Générale des Douanes (DGD)							
		4 269 526	-	4 269 526	4 269 526	-	-	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	4 269 526	-	4 269 526	4 269 526	-	-	
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	
	Direction Générale des Impôts (DGI)	208 599 460	5 640 720	214 240 180	203 906 441	10 416 239	214 322 680	(82 500)
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	184 197 287	1 999 996	186 197 283	186 197 283	-	186 197 283	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	9 724 146	8 781 596	18 505 742	17 709 158	879 084	18 588 242	(82 500)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	9 173 555	-	9 173 555	-	9 173 555	9 173 555	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	363 600	363 600	-	363 600	363 600	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	5 504 472	(5 504 472)	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT)	19 226 482	(5 568 599)	13 657 883	13 657 883	-	13 657 883	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire	17 226 482	(5 568 599)	11 657 883	11 657 883	-	11 657 883	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
	Total paiements	232 095 468	72 121	232 167 589	221 833 850	10 416 239	232 250 089	(82 500)

N°	Nomenclature des flux	Nom de la société	GEP MINES	IFU		Année 2013			Différence Finale
				Initial	Ajust	Final	Initial	Etat Ajust	
Direction Générale des Douanes (DGD)			-	-	-	-	-	-	-
1	Droits de Douane et taxes assimilées								
2	Pénalités (DGD)								
Direction Générale des Impôts (DGI)			124 375	-	124 375	98 514	25 861	124 375	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)								
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)		124 375	-	124 375	98 514	25 861	124 375	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)								
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)								
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)								
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)								
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)								
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)								
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)								
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)								
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)								
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)								
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)								
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)								
17	Contribution des patentes								
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers								
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **								
20	Pénalités (DG)								
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)			44 818	-	44 818	44 818	-	44 818	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)								
22	Taxe Superficiare		44 818	(4 074)	40 744	40 744	-	40 744	-
23	Dividendes								
24	Droits Fixes								
25	Pénalités (DGTCP)			4 074	4 074	4 074	-	4 074	-
26	Frais de dossier								
27	Bonus de signature/Droits de cession								
28	Prime de découverte/prime de production								
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)			-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE								
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)			-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement								
Total paiements			169 193	-	169 193	143 332	25 861	169 193	-

Nom de la société		JILBEY BURKINA SARL	IFU		Année	2013		
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		-	-	-	190 057	-	190 057	(190 057)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	-	-	-	190 057	-	190 057	(190 057)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		164 577 762	1 357 301	165 935 063	161 894 054	-	161 894 054	4 041 009
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	100 021 497	1 357 301	101 378 798	101 378 798	-	101 378 798	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	44 215 413	-	44 215 413	52 143 933	(3 236 928)	48 907 005	(4 691 592)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	3 522 520	-	3 522 520	285 592	3 236 928	3 522 520	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 893 300	-	1 893 300	-	-	-	1 893 300
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	14 925 032	-	14 925 032	8 085 731	-	8 085 731	6 839 301
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		459 503	3 727 730	4 187 233	4 187 233	-	4 187 233	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiarie	459 503	3 719 652	4 179 155	4 179 155	-	4 179 155	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	8 078	8 078	8 078	-	8 078	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		165 037 265	5 085 031	170 122 296	166 271 344	-	166 271 344	3 850 952

Nom de la société		Riverstone Resources INC.	IFU	Année	2013			
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		9 115 573	-	9 115 573	9 273 439	-	9 273 439	(157 866)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	9 115 573	-	9 115 573	9 273 439	-	9 273 439	(157 866)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		292 855 621	-	292 855 621	150 556 479	-	150 556 479	142 299 142
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	88 989 354	-	88 989 354	74 487 494	-	74 487 494	14 501 860
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	80 147 777	-	80 147 777	67 650 368	-	67 650 368	12 497 409
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	-	-	-	-	-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	8 418 617	-	8 418 617	8 418 617	-	8 418 617	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres mini	114 991 800	-	114 991 800	-	-	-	114 991 800
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	308 073	-	308 073	-	-	-	308 073
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DG		27 729 841	2 198 468	29 928 309	19 286 477	2 000 000	21 286 477	8 641 832
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiare	25 729 841	(3 801 532)	21 928 309	13 286 477	-	13 286 477	8 641 832
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	6 000 000	6 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	43 967 500	43 967 500	43 967 500	-	43 967 500	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	43 967 500	43 967 500	43 967 500	-	43 967 500	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		329 701 035	46 165 968	375 867 003	223 083 895	2 000 000	225 083 895	150 783 108

N°	Nomenclature des flux	Nom de la société	Newmont Ventures LTD	IFU	Année	2013		Différence Finale	
						Initial	Ajust		Final
Direction Générale des Douanes (DGD)									
1	Droits de Douane et taxes assimilées		-	-	-	1 921 377	-	1 921 377	(1 921 377)
2	Pénalités (DGD)		-	-	-	1 921 377	-	1 921 377	(1 921 377)
Direction Générale des Impôts (DGI)			-	-	-	-	-	-	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)		-	-	-	-	-	-	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)		-	-	-	-	-	-	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-	-	-	-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-	-	-	-	-	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes		-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)		-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)			-	-	-	9 322 859	-	9 322 859	(9 322 859)
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire		-	-	-	2 597 939	-	2 597 939	(2 597 939)
23	Dividendes		-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes		-	-	-	6 000 000	-	6 000 000	(6 000 000)
25	Pénalités (DGTCP)		-	-	-	724 920	-	724 920	(724 920)
26	Frais de dossier		-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production		-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)			-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE		-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)			-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-	-	-	-	-	-
Total paiements			-	-	-	11 244 236	-	11 244 236	(11 244 236)

	Nom de la société	Roxgold Burkina Faso	IFU		Année	2013		
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		1 377 272	10 298 696	11 675 968	14 408 835	-	14 408 835	(2 732 867)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 377 272	10 298 696	11 675 968	14 408 835	-	14 408 835	(2 732 867)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		304 671 312	18 220 470	322 891 782	197 591 888	125 299 894	322 891 782	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	65 403 126	-	65 403 126	47 416 672	17 986 454	65 403 126	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieure (RET / INT)	141 018 230	18 220 470	159 238 700	150 062 644	9 176 056	159 238 700	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	80 052 240	-	80 052 240	-	80 052 240	80 052 240	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	1 670 716	1 670 716	112 572	1 558 144	1 670 716	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	18 197 716	(1 670 716)	16 527 000	-	16 527 000	16 527 000	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		3 450 968	-	3 450 968	1 252 500	-	1 252 500	2 198 468
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiare	3 450 968	-	3 450 968	1 252 500	-	1 252 500	2 198 468
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		309 499 552	28 519 166	338 018 718	213 253 223	125 299 894	338 553 117	(534 399)

N°	Nomenclature des flux	Nom de la société	Stremco SA		IFU		Année		2013	Différence Finale
			Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)			44 581 562	-	44 581 562	44 581 562	-	44 581 562	-	
1	Droits de Douane et taxes assimilées		44 581 562	-	44 581 562	44 581 562	-	44 581 562	-	
2	Pénalités (DGD)		-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)			21 869 411	-	21 869 411	19 317 817	2 051 165	21 368 982	500 429	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)		13 103 648	-	13 103 648	11 052 483	2 051 165	13 103 648	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)		8 765 763	-	8 765 763	8 265 334	-	8 265 334	500 429	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-	-	-	-	-	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)			14 023 917	-	14 023 917	14 023 917	-	14 023 917	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		13 017 553	-	13 017 553	13 017 553	-	13 017 553	-	
22	Taxe Superficiare		-	-	-	-	-	-	-	
23	Dividendes		-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes		-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)		1 006 364	-	1 006 364	1 006 364	-	1 006 364	-	
26	Frais de dossier		-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)			-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-	-	-	-	-	-	
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)			-	-	-	-	-	-	-	
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-	-	-	-	-	-	
Total paiements			80 474 890	-	80 474 890	77 923 296	2 051 165	79 974 461	500 429	

	Nom de la société	Pinsapo Gold	IFU			Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	-	-	-	3 952 647	-	3 952 647	(3 952 647)
1	Droits de Douane et taxes assimilées		-	-	3 952 647	-	3 952 647	(3 952 647)
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-
	Direction Générale des Impôts (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)		-	-		-	-	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-		-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)		-	-		-	-	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-		-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-		-	-	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	-	-	-	6 909 449	-	6 909 449	(6 909 449)
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-	6 509 449	-	6 509 449	(6 509 449)
22	Taxe Superficiaire		-	-	400 000	-	400 000	(400 000)
23	Dividendes		-	-		-	-	-
24	Droits Fixes		-	-		-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-		-	-	-
	Total paiements	-	-	-	10 862 096	-	10 862 096	(10 862 096)

	Nom de la société	Essakane Exploration SARL	IFU		Année	2013		
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)		30 963 428	(10 669 814)	20 293 614	17 340 910	-	17 340 910	2 952 704
1	Droits de Douane et taxes assimilées	20 293 614	-	20 293 614	17 340 910	-	17 340 910	2 952 704
2	Pénalités (DGD)	10 669 814	(10 669 814)	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)		234 409 783	-	234 409 783	-	-	-	234 409 783
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	188 158 398	-	188 158 398	-	-	-	188 158 398
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	4 618 421	-	4 618 421	-	-	-	4 618 421
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	38 389 964	-	38 389 964	-	-	-	38 389 964
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	-	-	-	-	-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	3 243 000	-	3 243 000	-	-	-	3 243 000
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)		10 009 382	-	10 009 382	10 009 382	-	10 009 382	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiare	10 009 382	(1 000 000)	9 009 382	9 009 382	-	9 009 382	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)		-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
Total paiements		275 382 593	(10 669 814)	264 712 779	27 350 292	-	27 350 292	237 362 487

	Nom de la société	Pan African Minerals	IFU		Année	2013		
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	9 255 165	14 884 431	24 139 596	33 504 282	-	33 504 282	(9 364 686)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	9 255 165	14 884 431	24 139 596	33 504 282	-	33 504 282	(9 364 686)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale des Impôts (DGI)	234 870 275	-	234 870 275	-	234 870 275	234 870 275	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	39 371 537	-	39 371 537	39 371 537	-	39 371 537	-
5	Acomptes Provisonnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	67 504 086	-	67 504 086	67 504 086	-	67 504 086	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	115 311 777	-	115 311 777	115 311 777	-	115 311 777	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	5 551 875	-	5 551 875	5 551 875	-	5 551 875	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	7 131 000	-	7 131 000	7 131 000	-	7 131 000	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	2 521 267	-	2 521 267	2 521 267	-	2 521 267	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire	2 521 267	-	2 521 267	2 521 267	-	2 521 267	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
	Total paiements	246 646 707	14 884 431	261 531 138	36 025 549	234 870 275	270 895 824	(9 364 686)

N°	Nomenclature des flux	Nom de la société	Métaux SAV'OI		IFU	Année 2013			Différence Finale
			Initial	Ajust		Final	Etat Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)			-	-	-	15 000	-	15 000	(15 000)
1	Droits de Douane et taxes assimilées		-	-	-	15 000	-	15 000	(15 000)
2	Pénalités (DGD)		-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)			-	-	-	-	-	-	-
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)		-	-	-	-	-	-	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)		-	-	-	-	-	-	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-	-	-	-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-	-	-	-	-	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes		-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)		-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique			-	-	-	-	-	-	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire		-	-	-	-	-	-	-
23	Dividendes		-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes		-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)		-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier		-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production		-	-	-	-	-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)			-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE		-	-	-	-	-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)			-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-	-	-	-	-	-
Total paiements			-	-	-	15 000	-	15 000	(15 000)

	Nom de la société	Wentworth Gold S	IFU			Année	2013	
N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	1 705 229	-	1 705 229	1 625 229	80 000	1 705 229	-
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 705 229	-	1 705 229	1 625 229	80 000	1 705 229	-
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale des Impôts (DGI)	102 655 541	-	102 655 541	102 655 501	-	102 655 501	40
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	78 917 738	-	78 917 738	78 917 698	-	78 917 698	40
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1 821 651	-	1 821 651	1 821 651	-	1 821 651	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	20 434 152	-	20 434 152	20 434 152	-	20 434 152	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	-	-	-	-	-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 482 000	-	1 482 000	1 482 000	-	1 482 000	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	5 477 111	1 066 275	6 543 386	6 543 386	-	6 543 386	-
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire	5 477 111	1 066 275	6 543 386	6 543 386	-	6 543 386	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
	Total paiements	109 837 881	1 066 275	110 904 156	110 824 116	80 000	110 904 116	40

N°	Nomenclature des flux	Par société			Etat			Différence Finale
		Initial	Ajust	Final	Initial	Ajust	Final	
	Direction Générale des Douanes (DGD)	13 648 153	-	13 648 153	35 646 923	-	35 646 923	(21 998 770)
1	Droits de Douane et taxes assimilées	13 648 153	-	13 648 153	35 646 923	-	35 646 923	(21 998 770)
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale des Impôts (DGI)	152 970 406	-	152 970 406	133 320 779	-	133 320 779	19 649 627
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	52 619 938	-	52 619 938	39 068 282	-	39 068 282	13 551 656
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	2 299 735	-	2 299 735	94 252 497	-	94 252 497	(91 952 762)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	96 295 633	-	96 295 633	-	-	-	96 295 633
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 755 100	-	1 755 100	-	-	-	1 755 100
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	32 879 100	(18 318 894)	14 560 206	12 560 206	-	12 560 206	2 000 000
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-
22	Taxe Superficiaire	25 879 100	(18 318 894)	7 560 206	7 560 206	-	7 560 206	-
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-
24	Droits Fixes	7 000 000	-	7 000 000	5 000 000	-	5 000 000	2 000 000
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-
	Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-
	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	-	-	-	-	-	-	-
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-
	Total paiements	199 497 659	(18 318 894)	181 178 765	181 527 908	-	181 527 908	(349 143)

N°	Nomenclature des flux	Nom de la société	SAV'OR	IFU			Année 2013			Différence Finale
				Initial	Ajust	Final	Initial	Etat Ajust	Final	
Direction Générale des Douanes (DGD)										
			-	-	-	-	-	-	-	-
1	Droits de Douane et taxes assimilées			-	-			-	-	-
2	Pénalités (DGD)			-	-			-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)										
3	Impôt sur les Sociétés (IS)			-	-			-	-	-
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)			-	-			-	-	-
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)			-	-			-	-	-
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)			-	-			-	-	-
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)			-	-			-	-	-
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)			-	-			-	-	-
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)			-	-			-	-	-
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)			-	-			-	-	-
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)			-	-			-	-	-
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)			-	-			-	-	-
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)			-	-			-	-	-
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)			-	-			-	-	-
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)			-	-			-	-	-
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)			-	-			-	-	-
17	Contribution des patentes			-	-			-	-	-
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers			-	-			-	-	-
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **			-	-			-	-	-
20	Pénalités (DGI)			-	-			-	-	-
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)										
			-	-	-	27 790 000		-	27 790 000	(27 790 000)
21	Redevances proportionnelles (Royalties)			-	-	24 750 000		-	24 750 000	(24 750 000)
22	Taxe Superficiaire			-	-			-	-	-
23	Dividendes			-	-			-	-	-
24	Droits Fixes			-	-	3 000 000		-	3 000 000	(3 000 000)
25	Pénalités (DGTCP)			-	-	40 000		-	40 000	(40 000)
26	Frais de dossier			-	-			-	-	-
27	Bonus de signature/Droits de cession			-	-			-	-	-
28	Prime de découverte/prime de production			-	-			-	-	-
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)										
29	Frais de prestation BUNEE			-	-			-	-	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)										
30	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement			-	-			-	-	-
Total paiements				-	-	27 790 000		-	27 790 000	(27 790 000)

Annexe 10 : Situation des titres miniers

Annexe 10.1 Liste des permis d'exploitation valides au 31 décembre 2013

N° d'ordre	NOM DE LA MINE	SOCIETE	DATE	N° D'ATTRIBUTION	SUPERFICIE (Km2)	Validité
1	Youga	Burkina Mining Company (BMC) SA	08/04/2003	Décret octroi PE N° 2003/186/PRES/PM/MCE/MFB/MEDEV/MECV	29	08/04/2023
2	Taparko	Somita-SA	04/08/2004	Décret octroi PE N° 2004/329/PRES/PM/MCE/MFB/MEDEV/MECV	666,5	04/08/2024
3	Kalsaka	Cluff Mining SA	04/08/2004	Décret octroi PE N° 2004/328/PRES/PM/MCE/MFB/MEDEV/MECV	25	04/08/2024
4	Bouroum	SOMITA SA	22/06/2005	Décret octroi PE N° 2005/342/PRES/PM/MCE/MFB	11,7	22/06/2025
5	Guiro-Diouga	Stremco-SA	05/03/2007	Décret octroi PE N° 2007/120/PRES/PM/MCE	65	05/03/2027
6	Perkoa	Nantou Mining	20/03/2007	Décret octroi PE N° 2007/143/PRES/PM/MCE/MFB/MEDEV/MECV	6,24	20/03/2027
7	Mana	Mana Mineral SA	20/03/2007	Décret octroi PE N° 2007/144/PRES/PM/MCE/MFB/MEDEV/MECV	103,1	20/03/2027
8	Inata	Société des Mines de Bélahouro SMB SA	25/05/2007	Décret octroi PE N° 2007/339/PRES/PM/MCE/MFB/MEDEV/MECV	26,025	25/05/2027
9	Essakane	Essakane SA	28/04/2008	Décret octroi PE N° 2008/203/PRES/PM/MCE/MEF/MECV	100,2	28/04/2028
10	Kiééré	Burkina Manganèse SA	28/04/2008	Décret octroi PE N° 2008/202/PRES/PM/MCE/MEF/MECV	8,4	28/04/2028
11	BISSA-ZANDKOM	BISSA GOLD SA	23/06/2011	Décret octroi PE N° 2011/419/PRES/PM/MCE/MEF/MEED	129,15	23/06/2031
12	Séguénéga	SEGUENEGA MINING SA	17/07/2013	Décret octroi PE N° 13/604/PRES/PM/MME/MEF/MEDD	49	17/07/2033
13	Karma	RIVERSTONE KARMA SA	31/12/2013	Décret octroi PE N°13-1327/PRES/PM/MME/MEF/MEDD	36,7741	31/12/2033

Annexe 10.2 Liste des permis de recherche valides au 31 décembre 2013

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
1	PR01-0001	Koutougou	Soutra Mining S.A	03/08/2001	01/080/MCE	135	18/05/2014
2	PR02-0002	Malba	Gaoua Minerals Sarl	19/04/2002	05-067/MCE	191,2	19/04/2014
3	PR03-0004	Nongo - Fayéré	High River Gold Mines (WA)	17/02/2003	03/006/MCE	85	17/02/2015
4	PR03-0005	Taranga	High River Gold Mines (WA)	27/02/2003	03/008/MCE	74,18	27/02/2015
5	PR03-0006	Massala	Mana Minerals SA	24/04/2003	03-020/MCE	187,2	24/04/2015
6	PR03-0007	Rambo	Riverstone Resources Inc.	24/04/2003	03/019/MCE	150	expiré
7	PR03-0008	Bouboulou	Bur d'Etud des Géos (BEGE)	29/07/2003	03/047/MCE	38,32199981	29/07/2015
8	PR03-0009	Tikaré	Goldrush BURkina Sarl	08/08/2003	03/064/MCE	182,3	08/08/2015
9	PR03-0010	Yargo	High River Gold Exploration Burkina Sarl	11/08/2003	03/068/MCE	181,1	11/08/2015
10	PR03-0011	Kossouka	Kindo Adama	10/09/2003	03/074/MCE	240,5	expiré
11	PR03-0012	Rounga	Yatenga Holdings Ltd	10/09/2003	03/073/MCE	180	10/09/2015
12	PR03-0013	Oula	Mana Minerals SA	27/10/2003	03-079/MCE	190	expiré
13	PR03-0014	Titao I	Wentworth Gold Sarl	10/11/2003	03/082/MCE	152,86	10/11/2015
14	PR03-0014	Tougouya	Forages Burkinabé	09/12/2003	03/094/MCE	200	expiré
15	PR03-0015	Karba	Avion Gold BF sarl	17/11/2003	03/083/MCE	192,4	17/11/2015
16	PR03-0017	Sakou	High River Gold Exploration Burkina Sarl	22/12/2003	2003-096/MCE	128,3	22/12/2015
17	PR03-0018	Yéou	High River Gold	22/12/2003	03/098/MCE	180	22/12/2015
18	PR03-0019	Liguidi Malguem	Riverstone Resources Inc	31/12/2003	03/103/MCE	168	31/12/2015
19	PR04-0020	Raka	Jilbey Gold Exploration Lt	12/02/2004	03/103/MCE	107,35	12/02/2016
20	PR04-0021	Bomboré I	Orezone Inc.	17/02/2004	04-038/MCE	104,5	17/02/2016
21	PR04-0022	Namtenga	Jilbey Gold Exploration	17/02/2004	04-039/MCE	69	17/02/2016
22	PRC04-0023	Gargo	Jilbey Gold Exploration Ltd	17/02/2004	04-040/MCE	249,9661431	17/02/2016
23	PR04-0024	Kindiba	Bassolé B. I. Evariste	25/02/2004	04/041/MCE	207	expiré
24	PR04-0025	Ankouma	High River Gold	25/02/2004	04/042/MCE	184	25/02/2016
25	PR04-0026	Tossé	Jilbey Gold Exploration Lt	02/03/2004	04/043/MCE	250	02/03/2013
26	PR04-0027	Danfora	GEP Mines	10/03/2004	04/057/MCE	29,035782	10/03/2013
27	PR04-0028	Kankoussé	Caracal Gold Burkina	22/03/2004	04-159/MCE	120	22/03/2013
28	PR04-0029	Tangaye	Caracal Gol	22/04/2004	04/072/MCE	166	22/04/2016
29	PR04-0030	Touya	Caracal Gold	22/04/2004	000073/MCE	187,4999998	22/04/2016
30	PR04-0031	Barga	Caracal Gold	22/04/2004	000074/MCE	187	22/04/2016
31	PR04-0032	Dossi	ACC Resources	22/04/2004	04/075/MCE	172,5984	22/04/2016
32	PR04-0033	Tema	Jilbey Gold Explorat.	31/05/2004	04/076/MCE	139,2	31/05/2016
33	PR04-0034	Yako-Arbolé I	Cluff Mining Burkina Sarl	10/06/2004	04/079/MCE	227,598	10/06/2013
34	PR04-0035	Yako-Arbolé II	Cluff Mining Burkina Sarl	10/06/2004	04/080/MCE	214	10/06/2013
35	PR04-0036	Kiaka	Kiaka Gold Sarl	17/06/2004	04/083/MCE	183,8	17/06/2016

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
36	PR04-0037	Nianka	Gryphon Minerals BF sarl	08/07/2004	04/086/MCE	245	08/07/2016
37	PR04-0038	Nogbéle	Gryphon Minerals BF sarl	08/07/2004	04/085/MCE	228	08/07/2016
38	PR04-0039	Bouhaoun	Avion Gold BF sarl	11/08/2004	04/092/MCE	131	11/08/2016
39	PR04-0040	Kopoi	Avion Gold BF sarl	11/08/2004	04/093/MCE	138	11/08/2016
40	PR04-0041	Sango	Caracal Gold Burkina Sarl	13/08/2004	04/101/MCE	140	13/08/2013
41	PR04-0042	Sangolo	Pyramide-M	18/08/2004	04/109/MCE	223	18/08/2013
42	PR04-0043	Labola	High River Gold Mines (WA)	08/09/2004	04/117/MCE	184	08/09/2013
43	PR04-0044	Kao	Riverstone Resources Inc.	14/09/2004	04/119/MCE	146,6	14/09/2013
44	PR04-0045	Gandi	High River Gold	08/09/2004	04-120/MCE	117	08/09/2013
45	PR04-0046	Yaramoko	Roxgold Burkina Faso Sarl	14/09/2004	04/122/MCE	167	14/09/2016
46	PR04-0047	Kampti III	Wentworth Gold Sarl	17/09/2004	04/123/MCE	183	17/09/2016
47	PR04-0048	Komoé	ComoéExploration sarl	19/10/2004	04/140/MCE	121,048097	19/10/2016
48	PR04-0049	Kaouradéni	Comoé Exploration	19/10/2004	04/141/MCE	78,710664	19/10/2016
49	PR04-0050	Kangounadeni	Comoé Exploration	19/10/2004	04/142/MCE	88,457638	19/10/2016
50	PR04-0051	Tiéfora	COMOE Exploration sarl	19/10/2004	04-143/MCE/DGMGC	101,724	19/10/2016
51	PR04-0052	Finkéré	Comoé Exploration	19/10/2004	04-144/MCE	139,349611	19/10/2016
52	PR04-0053	Tondoura	Comoé Exploration	19/10/2004	04/145/MCE	141,5043316	19/10/2016
53	PR04-0054	Bitou Nord	Etruscan Ressources	19/10/2004	04-146/MCE	40	19/10/2016
54	PR04-0055	Bitou Sud	Etruscan Ressources	19/10/2004	04/147/MCE	44,2382	19/10/2016
55	PR04-0056	Aoura	NABALOUM Patrice	05/11/2004	04-156/MCE	25	05/11/2013
56	PR04-0057	Solna	Roxgold Burkina Faso Sarl	05/11/2004	04/157/MCE	120,2	05/11/2016
57	PR04-0058	Kongoussi I	Goldrush Burkina Sarl	05/11/2004	04/159/MCE	200	05/11/2016
58	PR04-0059	Zomkalga	Somika Sarl	05/11/2004	04/160/MCE	98	05/11/2013
59	PR04-0060	Wakui	Goldbelt resources (WA)	05/11/2004	04/161/MCE	63,42	05/11/2016
60	PR04-0061	Baola	High River Gold Mines (WA)	05/11/2004	04/162/MCE	149,58	05/11/2016
61	PR04-0062	Nayiri	High River Gold Mines (WA)	05/11/2004	04/163/MCE	118	05/11/2013
62	PR04-0063	Falagountou III	ESMAF	10/11/2004	04/164/MCE	185,25	10/11/2013
63	PR04-0064	Falagountou IV	ESMAF	10/11/2004	04/165/MCE	186,37	10/11/2013
64	PR04-0065	Tibari	Diamond Cement Burkina SA	06/12/2004	04/170/MCE	246,8603552	06/12/2016
65	PR04-0066	Kanba	Diamond Cement Burkina SA	06/12/2004	04/171/MCE	184,92	06/12/2016
66	PR04-0067	Oouessa	Diamond Cement Burkina SA	06/12/2004	04/172/MCE	184,3	06/12/2016
67	PR05-0069	Tanlouka	TANLOUKA SARL	27/01/2005	05/001/MCE	78	27/01/2014
68	PR05-0070	Kari Nord	Avion Gold BF sarl	07/02/2005	05/005/MCE	250	07/02/2014
69	PR05-0071	Kari Sud	Avion Gold BF sarl	07/02/2005	05/004/MCE	250	07/02/2014
70	PR05-0072	Moule I	SERE Adama	20/04/2005	05/030/MCE	185,6	20/04/2014
71	PR05-0073	Kabo	Business Focus WW SDN BHD	09/05/2005	05/033/MCE	200	09/05/2014
72	PR05-0074	Tansarga	Business Focus WW SDN BHD	09/05/2005	05/034/MCE	161,3318276	09/05/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
73	PR05-0075	Bangaba	Somika Sarl	04/07/2005	05/056/MCE	128	04/07/2014
74	PR05-0076	Noumoudara	Caracal Gold Burkina Sarl	04/07/2005	05/057/MCE	161	04/07/2014
75	PR05-0077	Nyarafo	Caracal Gold Burkina Sarl	04/07/2005	05/058/MCE	177	04/07/2014
76	PR05-0078	Sirba	Birrimian BVI Ltd	04/07/2005	05/059/MCE	186,9	04/07/2014
77	PR05-0079	Fouli	Birrimian BVI Ltd	04/07/2005	05/060/MCE	186,2	04/07/2014
78	PR05-0080	Madyabari	Birrimian BVI Ltd	04/07/2005	05/061/MCE	171,8625474	04/07/2014
79	PR05-0081	Boulounga	Kinda N. Abdoulaye	08/07/2005	05/065/MCE	125,92788	08/07/2014
80	PR05-0082	Pouni	Sanou Boubacar	11/07/2005	05/068/MCE	99,332725	11/07/2014
81	PR05-0083	Ouangoro	Pafadnam Saïdou	11/07/2005	05/069/MCE	51,09	11/07/2014
82	PR05-0084	Tyéghana	High River Gold Exploration Burkina Sarl	22/08/2005	05/078/MCE	117,103358	22/08/2014
83	PR05-0085	Basgana	Randgold resources Limited	22/08/2005	05/079/MCE	250,004214	22/08/2014
84	PR05-0086	Bourou	Randgold resources Limited	22/08/2005	05/080/MCE	91,7	22/08/2014
85	PR05-0087	Doulnia	Ampella Mining	22/08/2005	05/081/MCE	184,75	22/08/2014
86	PR05-0088	Yimiougou	HRG Mines WA Ltd	22/08/2005	05-084/MCE	156,75	22/08/2014
87	PR05-0089	Tiakané	Randgold resources Limited	22/08/2005	05/083/MCE	147	22/08/2014
88	PR05-0090	Liki	SOMIKA Sarl	22/08/2005	05/085/MCE	135	22/08/2014
89	PR05-0091	Tanéma	Randgold resources Limited	12/09/2005	05/090/MCE	147,82	12/09/2014
90	PR05-0092	Bangbara	High River Gold	12/09/2005	05/091/MCE	101,4	12/09/2014
91	PR05-0093	Nianka Nord	Gryphon Minerals BF sarl	12/09/2005	05/094/MCE	244	12/09/2014
92	PR05-0094	Zéguédougou	Gryphon Minerals BF sarl	12/09/2005	05-095/MCE	127	12/09/2014
93	PR05-0095	Diérisso	Gryphon Minerals BF sarl	12/09/2005	05/096/MCE	223,47	12/09/2014
94	PR05-0096	Souhouera	Gaoua Minéral Sarl	12/09/2005	05/097/MCE	184	12/09/2014
95	PR05-0097	Mango	HRG West Africa	12/09/2005	05-098/MCE	21,31	12/09/2014
96	PR05-0098	Tanzaka	High River Gold Mines (WA)	12/09/2005	05/099/MCE	93,39427637	12/09/2014
97	PR05-0099	Séboun	Nantou Mining Limited BV	04/10/2005	05/108/MCE	185	04/10/2014
98	PR05-0100	Nyemé	Nyieme Gold Sarl	04/10/2005	05-109/MCE	184	04/10/2014
99	PR05-0101	Danyoro	Gaoua Minéral Sarl	04/10/2005	05/110/MCE	183	04/10/2014
100	PR05-0102	Titao Sud	Wentworth Gold Sarl	04/10/2005	05/111/MCE	188,4	04/10/2014
101	PR05-0103	Doumissi	Jilbey Gold Exploration Lt	04/10/2005	05/112/MCE	26,2701796	renoncé
102	PR05-0104	Noungou	Jilbey Burkina Sarl	04/10/2005	05/113/MCE	182,3	04/10/2014
103	PR05-0105	Yantara	Riverstone Resources Inc.	07/10/2005	05/116/MCE	97,7	07/10/2014
104	PR05-0106	Balbo	High River Gold Mines (WA)	07/10/2005	05/119/MCE	121,9	07/10/2014
105	PR05-0107	Teyango	Riverstone Resources Inc	07/10/2005	05/120/MCE	94	07/10/2014
106	PR05-0108	Bara	Mana Minerals SA	10/10/2005	05-123/MCE	172,5604289	10/10/2014
107	PR05-0109	Mana Ouest	Mana Minerals SA	10/10/2005	05-124/MCE	164	10/10/2014
108	PR05-0110	Mandiasso	Avion Gold BF sarl	10/10/2005	05/125/MCE	185	10/10/2014
109	PR05-0111	Nanfesso	Taurus Gold Burkina Faso Sarl	10/10/2005	05/127/MCE	157,926909	10/10/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
110	PR05-0112	Bokouo	Taurus Gold Burkina faso Sarl	10/10/2005	05/129/MCE	250,003354	10/10/2014
111	PR05-0113	Diandoura	Taurus Gold Burkina Faso Sarl	10/10/2005	05/130/MCE	249,732334	10/10/2014
112	PR05-0114	Danhal	Ampella Mining Gold Sarl	10/10/2005	05/132/MCE	141	10/10/2014
113	PR05-0115	Yibogo	Randgold resources Limited	10/10/2005	05/133/MCE	175	10/10/2014
114	PR05-0116	Diosso	Avion Gold BF sarl	10/10/2005	05/135/MCE	189	10/10/2014
115	PR05-0117	Sepaogo	Nantou Mining limited BV	10/10/2005	05/136/MCE	26	10/10/2014
116	PR05-0118	Korongou	EPSILON Gold Mines Ltd	13/10/2005	05/139/MCE	65	13/10/2014
117	PR05-0119	Kodyel	Nébie Alain Georges	13/10/2005	05/147/MCE	191	13/10/2014
118	PR05-0120	Loto	Sanu Resources Burkina	13/10/2005	05/148/MCE	70	13/10/2014
119	PR05-0121	Tiopolo	Ampella Mining	19/10/2005	2005-153/MCE	173	19/10/2014
120	PR05-0122	Nakomgo	Randgold resources Limited	19/10/2005	05/154/MCE	177,75	19/10/2014
121	PR05-0123	Tao	Askia Minerals Sarl	19/10/2005	05/155/MCE	189	19/10/2014
122	PR05-0124	Mana Est	Mana Minerals SA	19/10/2005	05/156/MCE	180	19/10/2014
123	PR05-0125	Mané	Jilbey Burkina Sarl	19/12/2005	05/169/MCE	163	19/12/2014
124	PR05-0126	Kalsaka Nord	Cluff Mining Burkina Sarl	19/12/2005	05/171/MCE	180,67	19/12/2014
125	PR05-0127	Zam	Wura Resources PTY LTD	30/12/2005	05/175/MCE	247,7	30/12/2014
126	PR05-0128	Madougou	Ampella Mining	30/12/2005	05/176/MCE	182,3	30/12/2014
127	PR06-0129	Pella	Riverstone Resources Inc.	10/03/2006	06-005/MCE	247	10/03/2015
128	PR06-0130	Bissiga	Riverstone Inc.	10/03/2006	06-006/MCE	249,73	10/03/2015
129	PR06-0131	Tangapella	Riverstone Resources Inc	10/03/2006	06/007/MCE	248	10/03/2015
130	PR06-0132	Tanlili	Ouattara Daouda	10/03/2006	06/008/MCE/SG/DG	161,352699	10/03/2015
131	PR06-0133	Malghaba	Riverstone Resources Inc.	10/03/2006	06/009/MCE	236	10/03/2015
132	PR06-0134	Oka Gakindé	Golbelt Resources (WA)	13/03/2006	06-016/MCE	96,5	13/03/2015
133	PR06-0135	Billiga	Riverstone Resources Inc.	13/03/2006	06/017/MCE	250	13/03/2015
134	PR06-0136	So	Somika Sarl	19/05/2006	06-032/MCE	50	19/05/2015
135	PR06-0137	Lati	Sanu Resources Burkina	05/06/2006	2006/06-039/MCE/	246	05/06/2015
136	PR06-0138	Sebila	Ouattara Jean P. Nabléni	05/06/2006	2006/06-040/MCE/	250	05/06/2015
137	PR06-0139	Zibtenga	Sawadogo Idrissa	05/06/2006	2006/06-041/MCE/	94,29	05/06/2015
138	PR06-0140	Namasa	Cluff Gold Segs Sarl	05/06/2006	2006/06-042/MCE	139	05/06/2015
139	PR06-0141	Wuo-Coun	Boudo Aristide Jean Clémen	05/06/2006	2006/06-045/MCE/	50	05/06/2015
140	PR06-0142	Tordo	Sanu Resources Burkina	17/07/2006	06/075/MCE	143	17/07/2015
141	PR06-0143	Zanna	Orex Ressources sarl	17/07/2006	05/134/MCE/SG/DG	154,00326	17/07/2015
142	PR06-0144	Filio	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-078/MCE	224	18/07/2015
143	PR06-0145	Damba	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-079/MCE	250,004214	18/07/2015
144	PR06-0146	Souma	Goldbelt Resources (WA)	18/07/2006	06-080/MCE	250,004214	18/07/2015
145	PR06-0147	Nassoumbou	Golbelt resources (WA)	18/07/2006	06-081/MCE	64,05	18/07/2015
146	PR06-0148	Kourfadié	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-082/MCE	249,998322	18/07/2015

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
147	PR06-0149	Fete Kolé	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-083/MCE	250,004214	18/07/2015
148	PR06-0150	Boussouma	Somika Sarl	03/08/2006	06/090/MCE	116,3999999	03/08/2015
149	PR06-0151	Tyéhana 1	South Shore Group Burkina Faso sarl	03/08/2006	06-091/MCE	156	03/08/2015
150	PR06-0152	Pepow	Somika Sarl	03/08/2006	06/092/MCE	85	03/08/2015
151	PR06-0153	Panpana	Somika Sarl	03/08/2006	06/093/MCE	150	03/08/2015
152	PR06-0154	Sondo 1	Somika Sarl	03/08/2006	06-094/MCE	178,1	03/08/2015
153	PR06-0155	Tabassi Est	Goldbelt Resources (WA)	07/08/2006	06-096/MCE/SG/DG	250,004214	07/08/2015
154	PR06-0156	Barsa	High River Gold Explor Bur	16/08/2006	06-106/MCE	19,35	16/08/2015
155	PR06-0157	Dyakolra	High River Gold Mines (WA)	16/08/2006	08-107/MCE/SG/DG	203,8	16/08/2015
156	PR06-0158	Ouavoussé	Goldrush Burkina sarl	16/08/2006	06/111/MCE	166	16/08/2015
157	PR06-0159	Birgui	HRG	16/08/2006	06-112/MCE	31,2	16/08/2015
158	PR06-0160	Djarkadougou	Orezone Inc.	16/08/2006	06-113/MCE	168	16/08/2015
159	PR06-0161	Naboué	Nantou Mining BVI LTD	06/11/2006	06-122/MCE/SG/DG	108	06/11/2015
160	PR06-0162	Bonzan	Nantou Mining Limited B.V	06/11/2006	06-123/MCE/SG/DG	113	06/11/2015
161	PR06-0162	Korizena	Essakane Exploration SARL	23/10/2006	07-165/MCE/SG/DG	144,18	23/10/2015
162	PR06-0163	Bitou 2	Etruscan Resources	21/11/2006	06-136/MCE	101,25	21/11/2015
163	PR06-0164	Salbo	Goldrush Burkina sarl	21/11/2006	06-137/MCE/SG/DG	146,2	21/11/2015
164	PR06-0165	Datambi 2	AGMDC	22/12/2006	06/148/MCE	155,2	expiré
165	PR07-0166	Bouktenga	Goldrush Burkina Sarl	09/01/2007	07-003/MCE/SG/DG	60,38	09/01/2013
166	PR07-0167	Ouargaye	Somika Sarl	16/01/2007	2007-006/MCE/SG/	200	16/01/2013
167	PR07-0168	Oronkua	Somika Sarl	16/01/2007	2007-007/MCE/SG/	187,4	16/01/2013
168	PR07-0169	Nakiambouri	Somika Sarl	16/01/2007	2007-008/MCE/SG/	225	16/01/2013
169	PR07-0170	Zogyon	Somika Sarl	16/01/2007	2007-009/MCE/SG/	187,4	16/01/2013
170	PR07-0171	Gassel Manéré	Société Minière de Kerboulé(SMK) Sarl	16/01/2007	2007-010/MCE	237,5	16/01/2013
171	PR07-0172	Arae	Société Minière de Kerboulé(SMK)	16/01/2007	2007-011/MCE/SG/	162	16/01/2013
172	PR07-0173	Tantiabongou	Birimian BVI Ltd	19/02/2007	2007/07-019/MCE/	126	19/02/2013
173	PR07-0174	Dabaré	Ouédraogo Médard	01/03/2007	07-023/MCE	164	01/03/2013
174	PR07-0175	Bissou	Bur. Cons. Serv. (BCS)	01/03/2007	07-031/MCE/SG/DG	246,6	01/03/2013
175	PR07-0176	Didyr	Midle Island Resources ltd	01/03/2007	07-032/ MCE	249,9	01/03/2013
176	PR07-0177	Gossina	Bur. Cons. Serv. (BCS)	01/03/2007	07-033/MCE/SG/DG	249	01/03/2013
177	PR07-0178	Bitou Nord Ouest	Natural Ressources Group	16/03/2007	2007/-07-035/MCE	246,27	16/03/2013
178	PR07-0179	Bitou Nord Est	Natural Ressources Group	16/03/2007	200/07-036/MCE/S	238,61	16/03/2013
179	PR07-0180	Gorom Gorom	Natural Ressources Group	16/03/2007	2007/07/037/MCE/	247,181818	16/03/2013
180	PR07-0182	Foutouri	Boss Gold Sarl	27/03/2007	2007/07-040/MCE/	250	27/03/2013
181	PR07-0183	Tiba	Cluff Gold Segs Sarl	27/03/2007	2007/07-042/MCE/	124	27/03/2013
182	PR07-0183	Tyara	Boss Gold Sarl	15/05/2007	07-073/MCE/SG	249	15/05/2013
183	PR07-0184	Donko	Ampella Mining	27/03/2007	2007/07-044/MCE/	225	27/03/2013

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
184	PR07-0185	Kandy	Ampella Mining	27/03/2007	2007/07-045/MCE/	221	27/03/2013
185	PR07-0186	Founzan	Sinon Hamidou	14/05/2007	07-060/MCE/SG/DG	246	14/05/2013
186	PR07-0187	Tankwarou	Nabaloum Patrice	15/05/2007	07-070/MCE/SG	63	15/05/2013
187	PR07-0188	Samba	Sawadogo Sayouba	15/05/2007	07-071/MCE/SG/DG	248	15/05/2013
188	PR07-0189	Bourzanga	Sawadogo Sayouba	15/05/2007	07-072/MCE/SG	250	15/05/2013
189	PR07-0191	Péléguétenga	Pinsapo Trading SA	15/05/2007	07-074/MCE/SG	3	15/05/2013
190	PR07-0192	Wuo-Cenma II	CAMEC Burkina Sarl	15/05/2007	07-075/MCE	39	15/05/2013
191	PR07-0193	Wuo-Cenma	CAMEC Burkina Sarl	15/05/2007	07-076/MCE/SG/DG	37	15/05/2013
192	PR07-0194	Madougou 2	Kindo Harouna	10/07/2007	07-094/MCE/SG/DG	91	10/07/2013
193	PR07-0195	Gorin	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-095/MCE/SG/DG	244	10/07/2013
194	PR07-0196	Saguin	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-096/MCE/SG/DG	250	10/07/2013
195	PR07-0197	Poa	Blackthorn Resources	10/07/2007	07-098/MCE/SG/DG	133	10/07/2013
196	PR07-0198	Guido	Blackthorn Resources Sarl	10/07/2007	07-099/MCE/SG/DG	177	10/07/2013
197	PR07-0199	Nabitenga	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-100/MCE	250	10/07/2013
198	PR07-0200	Kokora	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-101/MCE/SG/DG	250	10/07/2013
199	PR07-0201	Bawango	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-102 MCE/SG/DG	250	10/07/2013
200	PR07-0202	Sanaré	Sinon Hamidou	13/08/2007	07-117/MCE/SG/DG	163	13/08/2013
201	PR07-0203	Darkou	Sinon Hamidou	13/08/2007	07-118/MCE/SG/DG	214	13/08/2013
202	PR07-0204	Garsay	Paré Karim	13/08/2007	07-119/MCE/SG/DG	221	13/08/2013
203	PR07-0205	Bénére	Paré Karim	13/08/2007	07-120/MCESG/DGM	236	13/08/2013
204	PR07-0206	Dassa	Middle Island Ressources	24/09/2007	07-135/MCE/SG/DG	220	24/09/2013
205	PR07-0207	Yakala	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-151/MCE/SG/DG	212	23/10/2013
206	PR07-0208	Dodougou	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-152/MCE/SG/DG	231	23/10/2013
207	PR07-0209	Guiembilé	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-154/MCE/SG/DG	195	23/10/2013
208	PR07-0210	Lenga	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-156/MCE/SG/DG	231	23/10/2013
209	PR07-0211	Wahablé	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-157/MCE/SG/DG	44	23/10/2013
210	PR07-0212	Nahi	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-158/MCE	240	23/10/2013
211	PR07-0213	Manzour	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-159/MCE/SG	51	23/10/2013
212	PR07-0215	Safoula	Randgold resources Limited	23/10/2007	07-167/MCE/SG/DG	249	23/10/2013
213	PR07-0216	Nebya	West Africa Mining	23/10/2007	07-168/MCE/SG/DG	128	23/10/2013
214	PR07-0217	Namaré	Diallo Maliki	17/12/2007	07-204/MCE/SG/DG	246,3	17/12/2013
215	PR08-0218	Legué	AFC-Constelor Panafrican R	08/01/2008	08-001/MCE/SG/DG	113,04	08/01/2014
216	PR08-0219	Bongui	AFC-Constelor Panafrican R	08/01/2008	08-002/MCE/SG/DG	119,93089	08/01/2014
217	PR08-0220	Faka	Sinon Hamidou	08/01/2008	08-003/MCE/SG/DG	170	08/01/2014
218	PR08-0221	Koro	Ouédraogo Issa Paraté	08/01/2008	08-004/MCE/SG/DG	237	08/01/2014
219	PR08-0222	Diakouli	Traoré B. Hamidou	08/01/2008	08/005/MCE/SG/DG	250	08/01/2014
220	PR08-0223	Dioga	SEM Industrie	17/01/2008	08-011/MCE/SG/DG	249	17/01/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
221	PR08-0225	Fouga	SEM Industrie	17/01/2008	08-013/MCE/SG/DG	245,644172	17/01/2014
222	PR08-0226	Sassia	SEM Industries	17/01/2008	08-014/MCE/SG/DG	161	17/01/2014
223	PR08-0227	Gandi	SEM Industrie	17/01/2008	08-015/MCE/SG/DG	245,2	17/01/2014
224	PR08-0228	Konzeogo	E.S.D	17/01/2008	08-016/MCE/SG/DG	245,6496352	17/01/2014
225	PR08-0229	Niaré	E.S.D	17/06/2008	08-017/MCE/SG/DG	180	17/06/2014
226	PR08-0230	Tchériba	E.S.D	17/01/2008	08-019/MCE/SG/DG	252,2	17/01/2014
227	PR08-0231	Ramsé	E.S.D	17/01/2008	08-018/MCE	146,36011	17/01/2014
228	PR08-0232	Wayin	HRG Exploration Sarl	21/01/2008	08-024/MCE/SG/DG	119,1	21/01/2014
229	PR08-0233	Wuo-pel	CAMEC Burkina Sarl	30/01/2008	08-029/MCE/SG/DG	100	30/01/2014
230	PR08-0234	Mabera	Ampella Mining Gold sarl	30/01/2008	08-030/MCE/SG/DG	248	30/01/2014
231	PR08-0235	Bougou I	Goldrush Burkina Sarl	12/02/2008	08-036/MCE/SG/DG	72,43655844	12/02/2014
232	PR08-0236	Bansié	Birim Goldfields	25/02/2008	08-037/MCE/SG/DG	48	25/02/2014
233	PR08-0237	Pouni II	Midle Island Resources ltd	26/03/2008	08-056/MCE/SG/DG	50	26/03/2014
234	PR08-0238	Diamano	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-057/MCE/SG/DG	248,3095295	01/04/2014
235	PR08-0239	Koutakou	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-058/MCE/SG/DG	241,5504	01/04/2014
236	PR08-0240	Nabanga	Birimian Resources Sarl	01/04/2008	08-059/MCE/SG/DG	238	01/04/2014
237	PR08-0241	Pogoro	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-060/MCE/SG/DG	242	01/04/2014
238	PR08-0242	Minima	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-061/MCE/SG/DG	222	01/04/2014
239	PR08-0243	Kampala	Ampella Mining Sarl	03/04/2008	08-062/MCE/SG/DG	216	03/04/2014
240	PR08-0244	Fafo	Nantou Mining Limited B.V	03/04/2008	08-063/MCE/SG/DG	247	03/04/2014
241	PR08-0245	Bredie	SEM Industrie	23/04/2008	08-078/MCE/SG/DG	250	23/04/2014
242	PR08-0246	Yedebere	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-084/MCE/SG/DG	240	23/04/2014
243	PR08-0247	Yeya III	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-085/MCE/SG/DG	35,79799357	23/04/2014
244	PR08-0248	Yeya II	Camec Burkina Sarl	23/04/2008	08-086/MCE/SG/DG	46,58	23/04/2014
245	PR08-0249	Yeya I	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-087/MCE/SG/DG	39,59	23/04/2014
246	PR08-0250	Yevelde	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-088/MCE/SG/DG	249,363405	23/04/2014
247	PR08-0251	Kapa	SEM Industries	24/04/2008	08-089/MCE/SG/DG	249,36	24/04/2014
248	PR08-0252	Koumbri	Zallé Abdou Malick	07/05/2008	08/090/MCE/SG/DG	100	07/05/2014
249	PR08-0253	Ban	Zallé Abdou Malick	07/05/2008	08-092/MCE/SG/DG	140	07/05/2014
250	PR08-0254	Déou	PPM Burkina Sarl	07/05/2008	08/093/MCE/SG/DG	250,004214	07/05/2014
251	PR08-0255	Barga II	Wentworth Gold Sarl	29/05/2008	08-100MCE/SG/DGM	142,17145	29/05/2014
252	PR08-0256	Zitenga II	Ressources Searchgold Inc	18/06/2008	08-124/MCE	184,4619	18/06/2014
253	PR08-0257	Bissa-sud	Jilbey Burkina sarl	10/07/2008	08-131/MCE	10,765	10/07/2014
254	PR08-0258	Dabao II	ACC Burkina Faso	17/07/2008	08-0134/MCE/SG/D	181	17/07/2014
255	PR08-0259	Gbingbina	Savadogo Mamoudou	30/07/2008	08-138/MCE/SG/DG	128,41	30/07/2014
256	PR08-0260	Kpéré Batié	Ampella Mining	30/07/2008	08-139/MCE/SG/DG	161,3141165	30/07/2014
257	PR08-0261	Sartenga	Pafadnam Saidou	04/08/2008	08-140/MCE/SG/DG	178,254514	04/08/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
258	PR08-0262	Bogandé	Pafadnam Saidou	04/08/2008	08-141/MCE/SG/DG	222	04/08/2014
259	PR08-0263	Pissila	Tapsoba Boukary	04/08/2008	08-142/MCE/SG/DG	222	04/08/2014
260	PR08-0264	Moaga	Tapsoba Boukary	04/08/2008	08-143/MCE/SG/DG	242,279325	04/08/2014
261	PR08-0265	Kourgou	Sawadogo Idrissa	21/08/2008	08-148/MCE/SG/DG	249	21/08/2014
262	PR08-0266	Tanga	SEM Industrie	17/01/2008	08-012/MCE/SG/DG	245,1047158	17/01/2014
263	PR08-0266	Tagou	Sawadogo Idrissa	21/08/2008	08-149/MCE/SG/DG	205,4731633	21/08/2014
264	PR08-0267	Wayou	Pafadnam Saidou	21/08/2008	08-150/MCE/SG/DG	202,399927	21/08/2014
265	PR08-0268	Nanemi	Pafadnam Saidou	21/08/2008	08-151/MCE/SG/DG	246,05	21/08/2014
266	PR08-0269	Tougou	Golden Star Exploration Bu	21/08/2008	08-155/MCE/SG/DG	128	21/08/2014
267	PR08-0270	Doumba	Traoré Mamoudou	03/09/2008	08-163/MCE	199,282	03/09/2014
268	PR08-0271	Baskondo	Ouédraogo Souleymane	03/09/2008	08-164/MCE	202,78712	03/09/2014
269	PR08-0272	Salma	Ouédraogo Mahanmadou	04/09/2008	08-167/MCE	250	04/09/2014
270	PR08-0273	Kamsongo	Zombré L Francis	24/09/2008	08-192/MCE/SG/DG	245,9320106	24/09/2014
271	PR08-0274	Comi-Yanga	Zombré L. Francis	24/09/2008	08-193/MCE/SG/DG	180,56458	24/09/2014
272	PR08-0275	Gonaba Est	Zombré L. Francis	24/09/2008	08-194/MCE/SG/DG	80	24/09/2014
273	PR08-0276	Gonaba Ouest	Zombré L Francis	29/09/2008	08-195/MCE/SG/DG	177,5815642	29/09/2014
274	PR08-0277	Doukou	Sebré Serge Aboubacar	16/10/2008	08-202/MCE/SG/DG	237	16/10/2014
275	PR08-0278	Yacti	Sinon Hamidou	17/10/2008	08-204/MCE/SG/DG	219	17/10/2014
276	PR08-0279	Youba	Yatenga Holdings Ltd	17/10/2008	08-205/MCE/SG/DG	62	17/10/2014
277	PR08-0280	Kampouaga	Golden Star Exploration Bu	17/10/2008	08-206/MCE/SG/DG	243,994479	17/10/2014
278	PR08-0281	Bangodo	Golden Star Exploration Bu	17/10/2008	08-207/MCE/SG/MC	249,776113	17/10/2014
279	PR08-0282	Fonia	Sinon Hamidou	22/10/2008	08-208/MCE/SG/DG	235	22/10/2014
280	PR08-0283	Werinkera	Société de Valor de Miner	11/11/2008	08-216/MCE/SG/DG	247	11/11/2014
281	PR08-0284	Tankoro	Sarama Mining Burkina sarl	17/12/2008	08-242/MCE/SG/DG	250,004214	17/12/2014
282	PR08-0285	Dynikongolo	Birimian Resources Burkina Faso sarl	17/12/2008	08-243/MCE/SG/DG	250,004214	17/12/2014
283	PR08-0286	Boutouanou	Boss Gold Sarl	17/12/2008	08-244/MCE/SG/DG	115	17/12/2014
284	PR08-0287	Diabatou	Boss Gold Sarl	17/12/2008	08-245/MCE/SG/DG	240,690302	17/12/2014
285	PR08-0288	Pibaoré	Sawadogo Moumini	17/12/2008	08-249/MCE/SG/DG	236	17/12/2014
286	PR08-0289	Dangué	Sawadogo Moumouni	17/12/2008	08-250/MCE/SG/DG	242,513568	17/12/2014
287	PR08-0290	Ibi Palga	Sawadogo Moumini	17/12/2008	08-251/MCE/SG/DG	250	17/12/2014
288	PR08-0291	Youré	Sawadogo Moumini	17/12/2008	08-252/MCE/SG/DG	245	17/12/2014
289	PR09-0292	Monsiga	Ouédraogo Issa Paraté	05/01/2009	09-001/MCE/SG/DG	245,1978338	05/01/2015
290	PR09-0293	Kolongay	Ouédraogo Issa Paraté	05/01/2009	09-002/MCE/SG/DG	138,82525	05/01/2015
291	PR09-0293	Kona II	3 II Ressources	27/01/2009	09-029/MCE	187,45	27/01/2015
292	PR09-0294	Fobiri 2	Mana Minerals SA	05/01/2009	09-003/MCE/SG/DG	220,1	05/01/2015
293	PR09-0295	Kiééré 2	Métal Mass	09/01/2009	09-014/MCE/SG/DG	83	09/01/2015
294	PR09-0296	Don	Ouédraogo Issa Paraté	09/01/2009	09-015/MCE/SG/DG	236,41258	09/01/2015

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
295	PR09-0297	Déou paosgo	Sawadogo Amadé	16/01/2009	09/016/MCE	53,23	16/01/2015
296	PR09-0299	Lossa	3II Resources	27/01/2009	09-030/MCE	250	27/01/2015
297	PR09-0300	Siby Ouest	3II Resources	27/01/2009	09-032/MCE	231,21306	27/01/2015
298	PR09-0301	Fetonay	3II Resources	27/01/2009	09-033/MCE	250	27/01/2015
299	PR09-0302	Ouri	3II Resources	27/01/2009	09-035/MCE	232	27/01/2015
300	PR09-0303	Déré	3II resources	27/01/2009	09-036/MCE/	250	27/01/2015
301	PR09-0304	Baniri	Boss Minerals Sarl	02/03/2009	09-060/MCE/SG/DG	144,7	02/03/2015
302	PR09-0305	Intiédougou	Boss Minerals Sarl	02/03/2009	09-061/MCE/SG/DG	232	02/03/2015
303	PR09-0306	Mougué	Boss Minerals Sarl	02/03/2009	09-062/MCE/SG/DG	91,583	02/03/2015
304	PR09-0307	Tangagari	Bourougou Sébi	02/03/2009	09-068/MCE/SG/DG	127,5140877	02/03/2015
305	PR09-0308	Bamako	Pafadnam Saidou	02/03/2009	09-069/MCE/SG/DG	120	02/03/2015
306	PR09-0309	Sola	Pafadnam Saidou	02/03/2009	09-070/MCE/SG/DG	246,495631	02/03/2015
307	PR09-0311	Bissiri	Ouédraogo souleymane	01/04/2009	09-082/MCE/SG/DG	100	01/04/2015
308	PR09-0312	Fofonka	Barry Madani Hamadoum	01/04/2009	09-083/MCE/SG/DG	84,71336	01/04/2015
309	PR09-0313	Arbolé Sud	Sawadogo N. Ali	07/04/2009	09-097/MCE/SG/DG	133	07/04/2015
310	PR09-0314	Bitou Est	ER Burkina Exploration	07/04/2009	09-099/MCE/SG/DG	50	07/04/2015
311	PR09-0315	Koro Sud	Mme Zaba/ Ouédraogo Zara	15/04/2009	09-111/MCE/SG/DG	247,9	15/04/2015
312	PR09-0316	Bana	Zaba/Ouédraogo Zara	15/04/2009	09/112/MCE	249,446517	15/04/2015
313	PR09-0317	Kourori	Mme Zaba/Ouédraogo Zara	15/04/2009	09-113MCE/SG/DGM	246,67	15/04/2015
314	PR09-0318	Galgouli Sud	Sawadogo Yembila	15/04/2009	09-114/MCE	250,004214	15/04/2015
315	PR09-0319	Zouma	El Hadji Bazié Ouahabo	15/04/2009	09-115 MCE/SG/DG	236,10825	15/04/2015
316	PR09-0320	Villibongo	Pafadnam Saïdou	15/04/2009	09-116/MCE	236,272589	15/04/2015
317	PR09-0321	Paspan	Pafadnam Saïdou	22/04/2009	09-121/MCE	75,5	22/04/2015
318	PR09-0322	Dassa sud	Midle Island Resources ltd	05/05/2009	09-125/MCE	23,106728	05/05/2015
319	PR09-0323	Boungou	Birimian Resources Burkina Faso Sarl	05/05/2009	09-126/MCE/SG/DG	250,004214	05/05/2015
320	PR09-0324	Balogo	Golden Rim Resources Burkina Sarl	13/05/2009	09-130 MCE/SG/DG	249,442749	13/05/2015
321	PR09-0325	Badnogo	Pafadnam Saidou	13/05/2009	09-131 MCE/SG/DG	107,114972	13/05/2015
322	PR09-0326	Leyséno	Tapsoba Boukary	19/05/2009	09-132 MCE/SG/DG	217,61435	19/05/2015
323	PR09-0327	Segue	Tapsoba Boukary	19/05/2009	09-133 MCE/SG/DG	250	19/05/2015
324	PR09-0328	Milpo	TAPSOBA Boukary	19/05/2009	09-134/MCE	224,1986651	19/05/2015
325	PR09-0329	Songo	ER Burkina Exploration Sar	09/06/2009	09-144 MCE/SG/DG	77,95394948	09/06/2015
326	PR09-0330	Zerbogo II	ER Burkina Explor sarl	09/06/2009	09-145 MCE/SG/DG	53,99568144	09/06/2015
327	PR09-0331	Ramenkoura	Ouédraogo Idrissa	09/06/2009	09-149/MCE/SG/DG	25,63	09/06/2015
328	PR09-0332	Keri	Barry Madani Hamadoum	15/06/2009	09-163/MCE/SG/DG	139,1594315	15/06/2015
329	PR09-0333	Tongomayel	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-171 MCE/SG/DG	157,20111	29/06/2015
330	PR09-0334	Kassandé	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-172/MCE/SG/DG	241,0748	29/06/2015
331	PR09-0335	Doussaré	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-173 MCE/SG/DG	242,631295	29/06/2015

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
332	PR09-0336	Founa	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-174/MCE/SG/DG	248,1999987	29/06/2015
333	PR09-0337	Yaho	Extractor Canada Mining	29/06/2009	09-175 MCE/SG/DG	53,32755	29/06/2015
334	PR09-0338	Kasseba	Sawadogo Moumini	29/06/2009	09-176 MCE/SG/DG	231,851154	29/06/2015
335	PR09-0339	Daworo	Randgold Resources Limited	04/08/2009	09-200/MCE	250,004214	04/08/2015
336	PR09-0340	Debehel	Ouédraogo Elie Justin	10/08/2009	09-205/MCE	249,925364	10/08/2015
337	PR09-0341	Youngou	ZOMBRE L. Francis	10/08/2009	09-206/MCE	249,747564	10/08/2015
338	PR09-0342	Bouni	Zombré L. Francis	10/08/2009	09-207/MCE	201,8275193	10/08/2015
339	PR09-0343	Nogbéle Sud	Griphon Minerals BF	10/09/2009	09-214/MCE	25,3	10/09/2015
340	PR09-0344	Tibou	Pinsapo Trading SA	06/10/2009	09-227/MCE/SG	120,9429999	06/10/2015
341	PR09-0345	Gonsin	Sawadogo Yembila	06/10/2009	09-229 MCE	239,499	06/10/2015
342	PR09-0346	Dabinyan I	Mme Diallo/T Sakinatou	09/10/2009	09-233/MCE	162,874	09/10/2015
343	PR09-0347	Mourdeni	Ouédraogo Amado	09/10/2009	09-234/MCE	250,0872453	09/10/2015
344	PR09-0348	Mango II	SANKARA Hamidou	09/10/2009	09-236/MCE	195	09/10/2015
345	PR09-0349	Passena	Sawadogo Hamidou	23/10/2009	09-242/MCE	247,463612	23/10/2015
346	PR09-0350	Kougni	Extractor Canada Mining	23/10/2009	09-248/MCE	249,32	23/10/2015
347	PR09-0351	Liguidi	Aperio Resources Sarl	23/10/2009	09-249/MCE	245,931915	23/10/2015
348	PR09-0352	Boussoum	Aperio Resources Sarl	23/10/2009	09-250/MCE	246	23/10/2015
349	PR09-0353	Gossey 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-260/MCE/SG	215,0412223	24/11/2015
350	PR09-0354	Gomo 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-261/MCE/SG	200,9958786	24/11/2015
351	PR09-0355	Alkoma 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-262/MCE/SG	248,9162047	24/11/2015
352	PR09-0356	Dembam 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-263/MCE/SG	236,67748	24/11/2015
353	PR09-0357	Lao-Gountouré 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-264/MCE/SG	172,2146709	24/11/2015
354	PR09-0358	Tondiata	SERA jv harmattan gold	09/12/2009	09-269/MCE	248,4	09/12/2015
355	PR09-0359	Kana	Ouédraogo Elie Justin	09/12/2009	09-270/MCE	116,131875	09/12/2015
356	PR09-0360	Zandkom II	Jilbey Burkina Sarl	09/12/2009	09-271/MCE	38,65	09/12/2015
357	PR09-0361	Dangou	Pafadnam Sayouba	16/12/2009	09-281/MCE	250,0308309	16/12/2015
358	PR10-0362	Niorika	Savadogo Saydou	11/01/2010	10-004/MCE	201	11/01/2013
359	PR10-0363	Bottara	Savadogo Saydou	11/01/2010	10-005/MCE	183	11/01/2013
360	PR10-0364	Kiembara	Nouria Hold International	27/01/2010	10-007/MCE	240	27/01/2013
361	PR10-0364	Kikidéni	Tapsoba Boukary	28/01/2010	10-009/MCE	250,004214	28/01/2013
362	PR10-0366	Karga 2	Askia Minerals Sarl	28/01/2010	10-010/MCE	245,72	28/01/2013
363	PR10-0367	Bani	Askia Minerals Sarl	28/01/2010	10-011/MCE	124,18326	28/01/2013
364	PR10-0368	Diobou	Askia Minerals Sarl	28/01/2010	10-012/MCE	104	28/01/2013
365	PR10-0369	Boadeni	Sawadogo Yembila	03/02/2010	10-019/MCE	250	03/02/2013
366	PR10-0370	Yipely	Golden Rim Res. BF sarl	03/02/2010	10-020/MCE	238	03/02/2013
367	PR10-0371	Biaza	Mme Diallo/T Sakinatou	18/02/2010	10-030/MCE	185,254931	18/02/2013
368	PR10-0372	Dabinyan III	Mme Diallo/T Sakinatou	18/02/2010	10-031/MCE	109	18/02/2013

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
369	PR10-0373	Saoura	Mana Minerals SA	15/04/2010	10-056/MCE	247,4798204	15/04/2013
370	PR10-0374	Tigou	COREMI	11/06/2010	10-080/MCE	246,397265	11/06/2013
371	PR10-0375	Silly	Somitra	22/07/2010	10-092/MCE	250,004214	22/07/2013
372	PR10-0376	Kalempo 1	Somitra	22/07/2010	10-093/MCE	126	22/07/2013
373	PR10-0377	Diyou	Somitra	22/07/2010	10-094/MCE	250,004214	22/07/2013
374	PR10-0378	LOBOUGOU	Somitra	22/07/2010	10-095/MCE	173	22/07/2013
375	PR10-0379	Lhorosso I	Somitra	22/07/2010	10-096/MCE	155	22/07/2013
376	PR10-0380	Kabaro	Somitra	22/07/2010	10-097/MCE	250	22/07/2013
377	PR10-0381	Kangara I	Somitra	22/07/2010	10-098/MCE	148	22/07/2013
378	PR10-0382	Bouamouandi	Cluff Mining Burkina Sarl	23/08/2010	10-139/MCE	174	23/08/2013
379	PR10-0383	Kankandi	Cluff Mining Burkina	23/08/2010	10-142/MCE	218	23/08/2013
380	PR10-0384	Partiaga	Cluff Mining Burkina	23/08/2010	10-143/MCE	222	23/08/2013
381	PR10-0385	Tyabo	Cluff Mining Burkina	23/08/2010	10-144/MCE	250,004214	23/08/2013
382	PR10-0386	Serakoro 1	SABIMA	29/11/2010	10-184/MCE	250,004214	29/11/2013
383	PR10-0387	Yama	SABIMA	29/11/2010	10-185/MCE	217	29/11/2013
384	PR10-0388	Dar Salam	SABIMA	29/11/2010	10-186/MCE	220	29/11/2013
385	PR10-0389	Niego Sud	Point Grey Holdings Ltd	29/11/2010	10-187/MCE	122	29/11/2013
386	PR10-0390	Niego Nord	Point Grey Holdings Ltd	29/11/2010	10-188/MCE	139	29/11/2013
387	PR10-0391	Doyama	SATCOM	29/11/2010	10-189/MCE	220	29/11/2013
388	PR10-0392	Kaldera	S2E	29/11/2010	10/190/MCE	248	29/11/2013
389	PR10-0393	Tyobou	SATCOM	29/11/2010	10-191/MCE	200	29/11/2013
390	PR10-0394	Perigban	S2E	29/11/2010	10/192/MCE	105	29/11/2013
391	PR10-0395	Bilanga Yanga	SATCOM	29/11/2010	10-193/MCE	213	29/11/2013
392	PR10-0396	Timboura	S2E	29/11/2010	10-194/MCE	248	29/11/2013
393	PR10-0397	Tamfoagou	Predictive Discovery	14/12/2010	10-195/MCE	238	14/12/2013
394	PR10-0398	Karanka	Kinda Jean Pascal	16/12/2010	10-200/MCE	79,4	16/12/2013
395	PR10-0399	Tyekanyebi	Predictive Discovery	16/12/2010	10-202/MCE	242	16/12/2013
396	PR10-0400	Sankoro	Ouédraogo Mahanmadou	16/12/2010	10-203/MCE	245	16/12/2013
397	PR10-0401	Batiéné	DIALLO Amadou	27/12/2010	10-205/MCE	250,004214	27/12/2013
398	PR10-0402	Midebdo	Dallo Amadou	27/12/2010	10-206/MCE	56	27/12/2013
399	PR10-0403	Niego	BARSKY	27/12/2010	10/207/MCE	247	27/12/2013
400	PR10-0404	Pompoi	CASSEZ	27/12/2010	10-210/MCE	232	27/12/2013
401	PR10-0405	Safané	Somé/Arcenes Marie Therèse	27/12/2010	10/212/MCE	220	27/12/2013
402	PR10-0406	Zawara	SUK	28/12/2010	10-213/MCE	229	28/12/2013
403	PR10-0407	Rima	Société CASSEZ	29/12/2010	10-215/MCE	250,004214	29/12/2013
404	PR10-0408	Bombouela Nord	Mana Minerals SA	30/12/2010	10-217/MCE	115,4508336	30/12/2013
405	PR10-0409	Poya	Kanis	30/12/2010	10-216/MCE	111	30/12/2013

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
406	PR10-0410	Goutouna	Sawadogo Amadé	30/12/2010	10-220/MCE	245	30/12/2013
407	PR11-0411	Dabokuy	Eburnean Resources Limited	18/01/2011	11-005/MCE	75	18/01/2014
408	PR11-0412	Bilakongo	Eburnean Resources	18/01/2011	11-006/MCE	71	18/01/2014
409	PR11-0413	Kona-Blé	Mana Minerals SA	18/01/2011	11-007/MCE	110	18/01/2014
410	PR11-0414	Komondi	Zombré L. Francis	19/05/2011	11-035/MCE	229	19/05/2014
411	PR11-0415	Legmoin Nord	ZOMBRE L. Francis	19/05/2011	11/036/MCE	9,24	19/05/2014
412	PR11-0416	Naboudi	Zombré L. Francis	19/05/2011	11-037/MCE	226	19/05/2014
413	PR11-0417	GUIMBA	BOLOGO Bebyegda	27/05/2011	11-060/MCE	250	27/05/2014
414	PR11-0418	Payegou	Ouédraogo Bassirou	27/05/2011	11-061/MCE	176	27/05/2014
415	PR11-0419	Kokou	Ouédraogo Bassirou	27/05/2011	11-062/MCE	231	27/05/2014
416	PR11-0420	Tyongo	Ouédraogo Bassirou	27/05/2011	11-063	243	27/05/2014
417	PR11-0421	TYEKOBO	COREMI	27/05/2011	11-064/MCE	221	27/05/2014
418	PR11-0422	Wuocoun II	CAMEC	27/05/2011	11-065/MCE	164	27/05/2014
419	PR11-0423	Dissongou	Sawadogo Amadé	27/05/2011	11-066/MCE	240	27/05/2014
420	PR11-0424	Damoli	YAMPA Youssoufi	27/05/2011	11-067/MCE	230	27/05/2014
421	PR11-0425	Diagotta	YAMPA Youssoufi	27/05/2011	11-068/MCE	143	27/05/2014
422	PR11-0426	Goussi	NACOULMA S. Agrétou	27/05/2011	11-076/MCE	209	27/05/2014
423	PR11-0427	Sankora	NACOULMA S. Agrétou	27/05/2011	11-077/MCE	157	27/05/2014
424	PR11-0428	Namantougou	NACOULMA S. Agrétou	27/05/2011	11-078/MCE	251	27/05/2014
425	PR11-0429	Yaloré	Pafadnam Saidou	30/05/2011	11-092/MCE	237	30/05/2014
426	PR11-0430	Sala	3II Resources	03/06/2011	11-093/MCE	250	03/06/2014
427	PR11-0431	Lare	3II Resources	03/06/2011	11-094/MCE	249	03/06/2014
428	PR11-0432	Tiéfora Nord	Zombré L. Francis	21/06/2011	11-118/MCE	107	21/06/2014
429	PR11-0433	Maba	Golden Rim Resources Sarl	21/06/2011	11-119/MCE	175	21/06/2014
430	PR11-0434	Nasoulou	Golden Rim Resources Sarl	21/06/2011	11-120/MCE	152	21/06/2014
431	PR11-0435	Babonga	Golden Rim Resources Sarl	21/06/2011	11-121/MCE	102	21/06/2014
432	PR11-0436	Boulay	PanAfricanMinerals BF sarl	21/06/2011	11-122/MCE	241	21/06/2014
433	PR11-0437	Essakan	PAN African Minerals BF	21/06/2011	11-123/MCE	247	21/06/2014
434	PR11-0438	Gasselkoli	Aditi Gold Mining sarl	13/07/2011	11-147/MCE	240	13/07/2014
435	PR11-0439	Kassiora	MIMAN Seidou Moustapha	13/07/2011	11-148/MCE	143	13/07/2014
436	PR11-0440	Toeyoko	Orezone Inc.	13/07/2011	11-149/MCE	63	13/07/2014
437	PR11-0441	Tilere	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-153/MCE	226	13/07/2014
438	PR11-0442	Paounde	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-154/MCE	249	13/07/2014
439	PR11-0443	Tem	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-155/MCE	221	13/07/2014
440	PR11-0444	Oudouga	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-156/MCE	228	13/07/2014
441	PR11-0445	Dombo	Harmattan Gold Pty Ltd	14/07/2011	11-157/MCE	248,25	14/07/2014
442	PR11-0446	Mena	Harmattan Gold Pty Ltd	14/07/2011	11-158/MCE	237	14/07/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
443	PR11-0447	Zampa	SANA Adama	18/07/2011	11-161/MCE	248	18/07/2014
444	PR11-0448	Toghin	Wura Resources PTY LTD	18/07/2011	11-162/MCE	222	18/07/2014
445	PR11-0449	Babéré	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-163/MCE	244	18/07/2014
446	PR11-0450	Dyoko	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-164/MCE	250	18/07/2014
447	PR11-0451	Vedaga	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-165/MCE	208	18/07/2014
448	PR11-0452	Kalembaougou	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-166/MCE	238	18/07/2014
449	PR11-0453	NYONARE	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-167/MCE	105	18/07/2014
450	PR11-0454	Piliga	Konaté Mamadou	27/07/2011	11-169/MCE	222	27/07/2014
451	PR11-0455	Diakouba	Giensgo Explo Sarl	27/07/2011	11-170/MCE	209	27/07/2014
452	PR11-0456	Noumousso	CAPFORE	27/07/2011	11-175/MCE	72	27/07/2014
453	PR11-0457	Kapogouan	Ouédraogo Daouda	27/07/2011	11-176/MCE	157	27/07/2014
454	PR11-0458	Dala	NVL Burkina Faso sarl	27/07/2011	11-177/MCE	100	27/07/2014
455	PR11-0459	Boukeo	Newmont Ventures Limited	27/07/2011	11-178/MCE	243	27/07/2014
456	PR11-0460	Bonkoulou	Newmont Ventures Limited	27/07/2011	11-179/MCE	105	27/07/2014
457	PR11-0461	Hela	Newmont Ventures Ltd	27/07/2011	11-180/MCE	179	27/07/2014
458	PR11-0462	Goueli	Napon Salif	27/07/2011	11-181/MCE	4	27/07/2014
459	PR11-0463	Boudangou	Bense A. Jean Aimé	27/07/2011	11-182/MCE	247	27/07/2014
460	PR11-0464	Tibaari	BENSE A. Jean Aimé	27/07/2011	11-183/MCE	230	27/07/2014
461	PR11-0465	Sokorani	African Resources Mining	27/07/2011	11-184/MCE	206	27/07/2014
462	PR11-0466	Niofera	African Resources Mining	27/07/2011	11-185/MCE	244	27/07/2014
463	PR11-0467	Konkolikan	African Resources Mining	27/07/2011	11-186/MCE	100	27/07/2014
464	PR11-0468	Baniera	African Resources Mining	27/07/2011	11-187/MCE	163,15	27/07/2014
465	PR11-0469	Sokorani 2	African Resources Mining	27/07/2011	11-188/MCE	170	27/07/2014
466	PR11-0470	Soukoura II	African Resources Mining	27/07/2011	11-189/MCE	221	27/07/2014
467	PR11-0471	Tikaré II	African Mining resources	27/07/2011	11-190/MCE	66	27/07/2014
468	PR11-0472	Soulounga	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-191/MCE	227	27/07/2014
469	PR11-0473	Bilanga Sud	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-192/MCE	103	27/07/2014
470	PR11-0474	Diri	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-193/MCE	128	27/07/2014
471	PR11-0475	Gnapaga	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-194/MCE	241	27/07/2014
472	PR11-0476	Zimkom	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-195/MCE	59	27/07/2014
473	PR11-0477	Namoungou	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-196/MCE	246	27/07/2014
474	PR11-0478	Bouna	VEMA Resources Ltd	28/07/2011	11-197/MCE	250	28/07/2014
475	PR11-0479	Kara	VEMA Resources Ltd	28/07/2011	11-198/MCE	135	28/07/2014
476	PR11-0480	Tigan	VEMA Resources Ltd	28/07/2011	11-199/MCE	31	28/07/2014
477	PR11-0481	Batibogou	GEDES	28/07/2011	11-200/MCE	170	28/07/2014
478	PR11-0482	Timera	GETRASEMI	28/07/2011	11-201/MCE	173	28/07/2014
479	PR11-0483	Kountiagou	GETRASEMI	28/07/2011	11-202/MCE	250	28/07/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
480	PR11-0484	Kanda	GETRASEMI	28/07/2011	11-203/MCE	184	28/07/2014
481	PR11-0486	Antyaga	GETRASEMI	28/07/2011	11-205/MCE	219	28/07/2014
482	PR11-0487	Bagari	GETRASEMI	28/07/2011	11-206/MCE	250	28/07/2014
483	PR11-0488	Wapta	GETRASEMI	28/07/2011	11-207/MCE	241	28/07/2014
484	PR11-0489	Tieka	KABORE Bila Ghislain	29/07/2011	11-208/MCE	250	29/07/2014
485	PR11-0490	Belogo	Mihin Souleymane	29/07/2011	11-209/MCE	187	29/07/2014
486	PR11-0491	Ougarou	ZALLE Malick	29/07/2011	11-210/MCE	128	29/07/2014
487	PR11-0492	Gouera	Sawadogo Salifou	29/07/2011	11-211/MCE	250	29/07/2014
488	PR11-0493	Nongodoum	Carabine Resources Sarl	29/07/2011	11-213/MCE	229	29/07/2014
489	PR11-0494	Magel	Carabine Res. Sarl	29/07/2011	11-214/MCE	250	29/07/2014
490	PR11-0495	Gounda	GETRASEMI	28/07/2011	11-204/MCE	223	28/07/2014
491	PR11-0495	Minissia	Sarama Mining Burkina Sarl	02/08/2011	11-216/MCE	57	02/08/2014
492	PR11-0496	Mousseo	Sarama Mining Burkina Sarl	02/08/2011	11-217/MCE	230	02/08/2014
493	PR11-0497	Folonzo	COREMI	16/08/2011	11-220/MCE	41	16/08/2014
494	PR11-0498	Pama-SB	Sawadogo Boukary	29/07/2011	11-212/MCE	185	29/07/2014
495	PR11-0499	Sapona	DIALLO/T. Sakinatou	12/09/2011	11-232/MCE	40	12/09/2014
496	PR11-0500	NAPADE	Birrimian Resources Sarl	12/09/2011	11-233/MCE	73	12/09/2014
497	PR11-0501	Kousanti	Gienso Exploration Sarl	12/09/2011	11-234/MCE	223	12/09/2014
498	PR11-0502	Koko	3II Resources	12/09/2011	11-235/MCE	179	12/09/2014
499	PR11-0503	Titao Sud-Ouest	Birim Goldfields Burkina	14/09/2011	11-252/MCE	41	14/09/2014
500	PR11-0504	Mediga	Vital Metals Burkina	14/09/2011	11-253/MCE	218	14/09/2014
501	PR11-0505	Toulié Nord	Wentworth Gold	14/09/2011	11-254/MCE	184	14/09/2014
502	PR11-0506	Zaongo	Compaoré Noufou	14/09/2011	11-255/MCE	242	14/09/2014
503	PR11-0507	Baporo	Thiombiana/Ouat Alima	14/09/2011	11-256/MCE	51,13	14/09/2014
504	PR11-0508	Soudintombé	Sawadogo Ousmane	14/09/2011	11-257/MCE	230	14/09/2014
505	PR11-0509	Darkoy	Kaboré Nomwendé	14/09/2011	11-258/MCE	115	14/09/2014
506	PR11-0510	Yomboli	Kaboré Nomwendé	14/09/2011	11-259/MCE	182	14/09/2014
507	PR11-0511	Zaptenga	Golden Rim Res. B	14/09/2011	11-260/MCE	116	14/09/2014
508	PR11-0512	Noaka	Sawadogo Souleymane	14/09/2011	11-261/MCE	228	14/09/2014
509	PR11-0513	Djiga	Sawadogo Souleymane	14/09/2011	11-262/MCE	39	14/09/2014
510	PR11-0514	Taonsgo	Kindo Harouna	15/09/2011	11-263/MCE	124	15/09/2014
511	PR11-0515	Bombara	Sawadogo Hamidou	15/09/2011	11-264/MCE	227	15/09/2014
512	PR11-0516	Niou	Nouvelle Cofibi sarl	15/09/2011	11-265/MCE	250	15/09/2014
513	PR11-0517	Pempendianguou	Kindo Harouna	15/09/2011	11-266/MCE	248	15/09/2014
514	PR11-0518	Zouma II	SORO Tasséré	15/09/2011	11-267/MCE	122	15/09/2014
515	PR11-0520	Kassougou	Boss Gold sarl	15/09/2011	11-269/MCE	175,3	15/09/2014
516	PR11-0521	Bassaré	Boss Gold sarl	15/09/2011	11-270/MCE	176	15/09/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
517	PR11-0522	Rassouli	Omega International sarl	15/09/2011	11-271/MCE	233,31	15/09/2014
518	PR11-0523	Boussou	Omega International sarl	15/09/2011	11-272/MCE	250	15/09/2014
519	PR11-0524	Melou	Burkina Main d'or	15/09/2011	11-273/MCE	250	15/09/2014
520	PR11-0525	Koro Nord	Mineral Resources B Sarl	15/09/2011	11-274/MCE	71	15/09/2014
521	PR11-0526	Sikouantou	Pafadnam Salif	15/09/2011	11-275/MCE	83	15/09/2014
522	PR11-0527	NABOU	Pafadnam Salif	15/09/2011	11-276/MCE	111	15/09/2014
523	PR11-0528	Sikouan	Pafadnam Salif	15/09/2011	11-277/MCE	152	15/09/2014
524	PR11-0529	Baola II	HRG exploration Burk SARL	15/09/2011	11-278/MCE	177	15/09/2014
525	PR11-0530	Souri	Omega International sarl	15/09/2011	11-279/MCE	54,7	15/09/2014
526	PR11-0531	Danyimi	Sawadogo Amadé	28/09/2011	11-285/MCE	249	28/09/2014
527	PR11-0532	Kakati	Ouédraogo Benjamin	28/09/2011	11-286/MCE	53	28/09/2014
528	PR11-0533	Belaga	PARE Karim	15/09/2011	11-268/MCE	182	15/09/2014
529	PR11-0533	Belessaga	Sawadogo Hamidou	28/09/2011	11-287/MCE	211,34	28/09/2014
530	PR11-0534	Datougou	Ouédraogo Hamidou	28/09/2011	11-288/MCE	176	28/09/2014
531	PR11-0535	Artougou	Ouédraogo Hamidou	28/09/2011	11-289/MCE	168,6	28/09/2014
532	PR11-0536	Sidtenga	Rabo Mahamadou	28/09/2011	11-290/MCE	213	28/09/2014
533	PR11-0537	Bobora	Soré Madi	28/09/2011	11-291/MCE	197	28/09/2014
534	PR11-0538	Lélé	Pafadnam Sayouba	28/09/2011	11-292/MCE	234	28/09/2014
535	PR11-0539	Pensa	Pafanam Sayouba	28/09/2011	11-293/MCE	250	28/09/2014
536	PR11-0540	Pambourou	SERE Adama	28/09/2011	11-294/MCE	234	28/09/2014
537	PR11-0541	Dandou 1	Soré Madi	04/10/2011	11-295/MCE	150	04/10/2014
538	PR11-0542	Saga	Pafadnam Ali	04/10/2011	11-296/MCE	250	04/10/2014
539	PR11-0543	Largogo	Pafadnam Hamidou	04/10/2011	11-297/MCE	219	04/10/2014
540	PR11-0544	Bagnaba	Sidibé Ousmane	04/10/2011	11-298/MCE	250	04/10/2014
541	PR11-0545	Kogodou Sud	ZONGO Richard	04/10/2011	11-299/MCE	45	04/10/2014
542	PR11-0546	Papalé	Pafadnam hamidou	04/10/2011	11-300/MCE	215	04/10/2014
543	PR11-0547	Panam	Pafadnam Hamidou	04/10/2011	11-301/MCE	134	04/10/2014
544	PR11-0548	Toghin 1	SANA Adama	04/10/2011	11-302/MCE	250	04/10/2014
545	PR11-0549	Gandeni	Epsilon Gold Mines Ltd	04/10/2011	11-303/MCE	250	04/10/2014
546	PR11-0550	Fadyi	Tapsoba Boukary	04/10/2011	11-304/MCE	232	04/10/2014
547	PR11-0551	Koulpalga	Maïga Lamin	04/10/2011	11-305/MCE	134	04/10/2014
548	PR11-0552	Koyanga	Maïga Lamin	04/10/2011	11-306/MCE	200	04/10/2014
549	PR11-0553	Gourbala	Omega International Sarl	13/10/2011	11-307/MCE	250	13/10/2014
550	PR11-0554	Gasse	OMEGA International Sarl	13/10/2011	11-308/MCE	250	13/10/2014
551	PR11-0555	Denen	Burkina or Metal sarl	13/10/2011	11-309/MCE	107	13/10/2014
552	PR11-0556	Doré	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-310/MCE	126	13/10/2014
553	PR11-0557	Hortougou	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-311/MCE	181	13/10/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
554	PR11-0558	Kan	Burkina Or Metal	13/10/2011	11-312/MCE	126	13/10/2014
555	PR11-0559	Pani	Burkina or Metal sarl	13/10/2011	11-313/MCE	119	13/10/2014
556	PR11-0560	Penga	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-314/MCE	208	13/10/2014
557	PR11-0561	Barsé	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-315/MCE	147	13/10/2014
558	PR11-0562	Kazanka	TAPSOBA M. Serge Daniel	13/10/2011	11-316/MCE	250	13/10/2014
559	PR11-0563	Oudalan	TAPSOBA M. Serge Daniel	13/10/2011	11-317/MCE	233	13/10/2014
560	PR11-0564	Pendiamboula	SIRIMA/KABORE Alima Lydie	13/10/2011	11-318/MCE	146	13/10/2014
561	PR11-0565	Bwanga	TAPSOBA M. Serge Daniel	13/10/2011	11-319/MCE	48	13/10/2014
562	PR11-0566	Pepin	SAWADOGO N. Ali	13/10/2011	11-320/MCE	250	13/10/2014
563	PR11-0567	Bissiguin	SAWADOGO N. Ali	13/10/2011	11-321/MCE	242	13/10/2014
564	PR11-0568	Kouka sud	OUEDRAOGO Abdoulaye	13/10/2011	11-322/MCE	82	13/10/2014
565	PR11-0569	Goema	OUEDRAOGO Abdoulaye	13/10/2011	11-323/MCE	205	13/10/2014
566	PR11-0570	Koalama	OUEDRAOGO Abdoulaye	13/10/2011	11-324/MCE	242	13/10/2014
567	PR11-0571	Botou	SIRIMA/KABORE Alima Lydie	13/10/2011	11-325/MCE	242	13/10/2014
568	PR11-0572	Pendienga	SIRIMA/KABORE Alima Lydie	13/10/2011	11-326/MCE	170	13/10/2014
569	PR11-0573	Tengoro	SIDIBE Ousmane	24/10/2011	11-327/MCE	236	24/10/2014
570	PR11-0574	Boukolou	SAWADOGO Salifou	24/10/2011	11-328/MCE	9	24/10/2014
571	PR11-0575	ZONSE	YAMPA Youssoufi	24/10/2011	11-329/MCE	89	24/10/2014
572	PR11-0576	Kilari	OUEDRAOGO Souleymane	24/10/2011	11-330/MCE	232	24/10/2014
573	PR11-0577	Gabou	LMZ	24/11/2011	11-363/MCE	182	24/11/2014
574	PR11-0578	Dianvour	LMZ Gold Burkina SARL	24/11/2011	11-364/MCE	248	24/11/2014
575	PR11-0579	Tondoura II	Lassester Gold Limited	21/11/2011	11-354/MCE	59	21/11/2014
576	PR11-0580	Tondoura I	Lassester Gold Limited	21/11/2011	11-355/MCE	133	21/11/2014
577	PR11-0581	Damkoko	Remi Harouna Toguyeni	21/11/2011	11-356/MCE	121	21/11/2014
578	PR11-0582	Bossoari	BAGUERA SARL	21/11/2011	11-357/MCE	39	21/11/2014
579	PR11-0583	Lekoun	Sanou Bo Ibrahima Abraham	21/11/2011	11-358/MCE	49	21/11/2014
580	PR11-0584	Kofo	TRAORE Issiaka Zoma	21/11/2011	11-359/MCE	35	21/11/2014
581	PR11-0585	GUELTOKO	SAWADOGO Amadé	21/11/2011	11-360/MCE	167	21/11/2014
582	PR11-0586	Ouaraba	LMZ	24/11/2011	11-362/MCE	130	24/11/2014
583	PR11-0587	Kpéré	Ampella Mining Gold Sarl	01/12/2011	11-371/MCE	112	01/12/2014
584	PR11-0588	Zambanga	West African Resources Development	01/12/2011	11-379/MCE	154,2	01/12/2014
585	PR11-0589	Lago	West African Resources development	01/12/2011	11-380/MCE	117	01/12/2014
586	PR11-0590	Boto	West African Resources. Development	01/12/2011	11-381/MCE	152	01/12/2014
587	PR11-0591	Solga	West African Resources Development	01/12/2011	11-382/MCE	240	01/12/2014
588	PR11-0592	Sondo Sud	West African Resources Development	01/12/2011	11-383/MCE	18	01/12/2014
589	PR11-0593	Pissi	West African resources development	01/12/2011	11-384/MCE	241	01/12/2014
590	PR11-0594	Zeko	Vital Metals Burkina	08/12/2011	11-392/MCE	175	08/12/2014

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
591	PR11-0595	Panga	Sawadogo Misbila	08/12/2011	11-393/MCE	192	08/12/2014
592	PR11-0596	Ouééré	ARGENTO Exploration BF SARL	08/12/2011	11-394/MCE	241	08/12/2014
593	PR11-0597	Yendéré	Sangaré Bourehima	08/12/2011	11-395/MCE	84	08/12/2014
594	PR11-0598	Wangala	Sawadogo Seydou	09/12/2011	11-396/MCE	198	09/12/2014
595	PR11-0599	Darba	Koundobo Issa Saidou	09/12/2011	11-397/MCE	213	09/12/2014
596	PR11-0600	Gagnangué	Tapsoba Mahamadi	09/12/2011	11-398/MCE	70	09/12/2014
597	PR11-0601	Doundé	Tapsoba Mahamadi	09/12/2011	11-399/MCE	172	09/12/2014
598	PR11-0602	Kadjoa	BASSOLE Boubacar	15/12/2011	11-412/MCE	147	15/12/2014
599	PR11-0603	Logoniegue	Comoé Exploration Sarl	19/12/2011	11/418/MCE	175	19/12/2014
600	PR11-0604	Gao	Pafadnam Ali	21/12/2011	11/429/MCE	247	21/12/2014
601	PR12-0605	Binadeni 2	Pafadnam Adama	01/03/2012	12/018MCE	209,14	01/03/2015
602	PR12-0606	Tindangou	Pafadnam Adama	01/03/2012	12/019/MCE	244	01/03/2015
603	PR12-0607	Kpatoura	Sawadogo Noraogo Mahamadi	01/03/2012	12/020MCE	199	01/03/2015
604	PR12-0608	Sapala	Sawadogo Ouiraogo Rasmané	01/03/2012	12/021/MCE	135	01/03/2015
605	PR12-0609	Bompela	Sawadogo Kibsa	01/03/2012	12/022	248,36	01/03/2015
606	PR12-0610	Damongto	West African Resources Limited	01/03/2012	12/023/MCE	36	01/03/2015
607	PR12-0611	Zam Sud	West African Resources Limited	01/03/2012	12/024/MCE	23,46	01/03/2015
608	PR12-0612	Alfa	NVL Burkina Faso sarl	01/03/2012	12/025/MCE	214	01/03/2015
609	PR12-0613	Binadeni 1	Pafadnam Adama	01/03/2012	12/026/MCE	129,4	01/03/2015
610	PR12-0614	FalagountouIV-M	L'Africaine des Travaux Publics(ATP)	22/03/2012	12/045/MCE	62	22/03/2015
611	PR12-0615	Falagtou III-M	L'Africaine des Travaux Publics(ATP)	22/03/2012	12/046/MCE	75,6	22/03/2015
612	PR12-0616	Tangora	Ouédraogo Daouda	22/03/2012	12/047/MCE	183,8	22/03/2015
613	PR12-0617	Kongoroba	Ouédraogo Daouda	22/03/2012	12/048/MCE	148,6	22/03/2015
614	PR12-0617	Koredeni	FOFANA Ahmed	17/10/2012	12/238/MCE	246	17/10/2015
615	PR12-0618	Baribsi	Precision Resources Sarl	22/03/2012	12/049/MCE	250	22/03/2015
616	PR12-0619	Yamane	Precision Resources Sarl	22/03/2012	12/050/MCE	181,85	22/03/2015
617	PR12-0620	Niangouela	Precision Resources Sarl	23/03/2012	12/051/MCE	178,68	23/03/2015
618	PR12-0621	Goudré	West African Resources Limited	23/03/2012	12/052/MCE	250	23/03/2015
619	PR12-0622	Nagaré	West African Resources Limited	23/03/2012	12/053/MCE	219,55	23/03/2015
620	PR12-0623	Kogho	West African Resources Limited	23/03/2012	12/055/MCE	98,75	23/03/2015
621	PR12-0624	Libou	Mineral Resources Burkina Sarl	11/04/2012	12/061/MCE	136	11/04/2015
622	PR12-0625	Mette	SORE Madi	17/04/2012	12/080/MCE	115	17/04/2015
623	PR12-0626	Korko	Soré Daouda	17/04/2012	12/082/MCE	240	17/04/2015
624	PR12-0627	Pew	KANAZOE Djibril	17/04/2012	12/083/MCE	7,4	17/04/2015
625	PR12-0628	Sakaro	TRAORE Ibrahim	17/04/2012	12/084/MCE	127	17/04/2015
626	PR12-0629	Gori	OUEDRAOGO Awa	18/05/2012	12/102/MCE	246	18/05/2015
627	PR12-0630	Saboure	Salma International	18/05/2012	12/104/MCE	244,4	18/05/2015

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
628	PR12-0631	Gbingue	Sarama Mining Burkina Sarl	22/05/2012	12/107/MCE	37,25	22/05/2015
629	PR12-0632	Bada	ZOUNGRANA G. Etienne	12/05/2012	12/109/MCE	244	12/05/2015
630	PR12-0634	MARGOU	NEMARO GOLD BURKINA SARL	22/05/2012	12/111/MCE	249	22/05/2015
631	PR12-0635	TOUHACHOU	Métal Mass pty ltd	22/05/2012	12/112/MCE	28,5	22/05/2015
632	PR12-0636	BOGANDE SA	SAWADOGO Adama	22/05/2012	12/113/MCE	241	22/05/2015
633	PR12-0637	MANTCHANGOU SA	SAWADOGO Adama	12/05/2012	12/114/MCE	214,6	12/05/2015
634	PR12-0637	KOVIO IR	RABO Mahamoudou	22/05/2012	12/110/MCE	101	22/05/2015
635	PR12-0638	MANTCHANGOU SB	SAVADOGO Boukary	22/05/2012	12/115/MCE	250	22/05/2015
636	PR12-0639	Pingou	Salma International	30/05/2012	12/119/MCE	160	30/05/2015
637	PR12-0640	Panassin	Salma International	31/05/2012	12/122/MCE	246	31/05/2015
638	PR12-0641	Kioum	Salma International	31/05/2012	12/123/MCE	233	31/05/2015
639	PR12-0642	Tambao	Pan African Minerals Burkina Sarl	21/08/2012	12/181/MCE	247	21/08/2015
640	PR12-0643	Bankartougou	SERMIS SA	02/10/2012	12-209/MCE	247,44	02/10/2015
641	PR12-0644	Barimagou	SERMIS SA	02/10/2012	12-210/MCE	247,4	02/10/2015
642	PR12-0645	Saroassi	SERMIS SA	02/10/2012	12-211/MCE	188,6	02/10/2015
643	PR12-0647	Kosso	Afro Asian Mineral Resources-Burkina	14/11/2012	12/262/MCE	241	14/11/2015
644	PR12-0648	Poura Sud	NVL Burkina Faso Sarl	14/11/2012	12/263/MCE	250	14/11/2015
645	PR12-0649	Poura Nord	NVL Burkina Faso Sarl	14/11/2012	12/264/MCE	250	14/11/2015
646	PR12-0650	Kirikiri-Est	Sanu Resources Burkina	20/11/2012	2012/000268/MCE	106,3	20/11/2015
647	PR12-0651	Fatouli	ILBOUDO Bassibri Christophe	20/11/2012	2012/000269/MCE	35	20/11/2015
648	PR12-0652	Toyendé	ILBOUDO Bassibri Christophe	20/11/2012	2012/000270/MCE	42	20/11/2015
649	PR12-0653	Dakouré	FOFANA Ahmed	20/11/2012	2012/000271/MCE	106	20/11/2015
650	PR12-0654	Kassaho	Sphinx Exploration of Burkina(SEB)	20/11/2012	2012/000272/MCE	81	20/11/2015
651	PR12-0655	Souboulé	CAPFORE	20/11/2012	2012/000273/MCE	233,4	20/11/2015
652	PR12-0656	Ténado	RABO Mahamoudou	20/11/2012	2012/000274/MCE	156	20/11/2015
653	PR12-0657	Nanous	Burkina Main d'Or Sarl	20/11/2012	2012/000275/MCE	196	20/11/2015
654	PR12-0658	Sebba SB	SAVADOGO Boukary	20/11/2012	2012/000276/MCE	128,5	20/11/2015
655	PR12-0659	PK60	Goldrush Burkina Sarl	20/11/2012	2012/000277/MCE	6	20/11/2015
656	PR12-0660	Patingou	Sanu Resources Burkina Sarl	20/11/2012	2012/000278/MCE	41	20/11/2015
657	PR12-0661	Bladi	Ressources Tangayen SA	20/11/2012	2012/000279/MCE	99,5	20/11/2015
658	PR12-0662	Anra	CAPFORE	20/11/2012	2012/000280/MCE	249,35	20/11/2015
659	PR12-0663	Leba	OUEDRAOGO Elie Justin	12/12/2012	12-000308/MCE	101	12/12/2015
660	PR12-0664	Namassa I	SAV'OR SARL	12/12/2012	12-000309/MCE	18,35	12/12/2015
661	PR13-0665	Dakouli	SAV'OR SARL	30/01/2013	13-000025/MME	53,75	30/01/2016
662	PR13-0666	Bira	Predictive Discovery Sarl	20/02/2013	13-000033/MME	21	20/02/2016
663	PR13-0667	Sebko	Daritos Or Sarl	22/02/2013	13-000044/MME	27	22/02/2016
664	PR13-0668	Kankalaba	Gold Mining Ressources(GOLDMIR) sarl	06/05/2013	13-000070/MME	250	06/05/2016

N° d'ordre	CODE	NOM_PERMIS	DETENTEUR	DATE OCTROI	N° ATTRIBUTION	Superficie(km ²)	Validité
665	PR13-0669	Timba	Gold Mining Ressources (GOLDMIR) sarl	06/05/2013	13-000071/MME	241	06/05/2016
666	PR13-0670	Youngou Est	Sarama Mining Burkina suarl	06/05/2013	13-000073/MME	94,5	06/05/2016
667	PR13-0671	Bini	Sarama Mining Burkina suarl	06/05/2013	13-000074/MME	127	06/05/2016
668	PR13-0672	Nianie	Sarama Mining Burkina suarl	06/05/2013	13-000075/MME	18,34	06/05/2016
669	PR13-0673	Gaigou	Essakane Exploration	06/05/2013	13-000076	48,05	06/05/2016
670	PR13-0674	Tin Dioulaf	Diamond Cement (Burkina) SA	06/05/2013	13-000085/MME	79	06/05/2016
671	PR13-0675	Tin Manan	Diamond Cement (Burkina) SA	06/05/2013	13-000086/MME	69,27	06/05/2016
672	PR13-0676	Bassoura	Randgold Ressources Burkina Faso	06/05/2013	13-000087	60,6	06/05/2016
673	PR13-0677	Yerefoula	Randgold Ressources Burkina Faso	06/05/2013	13-000088	250	06/05/2016
674	PR13-0678	Bombouela 2	Mana Minerals SA	06/05/2013	13-000089/MME	250	06/05/2016
675	PR13-0679	Wolonkoto	BT/MINES SARL	23/05/2013	13-000103/MME	222	23/05/2016
676	PR13-0680	Tyikoro	SARAMA FASO sarl	24/06/2013	13-000127/MME/SG	50	24/06/2016
677	PR13-0681	Sitogo	La MiniPre du Faso (LMF)	11/06/2013	13-000120/MME/SG	98,4	11/06/2016
678	PR13-0682	Kanra	Metalor SA avec CA	25/07/2013	13-000148/MME/SG	250,3636	25/07/2016
679	PR13-0683	Badoura	Metalor SA avec CA	25/07/2013	13-000149/MME/SG	247,44	25/07/2016
680	PR13-0684	Mani	MINOUGOU Mahamadou	04/07/2013	13-000118/MME/SG	249,720028	04/07/2016
681	PR13-0685	Sossoré	SKIPPER BURKINA	18/07/2013	13-139/MME/SG/DG	250,02196	18/07/2016
682	PR13-0686	Kanra	Metalor SA avec CA	25/07/2013	13-000148/MME/SG	250,3636	25/07/2016
683	PR13-0687	Badoura	Metalor SA avec CA	25/07/2013	13-000149/MME/SG	247,44	25/07/2016
684	PR13-0688	Dablo 1	Newa Burkina sarl	12/08/2013	13-155/MME/SG	250,057161	12/08/2016
685	PR13-0689	Nagbingou	Texica Africa suarl	12/08/2013	13-153/MME/SG	76,84118474	12/08/2016
686	PR13-0690	Dablo 3	Newa Burkina sarl	12/08/2013	13-154/MME/SG	250,075652	12/08/2016
687	PR13-0691	Dougouni	SOCORITRA	25/09/2013	13-169/MME/SG	200,0775	25/09/2016
688	PR13-0692	Badara	SOCORITRA	25/09/2013	13-170/MME/SG	248,775	25/09/2016
689	PR13-0693	Nadera	SOCORITRA	25/09/2013	13-171/MME/SG	249,55	25/09/2016
690	PR13-0694	Basiéri	Predictive Discovery	25/09/2013	13-167/MME/SG	86,19492723	25/09/2016
691	PR13-0695	Sobra	Ingenious Resources sarl	25/09/2013	13-166/MME/SG	51,43180264	25/09/2016
692	PR13-0696	Tinkoulou	Burkina Main d'Or	05/11/2013	13/189/MME/SG/DG	96,071684	05/11/2016
693	PR13-0697	Kouloko	MANAGEM SA	21/11/2013	13/195/MME/SG/DG	153,957369	21/11/2016
694	PR13-0698	Gongoro	NIKIEMA Tanga Sadibwaoga Issa	12/12/2013	13/202/MME/SG/DG	234,4855641	12/12/2016
695	PR13-0699	Hossi	NIKIEMA Tanga Sadibwaoga Issa	12/12/2013	13/203/MME/SG/DG	113,1221741	12/12/2016
696	PR13-0700	Kao Sud	RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL	31/12/2013	13-215/MME/SG/	88,37831	31/12/2016
697	PR13-0701	Kao Nord	RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL	31/12/2013	13-216/MME/SG	90,456556	31/12/2016

Annexe 10.3 Liste des autorisations d'exploitation artisanales valides au 31 décembre 2013

N° d'ordre	NOM DU SITE	DETENTEUR	N° ATTRIBUTION	DATE	Validité
1	Daramandougou I	Boudo Aristide Jean	03/014/MCE	09/07/2003	09/07/2013
2	Wuo-ne	Boudo Aristide Jean	03/046/MCE	30/07/2003	30/07/2013
3	Wuo-panga	Boudo Aristide Jean	04/011/MCE	20/08/2004	20/08/2014
4	Woucoun	Boudo Aristide Jean	05/048/MCE	23/09/2005	23/09/2013
5	Wuopel	Boudo Aristide Jean	2006-0002/MCE	30/01/2006	30/01/2014
6	Yaotin	Pafadnam sadou	07-027/ MCE	19/06/2007	19/06/2013
7	V3	SOMIKA Sarl	08-033/MCE	02/05/2008	02/05/2014
8	Tampedjoiga	Burkina Or Metal	090031/MCE	06/05/2009	06/05/2013
9	Koudla	Ouédraogo I Paraté	10-006/MCE	21/01/2010	21/01/2014
10	Koumbili	Madame Diallo	10-001/MCE	21/01/2010	21/01/2014
11	Pembidi	Zallé Inoussa	10-002/MCE	21/01/2010	21/01/2014
12	Tamargougou	Sawadogo Amadé	10-005/MCE	21/01/2010	21/01/2014
13	Mambo	Dianda Boureima	10-024/MCE	05/02/2010	05/02/2014
14	Moussobadougou 2	SOMIKA Sarl	10-021/MCE	05/02/2010	05/02/2014
15	Sourou	SOMIKA Sarl	10-018/MCE	05/02/2010	05/02/2014
16	Namissiguima	SOMIKA Sarl	10-015/MCE	05/02/2010	05/02/2014
17	Posso	Sawadogo Yemba	10-012/MCE	05/02/2010	05/02/2014
18	Tougou	Sawadogo Yemba	10-008/MCE	05/02/2010	05/02/2014
19	Boudangou III	Zombré L Francis	10-022/MCE	05/02/2010	05/02/2014
20	Boulga	SOMIKA Sarl	10-020/MCE	05/02/2010	05/02/2014
21	Netiana	Mme Diallo Sakinatou	10-026/MCE	09/02/2010	09/02/2014
22	Tiaré	Diallo Hamidou	10-025/MCE	09/02/2010	09/02/2014
23	Gorga	Sawadogo Amadé	10-028/MCE	19/02/2010	19/02/2014
24	Yeletira	Yampa Youssoufi	10-034/MCE	09/03/2010	09/03/2014
25	Tougue	Sawadogo Amadé	10-033/MCE	09/03/2010	09/03/2014
26	Holly	Sawadogo Salifou	10-035/MCE	31/03/2010	31/03/2014
27	Guéguéré	P.O.M	10- 047/MCE	07/04/2010	07/04/2014
28	Ibal 1	Sawadogo Fatimata	10-047/MCE	19/05/2010	19/05/2014
29	Banda Zaghgongo	Pafadnam Sa` dou	10-049/MCE	02/06/2010	02/06/2014
30	Dabéré 1	SOMIKA Sarl	10-054/MCE	10/06/2010	10/06/2014
31	Yehoun	Sanumuso	09-045/MCE	12/06/2010	12/06/2014
32	Pouguari	Zallé Malick	10-057/MCE	18/06/2010	18/06/2014
33	Siguivoussé	Zallé Malick	10-052/MCE	18/06/2010	18/06/2014
34	Voho	SOMIKA Sarl	10-051/MCE	18/06/2010	18/06/2014
35	Dabéré 2	SOMIKA Sarl	10-055/MCE	18/06/2010	18/06/2014
36	Bomoana	SOMIKA Sarl	10-053/MCE	18/06/2010	18/06/2014
37	Nakourtenga	Oueédraogo Hamidou	10-063/MCE	09/07/2010	09/07/2014
38	Nébiah	SOMIKA Sarl	10-067/MCE	12/07/2010	12/07/2014
39	Badinogo	SOMIKA Sarl	10-066/MCE	12/07/2010	12/07/2014
40	Tchebonga	SOMIKA Sarl	10-065/MCE	12/07/2010	12/07/2014
41	Nonglado	Pafadnam	10-071/MCE	04/08/2010	04/08/2014
42	Diora	SOMIKA Sarl	10-070/MCE	04/08/2010	04/08/2014
43	Dadogo	Pafadnam Saidou	10-078/MCE	04/10/2010	04/10/2014
44	Kounkana	Burkina Or Métal	10-077/MCE	04/10/2010	04/10/2014
45	Maardaga	Burkina Or Métal	10-076/MCE	04/10/2010	04/10/2014
46	Dossi	SOMIKA Sarl	10-079/MCE	04/10/2010	04/10/2014
47	Pilogré 1	Zombré L Francis	10-023/MCE	05/10/2010	05/10/2014
48	Koutougou	Zabré Saidou	10-084/MCE	28/10/2010	28/10/2014
49	Onguihui	Zabré Saidou	10-083/MCE	28/10/2010	28/10/2014
50	Tiomolo I	Sawadogo Mamoudou	11/001/MCE	04/01/2011	04/01/2013
51	Djemou	SOMIKA	11/002/MCE	05/01/2011	05/01/2013
52	Lybie	SOMIKA Sarl	11/007/MCE	05/01/2011	05/01/2013
53	Fétakolé	SOMIKA Sarl	11/006/MCE	05/01/2011	05/01/2013
54	Djara	SOMIKA Sarl	11/004/MCE	05/01/2011	05/01/2013
55	Gasselgaraphe	SOMIKA Sarl	11/003/MCE	05/01/2011	05/01/2013
56	Botare	SOMIKA	11/005/MCE	06/01/2011	06/01/2013
57	Mercredougou	BELEM Sakour	11/008/MCE	14/01/2011	14/01/2013
58	Kiyen	SAV'OR	11/011/MCE	18/01/2011	18/01/2013

N° d'ordre	NOM DU SITE	DETENTEUR	N° ATTRIBUTION	DATE	Validité
59	Kuéredougou	SAV'OR	11/010/MCE	18/01/2011	18/01/2013
60	Dohoun	SAV'OR	11/009/MCE	18/01/2011	18/01/2013
61	Selkomsé 2	Ouédraogo Souleymane	11/012/MCE	19/01/2011	19/01/2013
62	Songo	Zombré L. Francis	11/018/MCE	09/05/2011	09/05/2013
63	M'Doumsa	SOMIKA Sarl	11/021/MCE	09/05/2011	09/05/2013
64	Kampti sud	Tapsoba Barthélémy	11/017/MCE	09/05/2011	09/05/2013
65	Siétougopu	Diallo T. Sakinatou	11/024/MCE	09/05/2011	09/05/2013
66	Dimon	Diallo T. Sakinatou	11/025/MCE	09/05/2011	09/05/2013
67	Boni SS	Sawadogo Sayouba	11/026/MCE	18/05/2011	18/05/2013
68	Sounogo	SOMIKA Sarl	11/028/MCE	20/05/2011	20/05/2013
69	Guonguorgou	Zallé Malick	11-27//MCE	20/05/2011	20/05/2013
70	Tambi	Savadogo Idrissa	11/034/MCE	20/05/2011	20/05/2013
71	Gogoba	SOMIKA	11/030/MCE	20/05/2011	20/05/2013
72	Sakinla	Ouédraogo Amadé	11/32/MCE	20/05/2011	20/05/2013
73	Tiopolo	Savadogo Sa'dou	11/33/MCE	20/05/2011	20/05/2013
74	Damkarko	SOMIKA Sarl	11/037/MCE	23/05/2011	23/05/2013
75	Dossi	Burkina Or Metal	11/039/MCE	23/05/2011	23/05/2013
76	Sattin'	SOMIKA Sarl	11/035/MCE	23/05/2011	23/05/2013
77	Naymanga	Sawadogo Misbila	11/036/MCE	23/05/2011	23/05/2013
78	Moulori	Ouédraogo Tasséré	11-041/MCE	09/06/2011	09/06/2013
79	Youga	Zoré Karim	11/042 MCE	09/06/2011	09/06/2013
80	Silmadji	SOMIKA Sarl	11/043/MCE	09/06/2011	09/06/2013
81	Sitougou	Sawadogo Ibrahim	11/046/MCE	01/07/2011	01/07/2013
82	Noumou	SANA Adama	11/047/MCE	08/07/2011	08/07/2013
83	Goundi-EST	BAZIE Mahama	11-64/MCE	09/08/2011	09/08/2013
84	Komtenga	Sawadogo Misbila	11/062/MCE	09/08/2011	09/08/2013
85	Kiri	Savadogo Boukary	11/071/MCE	22/11/2011	22/11/2013
86	Siguinvoussé	SAVADOGO Boukary	11-070/MCE	22/11/2011	22/11/2013
87	Zerbogo SM	Savadogo Boukary	11/069/MCE	22/11/2011	22/11/2013
88	Touroukoro	Ouédraogo Sa'dou	11/067/MCE	22/11/2011	22/11/2013
89	Napelepera	NANA Boucari	11/072/MCE	25/11/2011	25/11/2013
90	Séfa BodpguÛ	Kindo Adama	11/074/MCE	01/12/2011	01/12/2013
91	Moussobadougou	SOMIKA Sarl	11/075/MCE	01/12/2011	01/12/2013
92	Nimbo	SOMIKA Sarl	11/073/MCE	01/12/2011	01/12/2013
93	Tiabongou	S.A.V'OR	11/077/MCE	07/12/2011	07/12/2013
94	Mandja 2	KABORE O. François	11-078/MCE	13/12/2011	13/12/2013
95	Kouame Yaar	HIEN Tiomourete	11/081/MCE	27/12/2011	27/12/2013
96	Wabaga	Savadogo Boukary	11/083/MCE	27/12/2011	27/12/2013
97	Natyari	Savadogo Boukary	11/0082/MCE	27/12/2011	27/12/2013
98	Kourgouera	DERRA O. Abdouramane	11/093/MCE	28/12/2011	28/12/2013
99	Lougou	SOMIKA Sarl	11/086/MCE	28/12/2011	28/12/2013
100	Dabala	SOMIKA Sarl	11/094/MCE	28/12/2011	28/12/2013
101	Lougou 2	SOMIKA Sarl	11/087/MCE	28/12/2011	28/12/2013
102	Aran	SOMIKA Sarl	11/090/MCE	28/12/2011	28/12/2013
103	Salma	GUIRO Abdou Matinou	11-084/MCE	28/12/2011	28/12/2013
104	Mandina	SAVADOGO Boukary	12-003/MCE	21/02/2012	21/02/2014
105	Ton	Nonguierna Jean M.	12/002/MCE	21/02/2012	21/02/2014
106	Folonzo	TRAORE Moffa B.	12/004/MCE	21/02/2012	21/02/2014
107	Byou	TRAORE Issiaka	10/043/MCE	18/05/2012	18/05/2014
108	Koumbango	C M P Sarl	12/012/MCE	26/07/2012	26/07/2014
109	Mougue-Kobidja	Burkina Or Métal	12/013/MCE	27/07/2012	27/07/2014
110	Tiébélé	ANOUGA O. Moumouni	12/014/MCE	14/08/2012	14/08/2014
111	MÔ	C.M.P.	12/015/MCE	14/08/2012	14/08/2014
112	Koper	Alain KONATE	12-017/MCE	20/09/2012	20/09/2014
113	Foulba	OUEDRAOGO Bassirou	12-018/MCE	05/10/2012	05/10/2014
114	Soukou	ZOROME Ousséini	12-019/MCE	05/10/2012	05/10/2014
115	Koulponsgo	Burkina Or Metal	12/021/MCE	12/10/2012	12/10/2014
116	Wedkinga	SOMIKA	12/020/MCE	12/10/2012	12/10/2014
117	Bouéré	Zoromé Ousséini	12/024/MCE	18/10/2012	18/10/2014
118	ROFO	CMP sarl	12-0027/MCE	29/11/2012	29/11/2014

N° d'ordre	NOM DU SITE	DETENTEUR	N° ATTRIBUTION	DATE	Validité
119	Kanrin	Grandjean/Hulda NARE	12-033/MCE	19/12/2012	19/12/2014
120	Ouayalguin	PAFADNAM Sa'dou	12-032/MCE	19/12/2012	19/12/2014
121	Bara	SOCOR Sarl	12-036/MCE	26/12/2012	26/12/2014
122	Tounou	SOCOR Sarl	12-037/MCE	26/12/2012	26/12/2014
123	Titabe 1	ZALLE Malick	13-001/MME	08/01/2013	08/01/2015
124	Memer	SAV'OR	13-004/MME	18/01/2013	18/01/2015
125	Kayon-Nord	SAV'OR	13-003/MME	18/01/2013	18/01/2015
126	Tanlili	SAV'OR	13-002/MCE	18/01/2013	18/01/2015
127	Yaoton	BURKINA OR METAL	13-005/MME	21/02/2013	21/02/2015
128	Kolépar	Burkina Or Metal	13-007/MME	15/03/2013	15/03/2015
129	Boromo	SOTEXMI	13-006/MME	15/03/2013	15/03/2015
130	Kétura	EXMA	13-011/MME	15/03/2013	15/03/2015
131	Tonior	SAVADOGO Mamoudou	13-012/MME	15/03/2013	15/03/2015
132	Lotto	BURKINA OR METAL	13-008/MME	15/03/2013	15/03/2015
133	Bamako	BURKINA OR METAL	13-009/MME	15/03/2013	15/03/2015
134	Tousyéguou	BURKINA OR METAL	13-014/MME	15/03/2013	15/03/2015
135	Torgana	CMP sarl	13-019/MME	25/04/2013	25/04/2015
136	Bougyédé	CMP sarl	13-018/MME	25/04/2013	25/04/2015
137	Neboun	KABORE/KYELEM Sylvie	13-021/MME	15/05/2013	15/05/2015
138	Koper B	BONODON SARL	13-022/MME	30/05/2013	30/05/2015
139	Dama	SOMIKA	13-023/MME	07/06/2013	07/06/2015
140	Tamsablega	Burkina Or Metal	13-024/MME	15/07/2013	15/07/2015
141	Tempelesse	CMP Sarl	13-025/MME	16/07/2013	16/07/2015
142	Inaboki	CMP sarl	13-027/MME	16/07/2013	16/07/2015
143	Boala	CMP sarl	13-026/MME	16/07/2013	16/07/2015
144	Tanfogo	BELEMVIRE N. Charles	13-028/MME	23/07/2013	23/07/2015
145	Namani	BELEMVIRE N. Charles	13-029/MME	23/07/2013	23/07/2015
146	V3 II	SOMIKA	13-030/MME	23/07/2013	23/07/2015
147	Mankarga V3	CMP sarl	13-031/MME	12/08/2013	12/08/2015
148	Faramoura	OUEDRAOGO Bassirou	13-032/MME	19/08/2013	19/08/2015
149	Ariago fotigué	SAWADOGO Rasmané	13-033/MME	05/09/2013	05/09/2015
150	Sig-Noghin	SOTEXMI	13-034/MME	05/09/2013	05/09/2015
151	Tambalague	CMP	13-035/MME	09/09/2013	09/09/2015
152	Loto	Global Assistance	13-038/MME	09/09/2013	09/09/2015
153	Sittogo	CMP	13-037/MME	09/09/2013	09/09/2015
154	Nonguin	CMP sarl	13-040/MME	19/09/2013	19/09/2015
155	Yérifoula	CMP sarl	13-042/MME	20/09/2013	20/09/2015
156	Boungou-or	Burkina Or Métal	13-041/MME	20/09/2013	20/09/2015
157	Gnimbaaré	HIEN Irénée	13-043/MME	14/10/2013	14/10/2015
158	Gaïgou	Boudo Aristide JC	13-044/MME	14/11/2013	14/11/2015
159	Ampanaba	BAMOGO Yembouama	13-045/MME	15/11/2013	15/11/2015
160	Bilbalé	CMP Sarl	13-046/MME	28/11/2013	28/11/2015
161	Yalanga	CMP sarl	13-048/MME	30/12/2013	30/12/2015

Annexe 10.4 Liste des permis d'exploitation semi-mécanisés valides au 31 décembre 2013

N° D'ORDRE	SITE	DETENTEUR	N° D' ATTRIBUTION	DATE	SUPERFICIE (km2)	Validité
1	Banouassi	Epsilon Gold Mine Ltd	n°05-158/MCE	21/10/2005	1	21/10/2013
2	Botouonou	OREX RESSOURCES	07-141/MCE	21/08/2008	1	21/08/2013
3	TOUNTE	OREX RESSOURCES	08/154/MCE	21/08/2008	1	21/08/2013
4	Kounkoufoni/G	S.E.M.G	09-164/MCE	15/06/2009	1	15/06/2014
5	Bérégoue/K	Somika SARL	09-257/MCE	19/11/2009	1	19/11/2014
6	Solhan	Somika SARL	10-028/MCE	18/02/2010	1	18/02/2015
7	Temberi	Somika SARL	10-029/MCE	18/02/2010	1	18/02/2015
8	Alga	SOTEXMI	10-03/MCE	29/03/2010	1	29/03/2015
9	Nebya	West Africa Mining	10-065/MCE	20/04/2010	1	20/04/2015
10	Aoura	Somika SARL	10-083/MCE	20/07/2010	1	20/07/2015
11	Sassa 1	Pinsapo Trading SA	10-158/MCE	05/10/2010	1	05/10/2015
12	Gayeri	Orex Ressources	10-162/MCE	08/11/2010	1	08/11/2015
13	Wuo NE	EXMA	11-043/MCE	24/05/2011	1	24/05/2016
14	Daramandougou 1	EXMA	11-044/MCE	24/05/2011	1	24/05/2016
15	Wango	SOTEXMI	11-083/MCE	27/05/2011	1	27/05/2016
16	Nagrigré	SANUMUSO SARL	11-024/MCE	30/05/2011	1	30/05/2016
17	Karentenga II	SVMO	11/430/MCE	27/12/2011	1	27/12/2016
18	OPOR	Salma International	12-085/MCE	23/04/2012	1	23/04/2017
19	KOFLANDE III	CANUBE & MOCA	12-146/MCE	26/06/2012	1	26/06/2017
20	Kankandi	Burkina Or Métal	12/163/MCE	19/07/2012	1	19/07/2017
21	KOFFLANDE I	COACO SARL	12-267/MCE	15/11/2012	0,04	15/11/2017
22	YELDETEOUN	COGEMIF	12-000328/MCE	27/12/2012	1	27/12/2017
23	BARINDJA	BURKINA OR METAL	13-000043/MME	22/02/2013	0,18	22/02/2018
24	Titabé	SOOM SORE	13-096/MME	14/05/2013	1	14/05/2018
25	Foaga	SAV'OR SARL	13-126/MME	21/06/2013	1	21/06/2018
26	V3	PETITES OPERATIONS M	13/217/MME	31/12/2013	1	31/12/2018

Annexe 10.5 Liste des comptoirs d'achat, de vente et d'exportation de l'or valide au 31 décembre 2013

N°	Sociétés	Références des arrêtés	Situation Administrative
1	BURKINA OR METAL SARL	Arrêté interministériel N°13-005/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15/03/2016
2	COMPAGNIE GENERALE DES MINES DU FASO (COGEMIF) SARL	Arrêté interministériel N°09-020/MCE/MEF/ MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 29 janvier 2016
3	AR.PA.RI CAVO SARL	Arrêté interministériel N°12-022/MCE/MEF/ MICA du 12 août 2012 (renouvellement)	Valide jusqu'au 12/08/2015
4	SAV'OR SARL	Arrêté interministériel N°13-004/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15/03/2016
5	SONA-OR SARL	Arrêté interministériel N°09-017/MCE/MEF/ MCPEA du 18 novembre 2009	Valide jusqu'au 18/11/2012 (renouvellement en cours)
6	COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX SARL	Arrêté interministériel N°13-022/MCE/MEF/ MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 29/01/2016
7	SOCIETE AFRICAINE DE VENTE ET D'ACHAT D'OR	Arrêté interministériel N°10-007/MCE/MEF/ MCPEA03 juin 2010	Valide jusqu'au 03/06/2013 (renouvellement en cours)
8	SOCOR SARL	Arrêté interministériel N°10-013/MCE/MEF/ MCPEA du 03 septembre 2010	Valide jusqu'au 03/09/2013 (renouvellement en cours)
9	GENERALE DE COMMERCE D'OR (GECOR) BURKINA FASO SARL	Arrêté interministériel N°11-004/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
10	AU-TRADER BURKINA SARL	Arrêté interministériel N°11-005/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
11	CRONCORP (MINING) SARL	Arrêté interministériel N°11-006/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
12	BURKINA SUCCESS SARL	Arrêté interministériel N°11-007/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
13	BT-MINES SARL	Arrêté interministériel N°11-008/MCE/MEF/ MICA du 03 juin 2011	Valide jusqu'au 03/06/2014
14	BONODON SARL-Unipersonnelle	Arrêté interministériel N°11-009/MCE/MEF/ MICA du 03 juin 2011	Valide jusqu'au 03/06/2014
15	GROUPE C.E.M.G.E (Compagnie d'Exploitation Minière à Grande Echelle) SARL	Arrêté interministériel N°11-010/MCE/MEF/ MICA du 03 juin 2011	Valide jusqu'au 03/06/2014
16	E.I.A.R.F BUSINESS SARL	Arrêté interministériel N°11-011/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
17	DARITOS OR SARL	Arrêté interministériel N°11-012/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
18	SOCIETE PATENE (S.P.S) SARL	Arrêté interministériel N°11-014/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
19	INTERNATIONAL GOLD BUSINESS TRADING (I.G.B.T) SARL	Arrêté interministériel N°11-013/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
20	SOCIETE R&k SARL	Arrêté interministériel N°11-018/MCE/MEF/ MICA du 21 octobre 2011	Valide jusqu'au 21/10/2014
21	COMPAGNIE D'EXPLOITATION D'ACHAT ET DE VENTE D'OR (CEAV'OR) SARL	Arrêté interministériel N°11-020/MCE/MEF/ MICA du 13 décembre 2011	Valide jusqu'au 13/12/2014
22	SOCIETE IRIA SADOUKA (SISA) SARL	Arrêté interministériel N°11-019/MCE/MEF/ MICA du 13 décembre 2011	Valide jusqu'au 13/12/2014
23	COMPTOIR D'OR HELKA SARL	Arrêté interministériel N°11-022/MCE/MEF/ MICA du 29 décembre 2011	Valide jusqu'au 29/12/2014
24	SEMIKO SARL	Arrêté interministériel N°11-023/MCE/MEF/ MICA du 30 décembre 2011	Valide jusqu'au 30/12/2014 (renouvellement en cours)
25	FINANCIAL GOLD SERVICES-BURKINA FASO (FGS-BF) SARL	Arrêté interministériel N°12-001/MCE/MEF/ MICA du 16 janvier 2012	Valide jusqu'au 16/01/2015
26	NORD OR SARL	Arrêté interministériel N°12-002/MCE/MEF/ MICA du 23 janvier 2012	Valide jusqu'au 23/01/2015

N°	Sociétés	Références des arrêtés	Situation Administrative
27	SOCIETE KABORE BOUKARE (SO.KA.BOU) SUARL	Arrêté interministériel N°12-004/MCE/MEF/ MICA du 12 mars 2012	Valide jusqu'au 12/03/2015 (retrait en cours)
28	OSLO PLATFORM BURKINA (O.P.B) SARL	Arrêté interministériel N°12-005/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
29	DIA GOLD SARL	Arrêté interministériel N°12-006/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
30	SACVE OR SARL	Arrêté interministériel N°12-007/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
31	MINE BELEM ET FRERES (MBF) SARL	Arrêté interministériel N°12-008/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
32	SEDGOLD SARL	Arrêté interministériel N°12-009/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
33	GUY GOLD SARL	Arrêté interministériel N°12-086/MCE/MEF/ MICA du 25 avril 2012	Valide jusqu'au 25/04/2015
34	SALMA INTERNATIONAL S.U.A.RL	Arrêté interministériel N°12-010/MCE/MEF/ MICA du 07 mai 2012	Valide jusqu'au 07/05/2015
35	SEVAO/B SARL	Arrêté interministériel N°12-011/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
36	GOLDEN AGE-BURKINA FASO SARL	Arrêté interministériel N°12-012/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
37	CULLINAN SA	Arrêté interministériel N°12-013/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
38	DERE GOLD INTERNATIONAL SARL	Arrêté interministériel N°12-014/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
39	GOLD ROGER SARL	Arrêté interministériel N°12-015/MCE/MEF/ MICA du 13 juillet 2012	Valide jusqu'au 13/07/2015
40	COMPTOIR OR DAKISWENDE	Arrêté interministériel N°12-016/MCE/MEF/ MICA du 13 juillet 2012	Valide jusqu'au 13/07/2015 (retrait en cours)
40	SOCIETE SAMI MOHAMMED ABID AL MUWALLAD SARL	Arrêté interministériel N°12-017/MCE/MEF/ MICA du 27 juillet 2012	Valide jusqu'au 27/07/2015
40	METAUX SAV'OR SARL	Arrêté interministériel N°12-018/MCE/MEF/ MICA du 27 juillet 2012	Valide jusqu'au 27/07/2015
40	SOCIETE DE RECHERCHE, D'ACHAT ET DE VENTE D'OR (SO.RA.VO) SARL	Arrêté interministériel N°12-019/MCE/MEF/ MICA du 27 juillet 2012	Valide jusqu'au 27/07/2015
40	GEFI-METAUX ET PIERRES PRECIEUX SARL	Arrêté interministériel N°12-023/MCE/MEF/MICA du 28 septembre 2012	Valide jusqu'au 28 septembre 2015
45	SOCIETE SOM SOORE SARL	Arrêté interministériel N°12-029/MCE/MEF/MICA du 07 novembre 2012	Valide jusqu'au 07 novembre 2015
46	COGIE/OM SARL	Arrêté interministériel N°12-030/MCE/MEF/MICA du 21 décembre 2012	Valide jusqu'au 21 décembre 2015
47	LINKS SARL	Arrêté interministériel N°12-031/MCE/MEF/MICA du 21 décembre 2012	Valide jusqu'au 21 décembre 2015
48	BEZIR METAL SARL	Arrêté interministériel N°12-032/MCE/MEF/MICA du 21 décembre 2012	Valide jusqu'au 21 décembre 2015
49	PS IMPORT-EXPORT SARL	Arrêté interministériel N°13-002/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15 mars 2016
50	ENDEX MINES SARL	Arrêté interministériel N°13-003/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15 mars 2016
51	BINGBA SARL	Arrêté interministériel N°13-007/MME/MEF/MICA du 25 mars 2013	Valide jusqu'au 25 mars 2016 (retrait en cours)
52	MEGA GOLD SARL	Arrêté interministériel N°13-006/MME/MEF/MICA du 25 mars 2013	Valide jusqu'au 25 mars 2016
53	EXXOR-FASO SARL	Arrêté interministériel N°13-008/MME/MEF/MICA du 03 mai 2013	Valide jusqu'au 03 mai 2016
54	CORAV INTERNATIONAL SARL	Arrêté interministériel N°13-009/MME/MEF/MICA du 10 mai 2013	Valide jusqu'au 10 mai 2016
55	AFRICA EURO GOLD SARL	Arrêté interministériel N°13-011/MME/MEF/MICA du 30 mai 2013	Valide jusqu'au 30 mai 2016
56	NONGTABA SARL	Arrêté interministériel N°13-012/MME/MEF/MICA du 10 juin 2013	Valide jusqu'au 10 juin 2016
57	METAUX PRECIEUX D'AFRIQUE (MPA) SARL	Arrêté interministériel N°13-013/MME/MEF/MICA du 21 juin 2013	Valide jusqu'au 21 juin 2016

N°	Sociétés	Références des arrêtés	Situation Administrative
58	ORCOSARA SARL	Arrêté interministériel N°13-015/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
59	SOCIETE ALFA COMMODITIES SARL	Arrêté interministériel N°13-016/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
60	SOCIETE GENERALE DE REPRESENTATION ET DE VENTE DE METAUX PRECIEUX (SOGEP) SARL	Arrêté interministériel N°13-017/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
61	KHEPER SARL	Arrêté interministériel N°13-018/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
62	YEMBOIDO SARL	Arrêté interministériel N°13-019/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
63	TEXICA AFRICA SARL	Arrêté interministériel N°13-021/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
64	SANCO SARL	Arrêté interministériel N°13-023/MME/MEF/MICA du 03 octobre 2013	Valide jusqu'au 03 octobre 2016
65	OKAZ GOLD SARL	Arrêté interministériel N°13-024/MME/MEF/MICA du 03 octobre 2013	Valide jusqu'au 03 octobre 2016
66	NOUFAN GOLD SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 13 février 2014	Valide jusqu'au 13 février 2017
67	BATIMAX SUARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
68	COMPAGNIE DE DISTRIBUTION, DE REPRESENTATION ET DE PRESTATION SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
69	TOJIZARRIN SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
70	ROYAL OR SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
71	SIRIOR COMPTOIR SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
72	GROUPE BISMILLAH I INTERNATIONAL SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
73	ETABLISSEMENT OUEDRAOGO SANATA SA.	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
74	GLOBAL MINING AND TRADING	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017

Annexe 10.6 Liste des autorisations d'exploitation de substances de carrières valide au 31 décembre 2013

N° d'ordre	SITE	DETENTEUR	N°ATTRIBUTION	DATE	SUBSTANCE	SUPERFICIE (ha)	Validité
1	Yaguéma	Entreprise Oumarou K	97/046/MEM	20/06/1997	Granite	3	20/06/2014
2	Pousg-Ziga	Fadoul Technibois	2001/121/MCE	02/10/2001	Granite	29	02/10/2015
3	Yagma	BTM	03/025/MCE	02/05/2003	Granite	32	02/05/2014
4	Sirghin	Hage Industries SA	04/026/MCE	20/01/2004	Basaltes	2	20/01/2015
5	Mankarga	Hage Industries SA	04/028/MCE	23/01/2004	Feldspath	5	23/01/2015
6	Pama	SOGRAM - B	04/055/MCE	05/03/2004	Granite rose	4	05/03/2015
7	Wayen	MAVICO	04/089/MCE	09/08/2004	Granite	6	09/08/2015
8	Boussouma	GOLDEN STONE	04/115/MCE	02/09/2004	Tufs	2	02/09/2015
9	Poussougziga	COGEB International	05-072/MCE	27/07/2005	Granite	20	27/07/2013
10	Pissi	SCB	05/100/MCE	12/09/2005	Granite	10	12/09/2013
11	Dioungoko	COVEMI	05-161/MCE	21/10/2005	Calcaires dolomitiques	15	21/10/2013
12	Tiara	COVEMI	05-161/MCE	21/10/2005	Calcaires dolomitiques	30	21/10/2013
13	Koro	Entreprise Oumarou K	06/018/mce	13/03/2006	Granite	63	13/03/2014
14	Wayen	SOMACO	06-052/MCE	21/06/2006	Granite	46	21/06/2014
15	Tamporé	EBOMAF	07-079/MCE	31/05/2007	Granite	35	31/05/2015
16	Bebtenga	EBOMAF	07-078/MCE	31/05/2007	Granite	35	31/05/2015
17	Kaya	Hage Industrie	07-122/MCE	14/08/2007	Argile	2	14/08/2015
18	Tampilo	ATP	07-133/MCE	21/09/2007	Granite	8	21/09/2015
19	Moaken	ASI-BF	08-064/MCE	03/04/2008	Quartz	1	03/04/2013
20	Dioungoko	FISA	08-066/MCE	09/04/2008	Calcaires dolomitiques	29	09/04/2013
21	Diekuy	COVEMI	05-162/MCE	09/04/2008	Kaolin	4	09/04/2013
22	Logofouroussou	Zida Olivier	08-153/MCE	21/08/2008	Latérite	1	21/08/2013
23	Saa	E.C.H.A	09/267/MCE	08/04/2009	Granite	60	08/04/2014
24	Manegsombo	EKF	09-278/MCE	23/07/2009	Granite	95	23/07/2014
25	Kouanda	EKF	09/268/MCE	23/07/2009	Granite	32	23/07/2014
26	Pissi	DTP/Terrassement	08-193/MCE	23/07/2009	Granite	109	23/07/2014
27	Yanga	Coeffe Alain	09-224/MCE	22/09/2009	Granite	17	22/09/2014
28	Rakaye	Suzy Construction	10/156/mce	30/09/2010	Granite	11	30/09/2015
29	Pissi II	Oumarou Kanazoe	10/226/mc	31/12/2010	Granite	12	31/12/2015
30	Boussouma	CIM BURKINA	11-001/MCE	06/01/2011	Tufs	15	06/01/2016
31	Dandé	CIM BURKINA	11-002/MCE	06/01/2011	Calcaires dolomitiques	100	06/01/2016
32	Ramongo	COGEB International	11/95/MCE	03/06/2011	Granite	7	03/06/2016
33	Mankarga	Hage Industries	11-107/MCE	10/06/2011	Felspath	10	10/06/2016
34	Bazoulé	Fadoul-Technibois	11/133/mce	05/07/2011	Granite	12	05/07/2016
35	Logofouroussou	Kama Brik	12/30/mce	05/03/2012	Latérite	7	05/03/2017

N° d'ordre	SITE	DETENTEUR	N°ATTRIBUTION	DATE	SUBSTANCE	SUPERFICIE (ha)	Validité
36	Tougan	COGEB International	12/56/mce	28/03/2012	Granite	9	28/03/2017
37	Gonsé	Globex Construction	12/057/mce	02/04/2012	Granite	56	02/04/2017
38	Yankasso	SOROUBAT-BF	12/183/MCE	22/08/2012	Granite	28	22/08/2017
39	Wayen/Zam	CBM-SARL	12/196/mce	24/09/2012	Granite	117	24/09/2017
40	Sabraogo Nord	RoutiPre Internat.	12/218/mce	10/10/2012	Granite	41	10/10/2017
41	Lapara	DTP Terrassement	13-000091/MME	07/05/2013	Granite	100	07/05/2018
42	Wolonkoto	COLAS Afrique	13-000104/MME	24/05/2013	Granite	5	24/05/2018
43	Bakou	EBATP-GECAUMINE	13-117/MME	03/06/2013	GRANITE	100	03/06/2018
44	Boumbin	SACBA-TP	13-141/MME	22/07/2013	Granite	58	22/07/2018
45	Dioukan Nord	SOFANEC	13-146/MME	24/07/2013	Calcaires dolomitiques	101	24/07/2018
46	Dioukan sud	SOFANEC	13-145/MM	24/07/2013	Calcaires dolomitiques	103	24/07/2018
47	Dioukan	SOFANEC	13/147/MME	24/07/2013	Calcaires dolomitiques	101	24/07/2018
48	Sambonaye	AFRIC CARRIERE	13/161/mme	03/09/2013	Granite	16	03/09/2018
49	Belehede	BANLAW AFRIQUE	13-191/MME	08/11/2013	Granite	12	08/11/2018
50	Koudibo	ATP	13/200/MME	02/12/2013	Granite	16	02/12/2018
51	Mera	ATP	13/201/MME	09 /12/2013	Granite	28	09/12/2018
52	KOMPIGA	AFRIC CARRIERES	13/204/ MME	13/12/2013	Granite	19	13/12/2018

Annexe 11: Equipe de travail et personnes contactées

Equipe de travail

Conciliateur – Moore Stephens LLP

Tim WOODWARD	Associé
Ben TOORABALLY	Directeur de Mission
Karim LOURIMI	Manager / Chef de Mission
Karim GHEZAIEL	Auditeur Senior
Ghazi KHIARI	Auditeur Senior
Aymen Gaaliche	Auditeur Senior

Personnes contactées

Secrétariat Permanent – ITIE

Halidou OUEDRAOGO	Secrétaire Permanent
Françoise ZOURE	Fiscaliste
Sidiki GUIRE	Chargé des Rapports ITIE et du Renforcement des Capacités
Apolline Yérie SOME	Chargée de mission : Régionalisation ITIE

Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie

Aïssata TAPSOBA	Directrice Générale du Cadastre Minier
Félix COULIBALY	Directeur du Cadastre Minier
Constant Bernard CONOMBO	Directeur des Marchés Publics
Moïse OUEDRAOGO	Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles

Direction des Exploitations Minières Artisanales et Semi-Mécanisées

Patrice DABIRE	Directeur
Abdou Gafard ROMBA	Agent
Lombardi MAMBAGURI	Agent
Ibrahime GUIRAUD	Agent
Joseph ILBOUDO	Agent

Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina

Salofou TRAHORE	Directeur de la Sécurité industrielle minière et des hydrocarbures
Mathias BAGRE	Chargé de Commerce et Études Prospectives
Samuel G.DJIGUEMDE	Directeur de la Recherche Géologique et Minière
Dieudonné MUVUNYI	Chef de Service d'Analyses Chimiques
Djibril ZOUNGRANA	Chef de Service des Contrôles Miniers et Hydrocarbures

Ministère de l'Economie et des Finances

Célestin Santéré SANON	Receveur Général (DGTCP)
Souleymane DABO	Percepteur Spécialisé (DGTCP)
Joakim NANA	Chargé du Contrôle Interne à la Recette Générale (DGTCP)
Alphonse NARE	Direction Générale du Budget

Direction Générale des Impôts

Jules TAPSOBA	Directeur du Contrôle Fiscal
Djibril Sawadogo	Point focal ITIE

Direction Générale des Douanes

Adama NANA	Directeur de la législation et réglementation
YAMEOGO K. Pierre	Inspecteur Divisionnaire des Douanes

Société IAMGOLD ESSAKANE SA

Tidiane René Barry	Directeur des affaires Corporative
SERGE M. ROUAMBA	Coordonnateur Taxes – Impôts

Coopération Nationale des Artisans et petits Exploitants Miniers

Hamidou Baba TRAORE	Président
---------------------	-----------

Chambre des Mines

Inna GUENDA SEGUEDA	Chargée de communication
---------------------	--------------------------

Cours des Comptes

Fati BALMA	Conseillère à la Cours des Comptes
------------	------------------------------------